

Selon une étude récente de l'ONU, près de quarante millions d'Africains pourraient mourir de faim dans les prochains mois !

Depuis trop longtemps déjà, l'Afrique est terre de tragédies : guerres, pandémies, famines... La situation ne cesse d'empirer, malgré les milliards de dollars et d'euros qui y sont déversés chaque année. Est-ce sans espoir ?

Bernard Lugan montre avec force que cet espoir existe, à la seule condition que les acteurs, africains comme occidentaux, s'en prennent enfin aux vraies causes, en cessant de s'abriter derrière les discours dogmatiques.

Preuves à l'appui, l'historien rétablit les vérités essentielles de la « question africaine » :

- non, l'esclavagisme occidental n'a pas vidé le continent de ses forces vives ;
- non, les puissances coloniales ne se sont pas enrichies de la sueur ni du sang des colonies ;
- oui, des frontières héritées de la colonisation sont cause de massacres et il faut oser les redéfinir ;
- oui, les États africains, indépendants depuis une quarantaine d'années, sont largement responsables de leur situation ;
- oui, la démocratie à l'occidentale est génératrice de catastrophes car elle ne tient pas compte des réalités ethniques qui déchirent des nations artificielles ;
- oui, les hommes politiques africains ont intérêt à culpabiliser leurs partenaires des pays industrialisés pour mieux percevoir les milliards de l'aide internationale ;

- ...

*God Bless Africa* : un réquisitoire au vitriol qui décape les idées reçues, des solutions qui lamentent le « politiquement correct ». Un seul objectif : la prise de conscience, noire et blanche, pour sauver le Continent d'une mort programmée.

Il y a urgence !



*Docteur en histoire et docteur d'État ès lettres, Bernard Lugan est un spécialiste passionné de l'Afrique : il y a beaucoup séjourné, a enseigné pendant onze ans l'histoire africaine à l'Université nationale du Rwanda, où il a également mené des fouilles archéologiques. Depuis son retour en France, il se rend chaque année en mission sur le Continent noir.*

*Actuellement maître de conférences à l'Université de Lyon III, il y est, entre autres, responsable du module Histoire et géostratégie de la francophonie. Il dirige la revue L'Afrique réelle.*

*Il a publié une quinzaine de livres consacrés à l'Afrique, dont : Atlas historique de l'Afrique des origines à nos jours, Histoire du Maroc, Histoire du Rwanda, Histoire de l'Afrique du Sud, Histoire de l'Égypte...*



9 782912 362841

ISBN : 2-912362-84-9  
EAN : 9782912362841

20 €

God Bless Africa

BERNARD LUGAN

BERNARD LUGAN

# God Bless Africa



CARNOT  
www.carnot.fr

CARNOT  
www.carnot.fr

# **GOD BLESS AFRICA**

**Contre la mort programmée du continent noir**

**Bernard LUGAN**

**CARNOT**  
[www.carnot.fr](http://www.carnot.fr)



## **God Bless Africa**

existe aussi en version anglaise sous les numéros ISBN suivants :

- Pour les États-Unis et le Canada :  
1-59209-035-4
- Pour le Royaume-Uni :  
2-84855-057-0

## **ÉDITIONS CARNOT**

10, quai Jean – Mermoz – 78400 Chatou

Tél. : 01 30 53 75 05

[www.carnot.fr](http://www.carnot.fr)

ISBN n° 2-912362-84-9

Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 2003

Cartographie : tous droits réservés

Toute reproduction de cet ouvrage, même partielle et quel qu'en soit le mode, est formellement interdite et constitue une contrefaçon passible des peines prévues par les textes en vigueur et notamment par la loi du 11 mars 1957 sur la protection des droits d'auteur.

## DU MÊME AUTEUR

*Histoire de l'Afrique du Sud* (Prix de la Société de géographie économique),  
Librairie académique Perrin, 1986, nouvelle édition augmentée et actualisée en 1995.

*Afrique : histoire à l'endroit*,  
Librairie académique Perrin, 1989, nouvelle édition en 1996.

*Afrique : bilan de la décolonisation*,  
Librairie académique Perrin, 1991, nouvelle édition en 1996.

*Histoire de la Louisiane française (1682-1804)*,  
Librairie académique Perrin, 1994.

*Afrique : de la colonisation philanthropique  
à la recolonisation humanitaire*  
Éditions Bartillat, 1995, (Épuisé).

*Ces Français qui ont fait l'Afrique du Sud*,  
Éditions Bartillat, 1996.

*Histoire du Rwanda*,  
Éditions Bartillat, 1997.

*La Guerre des Boers (1899-1902)*,  
Librairie académique Perrin, 1998.

*Histoire du Maroc des origines à nos jours*,  
Librairie académique Perrin, 2000.

*Atlas historique de l'Afrique des origines à nos jours*,  
Éditions du Rocher, 2001.

*Histoire de l'Égypte des origines à nos jours*,  
Éditions du Rocher, 2002.

Ouvrages épuisés dans le commerce,  
à commander à  
*L'Afrique réelle*

BP n° 6, 03140 Charroux :

- *Robert de Kersauson : le dernier commando boer*  
Éditions du Rocher,  
collection « Aventure et Aventuriers », 1989.
- *Villebois-Mareuil, le La Fayette de l'Afrique du Sud*,  
Éditions du Rocher,  
collection « Aventure et Aventuriers », 1990.
- *Cette Afrique qui était allemande*,  
Éditions Jean Picollec, 1990.

Et sous la direction de Bernard Lugan, la revue trimestrielle *L'Afrique réelle*, sur abonnement :  
BP n° 6, 03140 Charroux.

*Si tu ne sais pas où tu vas,  
retourne-toi et regarde d'où tu viens.*

Proverbe sénégalais

## **Introduction**

### **État des lieux d'une Afrique sinistrée**

Vue des rives de l'Europe ou de l'Amérique du Nord, l'Afrique noire – c'est-à-dire celle qui commence aux limites sud du désert du Sahara – est une terre dévastée, abandonnée à ses famines, ses guerres, ses épidémies, ses désastres politiques, économiques et sociaux.

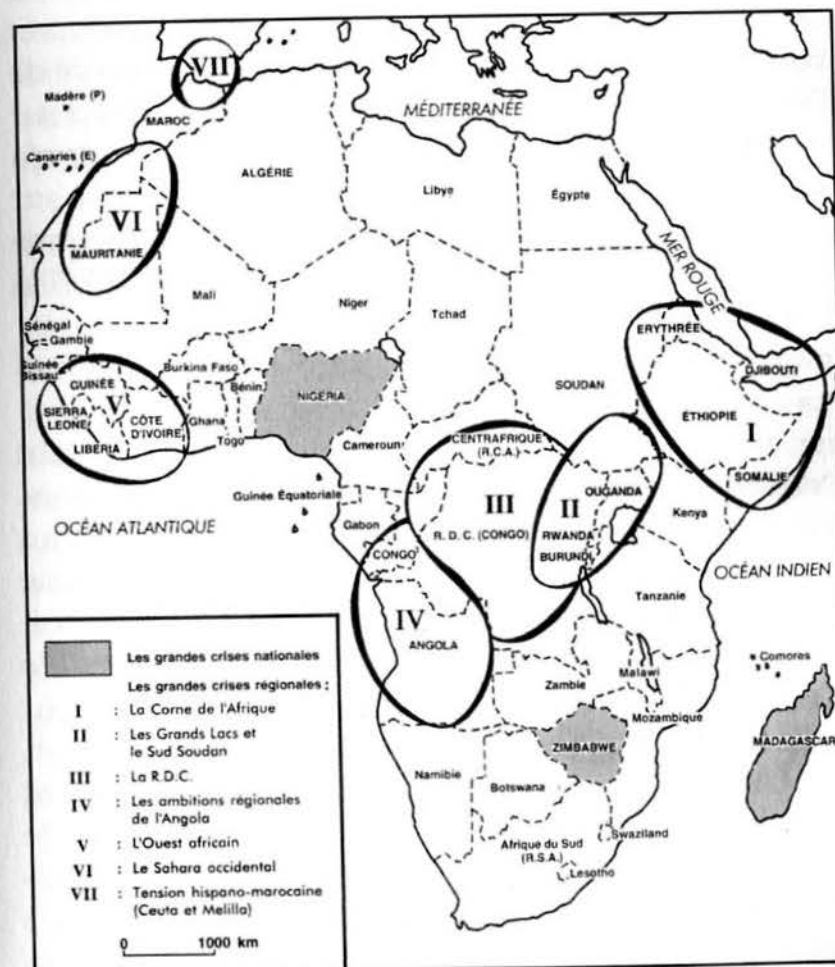
Cette vision est réductrice, car l'Afrique en tant qu'objet géographique est composée d'une myriade de réalités aussi éloignées les unes des autres que les Balkans le sont de la Suède, tant par les langues que par les habitudes sociétales. Les situations locales sont contrastées et souvent très différentes. Difficile de comparer les pays enclavés et les pays à façade maritime, les pays producteurs de pétrole et les pays agricoles, ceux qui ont réussi à diversifier leurs productions et ceux qui ne dépendent que d'un ou deux produits et dont les économies sont suspendues aux variations des cours mondiaux. Néanmoins, cette vision tragique, malheureusement, n'en reste pas moins globalement vraie...

Dans les années 1950, le monde en perdition était l'Asie. Elle subissait d'épouvantables famines et connaissait de sanglants soubresauts : la guerre civile chinoise, le schisme indo-pakistanaï, les conflits de Corée et d'Indochine, la question du Bangladesh, etc., tandis que le continent noir connaissait la paix, qu'il était localement en voie d'industrialisation, que son développement avançait à pas de géant. Mais voilà, c'était le « temps des colonies », de l'impérialisme blanc.

Or, l'Asie d'aujourd'hui semble s'être extirpée du gouffre tandis que l'Afrique y a dégringolé. Contrairement à ce qui s'est passé en Asie, le niveau de vie africain n'a cessé de baisser pendant le demi-siècle qui vient de s'écouler. Le pourcentage de la population africaine vivant au-dessous du « seuil de pauvreté » établi par l'ONU – c'est-à-dire, par personne, un dollar par jour ou moins – était de 47 % en 2002. Le chiffre n'ayant pas changé depuis les années 1990, on pourrait se « rassurer » de cette stabilité. Sauf qu'en termes de conséquences humaines, cette stabilité signifie que, compte tenu de l'essor démographique, le nombre des déshérités a considérablement augmenté. Dans son rapport 2002, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) indique même que l'Afrique sud-saharienne s'est appauvrie de 5 % par rapport à 1990.

Nous reviendrons plus longuement sur les conflits africains et leurs racines. Pour l'instant, bornons-nous à un douloureux constat : entre crises nationales et régionales, l'Afrique est à feu et à sang. L'actuel séisme ivoirien, qui implique des États au-delà de ses frontières (Guinée, Liberia, Burkina Faso), ne doit pas nous

**Carte 1 : Les principales zones de tension en 2002**





faire oublier les autres conflits du continent. Les guerres, civiles et/ ou transfrontalières, du « bloc » Kongo<sup>1</sup>, qui ne se sont pas résolues, dépassent le cadre de la République démocratique du Congo (RDC).

Le génocide dans la zone des grands lacs (Ouganda, Burundi, Rwanda) n'a pas mis un terme aux affrontements dans cette région. La Corne de l'Afrique (Sud-Soudan, Éthiopie, Érythrée, Djibouti et Somalie) a été laissée à elle-même après le désastre de l'opération américaine *Restore hope*, même en direct sur CNN. Le couronnement d'un nouveau roi au Maroc n'a pas résolu le très profond différend avec l'Algérie sur la question du Sahara occidental, et même l'ancienne tension hispano-marocaine au sujet de Ceuta et Melilla s'est ravivée.

Si les crises africaines sont multiples, présentant notamment des différences régionales importantes, elles apparaissent souvent comme des tragédies humanitaires et alimentaires qui découlent d'une démographie déséquilibrée, pour ne pas dire suicidaire, avec pour conséquence l'irréversible destruction du milieu, pourtant principal générateur de nourriture.

Un exemple ? Huit Africains sur dix mangent une cuisine faite au feu de bois ou de charbon de bois, et 85 % du bois coupé sur le continent n'est destiné qu'à la cuisson des aliments. Moins de 10 % des coupes concernent cette importante source de devises qu'est l'exploitation forestière destinée à l'exportation.

1. Les noms de clans, ethnies, tribus font l'objet d'une indexation en fin de volume.

Le reste est utilisé à la construction locale. La grande nouveauté qu'est la surpopulation n'est donc absolument pas intégrée aux schémas comportementaux qui fonctionnent encore selon les critères des sociétés traditionnelles, antérieures à la colonisation, dans lesquelles les Africains prélevaient sur un milieu aux ressources inépuisables. Ce n'est plus le cas ! Sur le terrain, d'une année sur l'autre, la désertification sud-saharienne et l'appauvrissement des forêts équatoriales sont visibles à l'œil nu, sans avoir à recourir à un quelconque instrument de mesure...

Aujourd'hui, résultat heureux des révolutions introduites par la médecine « coloniale » puis « impérialiste », la population africaine augmente d'environ 3 % par an en moyenne, alors que dans le même temps les ressources agricoles ne progressent que de 1 % seulement. Encore faut-il saisir que ce taux de 3 % entraîne... un doublement de la population tous les vingt ans ! Dans ces conditions, impossible pour les États d'assurer le minimum vital à ces masses humaines. Que l'on y songe : en 1970, deux cents millions d'Africains n'avaient pas accès à l'électricité ; en 2002, ils étaient cinq cents millions. Et pourtant, en trente ans, des dizaines de milliers de kilomètres de lignes ont été tirées et reliées à des centrales électrogènes.

En somme, les naissances vont plus vite que les infrastructures.

Ce fait indéniable est dramatiquement illustré par la question des ressources alimentaires. Entre 1960 et aujourd'hui, les productions agricoles africaines ont progressé de 45 %. Un résultat remarquable, même s'il a été davantage obtenu par la mise

en culture de terres nouvelles que par l'amélioration des techniques. Mais, au même moment, la population augmentait de plus de... 110 % ! La situation alimentaire est donc sans issue.

En 1960, l'Afrique était autosuffisante et exportait des aliments. En 1980, elle en importait 11 millions de tonnes. En 1995, c'est de 45 millions de tonnes dont elle avait besoin. Et en 2002, trente pays africains connaissent une crise alimentaire permanente. Une dizaine d'entre eux, en Afrique australe et orientale notamment, étaient au bord de la famine. Au total, bon an mal an, entre cent cinquante et deux cents millions d'Africains sont sous-alimentés et plusieurs dizaines de millions ne survivent que grâce à l'aide alimentaire internationale.

Le continent a-t-il au moins un rôle économique ? La réponse est, hélas ! clairement négative. La situation changerait peut-être si d'importantes réformes étaient entreprises, mais dans l'immédiat, il est vain de parier sur un démarrage économique au sud du Sahara.

La grande nouveauté de la décennie 1990 fut la fin de la rivalité entre les blocs Est et Ouest qui marque, selon l'historien anglais Eric Hobsbawm<sup>1</sup>, la fin du « *court XX<sup>e</sup> siècle* ». Une fin qui a encore davantage enfoncé le continent dans le néant. Comme la *route du Cap* – celui de Bonne-Espérance, à la pointe sud du continent – n'est plus menacée par les sous-marins soviétiques et que le contrôle des gisements minéraux de l'Afrique centrale et australe n'est plus

nécessaire aux économies occidentales, l'Afrique a cessé d'être un enjeu stratégique et économique, et ceux qui la courtoisaient hier s'en détournent aujourd'hui.

Le Produit national brut (PNB) de tout le continent africain, Afrique du Nord incluse et République sud-africaine exclue<sup>1</sup>, est équivalent à celui de l'Espagne : ce qui représente à peine 1 % du PNB mondial. Quant à la France, avec ses soixante millions d'habitants, son PNB est trois fois supérieur à celui de l'Afrique et de ses sept cents millions d'habitants.

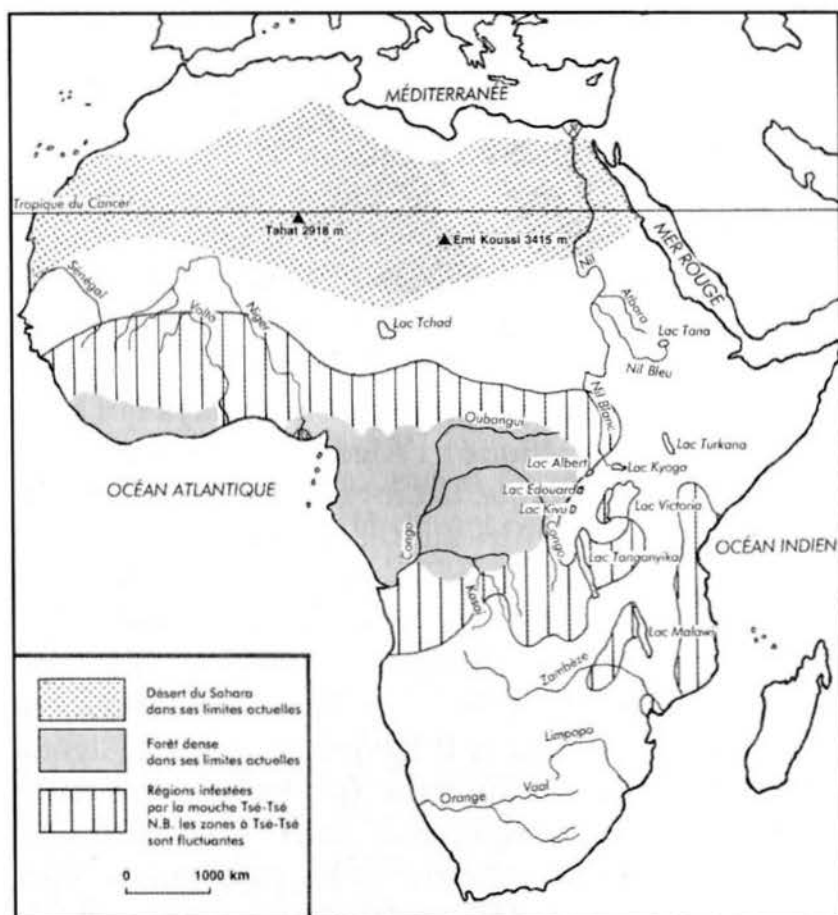
En 2001, la moitié de toutes les exportations africaines étaient constituées par le pétrole produit par onze des pays de la zone. Autant dire que les quarante autres n'ont pour ainsi dire pas d'existence économique. Et de fait, 75 % du Produit intérieur brut (PIB) du continent est réalisé par neuf pays qui sont, par ordre alphabétique : l'Algérie, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, l'Égypte, la Libye, le Maroc, le Nigeria, la République sud-Africaine et la Tunisie.

La part africaine dans les échanges mondiaux ne cesse de baisser : 5,9 % en 1980, 2,3 % en 1996 et 2 % en 2002. De plus, ces chiffres se rapportent à l'ensemble du continent, et 58% des échanges concernent l'Afrique septentrionale (l'Égypte, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie) et australe (la République sud-Africaine). Les quarante-huit autres pays africains, en comprenant l'île Maurice et les pays producteurs de pétrole du golfe de Guinée, pèsent donc moins de 1 % de tout le commerce mondial !

1. E. Hobsbawm, *L'Âge des extrêmes*, Londres 1995. Complexe 1999 pour l'édition française.

1. Son économie n'est en rien comparable au reste du continent.

## Carte II : Les grandes barrières africaines



Pour six des produits principaux du continent (cacao, café, coton, bois, sucre et cuivre), la baisse depuis 1960 est comprise entre 22 et 38 %. Plus grave encore, la part de l'Afrique dans l'exportation de ces produits s'est écroulée. L'Afrique est peu à peu évincée par l'Asie et l'Amérique du Sud dans des domaines qui jusque-là lui procuraient des devises essentielles. En 1960, l'Afrique détenait ainsi 73 % du commerce mondial des huiles végétales, 27 % en 1990 et moins de 10 % aujourd'hui. L'arachide était à 60 % africaine en 1960, elle ne l'est plus qu'à environ 20 % aujourd'hui. Les oléagineux ont-ils perdu du terrain dans nos modes de consommation ? Non, le recul n'est qu'africain. Quand l'Afrique perd des parts sur le marché mondial, l'Asie en gagne.

L'Afrique n'est ni un marché, ni un débouché pour les grandes nations industrielles. Commercialement parlant, elle ne compte en effet pour aucune des cinq plus grandes puissances économiques mondiales. Sa part dans leur commerce international est anecdotique :

	Exportations	Importations
France	5,3 %	4,3 %
Grande-Bretagne	3,2 %	2,1 %
Allemagne	2 %	2,2 %
États-Unis	1 %	2 %
Japon	1 %	1 %

### *La part africaine dans le commerce extérieur des cinq plus grandes puissances économiques*

Explorons plus avant les États-Unis, par exemple, ce géant économique de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. En dépit des discours et des effets d'annonce, le continent



africain dans son ensemble n'a qu'une ridicule importance économique pour Washington : l'Afrique lui vend pour 28 milliards de dollars soit 2 % des achats américains (dont 64 % pour les seuls hydrocarbures) répartis comme suit :

Nigeria	37,4 %
Angola	12 %
Algérie	9,6 %
Gabon	8 %
Reste de l'Afrique	18 %

#### *Les fournisseurs africains des États-Unis*

L'Afrique achète pour 10 milliards de dollars aux États-Unis, soit à peine 1 % de ses ventes :

Égypte	33,3 %
République sud-Africaine	30 %
Algérie	8,7 %
Nigeria	7,2 %
Maroc	5,25 %
Reste de l'Afrique	14,75 %

#### *Les clients africains des États-Unis*

En dehors du Nigeria et de la République sud-africaine, accessoirement de l'Algérie, les échanges avec les autres pays du continent, rapportés au chiffre général du commerce américain, ne représentent donc à peu près rien.

*Idem* pour le commerce entre Europe et Afrique, même si le continent africain, par le biais d'une histoire

commune, « pèse » économiquement un peu plus, mais rien qui vaille la peine que les financiers s'y attachent.

En France, il représente plus ou moins 5 % de tout le commerce extérieur, exportations et importations, soit selon les années environ 21 milliards d'euros, dont 11 pour les importations et 10 pour les exportations.

La moitié de ces chiffres représente les flux avec le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Commercialement parlant, l'Afrique sud-saharienne ne compte donc pas pour grand – chose au palais Brongniart.

Un seul exemple. Au lendemain des indépendances, la plupart des pays constitués sur les anciennes Afrique occidentale française (AOF) et Afrique équatoriale française (AÉF) adhèrent à la Communauté financière africaine (CFA), qui instaure une parité entre les francs français et CFA destinée à garantir la stabilité monétaire de ces pays, tout en facilitant les échanges à la fois entre eux et avec l'ancien pays colonisateur. Trente ans plus tard, sur la décennie 1990, la part de la zone CFA dans tout le commerce international français n'est plus que de 1 %. À lui seul, le Maroc est pour la France un partenaire plus important que l'ensemble « privilégié » de la zone CFA.

Sur le total des investissements français à l'étranger, l'Afrique ne représente plus que 1,8 %. Ce faible pourcentage est concentré sur neuf pays : le Nigeria, l'Égypte, l'Algérie, l'Angola, le Gabon, la Tunisie, le Zimbabwe, la République sud-africaine et enfin le Maroc. Neuf pays qui totalisent 81 % de tout le volume des investissements français sur le continent. Parmi eux, seul le Gabon fait partie de la zone CFA !

Nous retrouvons les mêmes tendances pour la Grande-Bretagne. L'Afrique ne représente en moyenne que 2 % de ses importations et 3 % de ses exportations. Ces faibles flux commerciaux sont essentiellement réalisés avec quelques pays comme la République sud-africaine (35 %), le Nigeria (25 %), le Zimbabwe ou le Kenya. À la différence de la France, la Grande-Bretagne a définitivement quitté l'Afrique au moment des indépendances, à l'exception de quelques secteurs commerciaux dans lesquels elle exerce toujours une forte présence.

Situation plus nette encore pour l'Allemagne, dont l'histoire coloniale s'est achevée avec la défaite de 1918 et le traité de Versailles. En dehors de quelques intérêts économiques sectoriels bien identifiés, Berlin n'a tout simplement pas de politique africaine. En 2000, le continent africain ne représentait que 2 % des exportations allemandes et moins de 2 % de ses importations, essentiellement avec les deux extrémités de l'Afrique : au nord le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, et au sud la République sud-africaine. Le reste du continent ne compte pas pour l'Allemagne.

Quant au Japon, l'Afrique n'est pour lui ni un partenaire, ni un véritable débouché pour ses produits finis, mais un simple fournisseur de matières premières, ne représentant en moyenne que 1 % du total de son commerce extérieur depuis 1996. L'essentiel des échanges est effectué avec trois pays : République sud-africaine et Nigeria, bien sûr, et... Liberia. La mention de ce dernier paraît singulière, elle l'est moins lorsque l'on sait que les relations commerciales entre le Japon

et le Liberia sont fictives : elles portent sur des bateaux « vendus » au Liberia et destinés à naviguer sous pavillon de complaisance... 90 % de tous les investissements japonais sur le continent consistent d'ailleurs en l'immatriculation de navires japonais au Liberia : ce qui ne profite en rien à l'économie africaine.

La douloureuse réalité, c'est que quarante pays africains vivent uniquement de la « solidarité internationale », comme l'on dit aujourd'hui. De charité, en fait. En termes abrupts, si les paysans d'Afrique disparaissaient demain de la surface de la Terre, la bourse de Wall Street ne bougerait pas un cil... Les paysans seulement, parce que le pétrole, c'est autre chose.

On l'a vu, les principales exportations, les seules en progression sur le continent, sont les hydrocarbures. Ce pétrole peut-il sauver l'Afrique ?

Les importations américaines issues de l'Afrique portent pour les deux tiers sur le pétrole brut, venu essentiellement du Nigeria, qui constitue 13 % des approvisionnements américains. Depuis quelques années, la politique pétrolière américaine en Afrique évolue. Premier importateur mondial avec 494 millions de tonnes de brut en 2000, les États-Unis s'efforcent depuis les années 1970 de réduire leur dépendance à l'égard des pays du golfe, avec les conséquences que l'on sait. Ils diversifient de plus en plus et se tournent vers d'autres fournisseurs, dont l'Afrique et notamment le Nigeria, le Gabon et l'Angola. Ce dernier détient d'immenses champs pétroliers en *offshore* et devient un fournisseur de plus en plus important pour les États-Unis ; c'est ainsi qu'en une année, entre les mois de juin 2001 et 2002, les quantités de pétrole



angolais exportées aux États-Unis ont augmenté de près de 60 %.

En 1997, onze pays africains produisent du pétrole. Ils sont quinze en 2002. Aujourd'hui, le continent africain dans son ensemble détient entre 8 et 10 % des réserves connues et assure en moyenne plus ou moins 11 % de la production mondiale. En dix ans, la production africaine de pétrole a augmenté de plus de 40 % contre un peu moins de 20 % pour les autres continents producteurs. La tendance sur le moyen et le long terme est donc très favorable à l'Afrique. L'inventaire de ses réserves prouvées montre en effet une augmentation de plus de 25 % en dix ans, chiffre tout à fait remarquable quand on le compare aux 15 % de la moyenne mondiale. L'Afrique va donc continuer à voir sa part augmenter et sa production devrait largement dépasser les 10 millions de barils par jour en 2005 contre plus ou moins 8 millions aujourd'hui.

Cela se traduit par l'émergence de nouveaux pays pétroliers. Les découvertes se multiplient. Les plus prometteuses ont été faites en *offshore* profond où la recherche ne fait que débiter. Des résultats très encourageants sont attendus dans les années à venir sur toute la façade du golfe de Guinée. Des découvertes ont également été faites à l'intérieur des terres. En Algérie, où elles augmentent d'un tiers les réserves du pays, au Soudan et au Tchad, elles vont changer la donne économique locale.

On peut donc légitimement se poser la question : le pétrole va-t-il pouvoir, à lui seul, sortir l'Afrique de son marasme ? Pourra-t-il avoir un effet d'entraînement sur des économies sinistrées ?

Il serait abusivement optimiste de répondre « oui »

à cette question. Les exemples du passé ne sont guère encourageants. En Algérie, en Angola ou au Nigeria, la manne pétrolière a, tout au plus, ralenti la catastrophe. Pis, le « tout pétrole » a détruit une agriculture jadis florissante, en Algérie ou au Nigeria. Partout, l'exploitation des gisements a provoqué le gaspillage et même, un comble, des pénuries en carburants. Et surtout, partout, elle a augmenté de manière exponentielle la corruption.

Les nouveaux pays producteurs pourront-ils éviter de commettre les mêmes erreurs que ceux qui les ont précédés ? Certainement pas dans les conditions politiques et sociales qui sont les leurs...

L'Afrique connaît également de graves crises sanitaires, visibles par le délabrement en profondeur de son système de santé et par d'angoissants problèmes liés aux grandes endémies et pandémies.

Selon certaines projections, le Sida pourrait bouleverser la question démographique africaine. En cette matière, nous ne disposons que d'estimations faites à partir de l'extrapolation de données fragmentaires. Il est donc hasardeux de prétendre bâtir une analyse scientifique sur leur prise en compte, le pire n'étant pas toujours certain. Les seuls chiffres « fiables » proviennent d'Afrique australe et ils laissent présager un cataclysme parmi les populations et, notamment, les élites :

« Dans les pays où l'infection est très haute, le virus du Sida tue les enseignants plus vite qu'ils ne peuvent être formés. »<sup>1</sup>

1. Banque mondiale, XIV<sup>e</sup> Conférence internationale sur le Sida, Barcelone, du 7 au 12 juillet 2002.

Selon les chiffres du Programme commun des Nations Unies sur le Sida (Onusida), 70 % des séropositifs mondiaux vivent en Afrique, soit plus de trente millions d'individus. En 2001, deux millions deux cent mille Africains sont morts du Sida. Chaque année, plusieurs centaines de milliers de bébés naissent porteurs du virus et près de 10 % des séropositifs africains sont des enfants. Le nombre des « orphelins du Sida » est considérable, vingt-cinq millions d'adultes en sont morts depuis les débuts de la maladie. Selon le rapport de l'Onusida : « *l'épidémie n'en est encore qu'à ses débuts* »<sup>1</sup> alors que la communauté internationale pariait sur une stabilisation supposée de la maladie, due à la perte des catégories les plus exposées au virus – projection réfutée par la forte progression constatée dans les pays les plus infectés.

Une dernière crise, mais non la moindre, est celle de la « fuite des cerveaux ». Nombre de diplômés africains émigrent, désertant leur continent où ils sont pourtant indispensables, pour venir s'employer dans le monde développé industrialisé où ils sont en surnombre. Selon Nicolas Sarkozy<sup>2</sup>, ministre français de l'Intérieur : « *Il y a davantage de médecins béninois exerçant en France qu'au Bénin.* »<sup>3</sup> Cet exemple illustre éloquemment cette politique de « désertion » des élites africaines que les pays européens cautionnent au nom d'un droit d'accueil dont les conséquences

sont mortelles pour l'Afrique. Car enfin, si la France ne manque pas de médecins, au Bénin des centaines de malades meurent par manque de praticiens. Sorte de nouvelle forme de traite des Noirs, elle ponctionne les plus précieux des fils de l'Afrique : ses diplômés, seuls armés pour la reconstruire.

À ce problème de fuite des cerveaux s'ajoute celui des migrations massives de populations non qualifiées, qui commencent déjà à poser de graves problèmes dans les pays d'accueil : ce qui produira nécessairement des crispations, des phénomènes de rejet qui vont malheureusement avoir des conséquences sur la perception que les Européens des décennies à venir auront de l'Afrique.

L'Afrique indépendante n'a jamais cessé de considérer qu'elle n'est pas responsable de ce lamentable état des lieux. Pour elle, la faute en incombe aux nations coloniales.

Au mois d'octobre 2001, lorsque fut créé le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'on a pu croire que l'Afrique avait décidé de renoncer aux incantations accusatoires. L'initiative fut d'ailleurs unanimement saluée comme une prise de conscience africaine, destinée à ce que le futur de ce continent ne soit plus suspendu aux aides internationales. La création du NEPAD semblait même signifier que l'Afrique avait enfin décidé de pratiquer un examen réaliste des causes de ses échecs et qu'elle avait résolu de se prendre en charge en cessant de demander toujours tout à l'extérieur...

1. Préambule à la XIV<sup>e</sup> Conférence internationale sur le Sida, Barcelone, 2 juillet 2002.

2. Tous les noms propres cités font l'objet d'une indexation en fin de volume.

3. Déclaration à l'émission *100 Minutes pour convaincre* sur la chaîne de télévision France 2, le lundi 9 décembre 2002.

Mais, malgré ces intentions louables, le Sénégal, l'un des États initiateurs du NEPAD, a publié un document constituant le parfait résumé de ce qui a tant contribué à enfoncer le continent dans l'inaction :

*« L'Afrique [...] considère qu'elle a été marginalisée par l'évolution historique [...]. Son appauvrissement provient des effets cumulatifs de 300 ans d'esclavage, de 100 ans de colonisation et, depuis l'indépendance, de la domination économique qui se traduit par l'exploitation de ses ressources et du travail de ses populations par des prix en perpétuelle tendance historique à la baisse. »<sup>1</sup>*

Autrement dit, tous les problèmes du continent que nous venons d'énoncer succinctement sont dus aux nations esclavagistes, puis colonialistes, avant de devenir économiquement impérialistes. Un discours dont les arguments, récurrents depuis soixante ans au moins, ont conduit à un système dont le principal carburant est la culpabilité. Une culpabilité qui contraint l'Europe et les États-Unis à intervenir pour « réparer leurs torts » sous la pression de groupes tiers-mondistes et/ou afro-américains, cramponnés au fameux « devoir d'ingérence » cher au médiatique Bernard Kouchner. Une culpabilité qui, dans le même temps, permet aux dirigeants africains de s'abriter derrière un puéril « C'est pas moi, c'est l'autre », formidable levier soulevant les montagnes de « l'assistance internationale » dans tous les domaines qui relèvent pourtant strictement de leur responsabilité.

C'est ce que nous désignons sous le nom de « paradigme de la victimisation », terrible frein à une véritable prise de conscience sereine de la situation africaine, une limite idéologique arc-boutée sur des arguments si rebattus qu'ils en sont devenus dogmatiques. Nous entendons prouver dans ce livre, pour l'Afrique et pour elle uniquement, que ces arguments sont non seulement faux, mais qu'ils sont devenus suicidaires.

---

1. Vice-présidence du Sénégal. *Le NEPAD expliqué*. On notera que l'agriculture, qui fait pourtant vivre 800 millions d'Africains et qui représente une part importante (plus de 30 %) de la richesse nationale du continent, est étrangement absente de cette rubrique. *Idem* pour le Sida.

## **Première partie**

### **Le paradigme de la victimisation**

Ainsi qu'un certain nombre de dirigeants africains l'affirment, si l'Afrique est sous-développée, c'est parce que les nations négrières l'auraient vidée de ses « forces vives » par la Traite, avant de bâtir leurs révolutions industrielles sur ses bénéfices, puis de piller le continent par l'exploitation coloniale.

Propagées d'abord par un certain nombre d'historiens idéologues des années 1960, reprises ensuite par des thésards peu regardants ou des compilateurs paresseux, ces idées ont fini par faire de ces mythes incapacitants un dogme pour les intellectuels de trois continents : africain, américain et européen.

Mais le plus grave est ailleurs : ces mythes privent les Africains des moyens de rechercher dans leur substrat historique réel la force de surmonter leurs difficultés ; ils interdisent un examen lucide et décomplexé des rapports entre continent noir et monde blanc. Et cela au moment même où l'Afrique, qui sombre, en a le plus besoin...

Nous démontrerons dans les chapitres de cette première partie qu'il s'agit là d'autant de manipulations de l'histoire.

## **Chapitre I**

### **Quand l'Afrique vendait ses enfants**

L'acte d'accusation repose d'abord sur la douloureuse question de l'esclavage. Le poids des souffrances passées, les traumatismes de la mémoire collective et, il faut bien le dire, la pugnacité des groupes de pression afro-américains en font un sujet hautement passionnel et explosif. Son exposé tient généralement en une collection de poncifs dont la base historique est le plus souvent obsolète, quand elle n'est pas sujette à caution. Des erreurs qui ont trait aux chiffres, aux responsabilités et aux conséquences de la Traite.

#### **1. Réalités de la Traite européenne**

La vente d'hommes et de femmes considérés comme des bêtes de somme établie en tant que système économique, l'esclavage en un mot, n'a pas été introduite sur le continent africain par les Européens ; même si oui, ils ont détourné à leur profit une pratique traditionnelle, contribuant ainsi un temps à sa pérennisation.



La réalité de la Traite, c'est que ce sont des Noirs qui vendaient leurs « frères » aux négriers européens. À en croire l'hebdomadaire *Jeune Afrique* du 28 juillet 1998, certains descendants d'esclaves commencent d'ailleurs, dans les Antilles françaises, à reconnaître cette vérité, affirmant dans un titre choc :

« Nous n'avons rien à voir avec des gens qui nous ont vendus. »

Et le journal de poursuivre :

« À l'heure où les Africains demandent aux Européens des réparations pour leurs responsabilités dans la vente d'esclaves, les Antillais veulent demander des comptes aux Africains : « L'Afrique a vendu ses enfants », accusent-ils. [...] Il apparaît en effet que les Martiniquais ont, pour la première fois, besoin de poser des questions sur cette Afrique mère, de lui en vouloir ouvertement, de crever l'abcès. »

Crevons donc l'abcès : la Traite ne fut possible que parce que des Noirs capturaient d'autres Noirs pour venir les vendre aux négriers<sup>1</sup>. À l'exception des *pombeiros*<sup>2</sup>, les Européens ne pénétraient jamais à l'intérieur du continent. Ils n'étaient guère en mesure de jouer un rôle actif dans les deux phases essentielles du « commerce d'ébène » : la capture, puis l'acheminement des esclaves vers la côte. Ces deux responsabilités incombaient en totalité à

d'autres Africains. Seule une poignée de Blancs vivait retranchée dans une quarantaine de forts côtiers, échelonnés du Sénégal à l'Angola.

La traite des esclaves fut d'abord le fait d'États esclavagistes africains qui, d'ailleurs, n'ignoraient pas les lois capitalistes : ils savaient raréfier ou réguler le « produit » en fonction de la demande. Des profondeurs du continent jusqu'au littoral, de véritables réseaux de distribution avaient été mis en place, avec péages et versements de taxes, plaques tournantes et marchés aux esclaves à l'intérieur des terres, loin des forts côtiers qui abritaient les Blancs. Oui, une partie de l'Afrique s'enrichissait en vendant l'autre partie. Et ce commerce était une source considérable de bénéfices et de puissance pour ceux des Africains qui étaient les associés, les partenaires, les fournisseurs des Européens. Un puissant intérêt liait en effet des « partenaires blancs et noirs engagés dans une opération économique créatrice de profits »<sup>1</sup>.

Certains Africains ne sont pas dupes : ils le savent et le dénoncent. *Andagaman*, le film du réalisateur ivoirien Gnoan M'Balla sorti dans les salles en juin 2001, est explicite à ce sujet. Selon son auteur, le film met en effet en scène :

« [...] la complicité des peuples africains qui ont vendu leurs frères aux trafiquants d'esclaves. Les tribus africaines se lançaient à la conquête d'autres tribus, les vaincus étaient faits prisonniers et échangés contre des fusils et du rhum. »

1. Au sujet de l'esclavage contemporain ou ancien et des influences comportementales en Afrique, on lira l'excellent article de Roger Botte intitulé « Le spectre de l'esclavage », dans *Les Temps modernes*, numéro 620-621, août-novembre 2002, pages 144 à 164.

2. Métis de Noirs et de Portugais qui opéraient en Angola.

1. *Les Traites négrières en Afrique*, F. Renault et S. Daget, 1985, page 87. On peut également lire avec profit *La Traite des Noirs* de S. Daget, 1990.

Reste que les Européens étaient bien acheteurs, même s'ils n'étaient « que » cela. Ils avaient deux méthodes pour se procurer des esclaves auprès de leurs pourvoyeurs africains :

La première était fixe, connue sous le nom d'« usine ». Elle consistait en implantations côtières dans lesquelles les captifs étaient rassemblés par les esclavagistes africains. Ces forts étaient tenus par quelques employés des compagnies européennes, chargés de veiller à la qualité du « produit » et de le payer aux pourvoyeurs. Les navires y relâchaient régulièrement pour embarquer leur cargaison humaine à destination des Amériques.

La seconde était mobile. Il s'agissait d'une sorte de cabotage le long des rivages africains durant lequel les navires remplissaient peu à peu leurs cales avec les malheureux achetés à la côte. Mais il importe de bien voir que :

« [...] dans un cas comme dans l'autre, le système était, en dernier ressort, sous contrôle africain. »<sup>1</sup>

Un fait, mis en évidence par David Eltis, permet de souligner le rôle prépondérant des négriers africains. Étudiant les quotas d'âge et de sexe dans les populations d'esclaves<sup>2</sup>, l'historien explique que, si les acheteurs européens préféraient les hommes jeunes en état de travailler sur les plantations, ils étaient en définitive contraints d'embarquer et de

payer aussi des femmes et des enfants, entièrement dépendants de l'offre africaine sur laquelle ils n'avaient que peu de prise.

Une fois leur « marchandise » humaine achetée, les navires prenaient le plus rapidement possible la direction des Amériques par le « passage du milieu », c'est-à-dire une route directe dont les vents porteurs permettent de traverser l'océan Atlantique en un temps record, à partir du golfe de Guinée.

À cet égard on jugera de la liberté prise avec l'histoire par Patricia Rozema, auteur de l'adaptation cinématographique du célèbre roman de Jane Austen, *Mansfield Park*<sup>1</sup>. En totale contradiction avec les faits historiques, la réalisatrice imagine une scène, qui n'existe d'ailleurs pas dans le roman, dans laquelle l'héroïne longe la côte anglaise en fiacre. Elle entend des gémissements venant de la mer et interroge son cocher. Lequel lui répond sans sourciller qu'il s'agit d'un navire négrier et que ces râles sont ceux des malheureux esclaves entassés dans ses cales. C'est évidemment impossible : aucun négrier n'aurait pris le risque de « gâter son ébène » en allant musarder dans la Manche... Les ports de Liverpool ou de Nantes n'ont jamais vu le moindre captif noir, sinon de manière anecdotique. Les bateaux partaient des ports européens chargés de produits à échanger avec les pourvoyeurs en paiement de leurs captures et y revenaient chargés de produits des Amériques. D'où le nom de « commerce triangulaire ». (Carte III)

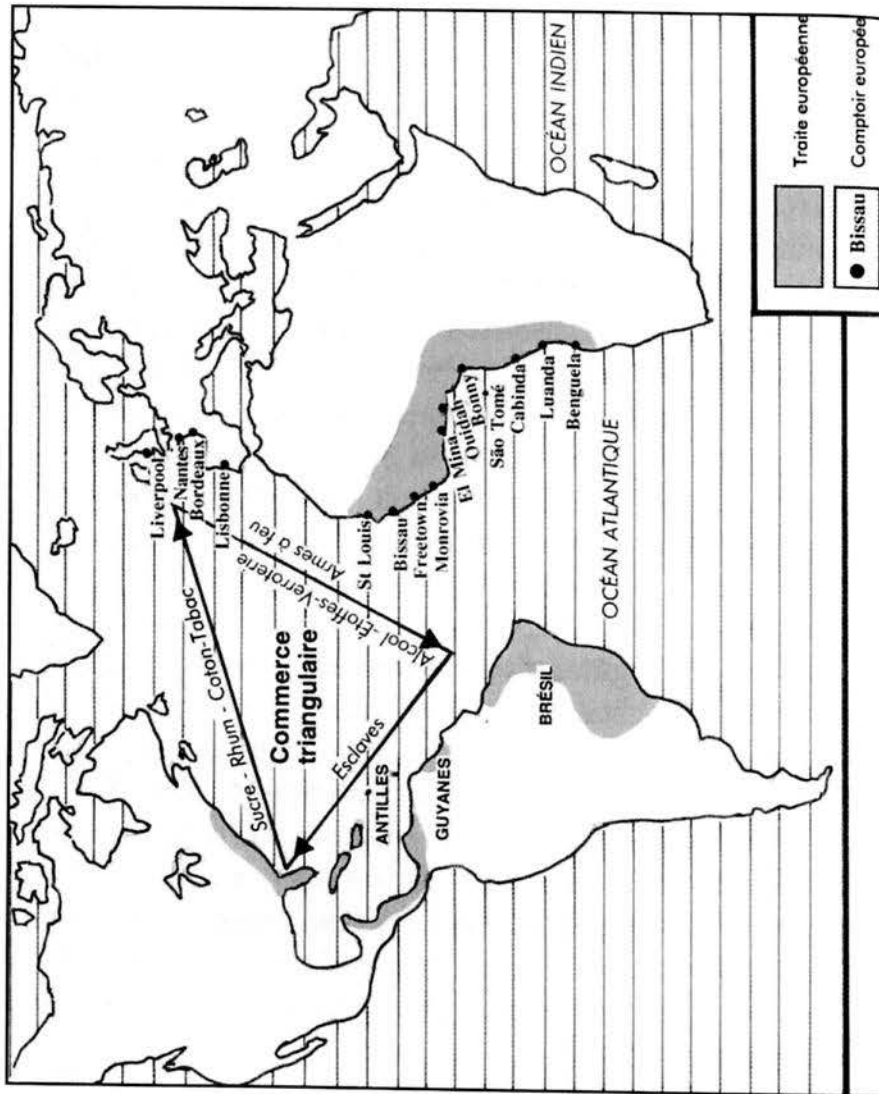
Qui étaient ces esclavagistes noirs, partenaires des négriers blancs ?

1. J. Illife, *Africans : The History of a Continent*, publié en français sous le titre *Les Africains : histoire d'un continent*, 2000.

2. D. Eltis, « Fluctuations in the Age and Sex Ratio of Slaves in the Nineteenth Century Transatlantic Slave Traffic », dans le numéro 7 de *Slavery and Abolition* (1986).

1. Éditions 10/18, pour l'édition de poche en français.

Carte III : La Traite atlantique  
(XV<sup>e</sup>-début XIX<sup>e</sup> siècles)



Il existait bien, sur le littoral ou dans l'arrière-pays, des États, collaborateurs africains de la Traite, qui bâtaient leur richesse sur l'esclavagisme. (Carte IV). Comme l'a bien montré Hugh Thomas<sup>1</sup>, certains ont connu une prospérité remarquable tirée de la vente de leurs « frères » aux Européens.

Les « termes de l'échange », pour parler en jargon économique moderne, ont toujours été en faveur des esclavagistes africains. Un des grands apports de David Richardson<sup>2</sup> est d'avoir montré que le phénomène ne fit que prendre de l'ampleur au fur et à mesure qu'il s'installait dans la durée : la valeur des biens et marchandises donnés en paiement de chaque « tête » par les négriers européens aux fournisseurs africains ne cessa d'augmenter en faveur de ces derniers, avec une considérable amplification à partir de 1750.

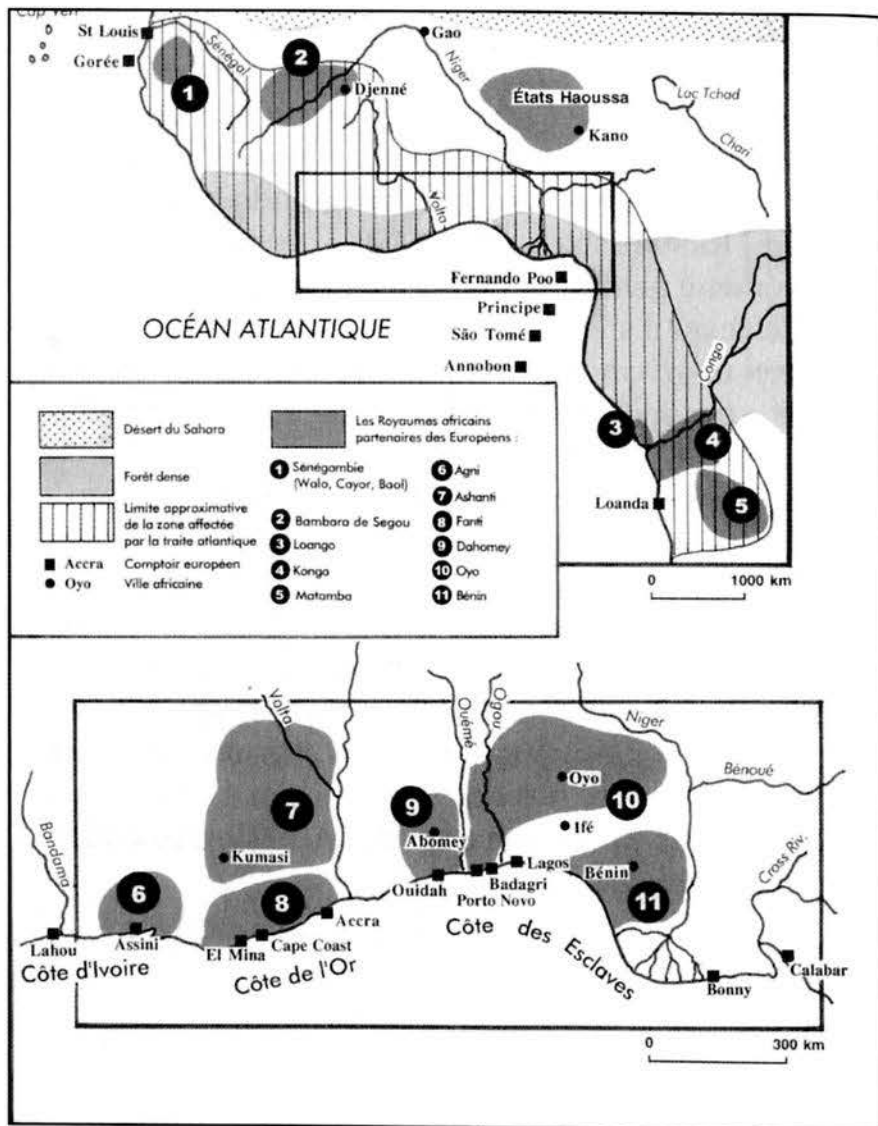
On sait par exemple<sup>3</sup> que Tegbessou, le roi d'Abomey (ou Dahomey) qui régnait justement vers 1750, vendait chaque année plus de 9 000 esclaves aux négriers. Le monarque avait des revenus bien supérieurs à ceux des armateurs nantais et quatre à cinq fois plus élevés que ceux des riches propriétaires terriens d'Angleterre.

1. H. Thomas, *The Slave Trade*, Londres, 1997.

2. D. Richardson, « The British Empire and the Atlantic Slave Trade : 1660-1807 », dans le volume II de *The Oxford History of the British Empire*, 1998, pages 440 à 464.

3. R. Law, « Slave-Raiders and Middlemen, Monopolists and Free-Traders : The Supply of Slaves for the Atlantic Trade in Dahomey c. 1715-1850 », *Journal of African History*, n° 30, 1989, pages 45 à 68.

Carte IV : Le golfe des esclaves



De la mosaïque des États ouest-africains de cette époque, la plupart, pour ne pas dire tous, étaient esclavagistes. Quatre des plus grands royaumes côtiers durent leur fortune et leur développement au commerce des esclaves : Abomey donc, mais aussi le Bénin, l'Ashanti et l'Oyo.

L'histoire d'Oyo, le moins connu d'entre eux, est révélatrice de ce que fut la réalité de la Traite. Elle apparaît une fois encore bien différente de l'image qui nous en est complaisamment donnée par les médias ou les œuvres de fiction.

Situé au nord-est de la forêt ouest-africaine, le royaume d'Oyo développe un remarquable impérialisme militaire dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Jusque-là, sa force guerrière, et surtout sa cavalerie, permettait une abondante moisson de captifs qu'elle razziait au sud-ouest chez les Yoruba, et au nord chez les Bariba ou les Noupé. Traditionnellement, ces prisonniers de guerre devenaient esclaves au sein de la société des vainqueurs. Avec l'apparition de la Traite européenne, une partie est désormais acheminée vers le littoral. C'est d'ailleurs à partir du moment où Oyo comprend que les esclaves, qu'il fournit aux royaumes côtiers, permettraient de réaliser des bénéfices considérables en les revendant directement aux Européens, qu'il décide d'atteindre l'océan afin d'établir des contacts directs avec les Blancs : il lui faut se passer d'intermédiaires.

Le royaume d'Oyo va alors chercher à contrôler les routes du Sud, celles qui conduisent aux navires européens. Il va le faire progressivement et avec méthode. Dans les années 1650-1670, Allada, Jaquin et Porto-Novo<sup>1</sup> deviennent ainsi des dépendances



commerciales d'Oyo, et c'est désormais le royaume qui les fournit en captifs qu'elles vendent à son plein bénéfice aux négriers. Tout va « pour le mieux » durant quelques décennies, jusqu'à ce qu'apparaisse le royaume d'Abomey, une puissance émergente dans la région voisine de ces trois principautés. Ce dernier cherche rapidement à priver Oyo de son débouché maritime et coupe les routes commerciales menant vers l'intérieur. Allada, Jaquin et Porto-Novo ne sont plus désormais en mesure de garantir la sécurité des zones libres inter-royaumes par lesquelles passent ces routes<sup>2</sup>, pas plus que leur propre sécurité d'ailleurs : les principautés sont conquises les unes après les autres par les armées d'Abomey.

Le royaume d'Oyo, pour lequel les revenus de la Traite sont vitaux, comprend vite qu'il est essentiel d'éliminer ce rival. Aux environs de 1725, il entre en guerre contre Abomey. Malgré la violence des affrontements, aucun des belligérants ne parvient à prendre un avantage militaire décisif. La paix est décidée, basée sur un compromis : Abomey conserve les débouchés sur l'océan et la manne esclavagiste, mais verse un tribut confortable à Oyo. Cet arrangement « raisonnable » ne sera guère suivi d'effets : le royaume d'Abomey ne cesse d'augmenter ses livraisons d'esclaves et de développer sa puissance. Oyo, plutôt que de se lancer dans de nouvelles et hypothétiques campagnes militaires, préfère renforcer ses liens avec l'une des principautés, Porto-Novo : la route menant à ce port est pour lui la plus facile à contrôler directement.

Pourtant, dans la seconde partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, le royaume d'Oyo se désagrège petit à petit, cédant aux coups de boutoir de ses provinces périphériques, qui veulent profiter davantage des retombées économiques de la Traite. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'importance de Porto-Novo s'étiole, ses approvisionnements sont moins fiables que ceux des deux grands ports négriers de la région que sont désormais Badagry et Lagos.

L'histoire du royaume d'Abomey, étudiée notamment par B.I. Obichere<sup>1</sup>, n'est pas moins riche d'enseignements :

*« Depuis ses origines, le royaume de Dahomey fut un état prédateur. Il conquiert et annexe plusieurs petits États. Dans ses guerres d'expansion, le Dahomey se heurta aux peuples qui vivaient sur ses frontières septentrionales et orientales, respectivement les Yoruba et les Mahi. Les habitants de ces régions étaient capturés comme prisonniers de guerre et conduits à Abomey, la capitale. »*

Ces captifs étaient vendus sur les nombreux marchés traditionnels, au centre ou à la périphérie du royaume. Sur chacun d'entre eux, un emplacement était réservé à ce commerce. Au total, toujours selon Obichere, on en comptait une vingtaine dans l'ensemble du royaume. Un chiffre considérable par rapport à la superficie relativement réduite du Dahomey d'alors. Tous ces marchés étaient quotidiens. Ils existaient déjà dès les premières explorations européennes et ils étaient encore là quand les Blancs pénétrèrent plus avant dans le pays.

1. Trois petites principautés sur les côtes de l'actuel État du Bénin.

2. Zones qu'on appelle *hinterland*.

1. B.I. Obichere, « Women and Slavery in the Kingdom of Dahomey », dans la *Revue française d'histoire d'outre-mer*, volume LXV (1978), n° 238, pages 5 à 20.



## 2. Les traites musulmanes

Sur ces questions de l'esclavagisme, la principale faiblesse de raisonnement des thèses que soutiennent les tenants d'une culpabilité de l'Europe, c'est qu'ils ne prennent pas en compte, ou trop peu, le fait que deux types de traites ont coexisté, se superposant parfois : l'européenne venue de l'océan et la musulmane venue du nord et du nord-est du continent<sup>1</sup>.

La plus connue, l'européenne donc, débute au XVI<sup>e</sup> siècle pour s'achever au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous reviendrons plus bas sur son abolition.

La seconde, l'arabe, commence au IX<sup>e</sup> siècle, 700 ans plus tôt, et ne se termine réellement que 50 ans plus tard que la première, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle... avec la colonisation de l'Afrique ! Une colonisation qui va permettre de rendre effective l'abolition en contrôlant les territoires auparavant livrés aux esclavagistes musulmans.

Médiatiquement pourtant, le commerce des esclaves est presque toujours considéré comme une exaction des peuples d'Europe ou d'Amérique. Même si, dans le chaos africain d'aujourd'hui, cet esclavage arabo-musulman demeure encore de nos jours une réalité dans certaines régions<sup>2</sup>. Il est devenu marginal, heureusement, mais il reste bien, en Afrique de nos jours, des esclaves noirs, appartenant à des maîtres arabes ou musulmans.

1. M. Gordon, *L'Esclavage dans le monde arabe du VII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, 1987.

2. En Mauritanie : cf. le rapport d'Amnesty International : *Mauritanie, un avenir exempt d'esclavage*, 2002 (consultable sur <http://web.amnesty.org>). Mais aussi au Soudan.

L'une des raisons de cette ignorance historique de la Traite musulmane tient à l'impossible accès à des chiffres fiables, contrairement à la Traite européenne. On ignore quels furent ses effets sur la démographie africaine : pas de chiffres côté arabe et d'autres, tardifs et largement exagérés de missionnaires chrétiens qui voyaient là un argument majeur justifiant leur installation à l'intérieur du continent. Seule la Traite dans l'Est africain – qui prit une grande importance au XIX<sup>e</sup> siècle – implique une zone fournissant des éléments historiques dignes de foi.

On sait en revanche que, paradoxalement, la Traite musulmane freina le mouvement d'islamisation en Afrique sud-saharienne. Pourquoi ? Tout simplement parce que les esclavagistes ne voulaient pas perdre leur « marchandise » humaine : seuls les non musulmans peuvent, selon la loi de Mahomet, être réduits en esclavage. Convertir les tribus rencontrées revenait à se priver des « gisements de matières premières »...

L'idée qui transparaît des sources arabes est celle d'un véritable mépris à l'égard des Noirs qui, depuis les origines de l'expansion musulmane, ne se dément jamais. Ainsi, Iyad al-Sabti (1083-1149) écrit-il des Noirs, que les Arabes désignent sous le terme générique de « Sudan » :

« [Ils] sont de tous les hommes les plus corrompus et les plus adonnés à la procréation. [...] Leur vie est comme celle des bêtes. Ils ne prêtent attention à rien des affaires de ce monde, si ce n'est au manger et aux femmes. En dehors de cela, rien ne mérite leur attention. »

Pour le célèbre historien et homme de lettres Ibn Khaldun (1332- 1406), lui aussi cité par Murray Gordon<sup>1</sup> :

« Les seuls peuples à accepter l'esclavage sont les nègres en raison d'un degré inférieur d'humanité, leur place étant plus proche du stade animal. »

Ou encore, toujours sous la plume d'Ibn Khaldun :

« Le comportement des Sudan est généralement caractérisé par la légèreté, l'inconstance et l'exubérance. Ils sont portés à la danse dès qu'ils entendent de la musique et aux excentricités, en tous pays. [...] Plus au sud, il n'y a plus de civilisation digne d'intérêt. On n'y trouve que des hommes plus proches des bêtes que d'un être intelligent. [...] Quelquefois, ils se mangent entre eux. On ne peut les compter au nombre des humains. »

Il serait fallacieux de laisser croire ici que seuls les Arabes ont écrit, ou proféré, de telles énormités à caractère raciste. Mais reconnaissons qu'à cet égard, les perles de la littérature coloniale sont largement plus citées que celles des lettrés andalous, et pourtant...

Mais revenons à l'esclavage.

Celui pratiqué par le nord du continent présentait avec la Traite européenne des différences importantes, dont deux au moins :

Primo : alors que les Européens ne participent ni aux opérations de chasse à l'esclave, ni à l'acheminement des « prises » vers les points de vente, les Arabo-musulmans sont eux directement impliqués dans les deux actions, précisément dans les zones sahéliennes de l'Afrique, zones peu peuplées aux limites sud du Sahara et aujourd'hui largement sinistrées.

1. M. Gordon, *op. cit.*, 1987.

Secundo : alors que la Traite européenne porte avant tout sur des hommes en état de travailler aux plantations, la Traite musulmane vise d'abord les jeunes femmes, puis les enfants, avant de s'intéresser aux hommes.

Cette Traite musulmane a concerné trois vastes régions de l'Afrique noire qui étaient autant de pôles d'expansion commerciale. (Carte v)

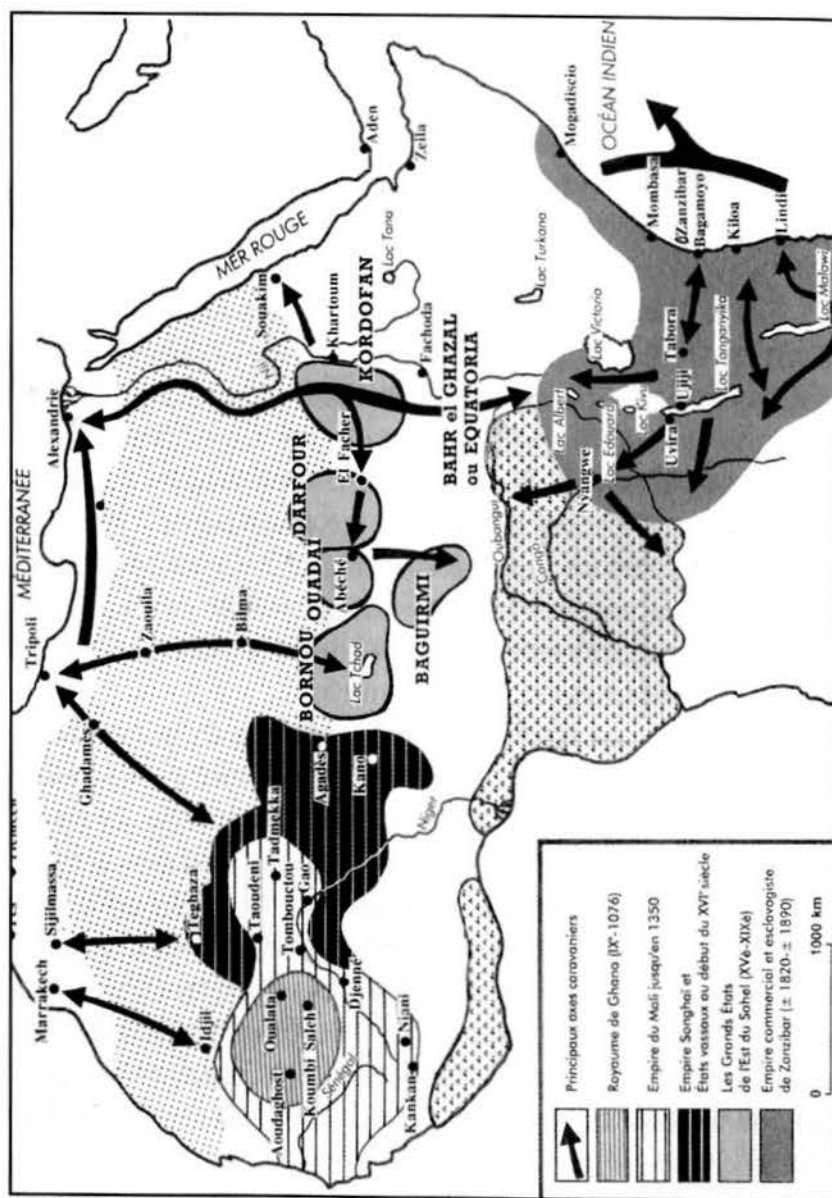
Et d'abord la Traite saharienne<sup>1</sup>, qui touchait l'Afrique de l'Ouest sahélienne. Ici, le commerce des esclaves était une composante des échanges transsahariens qui mettaient en relation les deux rives de la « mer de sable ». Cette Traite, la plus ancienne, débute à l'ouverture des pistes transsahariennes par les musulmans et les sources arabes mentionnent dès le IX<sup>e</sup> siècle ce mode de commerce. Cette pratique va durer jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle, voire sous forme clandestine jusqu'au début de notre XXI<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

Du nord, les Arabes acheminent des marchandises cumulant trois avantages : elles sont non périssables, de faible encombrement et de forte valeur marchande. Ce sont des bijoux, des étoffes, des armes, mais également des plaques de sel chargées en cours de route sur les lieux même d'extraction, au cœur du Sahara. Au retour, les marchands rapportent du sud de l'ivoire, de l'or, des peaux de félins, des plumes et... des esclaves, plus « pratiques » encore à transporter puisqu'ils suivent à pied la caravane. Mais ici,

1. On lira avec profit à ce sujet « La traite des esclaves noirs en Libye au XVIII<sup>e</sup> siècle » par François Renault, dans *Journal of African History*, numéro 23 (1982), pages 163 à 181.

2. Amnesty International. *op. cit.*

### Carte v : Les traites musulmanes (IX<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)



en général, les marchands ne capturent pas directement les victimes. Des tribus locales, souvent armées par leurs soins, le font à leur place. Peu à peu, des États organisés du Nord coordonnent ces razzias, appuyés sur des ethnies qui vont se spécialiser dans la chasse à l'homme.

Le XIX<sup>e</sup> siècle nous a laissé de nombreux témoignages européens se rapportant à cette Traite saharienne. Ceux des Écossais Mungo Park (1771-1806) et Hugh Clapperton (1799-1838) ou encore de l'Allemand Gustav Nachtigal (1834-1885). Ils ont décrit les dévastations commises par les esclavagistes : les hommes sont décapités et les dépouilles laissées sur place, les femmes et les enfants sont traînés au long des pistes sahariennes, où le supplice d'une longue marche forcée les attend. Et la mortalité est énorme. En 1822, Clapperton suit durant cinq jours des esclavagistes ramenant vers le nord leur butin humain : la piste de la caravane est jonchée de dizaines de cadavres enchaînés.

En 1895, les Foulbé (des Peuls islamisés) dévastent tout l'est du Tchad actuel et s'emparent de milliers de captifs. Dans cette partie du Sahel, la paix ne reviendra qu'avec la mort du chef esclavagiste Snoussou, tué dans un combat contre les troupes françaises en 1911. La présence militaire coloniale a probablement évité le dépeuplement de cette région et, dès que les troupes européennes se furent installées, les habitants réapprirent à vivre sans craindre à tout moment un raid de cavaliers venus du nord. Une crainte du même ordre sans doute que celle que suscitaient en Europe les raids des drakkars viking.

La Traite saharienne aura donc duré plus de 1 000 ans. Quelle fut son ampleur réelle ? La réponse est



impossible à donner, en tout cas de manière sérieuse et chiffrée. Les marchands musulmans, à l'inverse des ports négriers ou des compagnies coloniales, n'ont pas laissé d'archives.

Vient ensuite la Traite qui s'exerce dans le quart nord-est de l'Afrique, égyptienne surtout mais arabe également. Plus récente que la Traite saharienne, elle est attestée dès le XII<sup>e</sup> siècle, à cause de l'attrait... des femmes, premières concernées. En effet, celles des peuplades nilotiques du Sud-Soudan ont une telle réputation de beauté qu'elles sont particulièrement recherchées. Lorsqu'ils les évoquent, les Arabes deviennent volontiers lyriques, à l'image du célèbre géographe al Idrisi (1100-1166) qui parle ici des femmes nuba, l'une des principales ethnies de cette région :

« [Elles] sont d'une très grande beauté. Elles sont excisées. Elles sont d'une origine noble qui n'a rien à voir avec l'origine des Sudan. Sur tout le territoire des Nuba, les femmes se distinguent par la beauté et la perfection de leurs traits : lèvres fines, petite bouche, dents blanches, cheveux lisses. Nulle part, parmi les Sudan, qu'ils soient des Makzara, de Ghana ou de Kanem, des Bedja, des Habasha ou des Zandji, [n'existe] cette sorte de chevelure lisse et flottante des femmes nuba. Pour le mariage, il n'y en a pas non plus de plus belles. Une esclave [nuba] coûte à peu près trois cents dinars. Aussi, comme pour toutes ces qualités elles sont recherchées par les rois d'Égypte, ils surenchérissent sur les prix de vente. »

Durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Égypte développe une politique impérialiste en Nubie,

l'actuel Soudan. Fruit de cette expansion nubienne, la ville de Khartoum est fondée en 1830 et des comptoirs sont créés de plus en plus loin vers le sud. L'ivoire et les esclaves constituent la base du commerce sur l'axe du Nil et des foires se tiennent dans toutes les villes principales d'Égypte. Les marchands spécialisés y proposent des captifs noirs aux acheteurs venus de tout le Moyen-Orient. En 1890 encore, soixante-dix-huit marchands d'esclaves exerçaient officiellement leur commerce au Caire et soixante-treize avaient pignon sur rue à Alexandrie.

Les principales zones de « chasse » des négriers égyptiens, mais aussi arabes, sont le Bahr el Ghazal, la région de Fachoda, et celle de l'Équatoria<sup>1</sup>. Ces régions, au nord du lac Albert, sont peuplées par des tribus nilotiques parlant des langues du groupe Nil-Sahara et, encore aujourd'hui, elles sont au cœur de la confrontation entre le monde arabo-musulman et le monde africain noir : rappelons que le Sud-Soudan est en guerre depuis presque un demi-siècle...

Les témoignages laissés par les voyageurs européens du XIX<sup>e</sup> siècle sont terrifiants. Georg Schweinfurth (1836-1925), un Allemand qui parcourt ces régions de 1868 à 1871, décrit les villages incendiés, les cadavres d'hommes en décomposition. Seuls les jeunes, garçons et filles, ont été capturés.

Cette percée des musulmans vers le sud ne se fait pas sans résistance. Celle des Shilluk, par exemple, est acharnée. Nilotiques eux aussi, ils se soulèvent en 1860, puis en 1868 et encore en 1874-1875. À chaque fois, les repréailles égyptiennes sont sans pitié.

---

1. Cf. Carte V : Les traites musulmanes.

À la dernière de ces révoltes, Fachoda, leur capitale, est transformée en un énorme marché aux esclaves sur lequel nombre d'entre eux sont vendus.

Ces razzias, qui déciment des régions entières, poussent plus loin encore vers le sud, dans la région de l'Équatoria. Elles se heurtent alors... à des philanthropes européens ! Samuel Baker (1821-1893) a, dès 1869, conquis cette région. Son témoignage « retourne les estomacs » de la bonne société londonienne.

C'est à nouveau l'Europe abolitionniste qui se mobilise contre ces pratiques et l'Égypte cède devant la pression internationale. Pour montrer sa bonne foi, le khédive Ismaël (1830-1895) nomme des gouverneurs européens au Soudan. En 1877, un autre Anglais, Gordon, est nommé gouverneur général du Soudan. En 1878, Edouard Schnitzer<sup>1</sup> est nommé gouverneur de l'Équatoria. Dès 1880, la situation dans cette immense région est donc, en théorie, sous le contrôle des gouverneurs européens du khédive d'Égypte.

En 1881, pourtant, ils ont à faire face à un soulèvement « fondamentaliste » musulman, dirigé par un chef de guerre qui se faisait appeler al Mahdi, « l'envoyé de Dieu ». Ce Mahdi parvient à rassembler autour de lui tous ceux qui sont opposés à l'hégémonie égyptienne, depuis les chefs musulmans qui n'acceptent pas la domination du Caire, jusqu'aux marchands d'esclaves qui ne supportent pas les freins que l'on oppose à leur lucratif commerce. En quelques mois, la présence égyptienne est balayée de la région.

Simultanément, en mer Rouge, le commerce des esclaves alimentant la péninsule arabique est également florissant. Ce n'est que l'installation de la Grande-Bretagne à Aden en 1839, puis celle de la France à Obock en 1862 et à Djibouti en 1884 qui vont contribuer à freiner ce trafic. Dans l'intérieur, les razzias se poursuivent néanmoins puisqu'en 1888, sur le seul marché de Médine, en Arabie, 5 000 esclaves noirs sont vendus. Ces captifs viennent en partie des régions périphériques de l'Éthiopie, notamment du sud de l'empire où la Traite était encore importante à la veille du premier conflit mondial.

Mais la plus connue, sinon la plus importante, des traites venues de la péninsule arabique est indubitablement la Traite orientale. Plus récente que la Traite saharienne, nombre d'historiens l'ont étudiée et nous renvoyons à leurs publications<sup>1</sup>.

En 1840, le sultan de Mascate<sup>2</sup> décide de résider sur Zanzibar, faisant ainsi de l'île devenue mythique, au large de l'actuelle Tanzanie, la capitale de son sultanat. Ce n'est pas une lubie, c'est la conséquence logique de sa politique commerciale.

Car, jusqu'à cette moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les Arabes n'avaient pas l'initiative des contacts et n'exerçaient aucun contrôle sur les voies de communication à l'intérieur du continent africain. C'étaient les Yao du Mozambique septentrional, les Kamba de l'actuel

1. *Lavigerie : l'esclavage africain et l'Europe*, Renault, Toulouse, 1971, 2 tomes. Ou aussi J. Marissal, *L'Islam et les Royaumes interlacustres de l'Afrique de l'Est au XIX<sup>e</sup> siècle*, thèse de doctorat d'histoire, Paris I, Centre de recherches africaines 1976, 2 tomes. Ou encore J. Marissal, « Le commerce zanzibarite dans l'Afrique des Grands Lacs au XIX<sup>e</sup> siècle » dans la *Revue française d'histoire d'outre-mer*, volume LXV, 1978, n° 239, pages 212 à 235.  
2. Aujourd'hui sultanat d'Oman.

1. Un Allemand resté célèbre sous le nom d'Emin Pacha.



Kenya et surtout les Nyamwezi, vivant au sud du lac Victoria, qui détenaient le monopole commercial et « livraient à la côte », comme pour la Traite européenne de l'autre côté du continent.

Durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est un changement considérable que cette résolution des Arabes de « remonter » les trois pistes, celle des Yao, celle des Kamba et celle des Nyamwezi, qui toutes s'enfoncent profondément vers l'intérieur. Ces routes vont devenir les pénétrantes de leur impérialisme dans cette région. Là aussi, la recherche de l'ivoire et l'esclavage sont à la base de ces initiatives arabes. En 1830, le comptoir de Tabora est créé ; en 1840, le port d'Ujiji est fondé sur le lac Tanganyika ; le Buganda – au sud de l'actuel Ouganda – est atteint en 1844. Dès lors, des métis afro-arabes vont se tailler de vastes empires dans le bassin du fleuve Congo.

Parmi eux, un certain Hamed ben Mohammed el-Murjebi, dit « Tippo-Tip ». Né peut-être en 1840 à Zanzibar et mort assurément le 13 juin 1905 sur cette île, il appartient à une famille commerçante de Mascate installée en Afrique orientale. Il deviendra le maître d'un immense empire commercial dans le bassin du Congo où il va exploiter le potentiel d'ivoire brut (le *morfil*) et d'esclaves noirs. En 1887, le sultan de Zanzibar Seyid Bargash le nomme gouverneur (*wali*) de toute la région des chutes Stanley. Il tient résidence à Nyangwé<sup>1</sup>, un comptoir fondé en 1860 sur la rive droite du fleuve Lualaba, où

1. Cf Carte v : Les traites musulmanes.

Livingstone est le premier Européen à séjourner, de mars à juillet 1871. Le 4 mars 1893, les militaires belges prennent Nyangwé, devenue l'enclave somptueuse d'un nabab qui mène grand train et met la région en coupe réglée. Les troupes du roi Léopold II posent ainsi un point final au commerce des esclaves dans le bassin du Congo.

Rentré à Zanzibar pour y finir ses jours, Tippo-Tip écrit ses mémoires sur les conseils de son ami le docteur Heinrich Broch. Elles sont publiées en 1901, en allemand, puis rééditées et commentées par F. Bontinck sous le titre *Autobiographie de Hamed ben Mohammed el-Murjebi, Tippo-Tip (1840-1905)*<sup>1</sup>. Elles constituent une source de première importance sur la question et rendent Tippo-Tip célèbre dans le milieu des africanistes. Mais il ne fut pas le seul : citons par exemple Rumaliza, un autre chef esclavagiste musulman qui exerçait son pouvoir au nord du lac Tanganyika. Chacun de ces chefs exigeait que les tribus courtières ou « protégées » lui fournissent des esclaves et de l'ivoire dans les plus grandes quantités possibles.

Trois traites donc, en plus de l'eupéenne bien connue, ravagèrent l'Afrique sahélienne et toute l'Afrique orientale dans une vaste zone limitée au nord par le Soudan, au sud par le Mozambique, à l'est par l'océan Indien et à l'ouest par le fleuve Congo. Les limites géographiques de ces traites, ainsi qu'une idée empirique des pertes qu'elles firent subir à l'Afrique ne sont connues que grâce aux témoignages laissés

1. Académie royale des sciences d'outre-mer, Bruxelles, 1974.

par des voyageurs européens dont les noms sont restés célèbres. Les plus détaillés sont ceux de l'explorateur Richard Burton (1821-1890) qui parcourut la région du lac Tanganyika de 1857 à 1859. Et ceux du docteur David Livingstone (1813-1873) qui fit deux voyages en Afrique centrale : le premier de 1858 à 1864 et le second de 1866 à 1873. Nous disposons également du témoignage de John R. Stanley (1871-1890) parti à la recherche de Livingstone pour le *New York Herald* et qui le retrouve – *I presume* – dans la région des grands lacs en 1871, avant de repartir pour Zanzibar en 1874, puis au Congo pour le compte de Léopold II. Celui aussi de Verney Cameron (1844-1894), moins connu mais qui n'arpenta pas moins ces contrées de 1873 à 1876. Enfin, ceux de nombreux voyageurs, retombés dans l'anonymat.

On se doute, mais ces témoignages l'attestent, que les guerres furent les grandes pourvoyeuses des nombreux marchés aux esclaves du monde musulman, arabe ou nord-africain. Toute ville d'importance avait le sien. Les captifs y étaient exposés et vendus, les plus recherchés étant donc les femmes (60 % des « prises ») et les jeunes garçons. Ces derniers étaient souvent émasculés pour fournir les harems en eunuques. Le survivant à la castration devenait ainsi le gardien du bien-être sexuel d'un riche seigneur, qui pouvait avoir acheté dans le même lot sa mère ou sa sœur... L'évaluation du nombre de garçonnets mourant des suites de cette mutilation est terrible. Elle est fournie par Charles Gordon, alors gouverneur de Khartoum : il estime que seul un enfant mutilé sur deux cents (0,5 %) survit à l'opération, tant les infections de ces plaies « particulières » sont violentes,

quand ce n'est pas une hémorragie qui vide la victime de son sang sur le sable du marché.

Une fois capturés et vendus aux Arabes, les malheureux sont divisés en deux lots : quelques-uns demeurent dans l'intérieur du continent comme esclaves des comptoirs arabes, tandis que la grande majorité prend le chemin de l'océan Indien ou de la mer Rouge.

Dans les caravanes, les captifs sont liés entre eux, les femmes et les enfants à l'aide de simples cordages, les hommes enchaînés par groupes de dix à vingt. Le voyage dure de deux à trois mois et, durant cet interminable trajet, les pertes sont énormes. La description des souffrances des captifs est parfois à peine croyable. En 1869, durant des semaines, Livingstone croise les caravanes venant d'Afrique centrale<sup>1</sup>. Ce sont celles venues du Maniéma<sup>2</sup>, avec leurs centaines de captifs enchaînés, portant des défenses d'éléphant. Les femmes et les enfants suivent à l'arrière. Durant la marche vers l'Océan, ceux qui ne pouvaient pas suivre étaient abattus. Burton est le témoin d'une scène terrible :

« Notre chef de caravane reste en arrière, parce qu'une jeune fille, l'un de ses derniers achats, ne peut continuer la route en raison d'une plaie à la jambe. Voyant que le mal est sans remède, il coupe la tête à la pauvre enfant. »<sup>3</sup>

Les Noirs sont « exportés » depuis de nombreux ports du littoral de l'Afrique orientale, le plus souvent à destination de l'île de Zanzibar. Les boutres qui

1. *Dernier Journal de David Livingstone, relatant ses explorations et découvertes de 1866 à 1873*. Paris, 1876.

2. Dans les savanes orientales de l'actuelle République démocratique du Congo (RDC).

3. R. Burton, *Voyage aux Grands Lacs de l'Afrique orientale*, Paris, 1862 ; réédition à Genève, 1970.

font ces traversées peuvent contenir de cent cinquante à deux cents malheureux accroupis, pour un voyage qui dure de un à trois jours. Pour chaque esclave débarqué, le capitaine du boutre doit acquitter un droit de douane. Burton constate en 1859 que ce droit d'entrée est variable selon l'ethnie, de 1 à 3 dollars par individu. Conséquence immédiate de cette taxe : les malades ou les mourants, devenus non rentables, sont précipités à l'eau.

Avant de passer par l'étape obligée du marché, les esclaves doivent tout de même récupérer les forces perdues depuis leur capture. Ils sont engraisés et lavés, puis, lorsqu'ils sont jugés « présentables », ils sont conduits sur le marché, un marché quotidien qui se tient à partir de 16 heures. La vente est faite en procession. En tête marche le vendeur dont les crieurs vantent la qualité des hommes, des femmes et des enfants présentés. Lorsqu'un spectateur est attiré par l'un d'entre eux, la procession s'arrête et le « produit » qui a suscité l'intérêt de l'éventuel acheteur est examiné de pied en cap, comme un maquignon le ferait d'une tête de bétail. En 1866, Livingstone décrit ce marché :

*« Trois cents individus, à peu près, se trouvaient en vente. Excepté les enfants, tous semblaient honteux de leur position. Les dents sont regardées, la jupe relevée pour examiner les jambes, puis on jette un bâton pour que, en le rapportant, l'esclave montre ses allures. Quelques-uns sont traînés au milieu de la foule et leurs prix criés sans cesse. La plupart des acheteurs étaient des Arabes du Nord et des Persans. »*<sup>1</sup>

1. *Op. cit.*, 1876.

Si nous ne connaissons pas les prix de vente à la source en ce qui concerne la Traite atlantique, pour la raison déjà évoquée que les Européens ne s'aventuraient pas à l'intérieur du continent, nous disposons en revanche de quelques éléments pour les traites orientales. Et les profits sont importants. Entre la zone de sa capture et sa vente à Zanzibar, la valeur d'un esclave était multipliée par cinq ou six. Burton<sup>1</sup> indique qu'en 1859, un esclave acheté de 2 à 6 dollars à Tabora – donc à mi-distance entre sa zone de capture et l'Océan – est revendu entre 13 et 20 dollars à Zanzibar.

Les travaux de Marissal<sup>2</sup> portant sur le dépouillement des registres de recettes des douanes de Zanzibar indiquent que, de 1830 à 1875, 743 000 esclaves furent vendus sur ce seul marché, soit une moyenne de 16 500 ventes par an ! Et ces chiffres ne valent que pour le commerce officiel de Zanzibar. Ils ne tiennent compte ni de la contrebande, ni des activités des nombreux ports du littoral qui commerçaient directement avec la péninsule arabique, ni des décès pendant le cours du voyage. Au sujet de ces « pertes de transport », Marissal considère que, pour un esclave vendu sur le marché de Zanzibar, quatre ou cinq ont péri en route ou lors de leur capture.

Encore une fois, même si ces estimations permettent par extrapolation d'appréhender empiriquement l'ampleur du massacre, il est impossible de donner une estimation sérieuse et globale de la Traite orientale, faute de sources fiables.

1. *Op. cit.*, 1862.

2. J. Marissal, « Le commerce zanzibarite dans l'Afrique des Grands Lacs au XIX<sup>e</sup> siècle », dans la *Revue française d'histoire d'outre-mer* volume, LXV, 1978, n° 239, pages 212 à 235.



Il n'en va pas de même pour la Traite atlantique européenne, et c'est pourtant contre elle, et contre elle uniquement, que l'on instruit ce procès dont on pourrait résumer ainsi l'acte d'accusation : si l'Afrique est aujourd'hui sous-développée, c'est largement en raison des coupes sombres opérées dans sa démographie par le « commerce triangulaire ».

### 3. Les mythes de l'esclavagisme

Ils sont d'abord basés sur une sordide querelle de chiffres.

Les procureurs de ce procès fait à l'Europe avancent des chiffres d'une coupable imprécision, repris quelquefois par des hommes publics au mieux mal informés. Un exemple parmi d'autres, mais il est symbolique à de nombreux égards. M. Koffi Yamgnane, brillant ingénieur d'origine togolaise, est élu en 1989 maire de Saint-Coulitz, Finistère, France. Devenu secrétaire d'État chargé de l'Intégration sous la présidence de François Mitterrand, il n'hésite pas à affirmer en 1992 :

*« Les chiffres que je connais, c'est 150 millions d'Africains emportés comme esclaves. Je crois qu'il serait important que des excuses nous soient présentées. »*

On va mesurer qu'entre ces propos, tenus par un homme d'État français, et la réalité historique, il y a le fossé qui sépare les idées reçues – la propagande ? – de la vérité scientifique.

Finissons-en donc une fois pour toutes avec les évaluations fantaisistes. Il en est de maximalistes, comme celle de M. Koffi Yamgnane – au fait, on ne sait pas de quelle(s) traite(s) il parle, mais tout le

monde traduit « Traite européenne » –, et il en est aussi de minimalistes, aussi dangereuses car elles contribuent à fausser la perception de ces données par le public.

La première tentative sérieuse d'estimation du volume de la Traite européenne date de 1966. C'est un tollé quand D. Fage<sup>1</sup> écrit qu'elle « n'a arraché à l'Afrique qu'environ » quinze millions de Noirs :

XVI <sup>e</sup> siècle :	900 000
XVII <sup>e</sup> siècle :	2 750 000
XVIII <sup>e</sup> siècle :	7 000 000
XIX <sup>e</sup> siècle :	4 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>14 650 000</b>

Mais dès 1969, Curtin<sup>2</sup> part d'une réalité vérifiable, la seule indiscutable, celle des esclaves débarqués aux Amériques. Les chiffres qu'il avance, dans une estimation affinée et divisée non par siècles mais par périodes historiques, sont inférieurs à douze millions d'esclaves :

de 1450 à 1600 :	200 000
de 1600 à 1700 :	2 000 000
de 1700 à 1810 :	7 000 000
de 1810 à 1870 :	2 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>11 200 000</b>

1. D. Fage, *An Introduction to the History of West Africa*, Londres, 1966.

2. Ph. Curtin, *The Atlantic Slave Trade : a Census*, Madison, 1969.

À la lumière de nombreux travaux de recherche, notamment de monographies sur des ports négriers, les estimations globales de Curtin ont été précisées à la hausse, notamment par Lovejoy et Richardson<sup>1</sup>, afin de tenir compte des pertes en mer.

Jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les décès consécutifs au transport dans les navires négriers sont évalués à environ 20 % du nombre des esclaves embarqués. On tombe à environ 10 % à la fin du siècle, puis à 5 % au XIX<sup>e</sup> siècle. Pour ce qui est du seul domaine anglais, Richardson écrit que la mortalité en mer des esclaves est importante jusque vers 1680 pour atteindre une moyenne de 10 % dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle baisse à partir de 1788, date de mise en œuvre du *Dolben Act*, qui impose des règles d'hygiène à bord des navires négriers et notamment la diminution du nombre de captifs transportés par rapport à la surface des cales. Au total, sur les 3 400 000 Africains embarqués à bord des navires anglais entre 1662 et 1807, environ 450 000, soit un peu plus de 13 %, moururent durant le voyage.

S'agissant d'hommes, de femmes et d'enfants, la sécheresse de ces chiffres, même considérés comme « faibles », fait froid dans le dos. Peut-être faut-il rappeler, pour en prendre la mesure, les conditions de vie à bord des navires à voiles aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles pour quiconque y embarquait. En rapprochant les chiffres de pertes d'esclaves de ceux des pertes en hommes d'équipage, embarqués eux à

Liverpool, Portsmouth ou Nantes, on se rend compte qu'ils sont comparables et parfois même inférieurs :

« *La Traite demande et consomme des marins et des capitaines. Et ici le verbe consommer prend toute sa force : beaucoup meurent à la traite. En moyenne 20 % de l'effectif d'un équipage, statistiquement davantage que la cargaison noire.* »<sup>1</sup>

En somme, il ne fait pas bon vivre sur un vaisseau de Sa Majesté, ou de la Royale d'ailleurs, et les esclaves ne sont pas mieux lotis au plan sanitaire que leurs geôliers.

L'estimation du volume global de la Traite atlantique fait aujourd'hui l'objet d'un consensus de la part des historiens. La recherche confirme en gros les chiffres donnés par Curtin en 1969.

Dans une étude qui constitue une somme de l'état actuel des connaissances en la matière, H. Thomas écrit :

« *Les tentatives pour établir à l'unité près le nombre de personnes transportées entre les XV<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles sont vaines. [Je considère] que le chiffre approximatif doit être de 11 millions, à plus ou moins 500 000.* »<sup>2</sup>

En tout état de cause, ces 11 ou 12 millions de victimes, auxquels il faudrait ajouter celles des razzias des pourvoyeurs noirs du commerce d'ébène, dont nous ne savons rien, expliquent-ils l'état de l'Afrique

1. P.E. Lovejoy, *Transformations in Slavery : a History of Slavery in Africa*, Cambridge, 1983.  
D. Richardson, « Slave Exports from West and West-Central Africa, 1700-1810 : New Estimates of Volume and Distribution », in *Journal of African History*, numéro 30, 1989, pages 1 à 22.

1. F. Renault et S. Daget, *Les Traites négrières en Afrique*, Paris, 1985, page 87.

2. H. Thomas, *The Slave Trade*, Londres, 1997.



contemporaine ? La seule ponction européenne d'hommes et de femmes dans la fleur de l'âge, entre les XVI<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, suffirait-elle à expliquer le non-développement du Nigeria ou du Congo des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles ?

N'importe quel postulat de ce type se heurte à un problème de taille : pour évaluer l'impact d'un tel drame sur la population, encore faut-il pouvoir estimer cette population, son nombre mais aussi son espérance de vie. Comme nous ignorons tout d'elle sur le continent avant le début de la Traite, tout repose donc sur des estimations théoriques.

Catherine Coquery-Vidrovitch, l'un des défenseurs ardents de cette thèse d'une Europe coupable de tous les maux africains, fixe plus ou moins arbitrairement la population de l'Afrique noire à 100 millions d'habitants en 1650<sup>1</sup>. Ce chiffre est-il fondé ? Quoi qu'en dise sa démonstration, on ne sait pas. Tout aussi péremptoirement, elle diminue ce chiffre de 5 % en un siècle puisqu'en 1750 il n'est plus que de 95 millions. Ainsi Coquery-Vidrovitch peut-elle parler de « stagnation ». Or, si stagnation il y eut, ce ne peut être selon elle qu'en raison de la Traite, venue perturber et briser une croissance naturelle ; puisque, dans le même temps, la population chinoise doublait et celle du sous-continent indien augmentait d'un tiers.

Ce postulat souffre de deux incohérences rédhibitoires. La première est d'ordre démographique.

Supposons que l'historienne ait raison concernant ses chiffres et que la population noire africaine ait bien été en 1650 de 100 millions d'âmes. Si nous mettons en rapport ce chiffre avec l'évaluation la plus fiable de la Traite sur quatre siècles, à savoir 20 millions : les 12 millions attestés de Curtin et Thomas qui comprennent les pertes dues au transport, que nous augmentons de 8 millions de décès en cours de capture, non directement imputables aux Européens mais qui pèsent aussi sur ces comptes sordides. Divisons 20 millions par 400 ans, nous obtenons le chiffre moyen de 50 000 victimes, soit 0,05 % de la population totale de l'Afrique noire chaque année. Toujours trop bien sûr, mais inférieur à n'importe quel taux de natalité.

Donc, dans l'absolu et en quatre siècles, c'est une perte humaine totale de 20 % (0,05 % que multiplie 400 ans) de cette population de départ. Cela peut paraître énorme, mais il semble évident à tous que l'on ne peut pas raisonner de cette manière : faire comme si, en 400 ans, cette population n'avait pas évolué.

À supposer une fois encore que la population noire ait stagné, c'est-à-dire que chaque femme africaine n'ait donné le jour qu'à un peu plus de deux enfants viables. Si nous estimons qu'à l'époque l'espérance de vie d'un Africain était de 50 ans<sup>1</sup>, la population africaine se serait donc renouvelée entre 7 et 8 fois durant ces 400 ans : ce qui revient à dire que cette ponction de la Traite s'est opérée non pas sur une population de 100 millions, mais sur 700 à 800

1. C. Coquery-Vidrovitch, « Le pillage de l'Afrique équatoriale, dans L'Histoire », n° 83, juillet-août 1978, et *Afrique noire : permanences et ruptures*, Paris, 1985.

1. Estimation largement « optimiste » car sa réalité était plus proche de 35 ans que de 50.

millions d'âmes qui se succédèrent sur le sol africain pendant ces quatre siècles. Avec une ponction de 20 millions, estimation hautement maximaliste, la Traite européenne aurait donc coûté à l'Afrique 2,5 % de sa population sur la période considérée.

Un coût considérable à l'échelle des individus, mais très peu en définitive dans le flux démographique d'une population. Ce coût aurait-il pu, oui ou non, obérer de façon significative, définitive, l'avenir d'un continent ?

Pour tenter de répondre à cette question, comparons-le aux catastrophes humaines connues par d'autres contrées et notamment par l'Europe. On estime que les grandes épidémies de peste ont décimé selon les régions entre 30 et 60 % de la population. La guerre de Trente Ans dépeupla littéralement une grande partie de l'Europe centrale et, de façon globale, les guerres de Religion firent des massacres qu'on a peine à imaginer aujourd'hui. De plus, à chaque fois, ces catastrophes prélèvent de forts pourcentages sur des périodes courtes, quelques années parfois, et non pas en quatre siècles comme dans le cas de la Traite atlantique. Or, ces terribles saignées n'ont pas bloqué le développement de l'Europe. Freiné peut-être ici où là, mais il ne serait pas absurde de considérer que, dans certains cas, elles ont au contraire stimulé l'essor des peuples européens...

Pour être en rapport avec les pertes européennes de la Grande Peste, soit 40 % de la population en moyenne, il aurait fallu que la population de toute l'Afrique ait été au maximum de 6 millions d'habitants. Dans ces conditions, avec une espérance de vie de 50 ans, durant 7 à 8 générations, entre 42 et 48

millions d'Africains se seraient succédé et une ponction de 20 millions aurait à peu de chose près correspondu aux pertes des grandes épidémies du Moyen Âge.

Or, une population de 6 millions d'Africains sur le continent noir au XVI<sup>e</sup> siècle est évidemment une estimation parfaitement fantaisiste.

La seconde incohérence de raisonnement est de considérer que la Traite a été pratiquée de manière uniforme. Or, ces prélèvements humains ne se sont pas toujours opérés aux mêmes moments, ni aux mêmes endroits, ni dans les mêmes conditions.

Ainsi, les ponctions en Sénégambie et dans les régions de haute Guinée sont fortes en proportion pendant les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, mais ce sont aussi les siècles les moins importants de la Traite. Elles déclinent dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, au plus fort de la Traite non portugaise, les ponctions s'effectuent pour l'essentiel sur la *Gold Coast* et la côte des Esclaves, c'est-à-dire dans la zone des actuels États du Ghana, du Bénin, du Togo, du Nigeria et du Cameroun, englobant tout le delta du Niger. Or, aujourd'hui, ces terres ibo, yoruba, akan et ewe sont parmi les plus densément peuplées de l'Afrique littorale. Si les postulats accusateurs étaient vérifiés, nous devrions au contraire nous trouver face à des déserts humains...

En 1980, Yves Person, titulaire de la chaire d'histoire de l'Afrique à la Sorbonne, écrivait que, localement, au lieu de vider des régions de leur population, la Traite avait plutôt « épongé » l'excédent d'une population en croissance<sup>1</sup>. Pourquoi une assertion aussi politiquement incorrecte ? Tout simplement parce

que l'introduction des plantes américaines par les Portugais expliquait cette croissance. Des plantes comme le manioc, le maïs, les haricots ont véritablement révolutionné la vie alimentaire des Africains, augmentant significativement les espérances de vie et entraînant un accroissement important de population.

Hugh Thomas montre pour sa part que la traite n'a eu en définitive que peu d'effets sur le bilan démographique global de l'Afrique. La plus grande partie du continent a échappé aux effets de la traite, la révolution alimentaire des plantes américaines faisant plus que compenser ses effets démographiques négatifs, provoquant même un essor de population dès les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Il écrit donc :

« La population de l'Afrique de l'Ouest était probablement de l'ordre de 25 millions au début du XVII<sup>e</sup> siècle, avec un taux de croissance de 17 pour 1 000. La Traite qui prélevait 0,2 % de la population par an n'a pu avoir pour effet maximum que de ralentir son augmentation. »<sup>2</sup>

En somme, quel que soit le bout par lequel on prend le raisonnement de ces historiens, on aboutit au même résultat : il s'agit à l'évidence d'une manipulation de l'histoire dont les buts, à notre avis, sont idéologiques. Dans tous les cas, nous sommes loin des évaluations catastrophistes qui sont régulièrement assénées. La vision d'une Afrique dépeuplée par les négociants de Nantes ou Liverpool est une vue de l'esprit qui porte gravement préjudice aux rapports actuels entre Africains, Européens et Américains.

1. Y. Person, « La population de l'Afrique noire durant les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles », dans *Culture et Société*, III, 1980, pages 26 à 49.

2. H. Thomas, *The Slave Trade*. op. cit.

En définitive, la traite ne provoqua pas le dépeuplement de l'Afrique, même si elle modifia parfois les répartitions de population. John Illife résume cette réalité d'une phrase choc quand il écrit que la ponction démographique opérée par la Traite fut pour l'Afrique « un désastre, mais pas une catastrophe »<sup>1</sup>.

Un désastre humain, pour chaque homme et chaque femme déraciné contre son gré, enchaîné et contraint aux travaux forcés, c'est une douloureuse évidence. Une catastrophe démographique dont un continent tout entier ne pourra se relever, certainement pas !

Historiquement, la pratique du commerce d'hommes et de femmes n'est donc pas le fait d'une intervention européenne : elle préexistait, traditionnellement, au « commerce triangulaire ». Reste que les « usines » de la côte ont profité de cette pratique, la rendant en quelque sorte industrielle. Ce commerce constituant la base économique de nombreux royaumes africains, mais aussi des plantations européennes – ou américaines – de café, d'indigo, de coton ou de sucre.

À partir de ce constat, un second postulat historique a vu le jour et s'est développé. Il pose en certitude que c'est grâce aux profits découlant de la Traite des esclaves que la révolution industrielle européenne s'est effectuée. Ainsi, la substance volée à l'Afrique est-elle à l'origine de la richesse de l'Europe.

Ce postulat ne résiste pas non plus à l'analyse des faits.

1. J. Illife, *Africans : the History of a Continent*, op. cit.



La Traite européenne fut largement l'œuvre des Portugais. Durant le siècle où elle a été florissante, entre 1701 et 1810, Curtin a montré que 40 % de la Traite atlantique tirait sa « matière première » d'une vaste région limitée au nord par le Cameroun et au sud par l'Angola. Or, environ 70 % de la Traite dans ces régions était alors contrôlé par le seul Portugal. Ce qui revient à dire que, sur cent esclaves arrachés à leur terre, un peu moins d'un tiers l'était pour le bénéfice exclusif des négriers de Lisbonne ou du Brésil. Si le développement industriel était proportionnel aux profits réalisés dans le commerce des esclaves, le Portugal aurait donc dû être l'une des nations les mieux loties à cet égard. Cette idée est évidemment absurde : on sait que ce pays était, il y a encore deux décennies, pratiquement une enclave du tiers-monde en Europe. Le Portugal n'a jamais fait sa révolution industrielle.

Et que dire de l'industrialisation, réelle celle-là, de l'Allemagne, de la Suède ou de l'ancienne Tchécoslovaquie, trois pays parmi d'autres qui n'ont pas participé, ou alors de façon tout à fait marginale, au commerce des esclaves ?

Contre-argument immédiat : « 100 % des esclaves étaient débarqués aux Amériques et on sait aussi ce que sont devenus les États-Unis, d'Amérique précisément. »

Certes, mais alors si les deux phénomènes sont liés, la révolution industrielle aurait dû se produire au sud des États-Unis, région esclavagiste, et non au nord, région abolitionniste. Or, les États du Sud sont demeurés essentiellement agricoles. C'est précisément pour la raison qu'ils n'avaient pas fait leur révolution industrielle que la guerre de Sécession

tourna à l'avantage du Nord industrialisé. On peut même dire que la Traite et le système qui en découle ont enfoncé le Sud dans l'immobilisme ; alors que le Nord, qui avait la chance de ne pas dépendre d'une économie esclavagiste, s'était industrialisé...

Peut-être que le Portugal ou les États du Sud n'ont pas su gérer cette « manne » et que c'est leur incurie qui est responsable de leurs retards, qu'ils n'ont tout simplement pas su utiliser les bénéfices considérables de l'esclavage, contrairement aux autres.

Là aussi, le contre-argument s'effrite dès qu'on l'examine avec soin.

Prenons pour exemple l'Angleterre. Plusieurs contributions à l'*Oxford History of the British Empire*<sup>1</sup> réduisent à néant cette objection, même si la thèse sur laquelle elle repose a longtemps été dominante. Une thèse qui pose en théorème que les Britanniques, et plus généralement les pays européens ayant pratiqué la Traite, auraient construit leur niveau de vie actuel sur les bénéfices découlant de l'industrialisation, elle-même rendue possible par les profits générés par le commerce des esclaves.

L'idée est basée sur les travaux de Eric Williams, un historien originaire de Trinidad, l'île la plus méridionale des Petites Antilles, dont il deviendra le Premier ministre. Se revendiquant du « matérialisme

---

1. *The Oxford History of the British Empire*, 5 volumes publiés entre 1998 et 1999 sous la direction de W.M. Roger Louis.



dialectique », il soutient en 1938 une thèse à Oxford, intitulée *Capitalism and Slavery* « Capitalisme et Esclavage », puis la développe ensuite dans un livre paru en 1944. Williams avance l'idée que les plantations de canne à sucre des Antilles, nécessitant une abondante main-d'œuvre servile, avaient engendré de si importants bénéfices qu'ils permirent à une classe de possédants résidant en Angleterre de s'enrichir. C'est vrai, s'agissant de quelques individus.

Dans le tome II de *The Oxford History of the British Empire*, David Richardson<sup>1</sup> fait le point sur la question des profits que les Britanniques réalisèrent avec la Traite. Il écrit que, certes, des fortunes furent basées sur cet odieux commerce, mais il en relativise fortement les bénéfices réels. Il les chiffre, pour la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, entre 8 et 10 % de retours sur investissements. Donc, un Anglais qui aurait investi aux Antilles 100 £ en 1791 aurait tiré au plus 10 £ par an de cet investissement. C'est plus que la Bourse de nos jours, mais pas de quoi bâtir un empire de la finance.

Il démontre ensuite que l'idée selon laquelle ces profits auraient permis le financement de la révolution industrielle britannique est fausse. Vers 1790, le total des sommes investies annuellement dans le commerce négrier était légèrement supérieur à 1 500 000 £, valeur de l'époque. Ces investissements généraient des profits s'élevant au maximum à 150 000 £ par an, 10 % donc. À supposer qu'un tiers de ces bénéfices, soit 50 000 £, ait été investi dans ces activités industrielles nouvelles, cet investissement annuel n'aurait

représenté que moins de 1 % de tous les investissements intérieurs liés à la révolution industrielle. La richesse de l'Angleterre ne repose donc pas sur la souffrance des esclaves noirs. Richardson écrit même que :

« [...] la Traite n'était en rien vitale pour le financement de la première révolution industrielle britannique. »

Une seule objection, mineure, peut apporter un « bémol » à la démonstration de Richardson : le dynamisme de la Bourse londonienne, qui a permis la révolution industrielle anglaise, n'est-il pas dû, au moins en partie, à la solidité tranquille des profits réalisés aux Antilles avec la sueur des esclaves ? La question reste irrésolue à ce jour, et l'article « Antilles » du *Oxford History of the British Empire* pas plus que d'autres travaux ne sont probants à ce sujet.

Sentant bien que leurs arguments sont battus en brèche, les procureurs dans le procès en culpabilité de l'Europe avancent d'autres pions. Ainsi, les activités de Traite introduites par les Européens auraient eu un autre effet néfaste sur les sociétés africaines : celles qui se consacrèrent à la capture des esclaves abandonnèrent leurs activités économiques traditionnelles au profit de la recherche de captifs. Il faudrait chercher dans cette raison secondaire une cause aggravante du sous-développement de l'Afrique.

Nous disposons d'exemples qui viennent infirmer ce postulat. Celui cité par Renault et Daget<sup>1</sup> suffira à écarter cette nouvelle manipulation. Il concerne le royaume de Loango et l'ethnie vili :

1. *The British Empire and the Atlantic Slave Trade, 1660-1807* : op. cit.

1. 1985. op. cit.

« La vente pour l'exportation ne détériore pas l'institution interne car les captifs vendus aux Occidentaux ne sont jamais capturés à l'intérieur du royaume : ils proviennent de l'extérieur à la suite d'une quête longue, peut-être jusqu'aux grands royaumes Luba et Lunda qui frôlent les Grands Lacs. Ainsi, la population vili qui n'est pas impliquée dans la Traite continue ses activités traditionnelles, agricoles et halieutiques. »

#### 4. L'abolition : des causes humanitaires ou économiques ?

Vint enfin le temps de l'abolition... Quelles en furent les causes réelles ? Durant la première moitié du <sup>xx</sup>e siècle, les historiens admettaient que l'abolition de la Traite par le Parlement britannique en 1807, puis de l'esclavage lui-même en 1833, résultait de l'action d'un puissant mouvement philanthropique abolitionniste, dont les fondements étaient religieux et qui fut incarné notamment par la Société anti-esclavagiste de William Wilberforce<sup>1</sup>.

Cette explication, historiquement posée, a été fortement combattue par Eric Williams, l'historien marxiste futur Premier ministre de l'État indépendant de Trinidad et Tobago, déjà cité. L'argumentation de Williams s'inspirait des travaux de Lowell Ragatz<sup>2</sup> et prenait le contre-pied des théories antérieures. Elle reposait sur l'idée que l'abolition ne résultait pas d'une prise de conscience morale, mais d'une baisse des profits : l'économie sucrière était moribonde.

1. Pour l'historiographie de la question, on se reportera à « Slavery : the Slave Trade and Abolition », par G. Heuman dans le volume V de *The Oxford History of the British Empire*, 1999, pages 315 à 326.

2. L. Ragatz, « The Fall of the Planter Class in the British Caribbean (1763-1833) a Study » in *Social Economic History*, New York, 1928.

Dans ces conditions, les investisseurs cyniques avaient décidé de placer leurs capitaux dans des régions génératrices de plus grands profits, notamment en Asie. Selon Williams, la monoculture de la canne à sucre avait épuisé un sol pauvre et fragile et les plantations des Antilles n'étaient plus rentables, pas plus que les importations d'esclaves destinées à les entretenir. Selon lui, l'abolition fut donc décidée parce que les bénéfices générés par la Traite n'étaient plus suffisants pour satisfaire ses initiateurs.

La thèse de Williams, durant la période de domination intellectuelle qu'exerçait le marxisme sur les études universitaires, eut la faveur des historiens. Elle servit largement de support à la lutte anticoloniale et elle est encore très répandue dans les milieux mal informés.

Il fallut attendre les années 1970 pour que son argumentation soit solidement combattue<sup>1</sup>. Et, point d'orgue, en 1998 fut publié le tome II de l'*Oxford History of the British Empire* dans lequel deux chapitres, rédigés l'un par J.R. Ward<sup>2</sup> et l'autre par D. Richardson<sup>3</sup>, réduisirent à peu de chose les arguments de Williams et de ses successeurs.

J.R. Ward démontre ainsi qu'au moment de la suppression de l'esclavage, jamais les exportations des Antilles britanniques n'avaient été aussi importantes. Loin d'être sur le déclin, les plantations étaient

1. Elle le fut notamment par « Capitalism and Slavery : a Critique », in *Economic History Review*, Second Series, XXI, 1968, dans lequel, pages 307 à 321, Roger Anstey s'attaque directement à la thèse de Williams ; de même que Seymour Drescher dans son ouvrage *Econocide : British Slavery in the Era of Abolition*, Pittsburgh, 1977.

2. J.R. Ward, « The British West Indies in the Age of Abolition : 1748-1815 » in *The Oxford History of the British Empire*, volume II, 1998, pages 415 à 439.

3. D. Richardson. *op. cit.*

au contraire au maximum de leur production et de leur rentabilité et cela essentiellement pour des raisons agronomiques.

Une nouvelle variété de canne à sucre, au rendement bien supérieur, avait été introduite. Cette variété était exploitée par des techniques améliorées de broyage des tiges et de raffinement de la mélasse notamment, qui permettaient une productivité accrue dans des proportions très significatives. Enfin, l'élevage, développé dans ces régions où il n'existait pas à cette échelle, permettait la production d'un fumier fertilisant qui améliorait encore les rendements à l'hectare de ces cultures. À tel point qu'au moment de l'abolition, le commerce de la canne à sucre ne nécessitait pas moins de la moitié de la flotte marchande britannique et représentait un huitième des recettes de Sa Majesté !

S'il est donc désormais établi que la Traite n'est pas à l'origine de la richesse de l'Angleterre, il n'en est pas moins évident que nombre de fortunes anglaises ont été faites dans les plantations dont l'économie reposait sur la main-d'œuvre servile. Des fortunes qui ont servi leurs détenteurs, mais pas la révolution industrielle du Royaume-Uni.

Donc, contrairement à ce que postulent les historiens de la culpabilité européenne, les plus actuelles publications attestent du peu de conséquences de la Traite sur la démographie noire africaine, de sa non-implication à la fois dans le développement des sociétés européennes et dans le sous-développement des sociétés africaines. Enfin, elles privilégient le rôle de la pression de l'opinion publique et des sociétés

anti-esclavagistes européennes sur les causes de l'abolition<sup>1</sup>.

Dont acte.

Le scandale de l'esclavage fut donc stoppé parce que l'Europe finit par prendre conscience de son iniquité et de sa sauvagerie. Les négriers européens qui persistaient dans leur commerce furent sévèrement réprimés, leurs « cargaisons » saisies et rapatriées sur les terres d'Afrique<sup>2</sup> et le commerce d'ébène européen s'arrêta en un laps de temps finalement assez court si l'on a conscience des moyens de diffusion de l'information à l'époque. En moins de trente ans, quatre siècles de Traite devinrent honteux : on pendait aux vergues les contrevenants.

Cette abolition fut unilatérale. On ne demanda pas leur avis aux royaumes africains qui avaient bâti leur richesse sur le commerce de leurs frères, pas plus qu'on ne prit la peine de consulter au sujet de cet interdit les marchands arabes qui continuaient à ponctionner les côtes orientales du continent. C'est pourtant l'Europe qui allait donner le coup d'arrêt à la Traite arabe.

En 1822, les Britanniques imposent au sultan de Zanzibar, Seyid Saïd, la limitation du commerce au littoral de l'Afrique orientale, au golfe Persique et à l'Arabie. Réalistes, les Britanniques savent bien qu'ils n'ont pas les moyens de mettre un terme à la traite sans une occupation territoriale effective, mais durant

1. S. Drescher, « Whose Abolition ? Popular Pressure and the Ending of the British Slave Trade », in *Past and Present*, CXLIII, 1993, pages 136 à 166.

2. Avec des conséquences dont d'ailleurs nous reparlerons.



plus de soixante ans, ils vont hésiter à franchir le pas, freinant, ralentissant, tentant de contrôler puis de contenir la Traite sans jamais avoir la possibilité de l'interrompre. Ils vont procéder par étapes. Ainsi, le 2 octobre 1845, le traité Hamerton, signé par Seyid Saïd, interdisait l'exportation d'esclaves hors des possessions africaines du sultan. Une tolérance était prévue pour la main-d'œuvre des plantations de girofliers.

La marine britannique n'avait guère les moyens de contrôler l'application du traité par les Zanzibarites. Renault<sup>1</sup> précise d'ailleurs que de 1867 à 1869, sur 37 000 esclaves exportés au mépris du traité Hamerton, seuls 2 600 furent interceptés et libérés par les Britanniques, ce qui donne une indication du volume réel de la Traite. En 1871, le gouvernement de Londres ordonna à sa marine d'instaurer un blocus provisoire de Zanzibar. En 1873, Sir Bartle Frere et le consul John Kirk imposent à Seyid Bargash, nouveau sultan depuis 1870, la fermeture du marché de Zanzibar, l'abandon de la Traite et la confiscation de tout navire négrier. En moins de 24 heures, le marché est supprimé, mais la Traite se poursuit à l'intérieur du continent.

Elle ne reculera que sous les assauts inlassables menés par les missions religieuses. Ce sera l'œuvre des protestants de la Church Missionary Society qui fondent leur première mission en 1844, à Mombasa. En 1862 et en 1873, les Pères du Saint-Esprit s'installent à Zanzibar même et à Bagamoyo. Mais le mouvement missionnaire prendra toute son ampleur avec les Missionnaires d'Afrique ou Pères blancs du cardinal Lavigerie qui découvrent le champ de leur apostolat en 1878.

<sup>1</sup>Op. Cit. 1972

Les esclavagistes sont également traqués par les associations privées, dont l'Association internationale pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale qui met sur pied des expéditions destinées à bâtir des postes aux carrefours des pistes empruntées par les caravanes. C'est ainsi que Karema et Mpala sont fondés sur le lac Tanganyika. C'est encore elle qui envoie Stanley créer des stations sur le fleuve Congo.

La lutte contre la Traite fut donc largement le résultat d'une mobilisation philanthropique. Mobilisation qui va déboucher, en partie, sur la colonisation de l'Afrique.

Il faudra que les puissances coloniales mettent sur pied des expéditions militaires pour venir à bout des traitants. Sur le lac Victoria, les Allemands durent livrer de véritables batailles navales. Au Congo, les Belges furent contraints d'organiser des campagnes contre les trafiquants. Sans la conquête coloniale, des millions de Noirs auraient continué à prendre le chemin des marchés d'esclaves de Zanzibar puis de ceux du Caire, d'Alexandrie, de Mascate ou d'ailleurs.

## **5. Gorée : petit exemple d'une grosse manipulation.**

Archétype de la désinformation par ceux qui voudraient faire de l'Europe et de l'Amérique les coupables de tous les maux : la légende « Gorée ».

Située au large de Dakar, l'île de Gorée est l'un des passages obligés pour tous les touristes de la capitale sénégalaise. Elle leur est présentée comme l'une des bases de la Traite, par laquelle des millions



de malheureux transitaient avant d'être envoyés vers les Amériques. Les voyagistes d'outre-Atlantique proposent au public afro-américain la visite « pèlerinage » sur l'île qui aurait vu passer leurs ancêtres. Gorée est ainsi devenue, pour les Noirs américains, une sorte d'équivalent macabre de ce que fut Ellis Island pour les descendants de migrants d'Irlande ou d'Europe centrale. Cette idée est à ce point admise qu'au mois de février 1992, lors d'un voyage au Sénégal, le pape Jean-Paul II s'est ému sur la Gorée, « île aux esclaves ».

Le point d'orgue de la visite de Gorée est naturellement la tristement célèbre « maison des Esclaves » dans laquelle la mise en scène est particulièrement soignée.

Les guides narrent par le menu l'histoire édifiante de cette maison : construite par les Hollandais au XVII<sup>e</sup> siècle, ce fut à l'origine une « esclaverie », un rouage au cœur du système esclavagiste régional centré sur l'île de Gorée. Ses murs ont vu passer des centaines de milliers, voire des millions de Noirs arrachés à leur terre pour être vendus sur les plantations américaines. La visite permet de se faire une idée des conditions de vie des malheureux, dans une scénographie du drame : les chaînes qui retenaient les captifs sont encore en place, les alcôves où se serraient les victimes en transit, la porte vers la mer de laquelle on jetait les captifs malades ou récalcitrants, les cellules des hommes, celles des femmes et même, moment particulièrement émouvant, celles des enfants.

« Et voici le cachot, mesdames-messieurs, où les fortes têtes étaient matées. Voyez la rigole creusée dans le sol pour que s'écoule le sang des malheureux. »

L'UNESCO a inscrit Gorée et la « maison des Esclaves » au patrimoine de l'humanité, et cette dernière a d'ailleurs fière allure depuis qu'elle a été restaurée. Une plaque apprend aussi au visiteur que parmi les mécènes figure une association prestigieuse, la Fondation France Liberté, présidée par Mme Danielle Mitterrand, veuve d'un ancien président de la République française.

Le seul problème, mais il est de taille, c'est que la « maison des Esclaves » n'en n'est pas une et que Gorée n'a jamais été un centre de Traite esclavagiste ! Mais la vertu économique du tourisme a des raisons que la Raison historique ne connaît pas. La véritable histoire de cette maison est en effet bien connue des historiens sénégalais, et des autres. Elle n'a rien à voir avec la légende officielle de Gorée. Ce ne sont pas les Hollandais qui la construisirent au XVII<sup>e</sup> siècle mais les Français, en 1783 précisément. À une période donc où la Traite avait quasiment cessé dans la région de la Sénégalie. La maison avait été commandée par une riche métisse, une *signare* : Anna Colas. Comme toutes les demeures coloniales de cette époque, elle abritait une nombreuse domesticité. Il est probable que quelques esclaves y assuraient les tâches les plus ingrates, comme dans la majeure partie des demeures de ce type à cette époque, mais les logements présentés lors des visites et dans les guides comme étant les « cellules » n'ont jamais servi à la Traite : il s'agissait d'entrepôts de marchandises. Voilà pour la « maison des esclaves ».

Quant à l'île « comptoir esclavagiste », même à l'époque de la Traite florissante en Sénégalie, Gorée n'a jamais été un centre majeur de la Traite. Au plus

fort de ce commerce, c'est-à-dire au XVII<sup>e</sup> et peut-être au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, on estime en effet entre 200 et 500 le nombre d'esclaves qui y transitaient, annuellement ! Bien « peu » en regard des chiffres de Curtin pour cette époque.

Après l'abolition, l'île servit même de « camp de transit », comme l'on dit aujourd'hui, pour les malheureux « récupérés à la mer ». Elle abrita, par exemple, les 272 prisonniers rescapés des cales de *L'Illizia*, un négrier brésilien pris en flagrant délit de « contrebande d'ébène » et arraisonné au large en 1846 par le vapeur militaire *L'Australie*<sup>1</sup>. Cinquante-deux d'entre ces rescapés, (27 hommes, vingt-trois femmes et 2 enfants nés à Gorée) formeront les premiers « colons » noirs fondateurs de Libreville, actuelle capitale du Gabon...

Le besoin de ces visiteurs afro-américains qui viennent sur le site est non seulement compréhensible mais salulaire : retrouver leurs racines, appréhender un peu du drame de la déportation de leurs ancêtres, c'est aussi l'un des rôles de l'Histoire. Mais la manipulation historique que représente le choix de Gorée comme « emblème de la traite des Noirs » les floue très largement. Il était temps qu'ils le sachent pour pouvoir se reconstituer sur des bases historiques réelles. Ainsi, deux autres sites africains de l'ancienne *Gold Coast* coloniale, le Ghana actuel, sont encore visibles aujourd'hui et leur visite est autrement plus instructive que celle de l'imposture goréenne : il s'agit du fort hollandais d'Elmina et de l'ancien établissement anglais de *Cape Coast*.

1. J.L. Donnadieu dans *Historia thématique* n° 80, novembre-décembre 2002, page 77.

\*  
\* \*

À l'énoncé de ces faits, on mesure le décalage existant entre les connaissances historiques et leur représentation dans le public. Dans le cas de la Traite, la manipulation et le mensonge sont volontaires, délibérés. C'est de cette histoire truquée que dépend la véritable « rente de situation » que certains groupes africains, et surtout afro-américains, tirent de l'exploitation politique et émotionnelle de cette période honteuse de l'histoire afro-européenne.

Quant aux responsables politiques africains, comme l'écrit justement Roger Botte :

« [...] certains vont jusqu'à contester l'existence d'un esclavage interne à l'Afrique. [...] À vrai dire, comment des États africains auraient-ils pu justifier l'exigence d'une indemnisation compensatrice et expiatoire, lors de la Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme à Durban en septembre 2001, s'ils avaient reconnu chez eux [...] la participation des anciennes oligarchies à ce crime contre l'humanité que fut la Traite négrière ? »<sup>1</sup>

1. R. Botte « Le spectre de l'esclavage » dans *Les Temps modernes*, numéro 620-621, août - novembre 2002, pages 144 à 164.

## Chapitre II

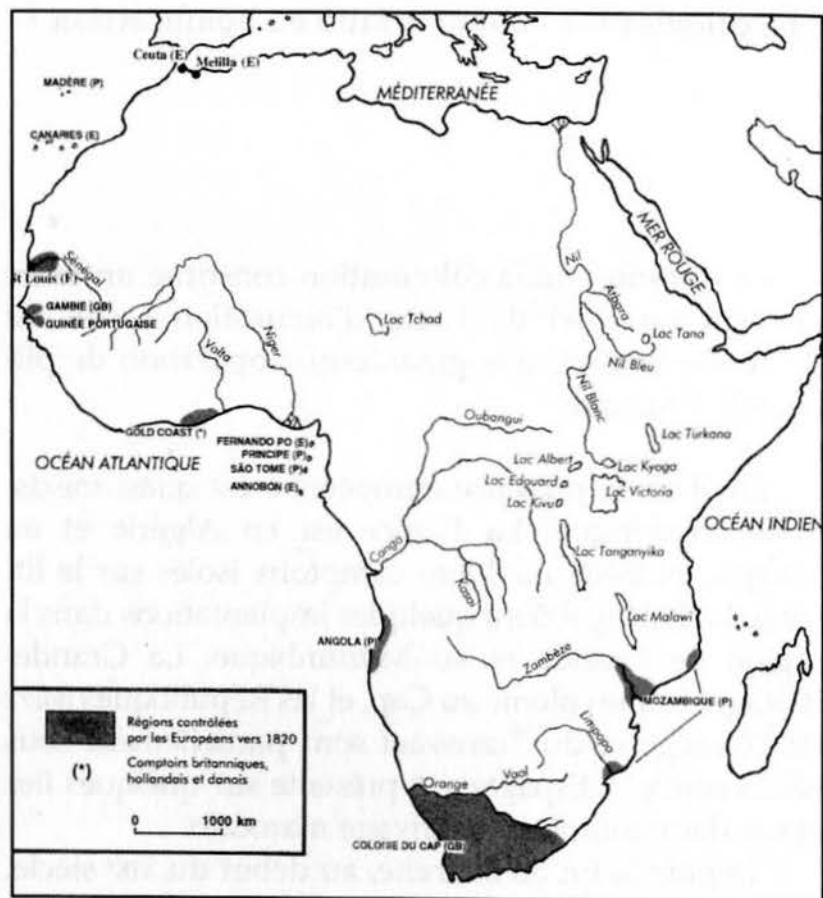
### La colonisation : bonne affaire ou bonne action ?

La question de la colonisation constitue un autre élément essentiel de l'acte d'accusation : elle est présentée comme une gigantesque opération de pillage de l'Afrique.

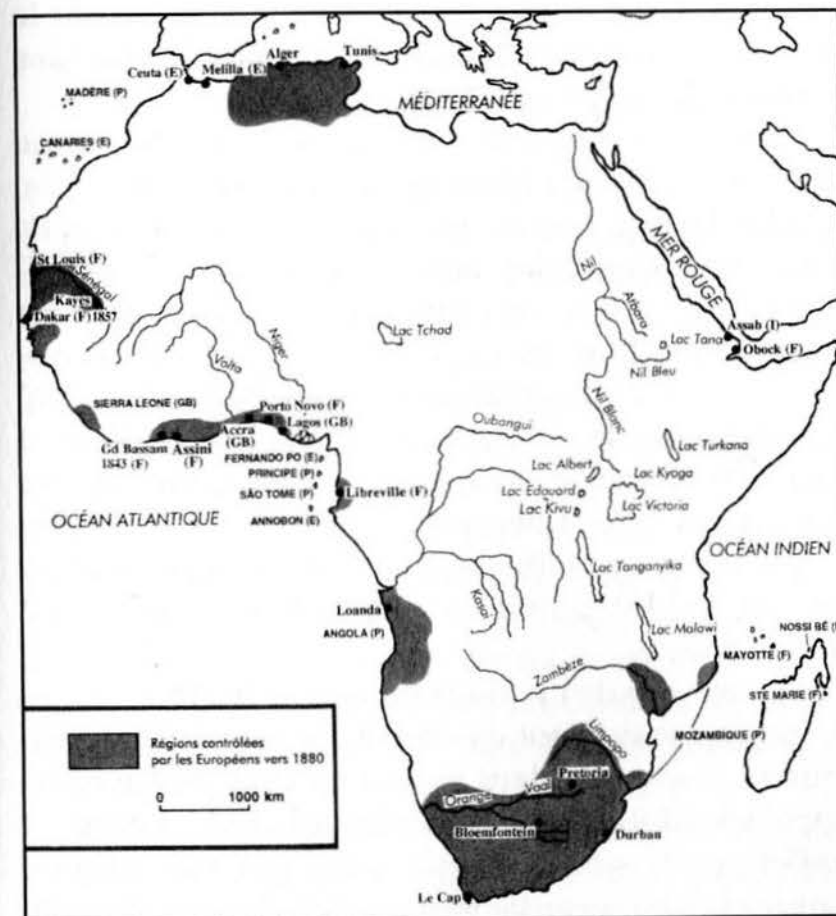
En 1880, la présence européenne est quasi inexistante en Afrique. La France est en Algérie et au Sénégal, possède quelques comptoirs isolés sur le littoral. Le Portugal tient quelques implantations dans la région de Luanda et au Mozambique. La Grande-Bretagne a une colonie au Cap, et les Républiques *boers* de l'Orange et du Transvaal sont partiellement sous son contrôle. L'Espagne est présente sur quelques îles et sur deux comptoirs du rivage marocain.

Depuis la fin de la Traite, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Afrique de l'Ouest n'intéresse plus les Européens. Les Danois ont achevé leur repli vers 1850 et les Hollandais ont abandonné leurs derniers comptoirs dans les années 1870-1872. Dès 1865, à Londres, la Chambre étudie la possibilité d'une évacuation de

Carte VI : Les Européens en Afrique vers 1820



Carte VII : Les Européens en Afrique vers 1880





toutes les possessions de la Couronne dans la région, à l'exception de la Sierra Leone. (Cartes VI et VII)

En 1990, à peine dix ans plus tard, la situation a totalement changé. Les puissances européennes, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Portugal et Italie, se sont lancées dans une véritable course aux colonies. C'est en dix ans à peine que se décide le vaste mouvement qui aboutira en moins de vingt ans à un partage total de l'Afrique.

L'impression qui domine aujourd'hui, entretenue largement, est que l'Europe se tenait en embuscade, n'attendant qu'une occasion pour dépecer l'Afrique. Or, l'impulsion colonisatrice n'avait rien de si évident, ni même de prévisible. Les puissances européennes ont même tenté de freiner un mouvement qui ne s'est véritablement emballé qu'entre 1890 et 1895, avec le *Scramble for Africa*<sup>1</sup>, essentiellement par souci philanthropique, idéologique et/ou stratégique. Certainement pas économique. Ce fut l'Angleterre qui initia le mouvement en Afrique du Sud et de l'Est. Suivie bientôt en Afrique de l'Ouest par la France.

Le partage de l'Afrique est une réalité récente, qui initie un mouvement d'occupation géographique fulgurant, s'achevant dans les années 1898-1900 avec les victoires d'Horatio H. Kitchener sur les Mahdistes et celles des missions Foureau Lamy, Joalland et Gentil sur le chef esclavagiste Rabah. C'est donc un épisode extrêmement limité dans l'histoire de l'Afrique puisque le mouvement des indépendances débute dès la décennie 1950.

La colonisation n'est en définitive qu'une parenthèse d'une soixantaine d'années dans la « longue durée » africaine, en dehors des cas particuliers constitués par les possessions du début du XIX<sup>e</sup> siècle que nous citons plus haut : la région du cap de Bonne-Espérance, l'Algérie, le Sénégal, et certains secteurs littoraux de l'Angola et du Mozambique.

### 1. Le colonialisme français : une idée de gauche ?

En 1870, la France ne possède donc que quelques îles et comptoirs dispersés en Afrique, en Asie et aux Amériques. La seule colonie importante est alors l'Algérie, déjà clairement imaginée comme une colonie de peuplement puisque 10 % des deux millions et demi d'habitants sont européens.

La France va se constituer, en moins de vingt ans, entre 1880 et 1900, un empire colonial. Avec le recul, ce mouvement paraît avoir été consensuel or, au contraire, le sujet est à l'époque âprement discuté. Une large partie de l'opinion y est en effet opposée. Jusqu'à la veille du premier conflit mondial, le débat est vif entre ceux qui mettent en avant la vocation continentale de la France et ceux qui militent au contraire en faveur de l'expansion outre-mer.

Étonnant de constater, pour qui ne connaîtrait que les débats d'aujourd'hui sur les questions africaines, que c'est la droite française qui est anticolonialiste quand la gauche défend l'idée de la création de cet empire colonial.

En effet, pour une grande partie de la gauche et pour le courant libéral, c'est par une active politique coloniale que la France pourra recouvrer son influence

1. La « course aux colonies ».

et son rôle international écornés par la défaite de 1870 et la perte de l'Alsace et de la Lorraine.

C'est sous l'influence de Léon Gambetta et Jules Ferry, deux hommes de gauche, républicains et humanistes, que la France de la III<sup>e</sup> République s'engage dans la voie de l'expansion coloniale. Gambetta, qui exerce une grande influence sur Jules Ferry, n'est pas loin de penser que la France pourrait peut-être un jour monnayer avec l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine contre des territoires coloniaux.

Jules Ferry définit clairement son programme colonial lors d'un célèbre discours qu'il prononce à la Chambre le 28 juillet 1885. Pour lui, l'expansion coloniale française répond à trois besoins essentiels. Politique d'abord : pour rendre à la France son rayonnement de grande puissance. Économique ensuite : l'Empire ne manquera pas de fournir des débouchés à l'industrie française. Philosophique enfin : la France, « Patrie des Lumières », se doit de faire connaître ce message universaliste aux peuples qui l'ignorent encore.

Dans la réflexion de la gauche française, cette dimension idéologique, morale et universaliste tient une part considérable. C'est par exemple Jean Jaurès qui s'écrie en 1884, dans une réunion publique :

« Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons y amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté. »<sup>1</sup>

La colonisation française est, dans une très large mesure, la « Fille des Lumières » et celle des humanistes

1. Cité par A. Ruscio, in *Le Credo de l'homme blanc*, 1996.

révolutionnaires de 1789. La Société des amis des Noirs, créée en 1788 pour lutter contre l'esclavage, change ainsi de nom au début du XIX<sup>e</sup> siècle et devient la Société des amis des Noirs *et des colonies*. « Colonisation » s'entend ici comme « libération » des Africains par l'apport des « Lumières » et de la civilisation. La filiation entre les mouvements abolitionnistes et les mouvements colonialistes est ici évidente : maintenant que la civilisation lutte contre les esclavagistes, il faut aller au bout de l'action civilisatrice. C'est ainsi que Victor Schœlcher, figure emblématique de l'abolition portée au pinacle par la gauche d'aujourd'hui, devient, logiquement, secrétaire d'État aux Colonies. En 1889, il n'hésite pas à coprésider le Congrès colonial international, aux côtés du général Louis Faidherbe, l'homme de la conquête du Sénégal.

En 1879, le principal ténor de la pensée progressiste, la « conscience de la France », Victor Hugo lui-même, prononce en présence du même Victor Schœlcher un discours d'après banquet<sup>1</sup> qui résume la pensée coloniale de gauche :

« L'Europe a, à côté d'elle, l'Afrique... Quelle terre que cette Afrique ! L'Asie a son histoire, l'Amérique a son histoire, l'Australie elle-même a son histoire ; l'Afrique n'a pas d'histoire. Une sorte de légende vaste et obscure l'enveloppe. Eh bien, cet effroi va disparaître. Déjà deux peuples colonisateurs ont saisi l'Afrique, la France tient l'Ouest et le Nord, l'Angleterre l'Est et le Midi. Voici l'Italie qui accepte sa part de ce travail colossal. Des cols, des passages,

1. Discours sur l'Afrique prononcé par Victor Hugo, le 18 mai 1879, au banquet commémoratif de l'abolition de l'esclavage.

des détroits sont praticables ; cet univers qui effrayait les Romains attire les Français. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le Blanc a fait du Noir un homme ; au XX<sup>e</sup> siècle, l'Europe fera de l'Afrique un monde. [Applaudissements.] Refaire une Afrique nouvelle, rendre la vieille Afrique maniable à la civilisation, tel est le problème. L'Europe le résoudra. Allez, Peuples ! Emparez-vous de cette terre. Prenez-la ! À qui ? À personne. Prenez cette terre à Dieu. Dieu donne la terre aux hommes. Dieu donne l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Où les rois apporteraient la guerre, apportez la concorde. Prenez-la, non pour le canon, mais pour la charrue ; non pour le sabre, mais pour le commerce ; non pour la bataille, mais pour l'industrie ; non pour la conquête, mais pour la fraternité. [Applaudissements prolongés.] Versez votre trop-plein dans cette Afrique, et, du même coup, résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires. Allez, faites ! Faites des routes, faites des ports, faites des villes. Croissez, cultivez, colonisez, multipliez et que sur cette terre, de plus en plus dégagée des prêtres et des princes, l'esprit divin s'affirme par la paix, et l'esprit humain par la liberté. »

Applaudissements enthousiastes, et les banqueteurs de s'exclamer :

« Vive Victor Hugo, vive la République ! »

Toute la gauche cependant n'est pas acquise à l'expansionnisme colonial. Ainsi Georges Clemenceau. Dans un célèbre discours dit « du pot-au-feu » prononcé à la Chambre des députés le 31 juillet 1885, il s'adresse à Jules Ferry :

« En supposant que la théorie de M. Jules Ferry sur les profits des expéditions coloniales soit jamais justifiée, les dépenses de cet ordre ne sont jamais que des dépenses de

luxé. Avant de s'abandonner au luxe, faites donc pour une heure la politique du pot-au-feu, donnez le pot-au-feu, les écoles, les travaux d'outillage. Pendant que vous êtes perdu dans votre rêve colonial, il y a, à vos pieds, des hommes, des Français qui demandent des dépenses utiles, fructueuses [...]. »

La critique de Clemenceau était à bien des égards prophétique :

« C'est en augmentant incessamment les charges du budget que vous prétendez ouvrir des débouchés, alors qu'il y a d'autres nations à côté de nous qui, n'ayant pas fait la dépense de ces expéditions coloniales, entrent en lutte avec nous sur le terrain même que nous avons choisi. Comme elles ont des budgets qui ne sont pas grevés des frais de ces expéditions, elles nous font une concurrence redoutable et nous enlèvent le commerce jusque dans nos propres marchés. [...] Les débouchés ne s'ouvrent pas à coups de canon. »<sup>1</sup>

La droite nationaliste est, quant à elle, tout à fait opposée à cette aventure coloniale !

Pour ces milieux, la France doit choisir entre la « revanche », qui permettrait de reconquérir l'Alsace et la Lorraine occupées par l'Allemagne, et l'expansion coloniale, considérée comme une chimère sans lendemain qui détournerait les Français de la « ligne bleue des Vosges ». Après la défaite de 1870, toutes les énergies doivent, selon eux, être tournées vers les provinces perdues. Les aventures coloniales sont

1. J.P. Biondi, *Les anticolonialistes en France (1881-1962)*, 1996.



presque considérées comme une trahison. Cet anti-colonialisme de droite est parfaitement bien représenté par Paul Déroulède. Pour lui, la cause est entendue : jamais les colonies ne pourront offrir une compensation aux pertes de 1870. Et c'est dans ce sens qu'il déclare à Jules Ferry :

« J'ai perdu deux sœurs et vous m'offrez vingt domestiques. »<sup>1</sup>

Le mirage colonial est à ses yeux un piège dangereux tendu par les ennemis de la France. Dans une formule parlante, il oppose la chimère de « *la plus grande France* », c'est-à-dire cet empire hypothétique qui menace de faire oublier aux Français le « *relèvement de la vraie France* ». Et l'opinion de Déroulède survit à la constitution de l'Empire. En 1905 et alors que la France est gagnée à une quasi-unanimité à la cause de l'expansion coloniale, il écrit encore à propos de ses succès coloniaux :

« [Ils] créaient une diversion [et] aussi une dispersion. Ils réjouissaient trop les Allemands pour ne pas inquiéter les Français<sup>2</sup> ».

De fait, à cette époque, une partie de la droite est devenue colonialiste, et pour elle, sur le terrain en Afrique, ce ne sont pas les Allemands qui sont des rivaux, mais les Anglais. L'erreur de perspective est totale. Au moment même où la diplomatie française tisse patiemment la toile qui permettra ultérieurement d'isoler l'Allemagne par l'alliance franco-russe, par le rapprochement pas à pas avec Londres, en cédant

devant les appétits coloniaux anglais, la droite colonialiste et le Parti colonial poussent au contraire à la guerre contre l'Angleterre à propos de querelles de bornage en Afrique, à Fachoda notamment. Ce Parti colonial qui fait tant parler de lui n'est pas à proprement parler un parti politique, mais une constellation de groupes de pression, d'associations géographiques, d'amicales régimentaires, etc., qui tous militent pour que le pays se lance avec force dans l'expansion outre-mer. Le plus important de ces groupes fut certainement le Comité de l'Afrique française (CAF) fondé en 1890 et qui avait une position originale dans la mesure où, pour ses membres, la vocation coloniale française était d'abord méditerranéenne, puis plus généralement africaine, voyant dans l'Algérie le pivot du futur empire colonial français.

Après avoir longtemps hésité et sans précipitation, la France se lance donc dans une politique d'expansion coloniale à la suite du Congrès de Berlin, réuni à l'initiative de Bismarck et qui a lieu entre le 13 juin et le 13 juillet 1878. En fait, il a pour but de régler ce qu'on appelle alors « la Question d'Orient », c'est-à-dire le problème des Balkans et le souci qu'y cause l'inexorable corrosion de l'Empire ottoman, ancienne puissance dominatrice.

La Russie s'étend en effet vers les Balkans et l'Angleterre souhaite vivement un *statu quo* : il faut que les détroits vers la Méditerranée, Bosphore et Dardanelles, continuent à être tenus par la future Turquie pour empêcher la flotte russe de sortir de la mer Noire. Quant à l'Autriche-Hongrie, elle craint de voir ses sujets slaves lui échapper pour demander la protection de la Russie.

1. Cité par R. Girardet, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, 1978, page 103.

2. Cité par R. Girardet, *op. cit.* page 423.



Le partage des dépouilles ottomanes donne lieu à d'âpres marchandages. En définitive, la Russie hérite de la Valachie et l'Autriche-Hongrie obtient la Bosnie, ainsi empêchée de rejoindre la Serbie, avec tous les problèmes ultérieurs que l'on sait. L'Angleterre ayant obtenu l'île de Chypre sans contestation de la part de la France, elle se doit d'offrir une compensation à cette dernière. Un tel « dédommagement » ne peut être pris que sur des territoires appartenant à l'Empire ottoman. C'est donc la Tunisie, pourtant fort convoitée par Rome, qui est attribuée à Paris.

La Tunisie est en théorie une province turque administrée par un « pacha », mais le pouvoir est passé dans les faits au commandant militaire, le « dey », finalement supplanté par un administrateur civil, le « bey ». Dans les années 1860, les autorités tunisiennes, voulant moderniser le pays, se sont considérablement endettées, notamment auprès des banques françaises. En 1867, incapable de rembourser ses emprunts et empêchée d'en contracter de nouveaux, la Tunisie est en situation de faillite et passe sous le contrôle de ses créanciers européens. C'est donc un État en totale banqueroute que les congressistes de Berlin offrent à la France... qui ne se précipite pas pour en prendre possession.

Pour des raisons diplomatiques d'abord. Cette affaire tunisienne fait par trop le jeu de Bismarck qui espère bien détourner ainsi la France de l'Alsace-Lorraine, mettre Paris en compétition avec Londres sur le terrain de leurs ambitions coloniales, et enfin contrarier l'Italie jalouse, alors même que la France cherche à constituer une alliance contre l'Allemagne.

Et pour des raisons économiques ensuite : le « cadeau » est empoisonné. La France ne voit pas d'intérêt à porter le fardeau de la banqueroute tunisienne.

Elle délaisse donc la Tunisie, pour ressusciter le vieux projet ouest-africain de Faidherbe, en Sénégambie. Sous le Second Empire, Louis Faidherbe a été gouverneur du comptoir que la France y possède depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, d'abord de 1854 à 1861 puis de 1863 à 1865. Il a eu de grands projets de développement pour cette région, mais la guerre de 1870 contre la Prusse les a mis en sommeil.

En 1879-80, sous le gouvernement de Charles de Freycinet, l'amiral Jauréguiberry devient ministre de la Marine et des Colonies. Au mois de septembre 1880, il confie la direction des opérations dans tout le haut Sénégal au lieutenant-colonel Gustave Borgnis-Desbordes et met le Soudan occidental sous autorité militaire.

Ce n'est que trois ans après le Congrès de Berlin, en 1881, que l'analyse française se modifie sur la question tunisienne, qui va devenir son premier véritable pas dans l'engrenage de la colonisation. L'Angleterre est maîtresse de tous les verrous méditerranéens : Gibraltar, Malte, Chypre et bientôt l'Égypte... Bismarck presse Paris d'intervenir en Tunisie, menaçant de soutenir désormais l'Italie. Au même moment, s'impose l'idée que la sécurité de l'Algérie passe par le contrôle de la totalité du Maghreb. Dans ces conditions, occuper la Tunisie devient utile, en attendant de pouvoir faire de même avec le Maroc.

C'est donc sous la pression des événements que le gouvernement français se décide tout de même à prendre le contrôle de la Tunisie. La tribu nomade des Kroumirs, qui viole régulièrement la frontière algéro-tunisienne, offre le prétexte à une intervention. Le 7 avril 1881, l'armée française pénètre en Tunisie, officiellement pour « aider » le Bey de Tunis à restaurer son autorité sur les tribus rebelles. Le 12 mai 1881, 35 000 soldats se présentent devant le palais du Bardo, résidence du Bey. Il a deux heures pour étudier et signer le Traité du Bardo, qui fait de son pays une dépendance française puis, en 1883, un protectorat.

C'est encore à la faveur d'un règlement international que le deuxième pas est franchi, quand la France se trouve engagée à Madagascar.

Il s'agit de mettre un terme à la question de l'Afrique orientale qui oppose l'Allemagne, l'Angleterre et le Portugal. Comme Berlin et Londres veulent que leurs arrangements territoriaux soient officialisés par un consensus des grandes puissances, elles y associent la France qui possède l'île voisine de la Réunion et qui commence à s'intéresser à Madagascar. Les députés de la droite catholique sont certes opposés à la politique d'expansion coloniale, mais ils ont en tête la situation des missions catholiques en butte à l'hostilité des missionnaires protestants. Ils soutiennent donc l'idée d'une intervention militaire sur l'île. En 1883, Paris revendique officiellement un protectorat sur Madagascar. En 1890, Londres et Berlin le lui reconnaissent. En décembre 1894, la France occupe Tamatave, Diego Suarez puis Majunga. Un corps expéditionnaire marche ensuite vers le plateau, cœur du royaume d'Imerina, qui est atteint le 26 septembre 1895. Le

traité de protectorat est signé le 27 septembre par la reine Ranavalona III, qui conserve son trône. Mais la révolte ne tarde pas à s'emparer du pays. Conséquence immédiate: en 1896, Madagascar est purement et simplement annexée, la monarchie abolie et l'île intégrée au domaine colonial français.

Au tournant des années 1890, la France, qui a longtemps été hésitante, est donc devenue une nation impérialiste. Et elle se lance, avec ardeur cette fois, dans la course aux colonies.

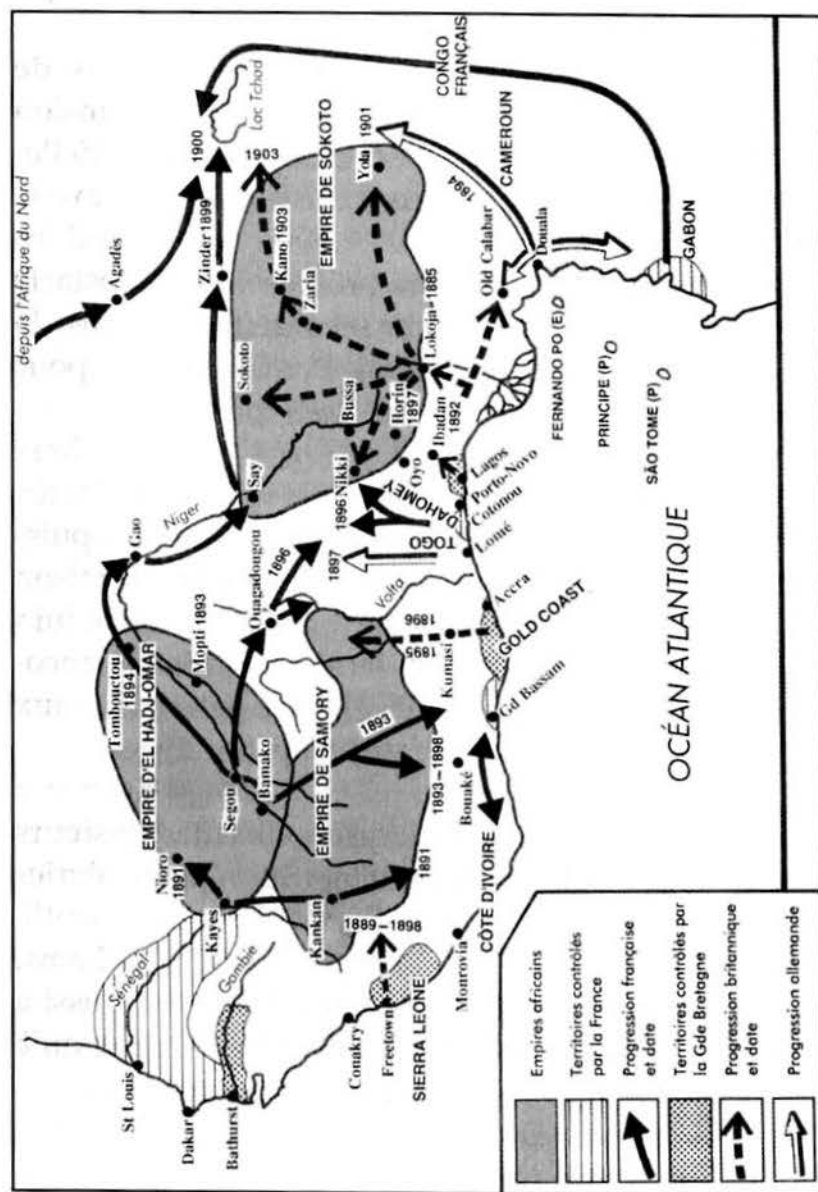
Avec ardeur parce que en premier lieu les incertitudes sur la nature du régime sont définitivement levées avec l'échec du général Boulanger en 1889. Désormais, la République ne sera plus réellement menacée.

Ensuite, parce que le pays n'est plus isolé diplomatiquement. L'alliance franco-russe s'annonce. Un rapprochement qui se fait à l'occasion de la crise franco-allemande, le Tsar déclarant qu'il « *ne laissera pas écraser la France* ». L'alliance sera concrétisée en trois étapes entre 1892 et 1894 et elle va permettre à la France de disposer d'un allié sur les arrières de l'Allemagne.

Dès lors, la grande politique d'expansion préconisée par le Parti colonial peut se mettre en place. (Carte VIII).

C'est à partir du Sénégal à l'ouest, de Porto-Novo et de Cotonou au sud que partent les pénétrantes destinées à faire passer toute l'Afrique occidentale sous souveraineté française. Le but est d'établir un nouveau pivot autour du lac Tchad qui va bientôt devenir effectivement l'objectif de jonction des

Carte VIII : La conquête de l'Afrique de l'Ouest  
(1890-1900)



colonnes françaises, couvrant ainsi les *hinterlands* algériens, sénégalais et ceux des comptoirs du golfe de Guinée.

Au mois de février 1883, Bamako est occupée, puis en février 1891, Louis Archinard prend Ségou, capitale du royaume des Toucouleurs.

Cette expansion est si rapide qu'en cinq ans, de 1893 à 1898, la France atteint ses objectifs. L'expansion française en Afrique occidentale se fait essentiellement de l'ouest vers l'est et elle se donne pour axe le haut Niger. La France contourne ainsi par le nord les royaumes côtiers qui pouvaient présenter un obstacle à sa progression. Pour le « concurrent » anglais, la poussée se fait du sud vers le nord et prend pour pivot le bas Niger.

C'est au croisement de ces axes que les deux impérialismes se rencontrent. La question de l'accès au Niger va créer de fortes tensions entre les puissances française et anglaise. Finalement la raison l'emporte et l'on négocie pour enfin signer le 14 juin 1898 une convention qui règle le contentieux franco-britannique dans la région et va permettre aux Anglais de constituer l'immense Nigeria.

Ayant les mains libres sur le Niger, la France a désormais pour objectif le lac Tchad. Plusieurs expéditions sont lancées en 1899. Au mois de février 1900, la jonction est opérée entre les colonnes Gentil, partie du Sud-Congo, et celle de Foureau et Lamy, parties d'Algérie à travers le Sahara. Paris a réussi à joindre ses trois zones coloniales et il ne lui reste qu'à « pacifier » le Sahara.



## 2. La colonisation britannique : une entreprise sans enthousiasme

La question de savoir quand débute véritablement la politique impérialiste anglaise en Afrique a fait l'objet de longs débats<sup>1</sup>.

Londres, qui veut contrôler les verrous stratégiques de la route des Indes, prend pied très tôt au cap de Bonne-Espérance. Durant l'hiver 1794-1795, la contagion révolutionnaire qui s'est développée en Hollande a débouché sur la proclamation au mois de mars 1795 d'une République batave, sœur de la République française. Le roi de Hollande, réfugié en Angleterre, n'est plus en mesure d'exercer sa souveraineté et la Compagnie hollandaise des Indes orientales (VOC pour les initiales hollandaises) demande alors à Londres de prendre provisoirement en charge ses intérêts outre-mer, et notamment l'importante escale du Cap. C'est chose faite le 11 juin 1795 quand l'amiral Elphinstone et le général Craig y débarquent avec leurs fusiliers marins.

En 1802, la France et l'Angleterre signent le Traité d'Amiens. Londres, qui reconnaît l'existence et la légitimité de la République batave, doit, par voie de conséquence, rétrocéder l'ancien comptoir hollandais du cap de Bonne-Espérance. Entre la France et l'Angleterre, la guerre reprend en 1803 et Londres décide d'occuper à nouveau le Cap le 7 janvier 1806. En 1814, la Hollande vend son ancien comptoir à Londres pour la somme de six millions de livres.

1. Sur la question coloniale anglaise, on se reportera à C. Newbury, « Great Britain and the Partition of Africa » : 1870-1914, in *The Oxford History of the British Empire*, volume III, 1999, pages 624 à 650. Ou encore à J.E. Flint, « Britain and the Scramble for Africa », in *The Oxford History of the British Empire*, volume V, 1999, pages 450 à 462.

Quelques mois plus tard, en 1815, le Congrès de Vienne entérine le transfert de souveraineté intervenu en Afrique australe.

Dans les premières années de la période britannique, la colonie du Cap n'est considérée que comme une place forte, un « Gibraltar de l'océan Indien » destiné à verrouiller l'accès aux Indes. Mais Londres se voit peu à peu, et le plus souvent contre son gré, attirée vers l'intérieur.

Tout bascule en 1879, quand cette « attirance » contrainte aboutit à l'annexion de la région de Kimberley, un territoire désertique situé dans le nord de la colonie du Cap : les premiers gisements diamantifères y ont été découverts en 1867. (Carte IX)

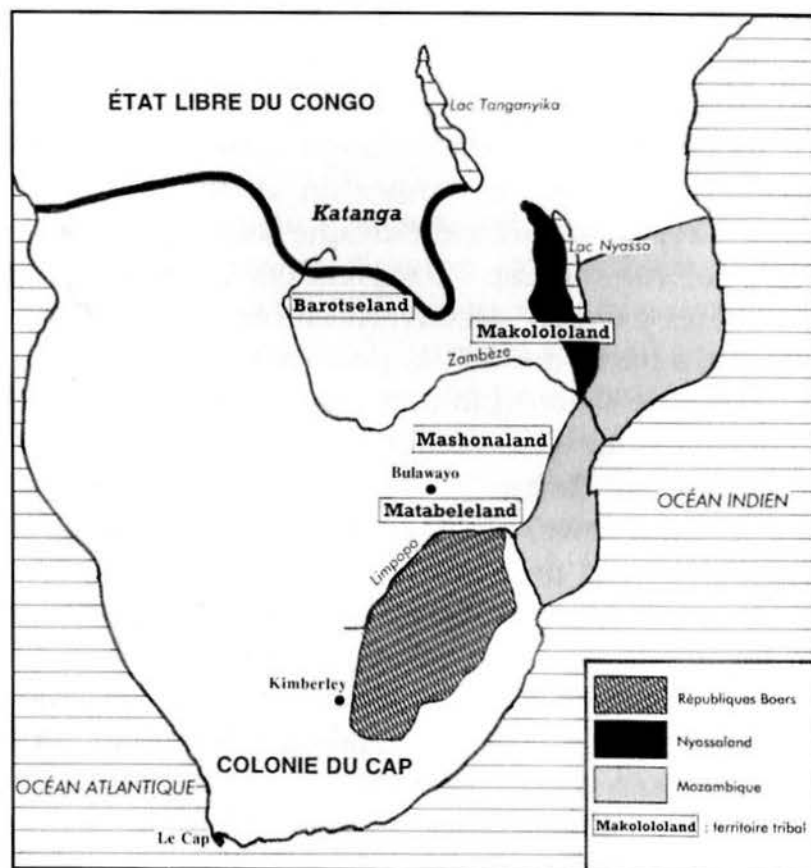
Puis, à partir de 1880, la poussée des Républiques boers sur le fleuve Limpopo se fait pressante. Les Anglais, pour la contenir, s'intéressèrent au Mashonaland (territoire des Shona, l'essentiel de l'actuel Zimbabwe) et au Matabeleland (territoire des Matabélé), tous deux au nord du fleuve Limpopo, sans toutefois s'engager dans une véritable entreprise de conquête.

Les Portugais, qui occupent le Mozambique, face à Madagascar, sont à cette époque de plus en plus présents dans la région du lac Nyassa. En 1886, l'explorateur portugais Serpa Pinto propose le protectorat de Lisbonne aux Makololo, qui vivent au sud de ce lac, dans le Makolololand. Pour Londres, le danger se précise : à partir de ce moment, le Mashonaland risque de passer sous contrôle portugais.

L'artisan de la conquête britannique fut Cecil Rhodes, qui a bâti une énorme fortune à Kimberley, dans l'exploitation des mines de diamant. Député au



Carte IX : Les ambitions britanniques en Afrique australe



Parlement du Cap, il a fondé la British South Africa Company (BSAC), devenue une compagnie à charte avec des privilèges considérables reconnus par Londres : droits de police, de commerce, d'exploitation des mines et de création de voies ferrées sur un immense territoire situé au nord du fleuve Limpopo, entre l'Angola et le Mozambique.

Au mois de mars 1889, Cecil Rhodes arrive à Londres, porteur d'un traité signé par Lobenguela, roi des Matabélé dont le territoire recouvre le sud de l'actuel Zimbabwe. Son influence s'exerce sur une partie du pays shona. Or, ce traité, que Lobenguela a signé sans en saisir la portée réelle, accorde à la BSAC la possession du sous-sol minier de son royaume. C'est la BSAC qui allait ouvrir cette partie de l'Afrique australe à la colonisation britannique et en cette occurrence – il importe de le souligner –, sans intervention directe de Londres.

En janvier 1890, la Grande-Bretagne impose à Lisbonne le rappel de l'encombrant Serpa Pinto et l'abandon de toutes ses revendications sur le Mashonaland et le Makolololand. En 1893, le Nyassaland<sup>1</sup> devient un protectorat anglais. La même année, sir Leander Starr Jameson, l'homme de confiance de Rhodes, prend Bulawayo, la capitale de Lobenguela, roi des Matabélé. Au mois de mai 1895, en l'honneur de Cecil Rhodes, le territoire est baptisé Rhodésie. La Rhodésie n'était cependant qu'une étape vers le nord et les agents de la BSAC signent un nouvel accord avec les Barotse (du Barotseland).

1. Actuel Malawi.

Les « savanes du Sud » sont donc atteintes et le partage de ce qui deviendra le *copperbelt* se fait entre la BSAC et l'État indépendant du Congo. La première se voit reconnaître la possession de la future Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) et le second celle du Katanga (au sud-est de l'actuelle République démocratique du Congo).

Après la région du cap de Bonne-Espérance, l'autre zone d'intérêt pour l'Angleterre est l'Égypte, et ce dès 1869, date de l'inauguration du canal de Suez. « Calée » à l'extrémité sud-est de la Méditerranée, l'Égypte, qui était un cul-de-sac, devient presque du jour au lendemain un carrefour essentiel de communication maritime, véritable révolution géopolitique<sup>1</sup>.

L'Égypte a lancé de coûteux programmes de grands travaux et a rapidement dépassé les possibilités de son endettement. La Grande-Bretagne et la France, principaux créanciers, se mêlent alors peu à peu de ses affaires pour garantir le remboursement de la dette. À la fin de l'année 1875, l'Égypte n'est plus en mesure de rembourser ses emprunts. Disraeli étant Premier ministre, Londres rachète la totalité des parts égyptiennes dans la Compagnie du canal de Suez. Cela donne un ballon d'oxygène de quelques mois aux finances du pays, mais permet avant tout à Londres de devenir l'actionnaire majoritaire de l'un des points de passage essentiels du commerce international.

En 1876, les créanciers imposent au khédive Ismaël la nomination de deux contrôleurs généraux des Finances, l'un français et l'autre anglais. Au mois

d'août 1878, Paris et Londres exigent qu'Ismaël constitue un gouvernement composé d'experts européens qui prend le contrôle du pays. Enfin, en 1879, il est contraint d'abdiquer au profit de son fils, qui règne jusqu'en 1892 sous le nom de Tewfik Bey.

En 1881, Tewfik Bey est violemment accusé d'être le « valet des Européens » et une révolte populaire éclate. Le mouvement, qui prend une vaste ampleur, est mené par un officier, Ahmed Urabi (ou Orabi), plus connu sous le nom d'Arabi Pacha (1839-1911). Londres craint évidemment pour la sécurité du canal de Suez, mais hésite toujours à s'engager sur le terrain. Ne désirant pas agir directement, elle demande à la Turquie de le faire à sa place. Puis une intervention militaire franco-britannique est envisagée, mais la France est à ce même moment – nous l'avons évoqué – agitée par cette controverse à laquelle le Parlement donne le plus large écho : pour ou contre l'expansion coloniale et *quid* de la « revanche » contre l'Allemagne ? Dans ces conditions, l'éventualité d'une participation française à une opération en Égypte est âprement discutée. Le débat s'enlise, et comme la Grande-Bretagne estime que ses intérêts vitaux sont menacés, elle se décide alors à agir seule.

Le 11 juillet 1882, un corps de fusiliers britanniques est débarqué et Arabi Pacha est battu. En théorie, cette présence anglaise n'est que temporaire, mais tout change lorsque Robert Arthur Talbot Gascoyne Cecil, troisième marquis de Salisbury, devient Premier ministre en 1887. Quand il reçoit les pleins pouvoirs, la nouvelle et complexe situation internationale peut être ainsi résumée, du point de vue anglais :

1. Cf. B. Lugan, *Histoire de l'Égypte des origines à nos jours*, Paris, 2002.

Alors que la Russie cherche à ouvrir à sa flotte de la mer Noire l'accès à la Méditerranée, il est prioritaire de garantir la liberté de navigation vers les Indes via le canal de Suez. Londres a donc tout intérêt à ce que le *statu quo* balkanique obtenu en 1878 au Congrès de Berlin perdure afin de ne pas voir s'affaiblir la Turquie, gardienne des détroits du Bosphore et des Dardanelles. Or, elle ne le restera visiblement pas bien longtemps : les guerres balkaniques se succèdent et le recul turc, face à la poussée slave, est patent. Londres est donc condamnée à rester en Égypte pour y assurer sa liberté de circulation vers l'océan Indien via le canal de Suez, si la flotte russe parvient enfin à s'ouvrir un passage vers la Méditerranée.

Cette situation géopolitique débouche naturellement sur un engagement de plus en plus réel de la Grande-Bretagne dans la région. Et la nécessité de sécuriser l'Égypte conduit Londres à lancer la campagne du Soudan, colonie égyptienne depuis 1821.

Parallèlement au mouvement d'Arabi Pacha en Égypte même, le Soudan connaît depuis 1881 une révolte nationaliste d'un type particulier. À l'appel d'un chef religieux, Muhammad Ahmed Ibn Abdallâh (1844-1885), qui se fait appeler al Mahdi<sup>1</sup>, un puissant mouvement (le mahdisme) agite toute la région, avec des répercussions jusqu'en Éthiopie.

Le 26 janvier 1885, après plusieurs mois de siège, les forces mahdistes prennent Khartoum aux troupes de Charles Gordon, gouverneur anglais de la ville assiégée. 4 000 soldats, anglais et égyptiens, sont massacrés. Gordon subit le même sort, son

1. Voir plus haut, chapitre 1 : 2. *Les traites musulmanes.*

cadavre est décapité puis profané. Maître de Khartoum, al Mahdi fonde un État mahdiste et se donne le titre de « calife ». En Grande-Bretagne, l'indignation est à son comble, l'opinion pousse à la guerre pour « venger Gordon ». Le gouvernement, qui n'ignore pas les difficultés d'une telle entreprise, tente de freiner l'ardeur vengeresse de la rue. Il se résout pourtant à intervenir, après quelques années d'hésitations. Les raisons vont bien au-delà des récriminations populaires.

L'exemple soudanais risque bien sûr d'être contagieux et pourrait avoir de graves conséquences dans la zone du canal de Suez. Mais surtout les Français et les Italiens ont remporté des victoires dans la course aux colonies. Les premiers vont bientôt atteindre le lac Tchad, compromettant ainsi le « corridor » entre Le Caire et le cap de Bonne-Espérance, que certains impérialistes britanniques voulaient constituer. Les seconds s'installent sur les côtes africaines de la mer Rouge, risquant de réduire à néant les efforts autour du canal de Suez.

À Khartoum, al Mahdi meurt quelques mois après sa victoire sanglante, en juin 1885. Un successeur est nommé, le calife Abdallah, qui tente de poursuivre la politique de l'initiateur du mouvement. En quelques années, il est contesté, critiqué, affaibli. Dès que les espions britanniques rendent compte de son autorité chancelante, la conquête du Soudan est décidée. Au mois de mars 1896, une expédition placée sous les ordres du général Horatius Kitchener progresse lentement vers le sud, à la vitesse de la construction d'une voie de chemin de fer Le Caire-Khartoum par laquelle le prudent stratège fait avancer troupes et matériel. Prudent mais solide : les armées mahdistes



sont vaincues. Le 19 janvier 1899, le Soudan devient un condominium anglo-égyptien.

Il était temps pour l'Empire britannique : l'expédition française du capitaine Marchand a atteint le Nil à Fachoda – ce qui déclenche une nouvelle crise entre Londres et Paris. Mais la volonté de créer un front anti-allemand la règle en deux temps : au mois de mars 1899, un *gentlemen agreement* franco-britannique reconnaît à la Grande-Bretagne la possession d'un affluent ouest du Nil, le Bahr el Ghazal. Puis, en 1904, Paris abandonne ses derniers droits sur l'Égypte. Londres lui laissera en « échange » toute liberté d'action au Maroc.

En Afrique de l'Ouest, l'Angleterre est longtemps bloquée dans sa progression vers le Niger et le lac Tchad, d'une part par les Achanti du royaume de Kumasi, contre lesquels elle dut mener quatre guerres avant de réussir en 1896 à proclamer son protectorat sur le royaume, et d'autre part par le sultanat de Sokoto. La France prend donc l'avantage en Afrique occidentale.

### 3. « *Nous autres, Allemands, nous n'avons pas besoin de colonies* »

Cette citation de Bismarck résume bien sa position et va définir durant une vingtaine d'années la doctrine allemande en matière de colonies<sup>1</sup>. À la déclaration de guerre du mois d'août 1914, le drapeau du II<sup>e</sup>

1. Cf. B. Lugan, « L'Allemagne et l'Afrique (1870-1918) » in *L'Information historique*, numéro spécial Concours agrégation et CAPES, 1993, volume LV, cahiers 4 et 5, pages 169 à 176. Et B. Lugan, *Cette Afrique qui était allemande*, Le Rocher, 1990.

Reich flotte pourtant au Togo, au Cameroun, dans le Sud-Ouest africain et en Afrique orientale, dans une zone circonscrite par les lacs Victoria au nord, Nyassa au sud, Tanganyika à l'ouest. L'Allemagne a donc créé un empire et cela largement contre la volonté de son gouvernement. (Carte x)

Jusqu'en 1884, les priorités allemandes sont européennes. Pour réaliser l'unité des États allemands avant 1870 ; et ensuite, après la victoire sur la France et la proclamation du Reich, pour consolider ce dernier.

En 1868, avant la réalisation de l'unité allemande, quand des négociants d'Allemagne du Nord proposent au roi de Prusse d'acquérir des territoires libres en Afrique orientale et dans l'actuel Mozambique, la réponse de Bismarck, alors chancelier de Prusse, avait été nette :

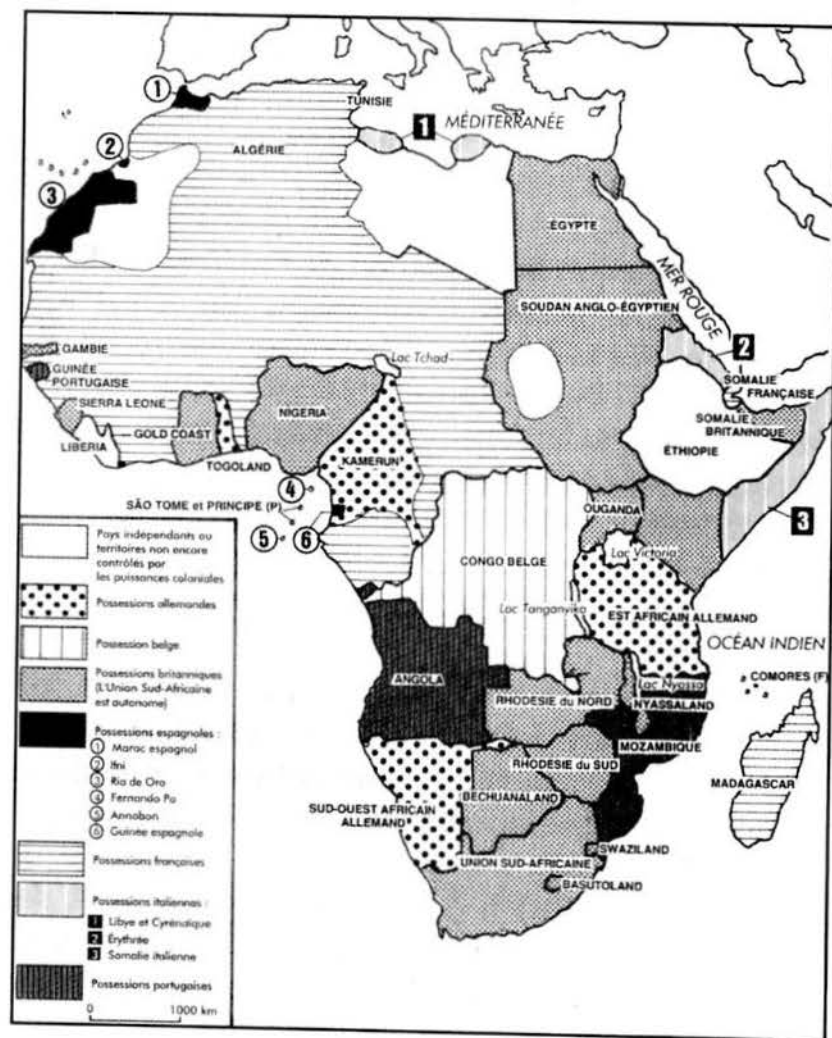
« Je pense que la Confédération ne doit pas s'engager dans des entreprises coloniales, celles-ci devant être l'œuvre exclusivement de l'initiative privée. »<sup>1</sup>

Bismarck pense en effet que l'État allemand doit se tenir à l'écart du mouvement colonial, mais que rien n'interdit cependant aux firmes commerciales germaniques de se lancer à leurs risques et périls dans des entreprises ultra-marines. Après la victoire de 1870, Bismarck suit la même ligne politique. À ses yeux, la constitution d'un empire colonial ne peut qu'affaiblir l'Allemagne en détournant une partie des énergies nationales, au moment même où le Reich a

1. Lettre du 9 janvier au comte von Roon, ministre de la Marine.



Carte x : L'Afrique en 1914



besoin, en Europe, de toutes les ressources de l'État et même de celles des particuliers. De plus, se lancer dans cette entreprise à l'avenir douteux risque de créer des conflits diplomatiques avec la France et la Grande-Bretagne qui considèrent le continent noir comme leur « chasse gardée ». L'objectif consistant à planter son drapeau sur une poussière de possessions dispersées, et indéfendables en cas de conflit, paraît bien illusoire au chancelier qui déclare officiellement que l'Allemagne ne nourrit aucune ambition territoriale coloniale. Dans ces conditions, les puissances concernées ne doivent pas voir dans les commerçants germaniques les représentants d'un quelconque impérialisme allemand. Berlin affirme, en revanche, que son seul objectif est d'ordre commercial, donc d'une tout autre nature que celui de Paris ou de Londres, qui cherchent à acquérir un maximum de territoires coloniaux.

Cela va plus loin qu'un simple refus d'engagement outre-mer, et Bismarck définit là une doctrine qui sera celle de l'Allemagne durant une douzaine d'années.

Cette position de Bismarck sera défendable tant que le *Scramble for Africa* n'a pas débuté. Elle est ensuite intenable, car la France et la Grande-Bretagne subissent des contraintes de souveraineté dans leurs empires respectifs et ne peuvent donc accepter sans réagir que la méthodique, et agressive, politique commerciale allemande s'y exerce à leurs dépens. C'est en effet grâce aux infrastructures, aux fonctionnaires, aux soldats britanniques ou français que les commerçants de Brême ou de Hambourg peuvent créer et développer leurs affaires.

À cette « grogne » des grandes puissances voisines, s'ajoute bientôt celle des milieux économiques allemands. En 1878 déjà, un journaliste écrivait :

*« Il s'agit de savoir si l'Allemagne va se décider à faire autre chose en Afrique que d'y envoyer des missions scientifiques et d'y semer les ossements de ses explorateurs. »*

Bismarck est donc progressivement contraint de définir une nouvelle politique. Elle est élaborée sous la pression des événements durant les années 1884-1890. Trois arguments avaient « tempéré » les certitudes du chancelier : le problème de l'émigration allemande, celui de la marine, et enfin la question du prestige du Reich.

Pays d'émigration durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne a vu partir sans espoir de retour trois millions et demi des siens entre 1819 et 1885, une véritable hémorragie humaine. Les groupes de pression coloniaux, dont la Ligue coloniale fondée en 1883, militent activement pour que ce flot soit détourné vers des colonies de peuplement qui appartiendraient à l'Allemagne. Ce qui ne se fera jamais, d'ailleurs.

L'Allemagne, lancée dans un ambitieux programme maritime destiné à garantir la liberté commerciale sur toutes les mers du globe, ne dispose pas de points d'appui, de ports, de comptoirs sûrs. Il est donc nécessaire de posséder des colonies.

Enfin, les initiatives commerciales privées permettent certes à l'État de ne pas être engagé dans un engrenage colonial ; mais, là où aucune autre autorité européenne ne s'exerce, s'il y a menace, faut-il laisser massacrer les commerçants allemands sans intervenir ?

Bismarck n'est pas pour autant devenu un colonialiste convaincu. S'il ne peut plus s'opposer au mouvement de course aux colonies, il tente de le contrôler, de le freiner. S'il accepte la constitution des premiers noyaux de colonisation au Togo, au Cameroun et en Afrique orientale, il affirme qu'il ne s'agit pas de la constitution d'un empire colonial, mais juste un moyen de soutenir le commerce de l'Allemagne. Il n'est pas question de conquête territoriale.

Le 24 avril 1884, après de longues hésitations, Bismarck télégraphie au consul allemand du Cap que les 1 500 kilomètres entre les fleuves Orange et Cunene, au sud de l'actuel Angola, sont désormais placés sous la protection du Reich. Le 6 juillet 1884, le drapeau allemand est hissé à Lomé, au Togo, et le 12 juillet, le protectorat allemand est proclamé au Cameroun. L'Allemagne vient donc de prendre place parmi les nations intéressées par l'Afrique.

Afin que les rivalités coloniales ne se transforment pas en conflits armés entre les puissances et pour que l'Allemagne ait une « part » d'Afrique à la hauteur de sa puissance en Europe, Bismarck réunit une conférence internationale à Berlin, du 15 novembre 1884 au 26 février 1885. Quatorze nations européennes y participent, autour de trois objectifs :

- assurer la liberté du commerce dans le bassin du Congo ;
- assurer la liberté de navigation sur les deux grands fleuves, Niger et Congo ;
- et enfin décider des procédures à observer lors de nouvelles prises de possession sur le littoral africain.

La Conférence de Berlin est une réussite, et s'il y

eut une « réunion de partage » du continent<sup>1</sup>, c'est bien celle-là et non le Congrès de Berlin de 1878. Le découpage est effectivement organisé et codifié, même si cela n'empêchera pas de graves crises d'éclater plus tard entre les puissances coloniales.

En 1890, Bismarck est écarté des affaires par l'empereur Guillaume II, mais son remplaçant, le chancelier Caprivi, a globalement les mêmes vues en matière de colonisation : « *Il est urgent d'attendre.* » En 1894, Hohenlohe-Schillingsfürst remplace Caprivi, et c'est lui qui engage l'Allemagne dans une véritable politique coloniale, accordant une augmentation significative des crédits coloniaux qui passent de deux millions de marks pour l'exercice 1890-1891 à près de dix millions pour 1896-1897.

À partir de 1898, à son tour, Berlin se lance vigoureusement dans la politique coloniale, l'empereur en tête. Partout l'Allemagne cherche à acquérir des positions et l'Extrême-Orient a les faveurs de Guillaume II. La convention sino-allemande du 6 mars 1898 donne ainsi un bail de 99 ans à l'Allemagne pour la baie de Kiao-Tchéou et le port de Tsing-Tao. Le 12 février 1899, l'Allemagne rachète à l'Espagne les Carolines, les Mariannes et les îles Palaos, puis acquiert les îles Bougainville et Buka.

#### 4. La colonisation : une entreprise ruineuse...

On l'a vu : après bien des hésitations, des tergiversations et des reculades, les pressions stratégiques et

1. Léopold II, roi des Belges, y demande et y obtient la souveraineté personnelle sur le Congo, notamment.

philanthropiques ont fait de l'Europe une puissance impérialiste en Afrique. Et non les considérations commerciales et financières, contrairement à ce que continuent à affirmer certains historiens.

L'idée que les colonies africaines furent de « bonnes affaires » pour les puissances coloniales est même une hérésie ; c'est pourtant sur cette hérésie que s'appuient nombre de pays africains pour pousser les anciennes nations coloniales à la repentance, exigeant d'elles une aide internationale, avant de tenter de les condamner au versement d'indemnités, comme ce fut le cas au Sommet de Durban, à l'automne 2001, en fuyant ainsi leurs responsabilités.

Car les colonisateurs n'ont pas pillé le continent, au contraire !

Assertion provocatrice ? Affirmation partisane ? Non, réalité historique démontrable. Pour pouvoir en juger, observons les cas de la Grande-Bretagne et de la France, qui furent les deux principales puissances coloniales.

En France, c'est un journaliste, Raymond Cartier, qui ose le premier, en 1956, enfreindre le pieux tabou de l'unanimité colonial français. Il écrit alors dans l'hebdomadaire *Paris Match* :

« *La Hollande a perdu ses Indes orientales dans les pires conditions et il a suffi de quelques années pour qu'elle connaisse plus d'activité et de bien-être qu'autrefois. Elle ne serait peut-être pas dans la même situation si, au lieu d'assécher son Zuiderzee et de moderniser ses usines, elle avait dû construire des chemins de fer à Java, couvrir Sumatra de barrages, subventionner les clous de girofle des Moluques et payer des allocations familiales aux polygames de Bornéo.* »



Raymond Cartier disait publiquement ce que les experts ne cessaient d'écrire depuis plusieurs décennies : les colonies sont un inutile fardeau et la France s'est épuisée en construisant en Afrique 50 000 kilomètres de routes bitumées, 215 000 kilomètres de pistes carrossables en toutes saisons, 18 000 kilomètres de voies ferrées, 63 ports équipés, 196 aérodromes, 2 000 dispensaires modernes, 600 maternités, 220 hôpitaux dans lesquels les soins et les médicaments sont gratuits.

En 1960, 3 800 000 enfants des colonies africaines sont scolarisés et, dans la seule Afrique noire, 16 000 écoles primaires et 350 écoles secondaires (collèges ou lycées) fonctionnent. En 1960 toujours, 28 000 enseignants venus de France, soit le huitième de tout son corps enseignant, exercent sur le continent africain. Pour la seule décennie 1946-1956, le pays dépense en infrastructures, dans son empire, la somme colossale de 1 400 milliards de francs de l'époque !

L'exemple de Madagascar est facile à appréhender. C'est une île qui, avec ses 587 000 km<sup>2</sup>, est plus vaste que la France qui l'annexe, on l'a vu, en 1896. En 1960, la République malgache obtient son indépendance.

Que reste-t-il de ces 64 années de « pillage » ? Un héritage exceptionnel, dont l'unification territoriale et politique, entreprise dès le début par Gallieni, n'est pas le moindre.

Dans le domaine de la santé, les grandes endémies (peste, choléra, variole, fièvre typhoïde) ont été vaincues. C'est en 1935, à Tananarive, que les docteurs Girard et Robic ont mis au point le vaccin antipesteux. Les effets de cette politique sanitaire sur la

démographie sont particulièrement nets puisque la population passe de 2 500 000 habitants environ en 1900 à plus de 6 000 000 en 1960.

Cette même année, 50 % des enfants sont scolarisés et la France lègue à Madagascar 28 000 kilomètres de pistes carrossables, 3 000 kilomètres de routes bitumées ou empierrées, des centaines d'ouvrages d'art, des lignes de chemin de fer qui relient entre eux Antsirabe, Tananarive, Tamatave, le lac Alaotra, Fianarantsoa, Manakara... Et encore 4 ports équipés : Diego Suarez, Tamatave, Majunga et Tuléar ; et des aérodromes. Dans le domaine agricole, priorité française dans l'île, les agronomes ont mis en place des cultures rentables de café, vanille, girofle, canne à sucre et tabac. La culture du poivre a été introduite avec celle du coton, du sisal, des arbres fruitiers, de la vigne et de la pomme de terre. La riziculture traditionnelle a été développée et, dès 1920, Madagascar exporte 33 000 tonnes de riz. Les ingénieurs des Eaux et Forêts ont lutté contre l'érosion en reboisant activement les hauts plateaux. Des barrages ont été construits et constituent des réserves pour l'irrigation. Des industries de transformation des productions agricoles ont été créées : des huileries, sucreries, tanneries, conserveries de viande et de poisson.

Au moment de l'indépendance, l'autosuffisance alimentaire est assurée, les exportations de riz sont courantes et régulières. Madagascar est alors peut-être le seul pays véritablement en voie de développement, parmi ceux d'Afrique sud-saharienne anciennement contrôlés par la France.

Aujourd'hui, les routes n'existent plus et les populations sont menacées par la famine. La guerre civile a même failli ravager un pays ruiné par la corruption.



Jacques Marseille a publié en 1984 un livre capital pour la compréhension de cette question : *Empire colonial et Capitalisme français, histoire d'un divorce*<sup>1</sup>. Il aurait pu s'intituler *Le Vrai Coût de l'empire*. Marseille y démontre que l'aventure africaine fut une ruine pour la France.

L'État français dut en effet constamment se substituer aux entreprises privées, capitalistes, qui s'en étaient détournées, tout simplement parce que l'Afrique n'était pas une « affaire » rentable. Le pays va s'épuiser à y construire des infrastructures. Sans compter que toutes les dépenses locales sont supportées par la métropole. Le Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) est en théorie alimenté à 90 % par la France et à 10 % par les Territoires d'outre-mer (TOM). Progressivement, on assiste à la diminution de cette part que les TOM doivent théoriquement acquitter. Quand ils y parviennent, c'est au moyen d'emprunts au Trésor métropolitain par le biais de la Caisse centrale de la France d'outre-mer (CCFOM), dont les fonds viennent directement du budget métropolitain qui prête à long terme, à taux réduits... Et ces emprunts ne seront jamais remboursés. Finalement, à partir d'un décret du 6 octobre 1956, la métropole finance à 100 % tous les travaux d'équipement dans les domaines sociaux, agricoles et industriels prévus au plan. *Idem* pour les investissements de santé, d'enseignement, d'urbanisation, d'habitat, les travaux urbains de voirie, d'aménagements ruraux, de production agricole, d'hydraulique, de mise en valeur des forêts, d'élevage, de

1. Cf. également de Jacques Marseille, « L'héritage colonial français : au-delà des légendes », in *Le Tiers-Mondisme en question*, sous la direction de Rony Braumann, Paris, 1986.

pêche, de tourisme, d'industrialisation, d'électrification... Un gouffre !

De 1948 à 1955, pour les seuls investissements, le Trésor métropolitain a dépensé outre-mer 1 340 milliards d'anciens francs de l'époque, soit 4 milliards de dollars américains, soit encore 3 % du revenu national français<sup>1</sup>. Mais à cette somme, il convient encore d'ajouter les coûts de fonctionnement, les salaires des fonctionnaires et les dépenses militaires. La somme globale est énorme. En 1952, par exemple, la totalité des dépenses faites par la France dans ses colonies, y compris celles liées à la guerre d'Indochine, représentaient un cinquième du budget national<sup>2</sup>. Une telle ponction est économiquement insupportable pour un pays qui doit reconstruire toutes les infrastructures de son propre territoire détruites par le second conflit mondial.

Et cela en pure perte pour la France : elle ne se fournit pas à bon compte dans son empire africain. Comme le démontre Jacques Marseille, elle subventionnait en amont les productions de ses colonies, avant de les acheter, en aval, au-dessus des cours mondiaux. Ainsi, pour soutenir le cours de ces productions coloniales, la France débourse 60 milliards par an de 1956 à 1960 ; et entre 1954 et 1956, les importations coloniales coûtent 360 milliards de francs au pays. Aux tarifs des cours mondiaux, il ne lui en aurait coûté que 310 milliards. Perte sèche : 50 milliards ! Plus encore : à l'exception des phosphates du

1. F. Walter, « Le paradoxe économique de l'Union française. », *Le Monde* du 9 octobre 1955.  
2. M. de Bieville, « Contribution métropolitaine aux dépenses de l'Union française », in *Revue politique et Parlementaire*, mars 1953.

Maroc, des charbonnages du Tonkin et de quelques productions sectorielles, l'empire ne fournit rien de rare. C'est ainsi qu'en 1958, 22 % de toutes les importations coloniales françaises étaient constituées par... le vin algérien, d'ailleurs payé, si l'on en croit Marseille, 35 francs le litre alors qu'à qualité égale le vin espagnol ou portugais valait 19 francs.

Ces dépenses somptuaires obéraient gravement la capacité d'investissement national, interdisaient la modernisation industrielle, la mutation de l'économie française au moment même où ses principaux concurrents mondiaux prenaient sur elle une avance déterminante. L'empire constituait donc un boulet qui « plombait » le pays et menaçait de le conduire à l'asphyxie et au déclin.

Il était donc urgent, vital pour la France, de décoloniser. Qu'en fut-il pour la Grande-Bretagne ?

Contrairement à l'idée dominante, l'impérialisme britannique n'est pas le résultat de l'exploitation coloniale. La révolution industrielle anglaise résulte d'un processus, d'une évolution et d'une dynamique interne antérieurs à l'expansion coloniale.

Nous savons ainsi depuis les travaux de P.J. Cain et de A.G. Hopkins<sup>1</sup> qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avant la période de développement de l'économie de plantation et de la Traite, l'Angleterre fut le premier pays qui se dota d'un système bancaire moderne. C'est ce dernier qui permit à la City de Londres de devenir la principale place bancaire mondiale, accordant à la fois des crédits pour le commerce, donc à court ou à moyen terme, et des crédits pour l'investissement,

à long terme. C'est également à partir de cette époque que débuta la révolution industrielle dont le processus qui dura un siècle enrichit le pays et lui permit de devenir la première puissance navale mondiale.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre, qui avait achevé sa première révolution industrielle, se trouva à la tête d'un immense empire asiatique et américain. Or, l'un des résultats de la révolution industrielle britannique avait été l'apparition d'excédents à bas prix pour lesquels il fut nécessaire de trouver des débouchés sur le marché international. C'est alors que Londres se lance dans une politique d'ouverture de marchés extérieurs. L'impérialisme britannique résulte en partie de la révolution industrielle, mais il n'en est pas à l'origine. Il faudra attendre un siècle et plus exactement la décennie 1890 pour voir la Grande-Bretagne s'intéresser à l'Afrique, et cela clairement pour des raisons stratégiques et non économiques. Du point de vue chronologique, il n'y a donc pas de lien direct entre économie et expansion coloniale britannique en Afrique.

Toutefois, le coût de l'empire africain britannique est moins simple à chiffrer que celui de l'empire français. Tout simplement parce que les études dont nous disposons sont généralement consacrées à l'Empire dans son ensemble, et la part spécifique de l'Afrique n'y apparaît le plus souvent que par déduction. L'Empire britannique s'étendait en effet sur tous les continents et il était composé de territoires très différents les uns des autres. Les dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud) avaient une plus grande importance économique que les colonies. De plus, parmi ces dernières, certaines avaient un poids considérablement supérieur à celui

1. Notamment depuis la publication de *The British Imperialism*, Londres, 1993.

des territoires africains, comme les Indes ou Ceylan.

Cela dit, nous savons depuis une décennie, grâce à plusieurs publications universitaires<sup>1</sup>, que la puissance britannique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles n'est pas le résultat de l'exploitation de l'Empire. Les chiffres indiquent même au contraire que la part des colonies dans le PNB national (ou *Gross Domestic Product* en anglais, soit GDP) fut négligeable<sup>2</sup>.

Les plus récents travaux portant sur la part du commerce extérieur dans le PNB britannique indiquent que, durant la période 1871-1913, la Grande-Bretagne retira 31,5 % de ses revenus de l'étranger en général, qu'il s'agisse des dominions, des colonies, mais aussi, et d'abord, de l'extérieur de l'Empire. Quelle fut donc la part de cet Empire et, avant tout, celle de l'Afrique dans ce pourcentage ?

Les historiens anglais ont comparé les taux de retour sur investissements, réalisés outre-mer et ceux réalisés en métropole, ceux réalisés au sein de l'Empire et ceux réalisés en dehors de ses frontières. C'est ainsi qu'ils mettent en évidence que les investissements au sein de l'Empire rapportent certes plus que ceux faits sur le territoire même de la Grande-Bretagne, mais que les investissements dans le reste du monde sont encore bien plus rentables que ceux faits au sein de l'Empire.

Prenons l'exemple des chemins de fer. Pour les années 1870 à 1913, les réalisations en Grande-Bretagne rapportaient 3,8 %, celles faites dans l'Empire 4,5 % et celles dans le reste du monde 5,7 %. Portant sur ces mêmes années, une étude prenant en compte 566 valeurs (*securities*), incluant les variations du capital, indique un rapport de 4,6 % pour les investissements faits en métropole et de 5,7 % pour ceux dans l'Empire et le reste du monde, soit une différence d'à peine 1,1 %. Rapportés à toute la période qui fut un temps de grande prospérité nationale, ces chiffres permettent à A. Offer<sup>1</sup> d'affirmer que la différence sur ces investissements n'a représenté que 1,6 % dans le revenu national britannique (*national income*). Autant dire que les investissements hors îles Britanniques n'étaient en définitive pas particulièrement attractifs et ceux réalisés dans le domaine impérial encore moins.

A. Offer écrit même que l'on a trop longtemps surestimé le taux de retour sur les investissements faits dans le domaine impérial, lesquels ne représentaient qu'une faible partie du volume de tous les investissements outre-mer. Il estime au maximum à 0,4 % du revenu national les bénéfices des investissements retirés de l'Empire en 1913, c'est-à-dire à son apogée. Pour ce qui est du commerce, les bénéfices retirés de l'Empire dans son ensemble se situaient au maximum entre 5 et 6 % du revenu national britannique : ce qui lui permet de dire qu'en définitive, si la contribution de l'Empire ne fut pas totalement négligeable, elle n'explique en rien la

1. *op. cit.*

1. Par exemple : M. Edelstein, « Imperialism : Cost and Benefit », in R. Floud et D. McCloskey, *The Economic History of Britain since 1700*, Cambridge, 1994, volume II, pages 173 à 216.

2. Pour une bibliographie détaillée sur cette question, on se reportera à A. Offer : « Coasts and Benefits, Prosperity : 1870-1914 » in *The Oxford History of the British Empire*, volume III, 1999, pages 690 à 711.



richesse britannique. Même si l'Empire colonial de Sa Majesté n'avait pas existé, l'économie du pays aurait tout de même dépassé celles de la France et de l'Allemagne<sup>1</sup>. La richesse et la prospérité de la Grande-Bretagne ne reposent donc pas sur l'exploitation des colonies. Une fois encore, dont acte.

De plus, la part de l'Afrique dans ce pourcentage – entre 5 et 6 % de revenu national – est négligeable : elle est estimée au maximum entre 1 et 2 %. L'Afrique ne comptait pas pour les financiers de la City.

Dans ces conditions, l'empire africain britannique fut-il une bonne affaire ?

Comme nous l'avons déjà souligné, à l'exception de la colonie du Cap, la Grande-Bretagne n'est réellement présente en Afrique qu'à partir de la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle. Durant la soixantaine d'années de présence coloniale, s'est-elle enrichie aux dépens de ses possessions africaines ?

La réponse est complexe, car la politique impériale louvoyait constamment entre deux tendances : l'une reposait sur le libre-échange international et l'autre sur les priorités à donner aux relations économiques avec l'Empire. L'Afrique n'était, dans tous les cas, qu'une composante tout à fait secondaire du dispositif impérial. En définitive, l'Empire dans son ensemble n'eut un rôle relativement important que durant les périodes de crise et particulièrement lors des deux conflits mondiaux.

Comme l'a montré D.K. Fieldhouse<sup>2</sup>, en 1914, le total du capital britannique (en métropole et dans le

1. *op. cit.* Page 708.

2. D.K. Fieldhouse, « The Metropolitan Economics of Empire. » in *The Oxford History of the British Empire*, volume IV, 1999, pages 88 à 113.

reste du monde) s'élevait à 5,783 milliards de £<sup>1</sup> ainsi répartis :

	En billions de £	Soit
Métropole	1,828	31,62 %
Empire	1,488	25,73 %
Reste du monde	2,467	42,65 %
<b>TOTAL</b>	<b>5,783</b>	<b>100 %</b>

#### *Répartition du capital britannique de l'année 1914*

Le chiffre qui nous intéresse directement est celui de l'Empire, à savoir 1,488 billion de £ : ce qui représente 25,73 % du capital britannique. Or, sur cette somme, 70,22 % concernent les Dominions (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud), 19,21 % l'Inde et 10,48 % le reste de l'Empire. Ce qui représente pour cette dernière part, ramenée à l'ensemble du capital britannique, 156 millions de £, soit à peine 2,70 % de l'ensemble des capitaux britanniques de 1914 et moins de 4 % des capitaux exportés hors des îles Britanniques cette même année. Quand on saura qu'en plus de l'Afrique, cette catégorie « reste de l'Empire » comprend Ceylan et nombre de possessions insulaires des côtes américaines et asiatiques, on se rendra compte que l'Afrique est quasi inexistante dans le capital britannique, en 1914, à l'apogée de l'Empire.

Toujours à travers les chiffres de Fieldhouse, nous retrouvons les mêmes tendances pour ce qui concerne le commerce :

1. Valeur de l'époque.



Importations	1913	Soit	1934	Soit
Dominions	103	13,3 %	157	21,7 %
Inde	49	6,4 %	42	5,7 %
Colonies	39	5,1 %	58	7,9 %
Reste du monde	577	75,2 %	470	64,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>768</b>	<b>100 %</b>	<b>727</b>	<b>100 %</b>

*Les importations britanniques en 1913 et 1934  
exprimées en millions de £*

Importations	1913	soit	1934	soit
Dominions	92	17,5 %	88	23,3 %
Inde	70	13,4 %	37	9,8 %
Colonies	33	6,2 %	41	10,8 %
Reste du monde	330	62,8 %	212	56,1 %
<b>TOTAL</b>	<b>525</b>	<b>100 %</b>	<b>378</b>	<b>100 %</b>

*Les exportations britanniques en 1913 et 1934  
exprimées en millions de £*

En 1913 et 1934, les colonies, dont l'Afrique, ne représentaient donc qu'entre 5,1 et 7,9 % de toutes les importations britanniques et entre 6,3 et 10,8 % de toutes ses exportations. L'Afrique totalisait au maximum un tiers de ces chiffres, et même probablement moins, soit entre 1 et 2 % des importations et 2 à 3 % des exportations anglaises à peine.

La permanence des réalités historiques est d'ailleurs frappante : ces chiffres sont à peu de choses près identiques aux flux actuels du commerce britannique avec l'Afrique indépendante, à savoir 2,1 % des importations et 3,2 % des exportations.

L'empire africain n'eut donc pas de véritable

intérêt économique pour la Grande-Bretagne et il ne permit certainement pas l'indépendance économique de cette dernière. D'autant plus que Londres y avait, comme les autres puissances coloniales, des contraintes de souveraineté (infrastructures, protection des biens et des personnes, etc.) qu'il lui fallait assumer financièrement. Ainsi, de 1946 à 1954, le Colonial Development and Welfare Fund, l'équivalent britannique du FIDES, fut alimenté par le budget de la Couronne à hauteur de 123 millions de £, dont 121 millions sous forme de dons, soit trois fois en moyenne le volume des importations britanniques depuis l'Afrique et deux fois celui des exportations vers l'Afrique.

Comme dans le cas français, c'est le Trésor britannique qui est constamment intervenu pour la mise en valeur de l'empire africain, avec toutefois une différence de taille à partir des années 1935 à 1940 quand les colonies de Rhodésie furent capables d'équilibrer leurs budgets.

L'empire africain de la Grande-Bretagne fut donc aussi peu rentable que celui de la France. Les immensités africaines furent économiquement marginales.

## 5. Le paradoxe belge

La Belgique est devenue impérialiste contre son gré, et pourtant sa colonie du Congo ne lui a guère coûté.

Le roi Léopold II, couronné en 1866, voulait une colonie. Sachant que ce projet était impopulaire dans l'opinion, tant à droite qu'à gauche, il comptait financer ce projet sur sa fortune personnelle, qui était... coquette.

Le 24 octobre 1869, il écrit à Hubert Frère-Orban, son chef de cabinet :

« Je promets solennellement de ne rien demander au ministère des Finances. »

Le 15 juillet 1880, dans une autre lettre envoyée au même destinataire :

« La Belgique aura sa part du mouvement africain et de l'ouverture de ce continent sans dépense pour l'État. »

En 1885, l'État indépendant du Congo (EIC) est créé. Léopold II en devient le souverain avec l'autorisation des Chambres belges, même si le Parlement a hésité, préoccupé par le coût de l'entreprise. Mais le roi a rassuré les représentants en leur affirmant qu'il ne s'agit que d'une « union personnelle » et que l'administration et les finances du Congo seront distinctes de celles de la Belgique. De plus, le Congo ne sera pas à la charge du pays, puisque les ressources locales vont assurer son autonomie.

Pour coquette qu'elle soit, la fortune de Léopold II s'épuise néanmoins : les sommes dépensées pour le Congo ont atteint entre 1878 et 1885 un total de dix millions de francs or. Les « ressources locales » sont à cette époque inexistantes et, en 1890, l'EIC est en faillite. Contrairement à ses engagements, le roi se tourne alors vers l'État belge, qui accorde en 1890 un premier prêt à l'EIC : vingt-cinq millions de francs or, dont cinq versés immédiatement et le reste en dix annuités de deux millions chacune. En contrepartie, le roi légua le Congo à la Belgique.

En 1895, au versement de la dernière annuité du premier prêt, la faillite menace de nouveau. C'est six millions qui sont nécessaires cette fois. Ils ne sont

accordés par les Chambres qu'après un vif débat sur l'opportunité de posséder le Congo. Les députés ne veulent pas se laisser entraîner dans une spirale budgétaire, à l'image de la Hollande qui, n'ayant pas de budget colonial séparé, voit le déficit des colonies comblé en permanence par le budget de l'État.

En 1896, un retournement de tendance s'opère. L'ivoire et surtout le caoutchouc permettent enfin d'équilibrer le budget de l'EIC qui va ensuite devenir bénéficiaire. À partir de cette date, le territoire ne coûtera plus rien à la Belgique. Au contraire, dès 1900, le roi Léopold II puise sur les ressources du Congo pour lancer en Belgique une politique de grands travaux. Il crée dans ce but la Fondation de la Couronne, à laquelle il attribue un dixième environ de la superficie du Congo belge.

Cette fondation perçoit les revenus domaniaux des concessions. C'est une période sombre de la colonisation, avec une authentique politique d'exploitation fondée sur le travail forcé, dénoncée dès 1899 par Joseph Conrad dans son livre *Au cœur des ténèbres*<sup>1</sup>. Le caoutchouc congolais enrichit indéniablement le patrimoine immobilier bruxellois, qui se voit doté de l'Arcade du Cinquantenaire (six millions de francs or), du musée de Tervuren (huit millions de francs or) et d'une extension au palais royal de Laeken (douze millions et demi de francs or). Soit au total trente millions de francs or<sup>2</sup>. Ce qui provoque

1. Pour une actualisation de la question, en dépit de son titre polémique et de son parti pris largement idéologique, on se reportera au livre d'Adam Hochschild « Les Fantômes du roi Léopold II : un holocauste oublié », Paris, Editions Belfond, 2001.

2. Pour plus de détails, on se reportera à : J. Stengers, *Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique ?*, Académie royale des sciences coloniales, tome XI, fascicule 1, 1957, pages 330 à 340.

d'une part la colère des « coloniaux », qui dénoncent cette politique de ponction des ressources congolaises au profit de la métropole, et d'autre part la vive émotion de l'opinion publique : une campagne est lancée depuis le Royaume-Uni afin de dénoncer les abus du régime léopoldien.

En 1908, l'État belge reprend le Congo et supprime la Fondation.

En somme, pour regrettable qu'elle ait été, la « période sombre » n'aura duré qu'une dizaine d'années et, dès 1908, le Congo rentre dans l'État de droit, ses ressources ne servent plus qu'à sa mise en valeur et la Belgique lance un formidable programme d'équipement routier, ferroviaire, portuaire... Et pourtant, on a voulu se servir de cette brève parenthèse, en utilisant ses égarements, pour décrire ce que devait être l'ensemble des pratiques coloniales. Rien n'est plus faux, ni plus malhonnête.

Le 20 août 1908 donc, un an avant la mort de Léopold II, le Parlement vote l'annexion du Congo par la Belgique. À cette date, le Congo n'a rien coûté au pays et les finances du lointain territoire sont excédentaires. Au total, pendant la première période « léopoldienne », des origines de l'aventure à 1908, Bruxelles y a dépensé en effet cinquante millions de francs or et en a retiré soixante-six, en remboursement de ses prêts notamment. Seize millions de bénéfices donc. Un peu moins qu'il n'en a fallu pour construire le Palais de justice de Bruxelles (quarante-trois millions). Ces seize millions ne représentent en effet pas grand-chose dans le budget d'un État comme la Belgique. Il va en être ainsi pendant toute la deuxième période « post-léopoldienne », jusqu'à la crise

des années 1930, qui ruine un temps le Congo. Les cours du cuivre s'écroulent, entraînant un chômage important et le retour de nombreux cadres européens en métropole. L'État belge est alors contraint d'intervenir. Il crée donc la Loterie coloniale qui rapportera cinquante-huit millions de francs tandis que le Trésor belge intervient à hauteur de cent quatre millions entre les années 1933 et 1940. Cette loterie coloniale n'est rien d'autre qu'un impôt levé en Belgique pour le compte du Congo, une « taxe » soustraite de la richesse de la métropole à laquelle elle aurait pu être affectée.

En définitive, et comme le résume bien Stengers :

*« En 1908, [...] au moment de la reprise du Congo par la Belgique, le Congo avait rapporté à l'État belge 26 millions de francs or. De 1908 à 1950, les dépenses coloniales engagées par la Belgique [...] atteignirent un total de 259 millions de francs or. Durant la période, les avantages recueillis par la Belgique grâce au Congo furent au total de 24 millions. Les dépenses nettes de la Belgique, de 1908 à 1950, s'élevèrent donc à 235 millions. »*<sup>1</sup>

*Le Congo avait rapporté 26 millions au moment de la reprise. Il a coûté 235 millions depuis. Dans l'ensemble, il a donc coûté à la Belgique, jusqu'en 1950, 209 millions de francs or.»<sup>1</sup>*

Le total des deux cent neuf millions de francs or qui en 1950 a la contre-valeur de sept milliards de francs belges, représente alors moins d'un dixième des dépenses annuelles de l'État belge. En comparaison, la même année 1950, le budget belge des pensions était

1. J. Stengers, *op. cit.*, page 350.



annuellement de douze milliards et demi ce qui revient à dire qu'annuellement, il constituait à lui seul une dépense deux fois plus importante que le coût de soixante-dix ans de présence au Congo<sup>1</sup>...

Le Congo n'a donc guère compté dans l'économie belge.

Dès le début, les finances étant séparées, le budget belge n'intervient pas, sauf en cas de crise grave, sur le budget congolais, et inversement. De 1918 à 1939, en moyenne, le budget des colonies est annuellement de 1 300 000 francs or, puis de 1945 à 1956 de 1 500 000 francs or<sup>2</sup>.

Ainsi, le budget du ministère des Colonies représentait :

Année	Dans le budget de la Belgique	Dans le budget du Congo
en 1910	0,15 %	3 %
en 1930	0,13 %	1,8 %
en 1950	0,10 %	1,6 %
en 1956	0,08 %	0,6 %

*Parts du budget du ministère des Colonies dans les budgets belge et congolais*

L'aventure congolaise de la Belgique est en somme un paradoxe. C'est la seule colonie qui n'ait rien coûté à l'État ou très peu en regard de son budget, et c'est la seule qui ait rapporté certes pratiquement rien à la Belgique, mais beaucoup aux investisseurs privés.

1. J. Stengers, *op. cit.*, page 351.

2. A. van Bilsen, « Pour une politique congolaise nouvelle. Revue générale », *belge* du 15 avril 1956, page 911.

Comment cela se fait-il ?

Par chance pour Bruxelles, le Congo n'a pas nécessité de grosses dépenses militaires pour sa conquête et les quelques révoltes que les troupes belges ont eu à réduire ne sont que des escarmouches comparées, par exemple, à celles que les troupes françaises eurent à contenir en Tunisie<sup>1</sup> ou à Madagascar<sup>2</sup>, ou encore à la « révolte des Herero », dans le Sud-ouest africain qui, entre 1904 et 1905, coûta aux Allemands quatre cents millions de francs or<sup>3</sup>.

Les premières infrastructures sont financées sur la cassette de Léopold II, et les investissements nécessaires à l'exploitation des potentialités minières et forestières, considérables, sont pris en charge par des consortiums privés. Quant aux infrastructures humaines, scolarisation et santé notamment, elles sont tout simplement sous-traitées aux missions catholiques, trop heureuses d'évangéliser.

Autre lourd budget des puissances coloniales, le soutien au marché pour « doper » les productions coloniales et les achats de denrées « à perte ». Ici aussi, autre originalité belge : la Belgique respectera jusqu'au bout l'Acte de neutralité du Congo, en n'accordant jamais de privilège dans les échanges commerciaux entre métropole et colonie.

Pour résumer, le Congo a été une « entreprise rentable », gérée comme telle et qui rapporte aux investisseurs qui misent sur elle. L'« entreprise Congo » a suffisamment de capacité d'autofinancement pour subvenir à ses besoins, respecter son

1. 142 millions de francs or entre 1881 et 1886.

2. 80 millions de francs or entre 1895 et 1896.

3. M.E. Townsend, *The Rise and Fall of Germany's Colonial Empire (1884-1918)*, New York, 1930, page 340.



plan de développement décennal, et faire face aux « frais de fonctionnement ». Certes, des emprunts vont être nécessaires; mais quelle entreprise de cette taille fonctionne sans ouvrir son capital ?

Dans le cas du Ruanda-Urundi, autre possession belge, la situation fut totalement différente, fort comparable à celle des autres territoires coloniaux français ou anglais dans lesquels les dépenses se faisaient à fonds perdus. De 1950 à 1956, les deux territoires sous tutelle ont ainsi coûté à la Belgique plus de deux milliards de francs belges, soit en six années un tiers de ce que le Congo lui avait coûté en soixante-quinze ans.

La situation économique est bonne, génératrice de richesses, quand en 1960, au moment de l'indépendance, la Belgique lègue à la République démocratique du Congo (RDC) un pays en bonne situation dans lequel la ressource minière a depuis longtemps remplacé la manne du caoutchouc.

En définitive, le Congo a-t-il enrichi la Belgique ? Oui, de manière anecdotique avant 1908, mais la Belgique a donné chaque fois que cela fut nécessaire. En temps normal, cela n'avait pas lieu d'être car la colonie était économiquement saine, jouissant d'infrastructures efficaces. Ces éléments ne doivent pas être perdus de vue lorsque l'on observe les catastrophes que le Congo indépendant fera pleuvoir sur ses malheureuses populations.

\*  
\* \*

Au terme de ce chapitre, il est donc possible d'affirmer qu'en règle générale, les empires coloniaux africains, fondés par souci stratégique ou philanthropique, devinrent autant de fardeaux économiques pour des métropoles qui, selon l'expression de Jacques Marseille, s'y étaient créés de ruineuses « contraintes de souveraineté ». Pour les puissances européennes, condamnées à nourrir, soigner, éduquer des populations de plus en plus nombreuses –, sans parler des infrastructures qu'il était nécessaire de faire surgir de terre – les espaces africains s'étaient transformés en véritables « tonneaux des Danaïdes ».

Économiquement parlant, la décolonisation était devenue une nécessité urgente.

### **Chapitre III**

#### **Du vrai bilan colonial à la catastrophique décolonisation**

La colonisation fut donc une brève parenthèse d'une soixantaine d'années dans la longue histoire africaine. Le mythe du « pillage colonial » repose sur le même postulat que celui qui fait de la Traite atlantique la base de la révolution industrielle. Selon cette hypothèse, la richesse des pays du Nord reposerait en définitive sur le pillage et l'exploitation des pays du Sud.

En dehors du fait que nous avons montré l'absence de fondement à ces assertions, les mêmes postulats partisans amènent les mêmes réponses logiques. Si la richesse se mesurait à l'aune des immensités coloniales de jadis, le Portugal devrait être aujourd'hui la première puissance industrielle européenne car il n'a décolonisé qu'en 1975 ; et l'Allemagne, qui a perdu ses colonies après la défaite de 1918, devrait au contraire être une sorte de Roumanie...

## 1. Le vrai bilan colonial

Du point de vue sanitaire, l'œuvre accomplie par les colonisateurs est considérable. Ils débarrassent les Africains de la lèpre, de la rougeole, de la trypanosomiase dite « maladie du sommeil », du choléra, de la variole, de la fièvre typhoïde, et ils introduisent massivement la quinine, seul moyen de lutte contre la malaria. L'œuvre accomplie par les médecins coloniaux semble aujourd'hui oubliée. Pourtant, la liste est longue de ceux qui, de l'Indochine à Madagascar et de Djibouti à Dakar, risquèrent tout pour sauver les populations des Tropiques.

On se souvient par exemple de Georges Girard et de Jean Robic, déjà évoqués plus haut dans le bilan malgache. Formés à l'École de santé navale de Bordeaux, puis au Pharo à Marseille, et enfin à l'Institut Pasteur de Paris, ils furent nommés à Madagascar alors que la peste y exerçait des ravages. À force de ténacité, ils y inventèrent un vaccin, un vaccin contre cette peste qui avait décimé l'Europe ! Comme le temps pressait et qu'il fallait gagner la course contre la mort, ils se l'injectèrent l'un à l'autre, servant ainsi de cobayes humains. Grâce à eux, l'épidémie fut stoppée et la maladie éradiquée.

Il y eut d'autres Girard et Robic qui, dans des circonstances moins dramatiques, n'en furent pas moins généreux. Ils étaient médecins ou agronomes, hydrauliciens ou géologues.

Entre 1900 et 2000, grâce à eux, la population du continent a été multipliée par sept. Faut-il les en blâmer ?

La colonisation a effectivement des responsabilités dans le désastre de l'Afrique contemporaine, mais ces responsabilités ne se situent pas là où on veut bien le dire. Elles sont philosophiques d'une part, géographiques de l'autre.

La colonisation fut dès les origines très largement philanthropique, plaquant sur l'Afrique et ses « bons sauvages » une doctrine qui était étrangère au continent, et qui y provoqua un profond traumatisme sur des populations qui ne pouvaient comprendre que l'on privilégie l'individu par rapport au collectif. De plus, la colonisation s'est faite au profit des faibles et aux dépens des forts. Les colonisateurs ont été bien accueillis par ceux qui voulaient échapper aux peuples « prédateurs ». À cet égard, la responsabilité coloniale est effectivement énorme : les Blancs se sont immiscés dans des rapports de force locaux qui dépassaient leur compréhension immédiate, dans des enchaînements sociaux imperméables à leur mode d'appréhension du monde. Ils détruisirent des empires qui leur résistaient et construisirent un nouvel ordre, souvent au profit des anciens dominés. Un traumatisme majeur pour un continent dont les valeurs ne sont ni la charité, ni la compassion, ni la tolérance, mais le prestige et la force. La longue histoire de l'Afrique a en effet été écrite autour de peuples dominants qui commandent à des peuples dominés, au nom de valeurs propres portées par des définitions collectives, et jamais l'inverse. Cette réalité « dominants *versus* dominés », qui heurte les sensibilités démocratiques et la philosophie basée sur les « droits de l'homme », est pourtant à la base de *tous* les rapports interafricains ancestraux.

Sur les ruines des empires africains vaincus, la colonisation a tracé des « frontières ». Une notion inconnue, insolite même en Afrique. Ce faisant, elle a perturbé l'équilibre interne aux grandes zones d'élevage où la transhumance millénaire a été territorialement amputée. Des peuples ont souvent été coupés par ces lignes de partage artificielles. Sans le moindre fondement historique, elles formèrent bientôt entre des cousins proches une ligne légale et infranchissable, alors même que ces lignes faisaient de l'ennemi irréductible d'hier un bien artificiel « compatriote ». Ailleurs, la colonisation a rassemblé des mondes émiettés, divisés en dizaines, centaines, voire milliers d'entités ethniques, tribales ou même villageoises et en firent des ensembles à ses yeux administrativement cohérents. Ils n'étaient qu'artificiels, et non viables.

Aujourd'hui, avec le recul du temps et grâce aux travaux universitaires qui se multiplient, on peut réellement parler d'un « âge d'or » africain qu'aurait représenté la colonisation, si on compare ces soixante années au désastre actuel du continent. Sous l'autorité coloniale avec une administration honnête et efficace, des agents dévoués et passionnés, des réseaux médicaux, des infrastructures, des écoles, les populations africaines vivaient en paix, mangeaient à leur faim et étaient soignées. Plus généralement, la colonisation était porteuse d'ordre et elle était respectueuse des principes du droit.

Ce bilan globalement positif n'est en rien une apologie béate de la colonisation, dont par ailleurs nous faisons une critique en profondeur dans trois chapitres du présent ouvrage, dont celui-ci. De

même, nous n'ignorons pas ses pages sombres et choquantes qui ont bel et bien existé : les actions des compagnies concessionnaires congolaises déjà évoquées plus haut, certaines formes de travail forcé, ou encore la sanglante mission Voulet-Chanoine. Toutefois, au plan historique, il s'agit là d'exceptions, condamnables certes, mais qui ne furent en rien des pratiques générales, comme certains voudraient en convaincre les opinions publiques.

Seul un aveuglant parti pris interdit aux intellectuels du monde « blanc » et à ceux du monde « noir » de reconnaître que, pour des millions d'Africains, la vie était meilleure « au temps des colonies », avant des indépendances bâclées qui livraient ces mêmes millions d'Africains aux querelles entre bloc de l'Est, avide de répandre sa révolution prolétarienne, et bloc de l'Ouest, confit dans une niaiserie égalitariste supportée par une rapacité capitaliste.

La décolonisation a été accélérée par le second conflit mondial qui sonna le glas des empires coloniaux. Les deux principaux vainqueurs de la guerre, les États-Unis et l'URSS, étaient, à des titres différents, opposés à leur maintien. Quant à la nouvelle organisation du monde telle que la définissait la *Charte des Nations Unies*, elle proclamait le droit à l'autodétermination des peuples colonisés. Déjà, en 1941, la France avait été contrainte de reconnaître l'indépendance de la Syrie et du Liban tandis que la Grande-Bretagne avait mis en marche le processus qui allait aboutir à l'indépendance de l'Inde. Le temps des colonies allait donc bientôt s'achever.

À la différence de l'Asie et de l'Afrique du Nord où de véritables guerres eurent lieu, le processus de



décolonisation de l'Afrique noire se fit, à de rares exceptions près, d'une manière pacifique. L'évolution ne fut cependant pas la même dans l'empire français, britannique, belge ou portugais.

## 2. La décolonisation française

La France possédait deux grands ensembles territoriaux en Afrique noire : l'Afrique occidentale française (AOF) et l'Afrique équatoriale française (AEF). L'AOF était composée de huit colonies : le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Soudan français<sup>1</sup>, le Niger, le Dahomey<sup>2</sup>, la Haute-Volta<sup>3</sup>; et d'un territoire sous mandat, le Togo. L'AEF était formée de quatre colonies : le Gabon, le Moyen Congo<sup>4</sup>, l'Oubangui Chari<sup>5</sup>, le Tchad; et d'un territoire sous mandat : le Cameroun. À ces deux ensembles s'ajoutent Madagascar, sa dépendance des Comores et la côte française des Somalis. (Carte XI)

Dès avant la fin du second conflit mondial, la nécessité de faire évoluer l'empire s'est imposée. C'est pourquoi, dans la phase finale de la guerre, une conférence qui rassemble essentiellement des cadres coloniaux se tient à Brazzaville, au Congo, du 30 janvier au 8 février 1944. Le paradoxe est que l'on parle aujourd'hui de cette conférence comme de l'acte d'émancipation de l'Afrique française, alors que le préambule refusait pourtant toute idée d'indépendance et même d'autonomie :

1. Actuel Mali.

2. Actuel Bénin.

3. Actuel Burkina Faso.

*« Les fins de l'œuvre de civilisation accomplie par la France dans les colonies écartent toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'empire ; la constitution éventuelle, même lointaine, de self-governments dans les colonies est à écarter. »*

Au moment où les États-Unis et l'URSS affirment le droit à la liberté des peuples colonisés, la France maintient donc sa ligne impériale traditionnelle. Elle est d'ailleurs d'autant plus fondée à le faire qu'à cette époque, pour les Africains, l'indépendance en tant que telle n'est nullement la revendication principale. Ils veulent plus de liberté, plus d'égalité et, comme le préciseront d'ailleurs les recommandations finales de la Conférence, une plus grande association à la gestion territoriale, de façon à tempérer le système français d'administration centralisée qui était généralement en vigueur.

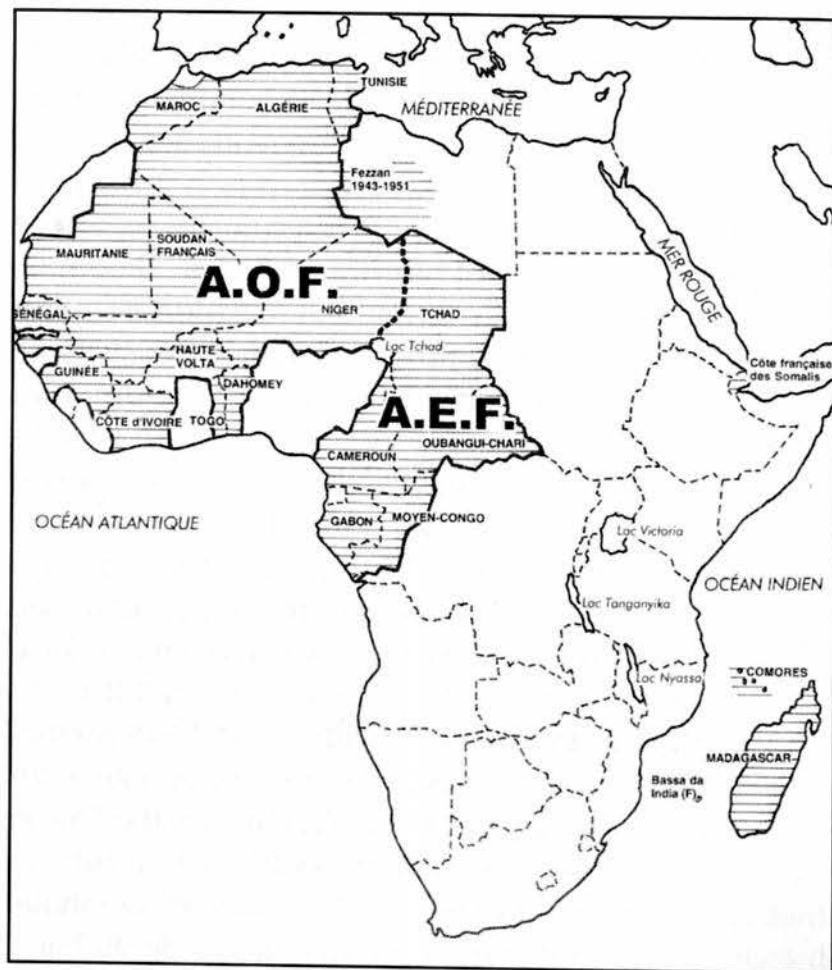
La Conférence de Brazzaville n'a qu'une portée symbolique. Elle demeure, sauf dans le domaine économique, au niveau des recommandations. Un plan d'industrialisation et de développement est prévu qui aboutira ultérieurement à la création du Fonds d'investissement économique et social (FIDES).

L'évolution débute véritablement en 1946 quand, par référendum, les Français votent pour une nouvelle constitution prévoyant la création d'une Union française, une sorte de « contrat social » passé entre la métropole et ses colonies. À l'Assemblée nationale, les débats qui entourent la naissance de l'Union française sont vifs et passionnés. Les parlementaires

4. Actuel Congo dit « Brazzaville », par opposition à la République démocratique du Congo.

5. Actuelle République centrafricaine (RCA).

**Carte XI : L'Afrique française dans sa plus grande extension**



nouvellement élus sont tous issus de la Résistance, et c'est cette Assemblée, majoritairement à gauche, qui va pourtant refuser l'égalité des droits politiques aux populations de l'empire. Ils ont suivi en cela Édouard Herriot, grande figure de la gauche française, radical humaniste, maire de Lyon, président du Conseil en 1924 après la victoire du « Cartel des gauches », président de l'Assemblée nationale à la veille du second conflit mondial, et qui, dans son intervention du 27 août 1946, déclare à la tribune de l'Assemblée :

*« Si nous donnions l'égalité des droits aux peuples coloniaux, nous serions la colonie de nos colonies. »*

Ces déclarations provoquent l'indignation de trois députés « coloniaux » : l'Algérien Ferhat Abbas et les Sénégalais Lamine Guèye et Léopold Sédar Senghor, ce dernier parlant même de « racisme » – ce qui n'empêche pas l'Assemblée d'approuver massivement Édouard Herriot.

Aux termes du titre VIII de la Constitution de 1946, largement inspiré par Léopold Sédar Senghor lui-même, la France est déclarée « République indivisible formant avec les États et territoires d'outre-mer une union librement consentie ». La Constitution reconnaît l'existence de collectivités territoriales s'administrant librement, d'une part, et de groupes de territoires placés sous l'autorité d'un ministre résident, d'autre part. L'Union française est animée par un Haut Conseil de l'Union, formé à la fois par des représentants du gouvernement français et des États associés, et par une *Assemblée de l'Union française*, dont les avis ne sont que consultatifs. Cette dernière Assemblée est composée pour moitié d'élus métropolitains, désignés par l'Assemblée nationale et le Sénat,

et pour l'autre moitié de représentants de l'outre-mer, élus par les Assemblées territoriales.

Si, dans l'esprit et dans la lettre, les différences peuvent paraître mineures, la nouveauté qu'elles représentent dans les faits est au contraire considérable, et cela sous des pressions internes et surtout externes très importantes. Les événements d'Indochine, puis plus tard d'Algérie, la priorité donnée à la décolonisation dans la polarisation autour des deux super-puissances, modifient en profondeur la situation internationale. Et tout cela va très vite rendre obsolètes les principes de l'Union française et conduire d'une manière inéluctable aux indépendances.

C'est dans ce contexte qu'est votée la « loi cadre » le 20 juin 1956, connue aussi sous le nom de « loi Defferre ». C'est la dernière tentative sérieuse de conserver à la France son empire. Elle institue le suffrage universel et le collège unique pour l'élection des Assemblées territoriales, mais comme elle est en retard par rapport aux événements, elle est quasi immédiatement dépassée dans la mesure où l'autonomie interne qu'elle annonce ne peut plus que déboucher sur les indépendances.

Au mois de mai 1958, dès son retour au pouvoir, le général De Gaulle tire les leçons de cette évolution. Il propose alors de remplacer l'Union française, qu'il juge trop contraignante et trop directive, par une structure fédérale plus souple qui permettrait à chaque territoire, « *par un acte de libre détermination* », de faire partie de la communauté franco-africaine. Il s'agit d'une importante révolution constitutionnelle : il est prévu d'instaurer une véritable fédération dans laquelle chaque colonie aurait un gouvernement

autonome mais accepterait de confier à la France sa politique étrangère, sa défense, sa monnaie, sa politique économique et même sa justice.

Au mois d'août 1958, le général De Gaulle fait un voyage en Afrique noire pour y présenter la nouvelle politique de la France. Partout il offre le choix entre l'association et la sécession. La tournée est triomphale, sauf en Guinée où Sekou Touré affirme, avec une emphatique dignité, que son pays préfère « *la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage* ».

Le référendum africain qui suit est un plébiscite pour le général De Gaulle. À la question posée sur l'adhésion à la Communauté, les Africains répondent par 7 470 000 « Oui » (87 %) contre 1 120 000 « Non » (13 %) et encore, parmi ces « Non », plus de la moitié (636 000) sont ceux de la Guinée de Sekou Touré, qui se sépare donc de la France, le 2 octobre 1958, six jours avant le vote de la Constitution, le 8, qui instaure la Communauté franco-africaine et remplace l'Union française.

Mais la nouvelle construction juridique ne résiste pas longtemps aux revendications nationalistes, et le général De Gaulle comprend qu'il a échoué dans sa politique d'association fédérale franco-africaine. Réaliste, il ne s'oppose pas à son éclatement. Et c'est l'explosion des indépendances : entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 28 novembre 1960, quatorze pays membres de la Communauté franco-africaine accèdent à l'indépendance.

L'empire africain de la France a vécu.<sup>1</sup>

1. La question de la décolonisation de l'Afrique du Nord est un autre sujet, que nous ne traitons pas dans cet ouvrage consacré à l'Afrique sud-saharienne.



On l'a vu, colonisation et décolonisation sont avant tout deux idées de la gauche : c'est bien elle qui, en France, prôna cette grande idée « humaniste » que fut la colonisation philanthropique. Par constant refus de reconnaître qu'il existe des différences entre les hommes, la colonisation française s'est faite au nom d'une utopique volonté d'assimilation, sorte de messianisme laïque et républicain qui prétendait apporter de Dunkerque à Fort-Dauphin les « révélations des Lumières » et administrer le Moyen-Congo comme le département de la Corrèze. Mais les modes idéologiques changent, et la gauche française ayant choisi un autre impératif moral, elle chevaucha ensuite la bataille des indépendances, provoquant une nouvelle catastrophe.

### 3. La décolonisation britannique

En 1945, en dehors du Soudan anglo-égyptien, la Grande-Bretagne a des possessions en Afrique de l'Ouest : la *Gold Coast*<sup>1</sup>, la Sierra Leone, le Nigeria et la Gambie, plus une partie de l'ancien Togo et du Cameroun. Et en Afrique de l'Est : le Kenya, l'Uganda, Zanzibar, et l'ancien Tanganyika allemand<sup>2</sup> sur lequel elle exerçait une tutelle. En Afrique australe, l'Angleterre est présente au Nyassaland<sup>3</sup>, en Rhodésie du Nord<sup>4</sup> et en Rhodésie du Sud<sup>5</sup>. Londres exerce également un protectorat sur le Bechuanaland<sup>6</sup>, le Basutoland<sup>7</sup> et sur le Swaziland. (Carte XII)

1. Actuel Ghana.

2. Actuelle Tanzanie, née de l'union du Tanganyika et de Zanzibar.

3. Actuel Malawi.

4. Actuelle Zambie.

Contrairement à la France, il y a en Grande-Bretagne un consensus de toute la classe politique sur la question de la décolonisation, et Londres admet très tôt que le mouvement des indépendances est inéluctable. Dans ces conditions, il lui importe d'une part de ne pas se laisser acculer à des situations conflictuelles, et d'autre part d'organiser la transition au mieux des intérêts de la métropole et de ses anciennes colonies.

Contrairement, encore une fois, à ce qu'était la pratique dans le domaine impérial français, le système colonial britannique, lui, était largement décentralisé. À partir du moment où la politique de décolonisation est décidée, il suffit alors de renforcer progressivement les pouvoirs du conseil législatif et du conseil exécutif qui existent dans chaque colonie, d'en augmenter ensuite petit à petit le nombre de membres élus par rapport à ceux qui sont nommés, puis enfin d'élargir la base électorale chargée de les élire. Au terme du processus, les gouverneurs britanniques sont remplacés par des présidents africains et les indépendances acquises sans heurts, sans ruptures majeures et au terme d'une évolution constitutionnelle parfaitement contrôlée de bout en bout.

À l'exception du Kenya, où, en 1952, éclate la révolte des « Mau-Mau », au sein de l'ethnie kikuyu, et de la Rhodésie du Sud, où la minorité blanche proclame unilatéralement son indépendance en novembre 1965, la décolonisation de l'Afrique noire britannique s'est faite « en douceur », pacifiquement.

5. Actuel Zimbabwe.

6. Actuel Botswana.

7. Actuel Lesotho.



**Carte XII : L'Afrique britannique dans sa plus grande extension**



Le premier pays indépendant est le Soudan qui obtient un statut d'autonomie interne en 1953 avant de proclamer son indépendance en 1956. Il est suivi par le Ghana en 1957, la Sierra Leone en 1961, puis tous les autres territoires en cascade.

Pour mémoire, nous ne devons pas omettre deux cas particuliers. Celui de l'Union sud-africaine<sup>1</sup> et celui de la Rhodésie du Sud. La première est un dominion depuis 1910, puis une république indépendante en 1961. La seconde est une colonie rebelle de 1965 à 1979 sous régime blanc, puis redevenue provisoirement colonie jusqu'à son indépendance définitive en 1980 sous le nom de Zimbabwe.

#### 4. Les autres décolonisations

Si la décolonisation belge apparaît comme chaotique c'est qu'elle est précipitée : Bruxelles, qui a préparé un mouvement sur le long terme, se voit contrainte par les événements.

Le 30 juin 1960, l'indépendance est accordée à l'ancien Congo belge et une façon d'État va présider à la destinée d'un immense conglomerat ethnique, nullement préparé à la recevoir politiquement. Il n'en va pas de même au plan économique : le Congo a, nous l'avons vu, des finances saines, un budget en équilibre et assure ses propres investissements. Cet exemple unique en Afrique permet de mesurer honnêtement l'ampleur de la catastrophe et du gâchis au lendemain de l'indépendance.

Le Congo sombre immédiatement dans un chaos

1. Actuelle République sud-africaine (RSA).

anarchique, avec la sécession du Katanga, dès 1960, qui provoque une guerre civile longue et sanglante, gabegie décuplée encore par « l'aide » des troupes de l'Organisation des nations unies en 1963. Quant au Rwanda et au Burundi, indépendants en juillet 1962, ils n'ont en réalité jamais été véritablement colonisés, et la Belgique y laisse une situation potentiellement explosive... comme les événements ultérieurs vont, hélas ! le démontrer.

La décolonisation portugaise fut la plus tardive puisqu'elle ne se produisit qu'en 1975. C'est le coup d'État militaire du 25 avril 1974 qui la provoque en renversant le régime de l'*Estado novo* instauré en 1926.

Présent en Afrique depuis le <sup>xv</sup>e siècle, le Portugal est seul demeuré à contre-courant de l'évolution internationale puisqu'il considère ses colonies d'Angola, du Mozambique et de Guinée-Bissau, ses îles du cap Vert, de Sao Tomé et Principe comme des parties intégrantes du Portugal selon le principe constitutionnel qui voulait que le Portugal soit un et un seul, « *en deçà et au-delà de la mer* ». En application de ce principe, Lisbonne engloutit dans son empire africain des sommes colossales, largement au-dessus de ses moyens.

De jeunes officiers « progressistes », autrement dit marxistes, issus du Mouvement des forces armées (MFA), emmenés par le capitaine Otelo Saraiva de Carvalho prennent le pouvoir. C'est la « révolution des Œillets ». Leur position est claire : il faut décoloniser le plus rapidement possible, et ils accordent l'indépendance aux colonies portugaises, remettant le pouvoir aux mouvements qui leur sont idéologiquement les plus proches. C'est ainsi que la

décolonisation va se faire au profit des partis révolutionnaires marxistes locaux. L'Angola et le Mozambique, au terme d'un processus bâclé d'à peine deux ans, sont laissés à eux-mêmes après une épopée commencée cinq siècles auparavant.

Ce n'est donc pas la colonisation, mais la décolonisation, qui fut une catastrophe pour l'Afrique. Elle a livré, dans les années 1960, des États artificiels « clefs en main » à des nomenklaturas prédatrices qui ont détourné à leur profit personnel, avec une régularité de métronome, les ressources nationales puis les aides internationales.

Ensuite, dans les années 1990, ces artificiels « États » africains sont contraints d'avancer au pas de charge sur le chemin d'un système démocratique imposé par l'idéologie du bloc de l'Ouest, vainqueur du duel Est-Ouest. Le traumatisme qui résulte aujourd'hui de cette tentative d'introduction de la « Démocratie à l'occidentale » est considérable. Qu'elle soit un bon système pour les civilisations occidentales, cela peut être un débat. Qu'elle ne le soit en rien pour les civilisations africaines, cela, c'est un fait. Nous y reviendrons.

\*  
\* \*

En définitive, le seul reproche que l'on pourrait faire aux anciens colonisateurs est d'avoir mis fin à ce qu'ils considéraient comme la « loi de la jungle »,

se mêlant ainsi de ce qui ne les regardait pas. C'est pourtant ce qu'on leur a demandé de faire à nouveau en Sierra Leone, en Somalie, dans l'ancien Zaïre, au Rwanda, au Burundi, etc. Sous la pression des « humanitaires », héritiers des philanthropes qui au XIX<sup>e</sup> siècle pressaient déjà de « coloniser pour libérer les Noirs », le monde occidental reproduit les mêmes erreurs. Décidément, l'homme blanc est incorrigible : incapable d'avoir assez de mémoire pour se souvenir de sa propre histoire...

La réalité, c'est qu'aujourd'hui l'Afrique ferme la parenthèse coloniale et renoue en quelque sorte avec sa longue durée historique. Au XIX<sup>e</sup> siècle, avant la colonisation, le continent était déjà confronté à des guerres à l'est, au sud, au centre, à l'ouest. Aux yeux de la philosophie européenne de l'époque, les justifications de la colonisation étaient du domaine de la morale. De fait, elle apporte la paix, mettant un terme aux massacres et aux turpitudes de ceux qui étaient alors qualifiés de « tyrans noirs ». Le même argument se trouve aujourd'hui modernisé sous le nom de « devoir d'ingérence », avec le même prétexte humanitaire, sans davantage de compréhension réelle des problèmes.

## Chapitre IV

### L'afrocentrisme à l'épreuve de la science

L'afrocentrisme est né aux États-Unis, parallèlement au développement du mouvement des droits civiques. Il s'agit d'un nationalisme culturaliste à fondement racial qui affirme la primauté créatrice de la négritude. Inspiré des travaux du Sénégalais Cheikh Anta Diop, l'afrocentrisme postule que les « nègres<sup>1</sup> » sont à l'origine de l'humanité, de la civilisation égyptienne, de la découverte de l'Amérique... Bref d'à peu près tout ! Plutôt que d'« afrocentrisme », il serait donc plus juste de parler d'un « négrocentrisme » affirmant que toutes les inventions primordiales ont été faites par les Égyptiens, donc par des Noirs, et que la civilisation égyptienne fut à l'origine de toutes les évolutions intellectuelles qui se firent dans le bassin méditerranéen, et notamment en Grèce. Or, par racisme, les Blancs ont maquillé cette vérité pour

---

1. Le mot étant employé ici, et au long de ce chapitre, au sens noble que voulaient lui donner Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire et le mouvement de la négritude qu'il créèrent avec Léon-Gontran Damas, à partir de 1934.

imposer l'image d'une civilisation blanche. Les premiers faussaires furent d'ailleurs les Grecs eux-mêmes qui s'approprièrent sans vergogne la science, la philosophie et la mythologie égyptiennes.

### 1. « Science-fiction » et histoire

Commençons par l'histoire cocasse de la découverte de l'Amérique, en 1310 environ, par Abu Bakr II, empereur du Mali<sup>1</sup>. Elle est un exemple intéressant pour comprendre la logique qui prévaut dans les thèses afrocentristes.

Abu Bakr II s'embarque à la tête d'une flotte de deux mille pirogues, traverse l'Atlantique d'est en ouest et parvient aux Amériques, puis il revient triomphalement vers son empire où il rapporte le maïs. Même si c'est la seule expédition « attestée », il est affirmé par ailleurs que des navigations régulières se faisaient entre l'Afrique et l'Amérique, avant même Abu Bakr II, réalité « établie » par les « traits négroïdes » des statues mayas et par la pratique de la momification, enseignée aux habitants des Andes par des Égyptiens voyageurs, donc des Noirs.

Or, sous le règne de leur aventurier d'empereur, les Maliens – et en général les Africains de l'Ouest – utilisaient des pirogues sans quille, ni balancier, mues par des pagaies. Ils ignoraient l'usage de la voile et de la rame. Il leur aurait donc fallu pagayer durant plus de mille kilomètres à travers l'océan avant de rencontrer le courant des Canaries, seul susceptible de leur

1. Pour la critique de tout ce qui se rapporte au mythe de la « découverte » de l'Amérique par les Africains, on se reportera à l'excellent article de Bernard R. Ortiz de Montellano, « Black Warriors Dynasts : l'afrocentrisme et le Nouveau Monde », in *afrocentrismes*, Paris, 2000, pages 249 à 270.

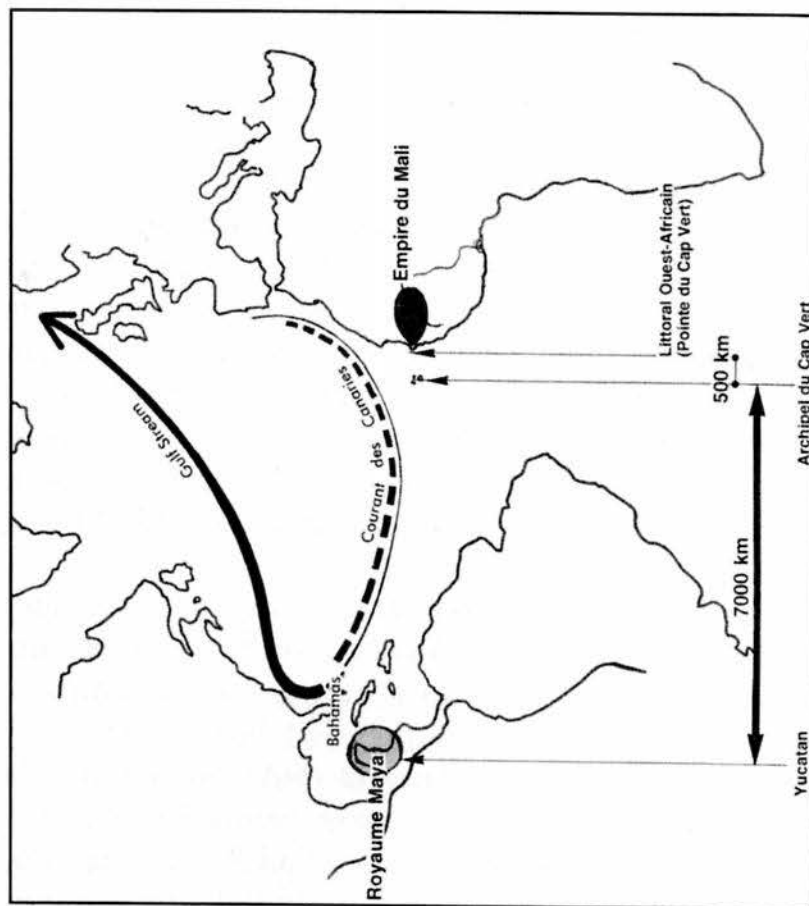
permettre de dériver ensuite vers l'ouest sur six mille kilomètres. Mais avant cela, encore leur aurait-il fallu d'abord atteindre l'archipel du cap Vert qui leur barrait la route du grand large. Or, ces îles, situées « à peine » à cinq cents kilomètres du point le plus occidental du littoral ouest-africain contrôlé par l'Empire du Mali, la pointe du cap Vert, étaient inconnues des Africains. Au moment de sa découverte pour le compte du Portugal par le Génois Antonio Noli, en 1450, l'archipel n'était pas peuplé et ne l'avait jamais été.

Les vaillants piroguiers d'Abu Bakr II traversent donc l'archipel du cap Vert sans l'apercevoir, puis ils naviguent jusqu'à « l'arc des Antilles », Antilles qu'ils n'explorent pas davantage mais, plus avisés que Christophe Colomb, qui se méprendra sur la nature des terres qu'il aborde, ils louvoient entre les centaines d'îles qui leur barrent la route du continent américain pour atteindre directement... le Yucatan, où ils se métissent avec les indigènes. (Carte XIII)

Pour leur retour vers l'Afrique, toujours payant, ils gagnent les Bahamas à partir desquelles ils se laissent porter par le *Gulf Stream*. Certes, c'est évidemment le seul moyen comment sinon de telles embarcations auraient-elles pu, pour faire la route du retour à la seule force des pagaies, avancer contre les courants atlantiques qui les ont portées à l'aller ? Le seul problème, mais il est de taille, est que le *Gulf Stream* aurait conduit les deux mille pirogues d'Abu Bakr II, ou du moins celles rescapées d'un tel périple, non pas en Afrique, mais... en Irlande, au pays de Galles ou même en Scandinavie. Une flotte aussi exotique dans ces régions ne serait certainement pas passée totalement inaperçue...



### Carte XIII : La légende de la découverte de l'Amérique



Sur quels éléments historiques une hypothèse aussi farfelue est-elle construite ? Elle repose quasi uniquement sur le texte d'un auteur arabe, Al-Omari, qui daterait de 1337 environ<sup>1</sup>. Il rapporte qu'Abu Bakr, voulant connaître les limites de l'océan, aurait envoyé une première expédition de deux cents pirogues vers l'ouest. L'échec est total puisqu'une seule de ces embarcations revient. C'est alors que l'empereur constitue la seconde et grande expédition, qu'il dirige en personne, laissant le pouvoir à son fils Kango Moussa. Dans le texte d'Al-Omari, la flotte se perd corps et biens et nul explorateur ne réapparaît sur les côtes africaines.

Mais c'est pourtant sur cet unique texte que les afrocentristes ont bâti une thèse entière qui postule que les Noirs sont parvenus jusqu'au Mexique actuel, se sont métissés avec les Mayas avant de retourner vers leur terre pour y introduire le maïs. Quant à la momification dans les Andes, qui « prouverait » des expéditions égyptiennes vers l'Amérique, les techniques qu'elle utilise n'ont rien à voir avec celles en usage en Égypte. En outre, la plus ancienne « momie » découverte dans ces hautes montagnes a été datée du début du VI<sup>e</sup> millénaire avant J.-C., soit deux mille ans avant les débuts historiques de l'Égypte, civilisation où d'ailleurs la momification ne débute que sous l'Ancien Empire, c'est-à-dire encore un millénaire plus tard, entre plus ou moins 2 700 et plus ou moins 2 200 avant J.-C.

Plus fantaisiste encore ! Selon I. van Sertima<sup>2</sup>, l'un

1. Cité par Bernard R. Ortiz de Montellano, dans une traduction de Gaudefroy-Demombynes, *op. cit.*, page 252.

2. I. van Sertima, *They Came Before Columbus*, New York, 1976, et *African Presence in the Early America*, New Brunswick N.J., 1992.

des chefs de file de l'afrocentrisme aux États-Unis, les souverains nubiens ou « pharaons noirs » de la XXV<sup>e</sup> dynastie qui régnèrent sur l'Égypte durant moins d'un siècle (entre environ 715 et 663 avant J.-C.) auraient envoyé une expédition maritime vers l'ouest. Elle aurait atteint le golfe du Mexique, où les Indiens olmèques, encore à l'état primitif, leur auraient alors demandé de devenir leurs rois, et ce serait donc des Noirs qui auraient permis la naissance de la civilisation olmèque. Les civilisations de Monte Alban, de Teotihuacan et celle des Mayas ayant été influencées par les Olmèques, les afrocentristes peuvent ainsi affirmer que ce sont des Noirs égyptiens qui sont à l'origine de toutes les civilisations précolombiennes...

Mais si cette affaire de découverte de l'Amérique est plus cocasse qu'autre chose, il y a plus destructeur, historiquement, du véritable passé de l'Afrique.

## 2. Nations nègres et Culture

Cheikh Anta Diop, le principal inspirateur de l'afrocentrisme, est né en 1923 près de Diourbel, région du Baol, au Sénégal. Venu à Paris pour faire des études de physique et chimie, il s'inscrit en Sorbonne et suit les cours de Philosophie de Gaston Bachelard, poursuivant par ailleurs des recherches personnelles sur l'histoire des langues wolof et sérère.

Très politisé, comme nombre d'intellectuels de cette époque, ses premiers postulats sont énoncés à partir de février 1952 dans le premier numéro de *La Voix de l'Afrique*, organe de la section estudiantine du Rassemblement démocratique africain (RDA).

Ce parti, d'inspiration marxiste, fondé par Félix Houphouët-Boigny, prône l'émancipation, puis l'indépendance des colonies africaines de la France. Ce premier article est intitulé « Vers une idéologie politique africaine ». Mais ces premiers éléments seront repris et développés en 1954 dans le livre le plus célèbre de Cheikh Anta Diop : *Nations nègres et Culture: de l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes actuels de l'Afrique noire aujourd'hui*<sup>1</sup>. En 1960, de retour au Sénégal, il fonde le laboratoire de datation de l'Institut français d'Afrique noire (IFAN), dirigé par Théodore Monod, et crée un parti d'opposition au président Léopold Sédar Senghor, le Bloc des masses sénégalaises (BMS). Il meurt en 1986. L'université de Dakar porte aujourd'hui son nom.

Quels qu'aient été par ailleurs les mérites de cet intellectuel, il n'est, en matière historique, qu'un compilateur sélectif, ne retenant de ses lectures que les éléments qui confirment ses postulats<sup>2</sup>, lesquels peuvent se résumer en deux thèses principales :

Première thèse. Le premier homme était un Noir. Les Australopithèques, les *Homo erectus* et l'*Homo sapiens sapiens* (l'homme moderne) étaient des Noirs. Par métissage, sont ensuite apparus les Blancs et les Jaunes.

Réglons rapidement cette question.

1. *Présence africaine*, Paris, 1954 pour la première édition. On peut citer aussi : « Les fondements culturels, techniques et industriels d'un futur État fédéral d'Afrique noire », Paris, *Présence Africaine*, 1960 ; « Antériorité des civilisations nègres : mythe ou vérité historique ? », Paris, *Présence africaine*, 1967 ; « Civilisation ou Barbarie », Paris, *Présence africaine*, 1981.

2. Pour une critique en profondeur des thèses de Cheikh Anta Diop, cf. A. Froment, « Origine et évolution de l'homme dans la pensée de Cheikh Anta Diop : une analyse critique » in *Cahiers d'études africaines*, 121-122, XXXI 1-2, 1991, pages 29 à 64 ; et F.-X. Fauvelle, *L'Afrique de Cheikh Anta Diop : histoire et idéologie*, Paris, 1996 ; ou encore *Afrocentrismes : l'histoire des Africains entre Égypte et Amérique*, Paris, 2000.

S'il est une certitude, c'est que les Australopithèques et les autres préhominiens, notamment ceux découverts en 2001 et 2002 au Kenya et au Tchad, qui vivaient il y a quatre ou cinq millions d'années, n'étaient ni noirs ni blancs. Pour le reste... Ont-ils eu une descendance ? Leur parenté avec les hommes d'aujourd'hui ne se réduirait-elle pas à la seule existence d'un hypothétique ancêtre commun ? Etc. On ne sait pas. Tout cela est l'objet de débats entre les spécialistes.

On sait en revanche que le genre *Homo* apparaît plus tard, entre deux et trois millions d'années, avec *Homo habilis* qui, à ce jour, n'a été découvert qu'en Afrique. Puis, il y a un peu plus de deux millions d'années, un nouveau venu entre en scène, *Homo erectus* dit aussi « Pithécantrophe », que l'on a mis au jour en Afrique, en Asie et en Europe. *Homo erectus* est-il le descendant d'*Homo habilis* ? Les deux sont-ils nos aïeux ? La question n'est pas tranchée... La seule certitude est qu'il est absurde de vouloir les rattacher à une race, en cette occurrence à la « race noire » comme le fait pourtant Diop.

Le dernier venu est « l'homme moderne », *Homo sapiens sapiens* (ou Cro-Magnon). Ses plus anciens représentants ont été mis au jour au Moyen-Orient et en Afrique et ils auraient entre 150 000 et 100 000 ans. Deux grandes théories s'opposent au sujet de cet « homme moderne ». L'une soutient l'origine africaine de toute l'humanité. C'est le modèle unicentriste, théorie dite « de l'Ève africaine » et à laquelle ont naturellement adhéré les afrocentristes. La seconde défend l'idée de l'apparition simultanée de « l'homme moderne » en plusieurs lieux du globe : le modèle multacentrique. Dans cette hypothèse, l'*Homo sapiens sapiens* descendrait de souches locales archaïques

procédant d'évolutions *in situ* de l'*Homo erectus*.

Mais, dans l'un ou l'autre cas, la « racialisation » est largement postérieure aux étapes postulées par Diop qui ne dit pas avec qui se serait produit le métissage qui aurait donné naissance, à partir de la « race » négroïde (noire), aux « races » caucasienne (blanche) et mongoloïde (jaune).

Seconde thèse, la plus lourde de conséquence.

L'Égypte, qui, selon Diop, était « nègre » à l'origine, est la mère de la civilisation. C'est à partir d'elle que le continent fut peuplé. C'est pourquoi l'unité culturelle de l'Afrique est une réalité et il est dès lors possible de parler de « nation africaine » puisque toutes les cultures du continent ont été engendrées par l'Égypte.

À l'appui de son grand postulat, Diop met en avant une parenté entre les Égyptiens et les Sérères, population que l'on retrouve aujourd'hui au Sénégal au contact des Wolof. Si l'on suit Diop, plusieurs pharaons des premières dynasties étaient des Nègres puisqu'ils étaient de « race sérère ». Pourquoi cette « certitude » ? L'énoncé de leurs noms ! Djeser, premier ou second pharaon de la III<sup>e</sup> dynastie, Peribsen, Sar ou de Sar-Teta, autres souverains de la III<sup>e</sup> dynastie (entre, plus ou moins, 2700 et 2620 avant J.-C.).

Puis, avec une grande radicalité, Diop affirme que le teint des anciens Égyptiens restés dans la vallée du fleuve originel s'est peu à peu éclairci à travers les siècles. Mais ce sont les Égyptiens nègres qui ont tout inventé : mathématiques, astronomie, calendrier, science, religion, arts, agriculture, médecine, écriture, architecture, etc. Ils sont donc à l'origine de la civilisation.



Vient ensuite une théorie concernant les migrations à partir de l'Égypte, vers l'intérieur du continent, du nord vers le sud, de la vallée du Nil à celle du Niger et au-delà. Mais la brillante culture des « Nègres égyptiens », au fur et à mesure de ces migrations, s'étirole, se délélite parce que :

*« Quand les Nègres du Nil, par suite du surpeuplement de la vallée et des bouleversements sociaux, pénétrèrent de plus en plus profondément à l'intérieur du continent, ils rencontrèrent des conditions physiques et géographiques différentes. Telle pratique, tel instrument, telle technique, telle science, naguère indispensables sur les bords du Nil, n'était plus d'essence vitale à la boucle du Niger. [...] On comprend ainsi que certains éléments de la civilisation nègre de la vallée du Nil aient disparu à l'intérieur du continent.<sup>1</sup> »*

Enfin, conclusion évidente à ses yeux, Diop dit que les Blancs, qui ne pouvaient admettre leur « dette » immense à l'égard du Monde noir, ont alors inventé l'Égyptologie moderne. Cette discipline scientifique n'est en réalité qu'un complot raciste destiné à détruire les preuves de la négritude égyptienne par, entre autres, l'élimination des momies noires et la mise en évidence des seules momies blanches<sup>2</sup>.

### 3. Pour en finir avec l'Égypte nègre

Nous sommes bien documentés sur la question des contacts entre Égyptiens et Noirs. C'est à partir de

la XVIII<sup>e</sup> dynastie (plus ou moins entre 1543 et 1292 avant J.-C.), que les représentations de Noirs deviennent plus fréquentes sur les peintures égyptiennes, en raison des expéditions que les souverains de cette dynastie menèrent en Nubie.

Pour les Égyptiens, la Nubie était le « *misérable pays de Koush* », région barbare, frontière sud de la civilisation pharaonique. Les Nubiens décrits par les Égyptiens vivaient entre les première et quatrième cataractes. Ils avaient le teint cuivré mais n'étaient pas des « Nègres ». Les « vrais » Noirs vivaient plus loin vers le sud, au-delà de la région de Napata.

Les Égyptiens cherchèrent à interdire aux Nubiens l'accès de la moyenne vallée du Nil. Ils tentèrent même de matérialiser la « barrière raciale » qui les séparait d'eux, en établissant une frontière hermétique à la hauteur de la deuxième cataracte et en y bâtissant des forts. Mais, dès que le pouvoir égyptien s'affaiblissait, les Nubiens reprenaient leur poussée vers le nord. De tels événements se produisirent à la fin du Moyen Empire, durant la Deuxième Période Intermédiaire<sup>1</sup> et durant la Troisième Période Intermédiaire<sup>2</sup>. Cette dernière époque vit même une revanche de la Nubie qui, avec la XXV<sup>e</sup> dynastie ou « *dynastie koushite* », prit le pouvoir en Égypte de 730 à 636 avant J.-C., un siècle dans les trois mille ans de l'histoire de l'Égypte.

Des contacts ont donc toujours existé entre l'Égypte et la Nubie, régions peuplées par deux populations différentes qui apparaissent bien dans l'art égyptien, mais pour autant rien ne permet de dire que

1. Nations nègres et Culture, op.cit., page 351.

2. Diop écrit « leucodermes ».

1. Entre environ 1800 et 1543 avant J.-C.

2. Entre environ 1078 et 664 avant J.-C.



le fonds de population de l'Égypte ancienne ait été négroïde.

Au contraire, la survivance du type égyptien à travers les millénaires est frappante. Les peintures du Fayoum sont éloquentes à cet égard. À partir du I<sup>er</sup> siècle de l'ère chrétienne, les portraits peints à la détrempe sur panneaux d'acacia, mis au jour au Fayoum et dans toute une partie de la vallée du Nil, reproduisent fidèlement les traits des défunts. Nous disposons ainsi d'une énorme documentation qui permet d'affirmer que les habitants du Fayoum et de la vallée du Nil entre la deuxième cataracte et la Méditerranée étaient à cette époque des Blancs<sup>1</sup>. Rien ne permet de penser que ces Blancs auraient pu « ethnocider » des prédécesseurs noirs dont ils auraient pris la place.

Diop affirme que le teint des anciens Égyptiens de la vallée du Nil s'est peu à peu éclairci à travers les siècles. Cette proposition n'est en rien fondée. Les anciens Égyptiens sont à la fois bien connus et clairement identifiés, tant au point de vue physique que linguistique.

Du point de vue physique, les Égyptiens anciens étaient des Blancs de type « méditerranéen ». La population de l'ancienne Égypte n'était cependant pas homogène au point de vue « racial ». C'est ainsi que du nord vers le sud de la vallée du Nil, c'est-à-dire vers la Nubie, le teint des Égyptiens était de plus en

plus « cuivré », comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui encore<sup>2</sup>. L'expansion égyptienne en direction de la Nubie s'étendit sur deux millénaires, il est donc probable que des métissages en aient résulté. Mais cela ne revient pas à dire que l'Égypte était nègre.

Les Égyptiens anciens avaient des codes établis lorsqu'ils se représentaient. Les hommes en rouge et les femmes en teinte plus claire, parfois blanche. Chaque population étrangère était peinte selon des traits particuliers et selon sa « couleur ». Ainsi, quand les Égyptiens figuraient des populations, comme les « Syriens » ou les « peuples de la mer », ils leur donnaient des teintes plus claires que la leur. En revanche, quand ils voulaient représenter des populations au teint plus foncé, ils savaient rendre toute la palette du cuivré à l'ébène.

Si la question de la représentation des races humaines par les Égyptiens est bien documentée, l'étude des momies est encore plus riche d'enseignements. Les mélanodermes<sup>3</sup> sont rares, de même que les porteurs de cheveux crépus. Les momies égyptiennes ont en effet des cheveux lisses ou ondulés<sup>4</sup>. Diop écrit pourtant que les Égyptiennes avaient les cheveux crépus, ce qui, selon lui, se voit sur toutes les représentations et qui lui permet ainsi d'affirmer qu'elles appartenaient à la « race » noire<sup>5</sup>. Le contresens est total, car ce que Diop voit comme un « *souci constant de la femme noire pour adapter les cheveux crépus à la grâce féminine* » n'est en réalité que le port

1. On se reportera sur ce sujet à Susan Walker, « Ancient Faces : an Exhibition of Mummy Portraiture at the British Museum », *Egyptien Archeology* numéro 10, pages 19 à 23. Ainsi qu'à Euphrosyne Dioxadis, *The Mysterious Fayum Portraits : Faces from Ancient Egypt*, The American University in Cairo Press, 2000.  
2. J.H. Taylor, *Egypt and Nubia*. Londres, British Museum, 1991.

3. À la peau noire et/ou présentant tout ou partie des caractères négroïdes.

4. D.R. Hardy, « Analysis of Hair Samples of Mummies from Semna-South », in *American Journal of Physical Anthropology*, n° 49, 1978, pages 277 à 283. Ou encore : E. Rabino-Massa et B. Chiarelli, « The Histology of Naturally Dessicated and Mummified Bodies », in *Journal of Human Evolution*, volume 1, 1972, pages 259 à 262.

5. *Nations nègres et Culture*, op.cit., pages 40 et 41.

généralisé de la perruque. Les Égyptiens des deux sexes en portaient en effet, les femmes sur leurs cheveux naturels et les hommes sur leur crâne rasé.

Sur la question linguistique et celle des ressemblances entre certains noms de pharaons et le mot « *sérère* »<sup>1</sup>, l'argument de Diop est tout simplement irrecevable.

Première remarque : à l'exception de Djeser, les autres pharaons cités par Diop ne sont pas attestés. De plus, nous sommes très mal documentés sur cette III<sup>e</sup> dynastie, à telle enseigne que nous savons très peu de chose sur les trois premiers successeurs de Djeser et rien sur les six souverains suivants. Leurs noms ne sont même pas connus avec certitude.

De plus, les apparentements à partir de leur nom constituent un contresens linguistique : le *sérère* et l'ancien égyptien appartiennent à deux familles différentes<sup>2</sup>. La première est une langue du groupe linguistique *Niger Congo*, tandis que la seconde appartient au groupe *Afrasien* ou *Afro-Asiatique*<sup>3</sup>. Ce qui n'empêche pas Diop de présenter péremptoirement l'égyptien comme une sorte de sanskrit, de langue mère de toutes les langues africaines. Son erreur est totale : à l'exception des langues dites *tchadiques*, aucune des langues de l'Afrique noire n'appartient à la même famille que l'ancien égyptien. Elles ne peuvent donc pas, et par définition, en procéder.

1. Sur la langue égyptienne, on se reportera à Pascal Vernus, « Situation de l'égyptien dans les langues du monde », in *Afrocentrismes*, op. cit. 2000, pages 169 à 208.

2. Pour plus de détails sur les définitions et origines linguistiques, voir le Chapitre V du présent ouvrage, « Le peuplement de l'Afrique ».

3. C. Ehret, « Who Were the Rock Painters ? Linguistic Evidence for the Holocene Populations of the Sahara », in *News 95-International Rock Art Congress*, du 30 août au 6 septembre 1995, Turin. Ou du même C. Ehret, *Reconstructing Proto-Afroasiatic (Proto-Afrasian). Vowels, Tone, Consonants and Vocabulary*, University of California, Linguistic, volume 126, 1996.

Quant au rapprochement de consonances fondées sur la syllabe « ser », « sar » ou « sen », outre que nous n'avons aucune idée fiable de la façon dont l'égyptien ancien se prononçait, scientifiquement il ne prouve rien. Dans toutes les langues du monde, des ressemblances aussi artificielles peuvent être trouvées. C'est d'ailleurs ce qui faisait déjà s'interroger le grand africaniste français Raymond Mauny<sup>1</sup> quand il réfutait les thèses de Diop en posant la question :

« Est-ce que *Sun-yat-Sen*, *Henrik Ibsen*, *Konrad Eisenhower* et *Roald Amundsen* seraient également *sérères* ? »

La duplication de toponymes ou les rapprochements artificiels peuvent impressionner les profanes, pas les linguistes. Ainsi, par exemple, l'existence d'un lac Kasba<sup>2</sup> dans la province du Québec permettrait-elle d'établir une parenté entre l'algonquin et l'arabe ? Ou alors, le fait qu'à l'enterrement des rois de France ceux qui portaient le corps du défunt lors du cortège dans Paris étaient les « hanouars<sup>3</sup> » autoriserait-il à dire que les Capétiens descendent des Arabes ?

Évidemment non. Et pourtant, c'est sur des apparentements et des raisonnements aussi superficiels qu'est fondée la lecture historique de Diop.

De plus, dans la liste de pharaons qu'il affirme être de « *race sérère* », il cite l'un des trente-six pharaons non attestés de la XVI<sup>e</sup> dynastie : Osorta-Sen. Or, cette dynastie est Hyksos<sup>3</sup>. Les Hyksos étaient-ils eux aussi des *Sérères* ? Cela fait décidément beaucoup.

1. R. Mauny, « Recension de Nations nègres » et Culture « de Cheikh Anta Diop », in *Bulletin de l'IFAN* XXII, 1960, série B, 544-551. Traduction anglaise sous le titre : « Nations nègres et Culture : a review in *Problems in African History*, Londres, 1968, pages 16 à 23.

La théorie de Diop concernant les migrations du nord vers le sud et l'ouest, outre ses incohérences linguistiques, ne repose que sur des présupposés et non sur des éléments attestés. Raisonnons comme il le fait et, dans la citation faite plus haut, remplaçons « Nil » par « Rhin » et « Nègres » par « Européens ». Il sera alors possible d'entrevoir toute l'absurdité de sa proposition :

*« Quand les [Européens], par suite du mouvement impérialiste, pénétrèrent de plus en plus profondément à l'intérieur du continent, ils rencontrèrent des conditions physiques et géographiques différentes de celles de [l'Europe]. Telle pratique, tel instrument, telle technique, telle science, naguère indispensables sur les bords du [Rhin], n'est plus d'essence vitale à la boucle [de la Seine]. On comprend ainsi que certains éléments de la civilisation [européenne] aient disparu à l'intérieur du continent. »*

Une autre erreur fut commise par Diop, mais il serait injuste de la lui reprocher : l'état des connaissances de son époque ne lui permettait pas de la corriger.

Ce n'est pas l'Égypte qui eut l'antériorité des grandes découvertes du néolithique, mais le Sahara. Un Sahara dont les parties nord et centrale étaient à l'époque peuplées par des Blancs proto-berbères (*afrasiens*) et la partie sud par des Noirs *nilo-sahariens*.

Dans l'état actuel des connaissances, c'est en effet au Sahara qu'ont été découvertes les plus anciennes poteries utilitaires connues dans le monde. Comme elles ont été datées entre plus ou moins 8500 et 6700 avant J.-C., l'idée d'un foyer saharien d'invention de la céramique paraît donc s'imposer. L'antériorité du Sahara semble également attestée en ce qui concerne la domestication des bovins puisqu'elle y aurait débuté vers 7500 avant J.-C. Elle y serait donc légèrement antérieure à la domestication au Moyen-Orient, voire quasiment contemporaine. Dans tous les cas, elle est largement plus ancienne que dans la vallée du Nil où elle ne remonte qu'à plus ou moins 5000 avant J.-C. Les hommes qui vivaient dans la vallée du Nil, du Delta au nord à la première cataracte au sud, étaient encore des chasseurs-pêcheurs nomades paléolithiques quand les Sahariens étaient déjà potiers et éleveurs néolithiques.

La « naissance » de l'Égypte est donc vraisemblablement due à la rencontre entre ces néolithiques sahariens proto-berbères et les indigènes vivant dans la basse vallée du Nil. Tous parlaient des langues *afrasiennes* et ils étaient blancs de peau. Ceux qui parlaient des langues *nilo-sahariennes* et qui étaient noirs de peau vivaient au sud de la cinquième cataracte. L'Égypte a été créée par des « Blancs » et non par des « Noirs ».

#### 4. L'héritage de Cheikh Anta Diop

Placées au confluent du ressentiment, de la magie et parfois même de l'invective, les thèses de Cheikh Anta Diop sont celles d'un griot africain racontant

2. *Maison* en arabe.

3. Prénom arabe bien connu : Anouar el Sadate, par exemple.

4. Terme grec attribué à Manéthon, premier historien de la civilisation égyptienne. Il signifie « chefs d'un pays étranger », et désigne les envahisseurs venus de l'est qui ont dominé l'Égypte de 1730 à 1580 avant J.-C. et qui ont fondé les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> dynasties.



une histoire pour faire rêver ses auditeurs et non le produit d'une véritable démarche scientifique.

Comme l'écrivait si justement, il y a trente ans déjà, Marcel d'Hertefelt, professeur d'anthropologie africaine au Musée royal de Tervuren en Belgique :

« Les thèses de Diop exigent qu'on décide une fois pour toutes d'ignorer ce que l'archéologie préhistorique et proto-historique, l'iconographie et la critique historique des textes anciens nous apprennent sur les populations du Proche-Orient et de l'Égypte, sur le développement et la diffusion de l'agriculture, de la métallurgie, sur les contributions respectives de ces deux berceaux de civilisation aux sciences et à l'écriture. Il faut décider au départ que des générations d'archéologues, égyptologues, sumérologues, indo-européanistes, sémitologues et même africanistes aient été idéologiquement mystifiées au point de falsifier l'histoire culturelle, jusqu'au moment où Diop découvre la vérité. C'est en effet demander beaucoup. »<sup>1</sup>

En 1954, pourtant, les thèses de Diop firent grand bruit dans la communauté des intellectuels noirs, même parmi les plus lucides. Aimé Césaire écrivait à leur sujet, par exemple :

« Le plus audacieux qu'un Nègre ait jusqu'ici écrit et qui comptera à n'en pas douter dans le réveil de l'Afrique.<sup>2</sup> »

Aujourd'hui que reste-t-il de Diop ? Peu de chose en définitive, à l'exception d'une philosophie de l'histoire née dans le contexte de la lutte pour les indépendances. Certains intellectuels noirs africains,

1. M. d'Hertefelt, *Éléments pour une histoire culturelle de l'Afrique*, université du Rwanda, 1972, page 151, (cours polycopié).

2. « Discours sur le colonialisme », *Présence africaine*, 1955.

antillais ou américains cherchaient alors à s'inventer une histoire glorieuse qui leur aurait permis de mieux fonder encore leurs revendications identitaires et nationales. Il s'agit donc avant tout d'une idéologie. Pour le reste, tout est erroné chez Diop, même quand l'intuition est bonne.

Scientifiquement, Diop s'est trompé. Ses écrits ne devraient plus être considérés que sur le plan de l'historiographie de l'Afrique et non sur celui de la connaissance de son passé. Ce sont essentiellement des « buttes témoins » de ce qu'était l'idéologie anti-coloniale de la décennie 1950-1960. Et pourtant, ce sont toujours les postulats de Diop qui sont considérés comme l'histoire officielle et qui sont enseignés. Un exemple topique en est la monumentale *Histoire de l'Afrique* en huit tomes constamment réédités et publiés dans les principales langues du monde par l'UNESCO. Le tome II, *Afrique ancienne*, fait la part belle à Cheikh Anta Diop, à telle enseigne que c'est sa vision du peuplement de l'Égypte qui a été retenue par l'UNESCO et non les conclusions scientifiques. Pour les lecteurs africains et pour les autres, Diop a donc raison... et c'est ainsi que triomphe la fausse histoire.

## 5. Martin Bernal et *Black Athena*

Martin Bernal est le plus connu des « relais » contemporains de Diop, qu'il a en quelque sorte amplifié. Né en 1937 en Grande-Bretagne dans une famille d'intellectuels, son père est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire des sciences, sa mère est anthropologue, elle-même fille d'un célèbre professeur d'égyptologie



d'Oxford. En 1987, il provoque un séisme en publiant *Black Athena: the Afro-Asiatic Roots of Classical Civilization*<sup>1</sup> dans lequel il laisse entendre qu'Athéna, fille de Zeus et divinité tutélaire d'Athènes, n'est autre que la déesse Néït que les Grecs auraient empruntée aux Égyptiens, donc aux Noirs, illustration éloquente de ce que la civilisation classique doit à l'Afrique.

Martin Bernal n'est pas à proprement parler afrocentriste, mais ses publications ont été utilisées par les afrocentristes et, à juste titre, comme une confirmation de l'un de leurs principaux chevaux de bataille, à savoir la « négritude » de l'ancienne Égypte.

Bernal avait-il autorité pour remettre ainsi totalement en question tout ce que l'on sait de l'histoire de la Grèce et de l'Égypte ? À première vue, non. Il n'est en rien un spécialiste de la Méditerranée orientale et de la Grèce puisqu'il est... sinologue ! Sa thèse de doctorat porte sur les échanges intellectuels entre l'Occident et la Chine dans les années 1900, et la plupart de ses articles scientifiques sont consacrés à l'Extrême-Orient et à la guerre du Viêt-nam.

À l'origine, le livre de Bernal se propose de « réviser » (sic !) l'historiographie de l'Égypte et de la Grèce. Le premier tome est entièrement consacré à la manière dont les historiens des deux derniers siècles ont développé dans ces deux cas le paradigme indo-européen. Refaisant l'histoire... de l'histoire de l'Égypte, Bernal critique ainsi la vision d'une Égypte uniquement méditerranéenne, blanche et coupée du Sud, c'est-à-dire de la Nubie vue, elle, comme le pays des Noirs.

1. *Black Athena: les racines afro-asiatiques de la civilisation classique*, Presses universitaires de France, 1999, pour l'édition française.

Ce faisant, il enfonce d'ailleurs avec détermination une porte largement ouverte depuis plusieurs décennies déjà. Les égyptologues n'avaient en effet pas attendu les travaux d'un sinologue pour constater que l'Égypte ancienne ne fut pas une création orientale, mais un creuset ayant reçu des influences locales parfaitement identifiées à la basse et à la moyenne vallée du Nil, d'une part, et des influences indubitablement sahariennes ou nubiennes, d'autre part.

Le livre ayant eu un succès considérable, il publie un second volume<sup>1</sup> qui paraît en 1991. Voulant pousser trop loin ses démonstrations, il s'y lance alors imprudemment dans un domaine scientifique qu'il ne maîtrise pas, retirant toute crédibilité à sa thèse. Mais le livre paraît dans un climat tendu. L'afrocentrisme, au sommet de son influence, en tire des arguments de poids. La polémique est telle aux États-Unis que le magazine *Newsweek*, dans sa livraison du 23 septembre 1991, fait même sa une sur l'ouvrage, avec une interrogation : *Cléopâtre était-elle noire ?*<sup>2</sup> En pages intérieures, on découvre des questions aussi insolites que : *Beethoven était-il noir ?* Ou encore : *La civilisation occidentale est-elle née en Afrique ?*

Aux États-Unis, l'impact du livre de Bernal fut considérable : les communautés afro-américaines et l'école « historique » afrocentriste pèsent de tout leur poids politique et font à l'ouvrage une énorme publicité – les premiers tirages sont rapidement épuisés.

1. « *Black Athena. The Afro-Asiatic Roots of Classical Civilization.* ». Volume II, *The Archaeological and Documentary Evidence*. Londres, 1991. Pas de traduction française à ce jour.

2. Une accroche particulièrement ridicule. Cléopâtre VII, celle au fameux nez, régna sur l'Égypte de 51 à 30 avant J.-C. Elle était d'origine grecque et les documents d'époque attestent de manière irréfutable qu'elle était blanche de peau...

Ce second tome contient une masse considérable de références. Il replace la Grèce à la périphérie du monde méditerranéen oriental, donc à la confluence de courants que l'historiographie ancienne a eu parfois tendance à oublier, mais que les historiens des périodes anciennes de la Grèce ne nient pas.

Dans ce livre, Martin Bernal avance quatre postulats dont certains sont directement repris de Diop sans qu'il ait été tenu compte des réfutations antérieures. Ce faisant, sa méthode est scientifiquement inacceptable car le substrat de sa thèse ne tient aucun compte de l'état actuel des connaissances africanistes.

Premier postulat : sans l'apport humain et culturel des Sémites et des Noirs, jamais la civilisation grecque n'aurait pu voir le jour. Comme cette évidence choquait les Grecs puis les historiens blancs de la Grèce, tous l'auraient maquillée, interprétant les Mythes dans un sens excluant toute influence extérieure. Il y aurait donc au sens propre un complot contre la vérité que Bernal entreprend de dénoncer.

Deuxième postulat : la culture hellénique est autant redevable aux influences du monde sémitique et de l'Égypte, cette dernière étant postulée noire, qu'à celles héritées des Indo-Européens.

Troisième postulat : contrairement à nous, les Grecs anciens savaient que leur civilisation avait été créée par des Égyptiens, donc par des Noirs, et des Phéniciens, lesquels avaient introduit en Grèce leurs dieux et leur alphabet. C'est ce que Bernal définit comme le « modèle ancien » selon lequel la Grèce aurait été colonisée par les Égyptiens et par les Sémites dès le XVIII<sup>e</sup> siècle avant J.-C.

Enfin, dernier postulat : au XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'impérialisme européen triomphant, il ne fut plus possible aux Blancs d'accepter qu'ils devaient tout aux Noirs dont ils justifiaient la colonisation en prétendant leur apporter la civilisation.

Mettons tout d'abord en évidence trois éléments :

Cette thèse n'a rien de nouveau. Elle fut même dominante jusqu'aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, comme le fut à la même époque celle des origines troyennes de la France, par exemple. Toutes les deux apparurent pour ce qu'elles étaient : des légendes, dès que s'imposa l'histoire moderne avec ses méthodes scientifiques.

À aucun moment Martin Bernal n'emporte la conviction. Il ne démontre en effet aucune de ses propositions et cela en dépit d'une avalanche de citations et de références qui ne font en rien avancer son argumentation.

Mais surtout, position scientifiquement inacceptable, Bernal confond les deux notions différentes que sont « influence » et « origine ». Si des influences sémitiques et égyptiennes ont existé, leur mise en évidence ne prouve pas pour autant l'origine sémitique et égyptienne de la civilisation grecque.

Pour Bernal, Athènes est à 50 % indo-européenne, à 25 % asiatique c'est-à-dire sémite, et à 25 % égyptienne donc « noire ». Pourquoi pas ? En dehors du raccourci « égyptien donc noir », on peut discuter de ces proportions. Aucun helléniste en effet ne soutient que la Grèce serait née en vase clos et n'aurait subi aucune influence extérieure.

Le problème est ailleurs, dans la mesure où les pourcentages que donne Bernal sont fondés sur les

traits culturels, aux dépens des faits archéologiques dont il ignore superbement les découvertes. Insolite, pour le moins, chez un universitaire prétendant renouveler les études de la Méditerranée orientale.

Car – et c'est la grande nouveauté du tome II par rapport au tome I – Bernal s'engage sur le terrain de l'histoire de la Méditerranée orientale et... il s'y enlise. Ses rapprochements étymologiques sont en effet erronés, comme le sont d'ailleurs ses interprétations historiques. Ses arguments ont, depuis, été réfutés par Mary Lefkowitz et R. MacLean<sup>1</sup>.

À court d'arguments et pris au piège de ses insuffisances, Bernal accuse ainsi les spécialistes de la Grèce classique d'avoir écarté tout ce qui, lors de leurs découvertes, serait venu contredire le schéma des origines indo-européennes de la Grèce et confirmer les siennes. Bernal se pose depuis en victime du « complot » raciste.

## 6. Le mythe afro-américain du retour à l'Afrique

Une idée récurrente chez les afrocentristes est celle de la communauté culturelle rassemblant, par-delà les mers, les Africains de souche et les descendants des anciens esclaves transplantés aux Amériques.

Les milieux philanthropiques de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle avaient eu l'idée d'organiser le retour sur leur continent d'origine d'un certain nombre de ces esclaves. Il semblerait que les plus anciens projets datent de 1713 et qu'ils soient dus aux quakers

---

1. M. Lefkowitz et R. MacLean, *Black Athena Revisited*, The University of North Carolina Press, 1996.

de George Keith. Le révérend Ezra Stiles et le docteur Samuel Hopkins reprirent l'idée, relayés en 1781 par Thomas Jefferson.

En 1788, naît la Negro Union of Newport, un mouvement noir qui milite en faveur d'une réinstallation massive des Noirs en Afrique.

Plusieurs tentatives eurent lieu mais elles n'aboutirent qu'à de tragiques échecs. Ce fut notamment le cas des deux expéditions de 1815 et de 1820 que le président Jefferson envoya en Sierra Leone avec l'accord du gouvernement de Londres. L'expédition de Paul Cuffies, métis « afro-amérindien », fut également un échec.

En 1816, est fondée l'American Colonization Society par le révérend Robert Finley, originaire du New Jersey. Son but est d'organiser un vaste mouvement de retour en Afrique. L'idée est cependant loin de faire l'unanimité chez les Noirs eux-mêmes. Nombre d'entre eux s'y opposent, notamment ceux de Philadelphie, de Boston et de New York, soutenus par les quakers. Ils pensent qu'une telle politique a pour principal objectif de se débarrasser d'eux. Bientôt, l'idée est davantage précisée et elle évolue dans le sens de la réinstallation non pas de *tous* les Noirs américains, mais simplement des esclaves devenus libres et de captifs libérés en mer par les navires faisant la chasse aux vaisseaux négriers. Le 3 mars 1819, le Congrès vote une loi autorisant la colonisation d'un territoire en Afrique de l'Ouest sur lequel il serait possible de réinstaller un certain nombre d'entre eux.

Durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, deux conceptions vont s'affronter. L'une défend une émigration de masse.



L'autre sera incarnée un peu plus tard par le révérend H.M. Turner qui veut favoriser une colonisation « de qualité », pour ne pas dire « élitiste ». En 1902 est créé le Colored Emigration and Commercial Convention (Convention pour l'émigration des gens de couleur et le commerce), qui sollicite l'appui financier du Congrès pour organiser le transfert en Afrique de tous ceux qui le désirent. Parmi les tentatives les plus sérieuses, les plus connues et les plus emblématiques figurent celles de la Sierra Leone<sup>1</sup> et du Liberia.

C'est au xv<sup>e</sup> siècle que les Portugais découvrent le pays qui deviendra la Sierra Leone ou « côte de Malaguette », du nom d'une variété de poivre alors en vogue en Europe. À partir du xvii<sup>e</sup> siècle, la région est au cœur du commerce des esclaves. En 1786, les abolitionnistes anglais fondèrent la *Société pour l'abolition de la traite négrière*. Grenville Sharp prend ensuite la tête d'une organisation de rapatriement d'anciens esclaves et de Noirs américains et veut créer dans la future région de Freetown la « province de la Liberté », base à partir de laquelle le christianisme libérateur pourra être diffusé vers l'intérieur de l'Afrique, par des esclaves affranchis qui en seront les missionnaires.

En 1787, le gouvernement anglais donne son accord.

Des Noirs vivaient à Londres à cette époque, ils avaient connu des aventures peu communes. Il s'agissait de ceux que les Anglais avaient nommés « loyalistes » : ils étaient demeurés fidèles à la

Couronne, refusant de rejoindre les insurgés américains durant la guerre d'Indépendance de 1775-1783. Les anciennes « treize colonies » étant devenues à l'issue de cette guerre les États-Unis d'Amérique en 1783, ces « loyalistes » noirs décidèrent de suivre les troupes anglaises dans leur repli et certains d'entre eux furent embarqués pour l'Europe.

En 1787, les organisations philanthropiques proposent à ces « loyalistes » de partir pour l'Afrique afin d'y fonder une communauté de paysans libres. Par un matin d'avril, 327 Noirs et 87 Blancs prennent la mer. Sur ces 414 immigrants, 80 meurent en route, mais les survivants prennent possession d'un site – ce qui pose bien des problèmes avec les indigènes de la tribu temné, dont c'est la terre. Dans les semaines de leur installation, les fièvres tuent encore une centaine de pionniers. L'établissement se développe tout de même et... Noirs et Blancs participent bientôt au trafic avec les navires de passage, même s'ils sont négriers !

En 1790, une compagnie à charte est créée, qui va devenir la Sierra Leone Company. Ses buts sont commerciaux et philanthropiques : combattre l'esclavage et promouvoir le christianisme. La colonie reçoit alors le renfort de Noirs venus du Canada et plus précisément de Nouvelle-Écosse. Il s'agit là encore d'esclaves noirs demeurés fidèles aux Anglais et qui ont reflué avec eux vers le Canada, resté anglais après la victoire des insurgés américains. Affranchis et établis au Canada, ils y vivent sans bien trouver à s'employer. Aussi, quand en 1791 on leur propose de venir peupler le territoire de la Compagnie, ils acceptent. C'est ainsi que 1200 *Nova Scotians* débarquent le 28 mars 1792 sur la plage de ce comptoir où, cinq ans

1. T.C. Maccaskie, « Cultural Encounters : British and Africa in the Nineteenth Century », in *The Oxford History of The British Empire*, volume III, 1999, pages 665 à 689.



plus tôt, les « loyalistes » avaient posé le pied. Ce sont ces *Nova Scotians* qui baptisent l'établissement fondé en 1787 du nom de « Free Town » qui deviendra Freetown.

Une troisième vague de colons noirs arrive quelques années plus tard, en 1800. Il s'agit cette fois d'esclaves de la Jamaïque qui se sont révoltés. Ils ont pris le maquis, mais la répression a été sévère, et les 550 qui échappent à la pendaison sont déportés au Canada, où leur présence n'est pas véritablement souhaitée. Aussi sont-ils volontaires pour les colonies.

D'autres colons noirs débarquent plus tard en Sierra Leone, notamment des anciens soldats du régime anglais des Indes occidentales qui fondèrent les villages de Waterloo, de Hastings et de Wellington. En 1827, la Church Missionary Society (CMS) fonde le Fourah Bay College à l'est de Freetown où les Afro-Américains réinstallés seront éduqués. Ces premiers pionniers sont largement imprégnés de culture anglo-saxonne.

Tel n'est pas le cas pour la seconde vague de population, composée celle-là de captifs libérés en mer lors de l'arraisonnement des navires négriers. Après 1808, la Royal Navy intercepte en effet tout vaisseau se livrant à la Traite et les esclaves libérés sont installés à Freetown. À partir de 1820, les « libérés » dépassent en nombre les premiers installés et ils continuent à débarquer jusque vers 1850, avec un pic entre 1830 et 1840.

Ces nouveaux venus sont de toutes origines ethniques, depuis la Guinée au nord, jusqu'à l'Angola au sud, mais les plus nombreux sont les Yoruba vendus

à l'occasion des guerres qui marquent à l'époque le déclin du royaume d'Oyo<sup>1</sup>. À Freetown, ils deviennent domestiques ou soldats de « l'élite » que constituent désormais les Noirs « anglo-saxons ».

Le gouverneur Mac Carthy (1814-1824) voit, dans le nombre de ces Yoruba débarqués, l'opportunité de créer un noyau chrétien susceptible d'évangéliser l'Afrique. Il envisage de leur donner une solide éducation puis de les renvoyer chez eux en pays yoruba. Il fait créer à leur intention un village à l'écart de Freetown où des missionnaires anglicans de la Church Missionary Society (CMS) et protestants de la Wesleyen Methodist Society (WMS) s'emploient à leur enseigner les rudiments du christianisme. Les premiers sont arrivés en 1804 et les seconds en 1811. Plusieurs dizaines de ces Yoruba sont envoyés dans leur pays d'origine, dans le sud de l'actuel Nigeria, où ils introduisent le christianisme et préparent la voie à l'installation britannique de 1861, suivie de l'annexion de la région en 1870.

La Sierra Leone fut donc une zone de retour pour d'anciens esclaves rachetés, libérés ou déportés. Le but des promoteurs chrétiens blancs de cet établissement était généreux : la création, sur le modèle évangélique, d'un peuplement mixte fusionnant anciens esclaves et indigènes, avec l'apport des « lumières du protestantisme » aux Africains de souche par leurs « frères » venus d'outre-Atlantique.

C'est un euphémisme que de dire que la greffe ne prit pas ! Les anciens esclaves n'eurent que mépris

1. Voir à ce sujet le Chapitre I : 1. *Réalités de la Traite européenne* du présent ouvrage.

pour les Africains qu'ils considéraient comme des sauvages, tant les populations indigènes que les nouveaux migrants « libérés en mer ». Refusant de se mêler à des « *primitifs* », ils se constituèrent en caste fermée et endogamique, qui vira rapidement à un véritable *apartheid*, exploitant leurs « frères » de couleur comme du bétail et se réservant le pouvoir. Devenus citadins et commerçants, certains constituèrent d'importantes fortunes, ils se considérèrent, littéralement, comme une aristocratie ; se donnant plusieurs noms : Krios (ou Crios) ou « *White Men* ».

Il y eut de fréquents affrontements entre colons noirs et indigènes et même de véritables conflits, notamment avec les Temné dans les années 1805 à 1807.

En 1920, l'élite krio se regroupa en une association politique, le National Congress of British West Africa (NCBWA), qui réclama des élections, puis l'indépendance, et cela naturellement à son profit. Londres ne considérant pas le NCBWA comme représentatif des populations du territoire, la tension augmenta entre l'administration de la Couronne et les leaders krios. Une insolite évolution commença alors à se faire dans les esprits : par dépit envers les Britanniques qui ne voulaient pas leur transmettre le pouvoir, ils se mirent à revendiquer leurs origines africaines. Certains d'entre eux abandonnèrent même leur nom anglais et développèrent un virulent racisme anti-Blancs car ils voyaient bien que Londres allait donner l'indépendance à une majorité noire « de souche » qui les haïssait et les chasserait du pouvoir.

Le Liberia fut, lui aussi, une zone d'installation

d'anciens esclaves. À la différence de la Sierra Leone, il ne fut pas d'abord un lieu de colonisation destiné à des esclaves anglicisés et christianisés, mais essentiellement un point de débarquement de captifs libérés en mer après l'interdiction de la Traite.

Le Liberia était à l'origine un comptoir commercial anglais fondé au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans lequel vivaient des agents anglais qui donnèrent naissance à une population métisse, dont les descendants portent encore des noms anglais (Caulker, Cleverland, Roger ou Tucker). Vivant tournés vers l'Angleterre et les États-Unis dont ils copiaient les modes, ils étaient très minoritaires, 2 ou 3 % à peine. Ils jouèrent cependant un rôle considérable sur le territoire. Pour se distinguer des indigènes, ils s'étaient donné le nom d'« Honorables » et c'est eux qui dirigèrent le pays... jusqu'en 1980 !

L'un des premiers établissements afro-américains dans ce qui deviendra le Liberia fut celui de Sherbro Island. En 1821, les États-Unis achetèrent un territoire dans la région et l'année suivante, en 1822, un vaste mouvement de réinstallation s'y fit avec la création de plusieurs colonies comme celles de *Mississippi in Africa*, de *Maryland in Liberia*, de *Providence Island Settlement* ou encore celle de *Bassa Cave Community*. En 1847, le Liberia devint indépendant et le mouvement de réinstallation fut poursuivi. En 1851, 7600 Noirs y avaient été installés et leur nombre était de près de 12 000 en 1867.

Le 12 avril 1980, la greffe négro-américaine est rejetée par les « Nègres indigènes », qui reprochent à leurs dirigeants d'origine afro-américaine de les exploiter. Pour mettre un terme à l'arrogante domination de cette « petite Amérique africaine », le sergent

Samuel Doe, membre de l'ethnie krah, prend le pouvoir dans une orgie de massacres qui débute par l'exécution sur une plage des dignitaires « Honorables » de l'ancien régime du président William Tolbert.

En définitive, le Colonization Movement, marotte de l'afrocentrisme, est un échec total dont on pourrait multiplier les causes : manque de préparation et de moyens des expéditions, difficultés rencontrées à la côte d'Afrique, maladies, hostilité des indigènes qui voient d'un mauvais œil débarquer ces colons noirs. Une dernière raison de ces échecs, et non la moindre, est l'absence d'unité parmi les nouveaux arrivants, notamment ceux qui avaient été libérés en mer et qui appartenaient à des peuples qui n'avaient rien à voir les uns avec les autres, quand ils n'étaient pas ennemis...

\*  
\*   \*

Pour nous résumer : l'Égypte pas plus que la Grèce n'étaient noires ; les Noirs n'ont pas découvert l'Amérique en pirogue ; la communauté culturelle noire entre Afro-Américains, descendants d'esclaves et Africains de souche est un mythe qui a fait couler pas mal de sang.

Malheureusement, ces faits historiques clairs ne suffiront pas à mettre un terme à ces débats ridicules et dangereux.

Parce que le problème est que les afrocentristes,

américains notamment, ne raisonnent pas en historiens. Il semble que pour eux l'histoire ne soit pas une science, mais un moyen d'affirmation de visions valorisantes leur permettant de dépasser les frustrations d'une communauté déchirée par ses complexes et ses problèmes existentiels. Ce faisant, les élites intellectuelles afro-américaines qui tombent dans ce piège ont à bien des égards une attitude similaire à celle de leurs homologues du tiers-monde, en Afrique même où, dans chaque pays concerné, l'école historique dominante attribue les échecs locaux à des causes exogènes : l'impérialisme européen évidemment.

Le phénomène n'est pas isolé. Aux Indes également, des « historiens », ceux qui constituent le Subaltern Group, ont renoncé à l'histoire en tant que science. Pour justifier leurs postulats, ils utilisent des analyses sociologiques, psychologiques ou philosophiques, refusant par exemple de reconnaître la différence entre « fait » et « mythe »... Le Subaltern Group affirme que l'histoire officielle n'est qu'une forme de l'impérialisme occidental, puisqu'elle s'écrit avec les concepts historiques occidentaux et que l'histoire de l'Inde ne peut donc être écrite que par des indigènes et pour les indigènes. En ce sens, leur méthode est exactement celle des afrocentristes, qui ne disent pas autre chose. Pour eux, l'histoire est un complot du monde blanc destiné à abaisser les Noirs : il s'agit de faire oublier que ces derniers furent les moteurs de l'histoire humaine.

Dans ces conditions, seuls des Noirs peuvent écrire pour les Noirs l'histoire des Noirs, imposant ainsi une « contre-histoire », sorte de passé africain recomposé qui permet de faire croire aux jeunes

générations que l'Afrique d'avant les Blancs était une sorte de paradis terrestre. Et ce, dès les années 1950 :

« Certains [i.e. l'intelligentsia d'expression française autour de la revue *Présence africaine*] proposent une vision idyllique de la civilisation africaine autour de l'unité culturelle, afin de montrer que l'Afrique participe au mouvement général de l'histoire universelle. [...] D'autres, comme [...] Kwame Nkrumah, [procèdent] à une idéalisation de la société précoloniale, une négation de l'hétérogénéité des groupes sociaux et de leurs antagonismes dans une société africaine présumée communautaire et égalitaire. »<sup>1</sup>

Toute renaissance africaine doit passer par l'abandon de ces mythes.

---

1. R. Botte, *op. cit.*, 2002, pages 159 et 159.



## Seconde partie

### Pour une renaissance de l'Afrique

La désinformation à propos de l'esclavage, de la colonisation et de l'afrocentrisme constitue la base de l'acte d'accusation de l'Europe, de l'Amérique et du monde blanc en général. Comme nous pensons l'avoir démontré, les mythes qu'elle véhicule sont faux et imposent une vision artificiellement accusatrice et culpabilisatrice des rapports Nord-Sud.

Il est temps maintenant de nous attacher à rétablir la véritable histoire du continent, celle qui permettra aux Africains de regarder enfin en face leur véritable passé pour bâtir solidement. Celle aussi qui permettra aux Européens et aux Américains de mieux connaître leurs interlocuteurs, de cesser de faire continuellement de graves erreurs d'appréciation, pour aider avec efficacité, et désormais sans arrière-pensée, un continent au bord du gouffre.

## Chapitre V

### Le peuplement de l'Afrique

L'homme africain n'existe pas. Dans les Afriques des déserts, des savanes, des fleuves, des forêts, des hautes terres, des façades océaniques, etc., vivent des peuples différents, séparés par leur mode de vie, leur allure morphologique, leur culture, leur religion, leur couleur de peau et... leur langue.

Pour toute l'Afrique noire, c'est de plus de mille langues qu'il faut parler, et encore ce sont les principales. Aujourd'hui, elles sont classées en quatre grands groupes, eux-mêmes objets de nombreuses subdivisions :

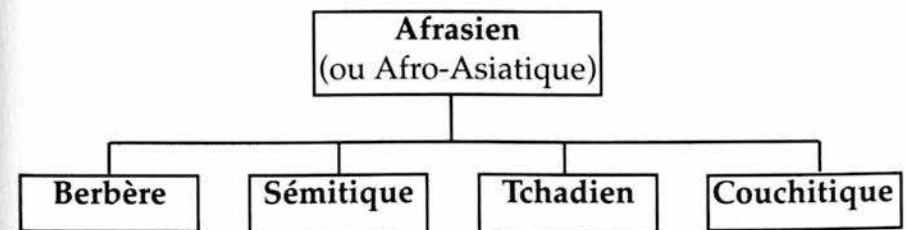
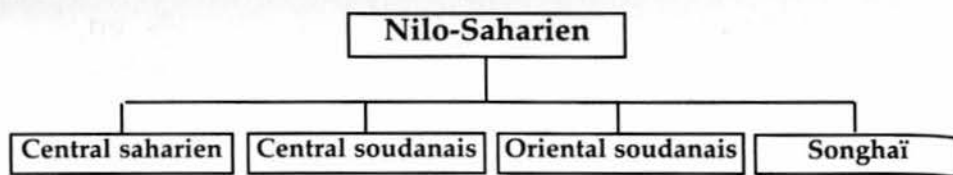
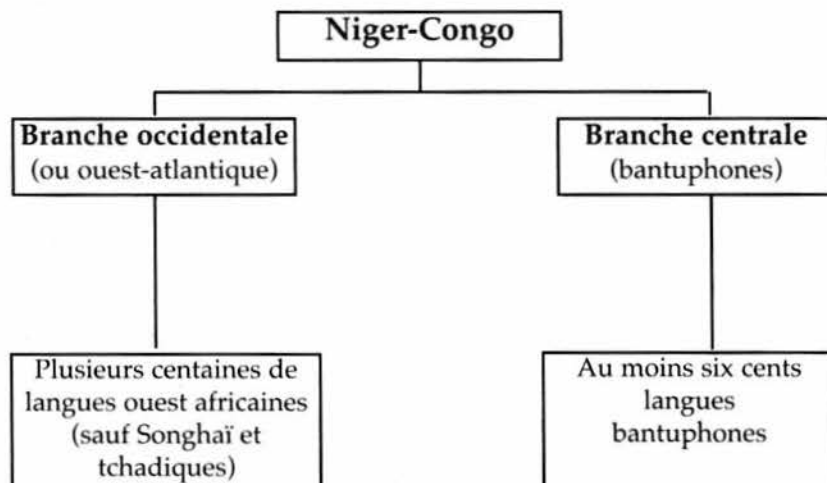


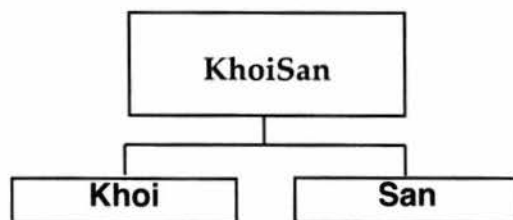
schéma 1. Le grand groupe *Afrasién* ou *Afro-Asiatique*



**schéma 2. Le grand groupe *Nilo-Saharien***



**schéma 3. Le grand groupe *Niger Congo***



**schéma 4. Le grand groupe *KhoiSan***

Tous ces groupes sont à leur tour divisés en plusieurs sous-groupes, en de nombreuses familles, en une multitude d'ethnies, en une infinité de tribus et de clans.

L'histoire de l'Afrique précoloniale est d'abord celle de la mise en place de ces grands groupes et de leurs migrations. Quand la colonisation débute, la « tectonique ethnique<sup>1</sup> » n'est pas encore figée. Elle le devient par les colonisateurs qui prennent les populations au piège des frontières artificielles qu'ils tracent alors, avec tous les problèmes qui en découlent aujourd'hui. (Carte XIV)

L'existence de ces groupes linguistiques est essentielle à la compréhension de l'histoire de l'Afrique et de ses mouvements de populations. Elle permet de connaître les origines du peuplement du continent à travers deux grandes questions :

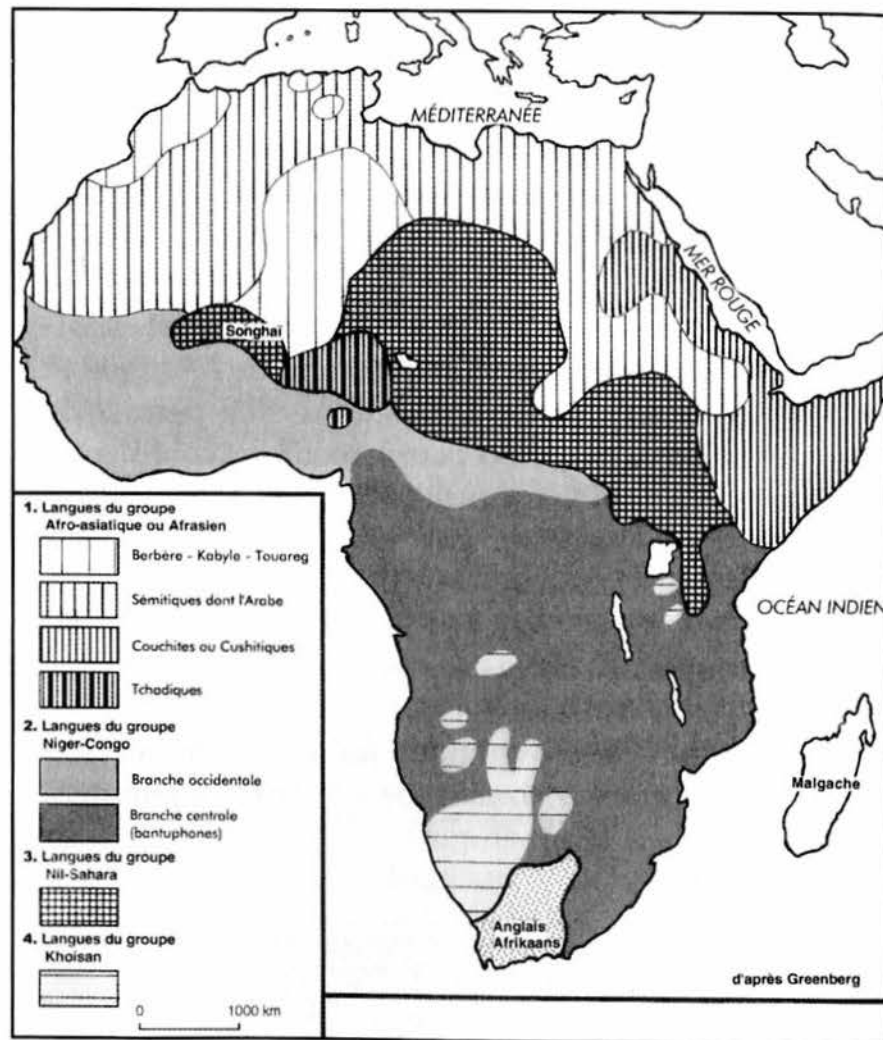
- Jusqu'à quand langue et « race » furent-elles liées ? Car elles le furent à l'origine.
- Quand les locuteurs des différents groupes ou proto-groupes se sont-ils séparés ?

La genèse de ces grandes familles commence à être connue grâce à nombre de travaux<sup>2</sup>, notamment ceux fondés sur la génétique :

1. La mise en place des ethnies peut en effet être comparée aux grands mouvements de la croûte terrestre et aux secousses telluriques qui se produisent quand divers éléments entrent en contact.

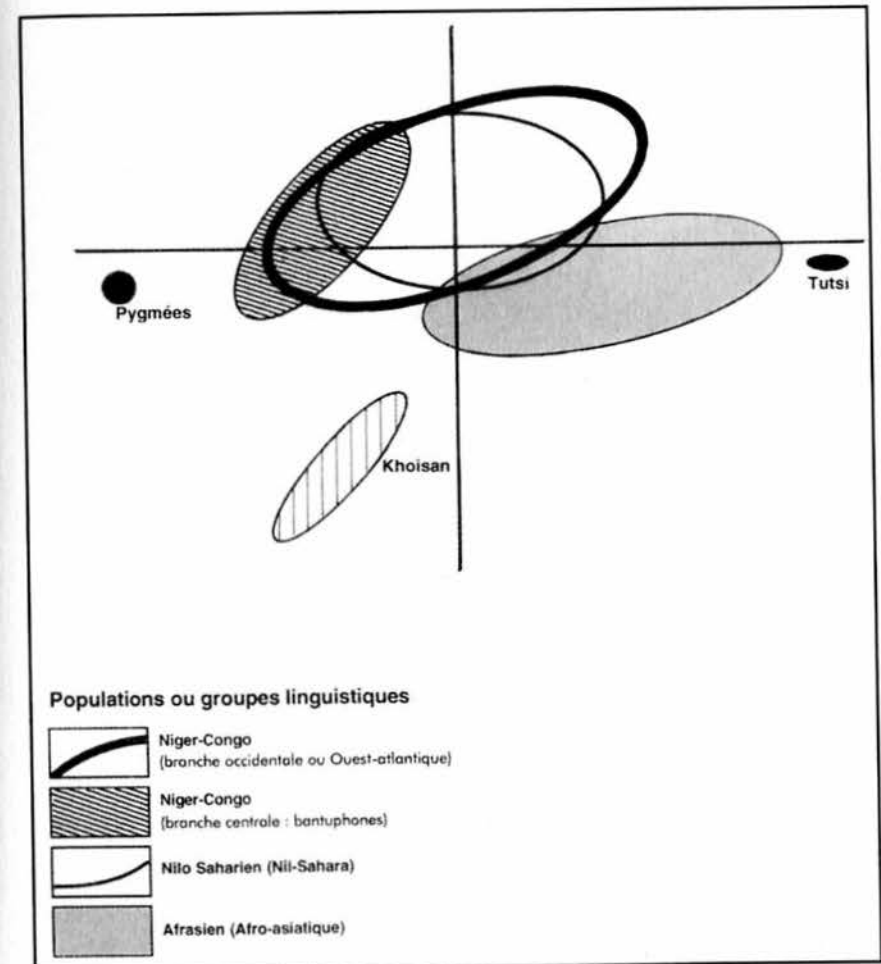
2. Notamment S.H. Ambrose, « Archaeology and Linguistic Reconstructions of History in East Africa », in C. Ehret et M. Posnansky, *The Archaeological and Linguistic Reconstruction of African History*, Berkeley, The University of California Press, 1982, pages 104 à 157. Ou encore C. Ehret, *Who Were the Rock Painters? Linguistic Evidence for the Holocene Populations of the Sahara*, op. cit. Et aussi C. Ehret, *African Roots of Egyptian Culture and Language*, Barcelone, 1996.

## Carte XIV : L'Afrique ethnolinguistique



## Les différences entre les populations africaines selon les marqueurs génétiques

*D'après Excoffier (1997) et Froment (1999)*





Cette figure<sup>1</sup> compare les distances séparant les populations africaines en fonction de marqueurs génétiques choisis dans les groupes sanguins, les protéines sériques (albumine et immunoglobulines), ainsi que dans le système *Human Leucocyte Antigen* (HLA), lequel est constitué d'antigènes d'histocompatibilité spécifiques d'un individu et qui interviennent dans la reconnaissance cellulaire.

La figure montre très nettement l'éloignement génétique tout à fait remarquable de trois populations : les Pygmées, les KhoiSan et les Tutsi – ce qui signifie que leur différenciation génétique est très ancienne.

On constate que la distance qui sépare les Tutsi des autres populations africaines est nettement significative. En d'autres termes, les disparités génétiques entre les Hutu (qui appartiennent au groupe Niger-Congo de la branche centrale bantuphone) et les Tutsi démontrent à l'évidence que les différences sont génétiques, donc « raciales », et non économiques comme tentent de le faire croire Jean-Pierre Chrétien, Jean-Louis Amselle, Catherine Coquery-Vidovitch.

Les travaux de Froment<sup>2</sup>, qui portent, eux, sur les différenciations à partir des analyses crâniennes, confirment les conclusions de la génétique.

Cette figure montre également qu'au point de vue génétique, les Afrasiens (Berbères, Égyptiens, Couchitiques, etc.), qui, à l'évidence, ne sont pas des « Nègres » au sens de Cheikh Anta Diop, se distinguent nettement des populations africaines noires.

1. D'après Excoffier et al., *Genetics and History of Sub-Saharan Africa : Yearbook of Physical Anthropologie*, n° 30, pages 151 à 194, 1987 ; et, Froment, A., « Le peuplement de l'Afrique centrale : contribution de l'anthropologie in Paléo-anthropobiologie en Afrique centrale », pages 13 à 90, Paris, 1999.

2. A. Froment, A., *op. cit.*, 1999.

Les points de rapprochement entre l'un et l'autre groupe sont en effet tout à fait périphériques. Les locuteurs afrasiens sont donc – sauf naturellement cas de métissage – génétiquement différents des locuteurs des groupes Niger-Congo ou nilo-saharien qui constituent l'immense majorité des populations de l'Afrique au sud du Sahara.

Enfin, cette figure montre bien qu'à l'origine « race » et langue étaient liées et que les locuteurs des grandes proto-langues africaines avaient des caractéristiques génétiques, donc « raciales », différentes.

### 1. Qui peuplait l'Afrique avant les Noirs ?

À l'exception des KhoiSan, présents en Afrique australe depuis 30 à 40 000 ans, les trois autres grands groupes racio-linguistiques commencent à se mettre en place il y a environ 20 000 ans. Leurs locuteurs sont les ancêtres des populations contemporaines de l'Afrique, et leur installation ne se fait pas dans des régions vides d'habitants. Partout en Afrique, des populations négroïdes résiduelles semblent en effet indiquer qu'avant les actuels occupants du sol, d'autres hommes vivaient sur ces espaces. La documentation de cette question est très fragmentaire et, dans l'état actuel de la recherche, il est impossible d'avoir à son sujet une vision synthétique. Il nous faut donc entrer dans le détail.

Parmi ces groupes résiduels négroïdes ou paléonégritiques, certains sont bien connus, d'autres moins :

– Les Bassari en Afrique de l'Ouest.

– Les Dorobo à l'est du continent, au Kenya et en Tanzanie. Toujours dans l'Est africain, les Tatog, les

Hadza, les Iraqw et les Sandawe sont aussi des populations résiduelles.

– Les Renge, dans la région interlacustre, au Rwanda et au Burundi notamment, sont attestés dans les traditions orales. C'était une population différente des Pygmées et qui était déjà installée quand les ancêtres des Hutu et des Tutsi arrivèrent dans la région.

– Les KhoiSan au Sud, en Afrique méridionale, sont constitués de deux populations, les San et les Khoi (ou Khoikhoi) qui étaient des San éleveurs.

San et Khoi<sup>1</sup> appartiennent au même groupe linguistique et ils utilisent des langues à « clicks », remplaçant les consonnes par des claquements de langue sur le palais. C'est la plus ancienne strate linguistique africaine : le groupe khoisan est apparu il y a 30 000 ou même 40 000 ans. Physiquement, ils sont différents des Noirs au milieu desquels ils vivent :

*« Le crâne des KhoiSan est gracile et même pedomorphe<sup>2</sup>, et de petites dimensions, avec un faible dimorphisme sexuel ; il est court, large et pentagonal, avec des bosses frontales marquées et une face proportionnellement réduite, de forme triangulaire. Ils possèdent (en principe) des particularités physiques telles que : peau jaunâtre et ridée, cheveux en « grains de poivre », yeux étroits et obliques, pommettes saillantes, prognathisme peu marqué, lèvres minces, oreilles sans lobule, nez concave avec soudure des os propre, effacement de la ligne âpre du fémur, stéatopygie<sup>3</sup>, membres, mains et pieds courts, hypertrophie des petites*

1. Anciennement nommés Bushmen, que l'on voit vivre dans le film *Les Dieux sont tombés sur la tête*.

2. C'est-à-dire qu'il garde des traits juvéniles.

3. C'est-à-dire des fesses « rebondies ».

*lèvres chez la femme, penis rectus<sup>1</sup> chez l'homme, et quelques fréquences génétiques [...] dont les plus typiques sont les haplotypes Gm 1, 13, 17 et Gm 1, 21 des gammaglobulines sériques, utilisables pour mesurer le degré de métissage avec les Noirs. Cet ensemble de traits en font un extrême de la différenciation de l'espèce humaine.<sup>2</sup> »*

Quelle est leur origine ? Sont-ils les premiers Africains modernes ? Certains le supposent, mais ce n'est pas formellement établi.

Les Khoi<sup>3</sup> ont disparu en tant que groupe autonome et ils ne subsistent plus aujourd'hui qu'à travers la population des « métis du Cap ». Ce métissage n'a pas concerné les Noirs bantuphones mais il est le résultat du mélange entre des femmes khoi et des colons hollandais.

Les San tiraient toutes leurs ressources du milieu. La chasse et la cueillette ne pouvant faire vivre des communautés nombreuses, chaque groupe n'était composé que d'une vingtaine d'individus se déplaçant sur des territoires immenses au gré des migrations du gibier, de la maturation des tubercules, des graminées sauvages et de l'assèchement des marigots. Sous la pression des Khoi éleveurs puis sous celle des Noirs bantuphones, ils trouvèrent refuge dans le massif du Drakensberg ou dans les steppes désertiques du Kalahari. Le mouvement fut

1. C'est-à-dire en position érectile, même au repos.

2. A. Froment, « Le peuplement de l'Afrique centrale : contribution de l'anthropobiologie », pages 15 à 90, in M. Delneuf, J.M. Essomba et A. Froment, *Paléo-anthropologie en Afrique centrale*, Paris, 1999.

3. Anciennement nommés Hottentots.

accentué à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle quand les colons hollandais boers occupèrent l'espace et éliminèrent les San qui s'en prenaient à leur bétail.

Les San subsistent encore par petits groupes, mais ils constituent un peuple en voie de disparition. Leur espace est en régression et ils ne vivent plus aujourd'hui que dans quelques régions reculées de Namibie, du Botswana et peut-être d'Angola.

Alors que les groupes de San ne dépassaient habituellement pas le nombre maximal de quelques dizaines d'individus, les Khoi vivaient en habitat semi-groupé composé de huttes avec enclos pour le bétail, les « *kraals* ». Les premiers Européens qui visitèrent la région du cap de Bonne-Espérance désignèrent les Khoi sous le nom de « Hottentots », du nom de l'onomatopée « Hautitou » qu'ils psalmodiaient durant leurs danses. Cette appellation leur est longtemps demeurée accolée.

Plusieurs mots Khoi servant à désigner le bétail sont de racine *nilo-saharienne* et se rattachent plus précisément au *soudanais central*. Ce serait donc au contact de locuteurs de ces langues que les Khoi auraient pu apprendre les techniques de l'élevage. Où le phénomène se serait-il produit ? Nous l'ignorons.

Avant l'arrivée des Noirs puis celle des Blancs, les KhoiSan occupaient toute l'Afrique australe. Ils ont laissé des milliers de peintures sur les parois rocheuses de cette région. Les plus anciennes ont été identifiées en Namibie où elles ont été datées de 27 500 ans et les plus récentes datent du XIX<sup>e</sup> siècle.

## 2. Nilo-saharien, Afrasien et migrations pastorales

Vient ensuite, toujours par ordre chronologique, le *nilo-saharien* qui semblerait s'être identifié il y a environ 20 000 ans. Le phénomène se serait produit dans la région du centre de l'actuel Soudan. Une partie des locuteurs *nilo-sahariens* colonisa le Sahara méridional plus ou moins entre 18 000 et 10 000 ans par rapport à nos jours<sup>1</sup>.

Le groupe *afro-asiatique* ou *afrasien* pourrait avoir connu sa genèse il y a plus ou moins 18 000 ou 15 000 ans et son foyer d'origine pourrait se situer entre les monts de la mer Rouge et les plateaux éthiopiens. Il y a environ 15 000 ans, il se divisa en un rameau septentrional et un rameau méridional. Ce dernier donna naissance aux langues *couchites* ou *cushitiques*. Vers 10 000 avant J.-C., le rameau septentrional se subdivisa en *protoberbère*, en *protoégyptien* et en *protosémitique*.

Vers 7500 avant J.-C., le pastoralisme semble apparaître au Sahara, à la fois chez les Berbères blancs *afrasiens* au nord et chez les *Nilo-Sahariens* noirs au sud.

Entre 3000 et 2500 avant J.-C., la sécheresse devient plus forte dans la partie méridionale du Sahara et les pasteurs noirs quittent la région. Certains partent en direction de la Nubie, tandis que la majorité se dirige vers le sud, c'est-à-dire vers le Sahel. Autre conséquence de l'assèchement : le recul vers le sud de l'isohyète<sup>2</sup> de 500 millimètres éloigne les mouches

1. L. Le Quellec, *Art rupestre et Préhistoire du Sahara*, Paris, 1998, 616 pages, page 490.

2. Courbe qui, sur une carte, fait se rejoindre les points recevant une même quantité de pluie dans une année.



tsé-tsé, dégageant un corridor non infesté qui s'étend depuis l'Ouest africain atlantique jusqu'à l'océan Indien, en passant par les piedmonts éthiopiens. C'est par-là que le pastoralisme aurait été introduit en Afrique orientale. C'est du moins l'hypothèse développée par Smith<sup>1</sup> et nous l'acceptons. (Carte xv)

Entre 2000 et 1500 avant J.-C., deux vagues pastorales se dirigèrent vers le sud. L'une, venue depuis les hautes terres d'Éthiopie et dont les locuteurs étaient *sud-couchitiques* (*Southern Cushitics*), se dirigea vers l'actuel Kenya<sup>2</sup>. L'autre, composée de locuteurs *sud nilotiques*, donc appartenant au groupe *nilo-saharien*, emprunta le corridor des hautes terres s'étendant du sud de l'Éthiopie jusqu'au lac Victoria pour déboucher dans la région interlacustre. Les découvertes de l'archéologie semblent confirmer ce schéma de progression Nord-Sud, car plus nous allons vers le sud et plus les dates du pastoralisme sont récentes.

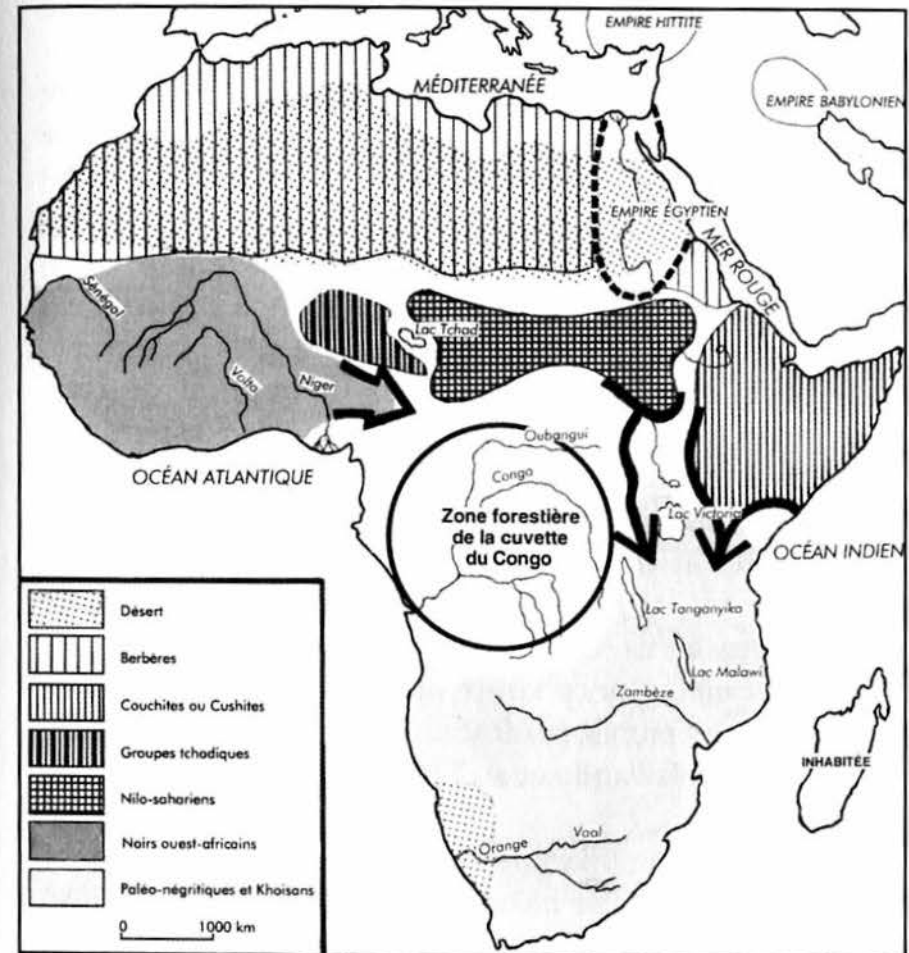
Encore plus au sud, en Afrique australe, nous ignorons comment le pastoralisme fut introduit, même si, aujourd'hui, il est généralement admis qu'il l'aurait été à la suite de contacts établis entre les nouveaux venus et les chasseurs-cueilleurs khoïsan<sup>3</sup>. Dans l'actuelle province sud-africaine du *Northern Cape*, des restes de moutons ont été datés du dernier siècle avant J.-C. Sur la côte Ouest, les datations donnent plus ou moins 500 après J.-C. Quant aux bovins, ils semblent inconnus dans ces régions avant plus ou moins 650 après J.-C.

1. A.B. Smith, « Origins and Spread of Pastoralism in Africa », *Ann. Rev. Anthropol.* 1992, n° 21, pages 125 à 141.

2. P. Robertshaw, *Early Pastoralists of Southwestern Kenya*. Nairobi, British Institute in East Africa (BIAE), 1990.

3. A.B. Smith, « On Becoming Herders : Khoikhoi and San Ethnicity in Southern Africa », *Africa Studies*, 1990, 49 (2), pages 51 à 73.

Carte xv : L'Afrique il y a 3 500 ans





### 3. L'expansion des bantuphones

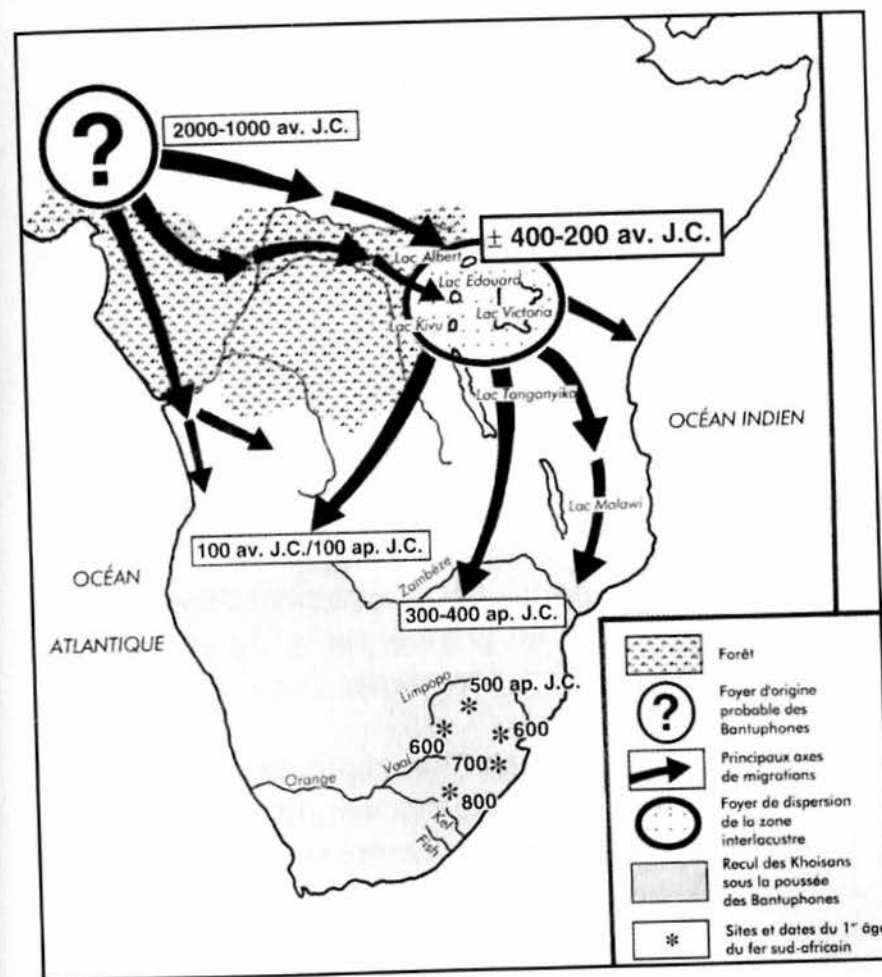
Les langues bantu ont évolué à partir du *proto-bantu*, langue commune d'origine qui semble être apparue vers 5000 avant J.-C. en se séparant du groupe *Niger-Congo*.

Le terme bantu a été « inventé » en 1862 par le philologue allemand Wilhelm Bleek. Il proposa d'employer ce mot pour exprimer la parenté existant entre les langues parlées dans le tiers méridional de l'Afrique et qui reposait sur des « proto-préfixes communs ». Bleek avait en effet constaté que, dans toutes les langues de l'aire décrite (six cents environ) le vocable *ntu* ou *muntu* au singulier et *bantu* au pluriel est utilisé pour désigner « l'homme » ou « les hommes ». D'où le mot bantuphone. Mais il importe de bien avoir à l'esprit qu'il ne s'agit là que d'un apparentement linguistique, car l'« homme bantu » ou la « race bantu » n'existe pas. Il y eut évidemment, à l'origine, association entre proto-bantu et population, entre langue et « race », mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. C'est ainsi que sont bantuphones des populations « morphotypiquement » bien différentes les unes des autres, comme par exemple les Pygmées et les Tutsi au Rwanda et au Burundi. (Carte XVI)

En 1995, un bilan des connaissances a été proposé par Vansina<sup>1</sup> qui se basait sur l'étude et la description de 440 des 600 langues de l'aire bantuphone. Il est possible d'en retenir quatre points principaux :

1. J. Vansina, « New Linguistic Evidence and the Bantu Expansion », in *Journal of African History*, n° 36, 2, 1995, pages 172 à 195.

Carte XVI : Les migrations des bantuphones



1 - Les migrations des bantuphones ont débuté au II<sup>e</sup> millénaire avant J.-C.

2 - L'existence de deux courants migratoires, l'un le long de l'Atlantique et l'autre vers l'Afrique orientale, est désormais établie.

3 - Quand débuta la migration, les bantuphones étaient encore chasseurs-cueilleurs et n'avaient pas la connaissance de la métallurgie du fer.

4 - Pour ce qui est du courant oriental, l'idée de la traversée de la forêt par les fleuves semble désormais l'emporter sur celle de son contournement. Mais la zone interlacustre fut, dans tous les cas, le point d'aboutissement des migrants.

#### 4. Le creuset interlacustre

La zone interlacustre de l'Afrique orientale semble avoir joué un rôle tout à fait déterminant dans l'histoire du peuplement d'une grande partie du continent, à telle enseigne que l'on a pu parler de « creuset interlacustre ».

Dans le domaine archéologique, la région a ainsi fourni les dates les plus anciennes pour le premier et pour le second âge du fer, comme si, avant de gagner toute l'Afrique orientale, centrale et australe, ces innovations avaient débuté ou avaient d'abord été introduites entre le lac Victoria et la région du Kivu.

La céramique de la région interlacustre est la plus ancienne de toutes celles composant le « Complexe industriel du premier âge du fer » de l'Afrique orientale. Elle appartiendrait donc :

« [...] à l'industrie de l'âge de fer ancien géographiquement le plus proche du foyer initial supposé<sup>1</sup>. »

Ce « foyer initial supposé » pourrait être situé au nord-ouest du lac Albert, en zone linguistique du *soudanais central*, donc appartenant au groupe *nilo-Saharien*. Des fouilles archéologiques permettraient d'y voir plus clair, mais cette zone du Sud-Soudan – nous l'avons évoqué et nous y reviendrons est en guerre depuis les années 1950.

Dans le domaine linguistique, la même réalité peut être mise en évidence. La « Zone J », isolée par des linguistes du Musée royal de Tervuren en Belgique, recouvre précisément la région interlacustre et paraît contenir les langues les plus « archaïques » de tout l'ensemble bantu oriental. À l'intérieur de cette « Zone J », les langues rwanda et rundi<sup>2</sup> sont les plus archaïques de toutes. Cette découverte a fait dire à Coupeuz<sup>3</sup> que tout laisse croire que les langues bantu parlées en Afrique orientale, centrale et australe dériveraient de ces deux langues. Nous aurions donc, avec elles, le point primordial atteint par les premiers migrants d'il y a deux à trois mille ans.

Entre 300 et 100 avant J.-C., quittant la masse des groupes installés en Afrique orientale, certains pionniers reprirent leur marche. Les bantuphones achevèrent ainsi de s'installer dans les zones qu'ils occupent actuellement dans une période qui court entre 300 ou 400 après J.-C. jusqu'entre 1700 et 1800 après J.-C.

1. D. Phillipson, « L'expansion bantoue en Afrique orientale et méridionale : les témoignages de l'archéologie et de la linguistique » in *L'Expansion Bantoue*, actes du colloque de Viviers, 1977, pages 649 à 684, 1980.

2. Burundi.

3. A. Coupeuz, *Aspects de la phonologie historique Rwanda*, *Annales Aequatoria*, 1980, pages 575 à 590.

C'est ainsi que furent peuplées l'Afrique centrale puis l'Afrique australe. Le processus fut long, complexe, et nous n'en connaissons pas les modalités. Ce qui est certain, c'est qu'il n'était pas achevé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle quand les pionniers bantuphones rencontrèrent les pionniers hollandais présents dans la région du Cap depuis 1652.

## 5. Le peuplement de l'Afrique australe

L'histoire du peuplement de l'Afrique australe présente une parfaite illustration du décalage existant entre la réalité historique et sa représentation médiatique, fruit de l'ignorance ou, pis, d'un mensonge idéologique. Malgré les postulats imposés par les afrocentristes et certains historiens européens, force est de constater que les Blancs ont sur les Noirs l'antériorité de la présence sur le sol dans une large part de l'actuelle République sud africaine (RSA).

Lors de l'arrivée des Hollandais dans la région, en 1652, les Noirs n'ont pas achevé leur migration vers le sud et n'ont pas dépassé la rivière *Great Kei*. (Cartes XVII et XVIII)

L'idée dominante est pourtant celle d'une Afrique du Sud anciennement et entièrement peuplée par des populations noires peu à peu chassées de leurs terres par les colons hollandais. La réalité est tout autre.

La pointe avancée de la migration des bantuphones en Afrique australe est représentée par le groupe linguistique nguni, lui-même fractionné aujourd'hui en zulu, en ndebele, en swazi et en xhosa. Les plus méridionaux des Nguni sont les Xhosa.

Jusqu'en 1740, ils avaient vécu entre les rivières Mthatha et Bashee (ou Mbashe).

S'y considérant trop à l'étroit, l'un de leurs chefs, Langa (1704-1794), décide d'aller à la découverte de pâturages nouveaux. Il part vers le sud, traverse la rivière Great Kei et se dirige vers la rivière Great Fish. Dix ans plus tard, en 1750, son demi-frère Phalo (1702-1775) franchit à son tour la Great Kei et vient établir son *kraal*<sup>1</sup>, à proximité de l'actuelle ville de King William's Town.

En 1760, les Boers hollandais, partis de la région du Cap un siècle plus tôt, atteignent la rivière Sundays et ils fondent la ville de Graff Reinet. Les deux fronts pionniers s'avancent donc lentement l'un vers l'autre, broyant littéralement durant leur progression les premiers occupants du sol, à savoir les petits groupes de KhoiSan pris dans leur étau. Noirs et Blancs se rencontrent donc 120 ans après l'installation des Hollandais au cap de Bonne-Espérance à mille kilomètres du Cap. Au sud-ouest de la rivière Great Kei, les Blancs sont donc arrivés avant les Noirs.

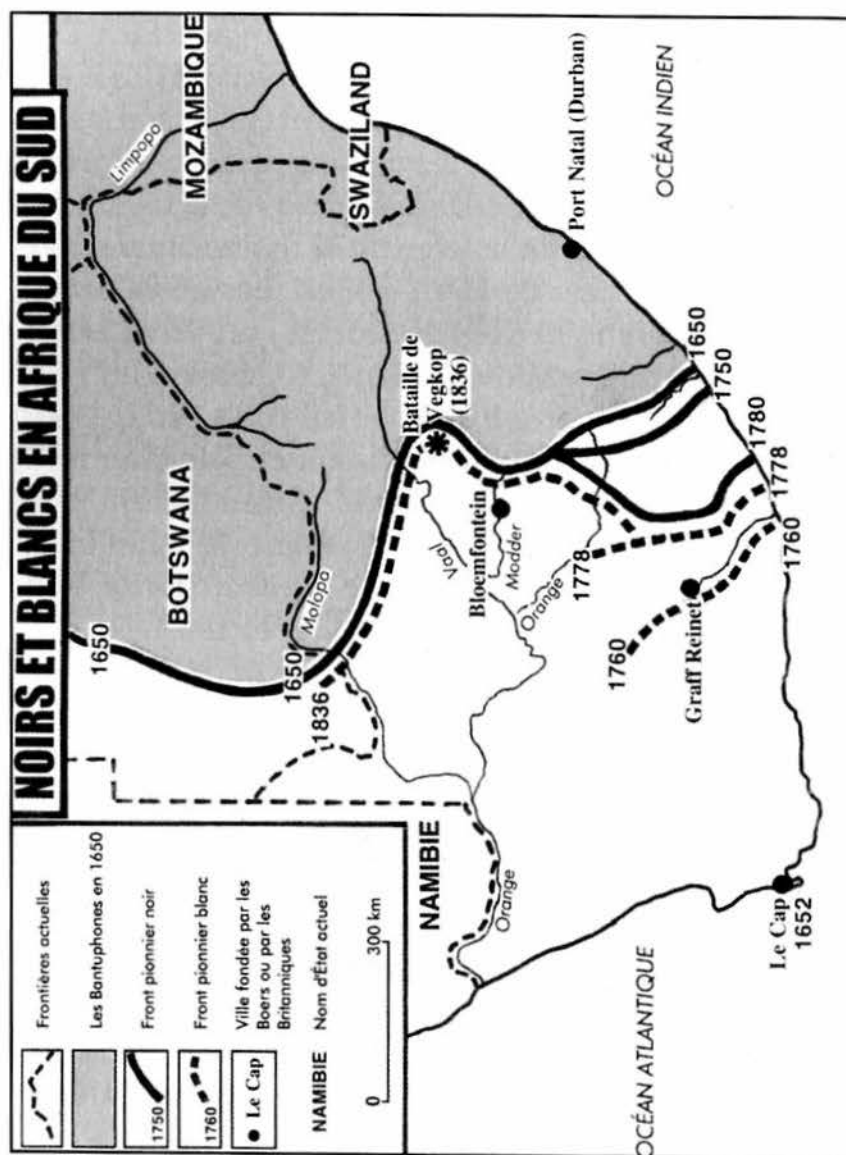
Les Blancs et les Xhosa vont se combattre de 1779 à 1853 à l'occasion de huit conflits, dits « guerres de Frontière », qui vont avoir pour but d'établir une limite entre leurs possessions territoriales respectives.

Les Xhosa cessent la lutte en 1853, après la huitième de ces guerres, à la suite de laquelle ceux qui vivent à l'ouest de la rivière Great Kei sont placés sous la tutelle de conseillers anglais chargés d'assister leurs chefs. Les Britanniques en profitent pour installer 6 000 colons dans l'arrière-pays du port d'East London fondé en 1848. En 1866, le pays xhosa sera rattaché à la colonie du Cap.

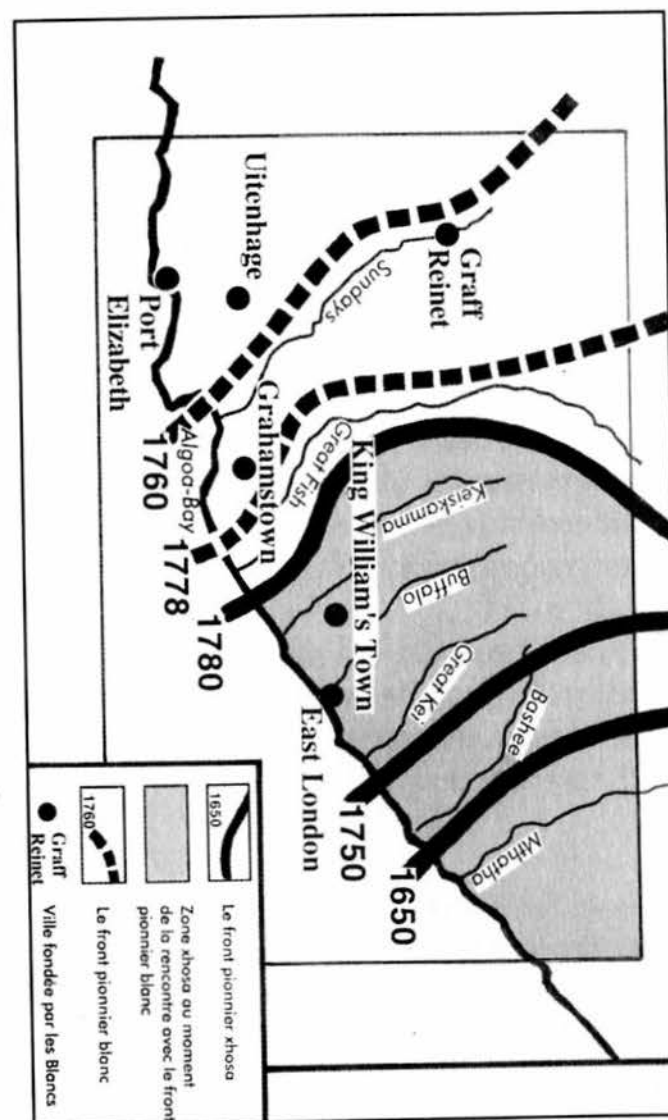
---

1. Enclos

### Carte XVII : Noirs et Blancs en Afrique du Sud



**Carte XVIII : Bantuphones et néerlandophones  
en Afrique du Sud**





C'est à partir de ce moment-là que prend fin dans cette région le grand mouvement de migration des bantuphones, qui avait débuté plusieurs millénaires auparavant, et celui des Boers, commencé en 1652.

Il est bien clair que nous ne cherchons pas ici à justifier tel ou tel prolongement politique qui suit ces événements (l'Apartheid du <sup>xx</sup>e siècle notamment), mais à démontrer qu'il ne faut pas confondre actualité et histoire, et que cette dernière ne peut être comprise que dans sa « longue durée » et non par les raccourcis postulés de l'idéologie à courte vue.

## Chapitre VI

### Les véritables ruptures africaines

Elles ne tiennent ni à la Traite, ni au prétendu pillage colonial. Plus profondes, elles sont liées à plusieurs grandes mutations historiques internes ou externes, intervenues dans la longue durée continentale et qui ont toutes provoqué des évolutions fondamentales.

Mais avant d'aborder ces ruptures historiques, il importe d'avoir en tête la grande mutation climatique qui, dans ses développements les plus récents, va conditionner l'occupation de l'espace par l'homme africain.

Tout d'abord, entre moins 60 000 ans et moins 10 000 ans, l'Afrique se refroidit et connaît une phase hyper-aride. La forêt de la cuvette du Congo recule alors au profit des savanes et le désert du Sahara s'étend.

Ensuite, à cette période froide et aride succède, il y a environ 10 000 ans, une séquence chaude et humide<sup>1</sup> qui s'étend environ de moins 9 000 à moins

1. M. Leroux, « Interprétation météorologique des changements climatiques observés en Afrique depuis 18 000 ans », *Géo-Éco-Trop*, 1994, n° 16, (1-4), pages 207 à 258.

6 000 ans par rapport à nos jours, soit de 7000 à 4000 avant J.-C. Durant cette période, le désert du Sahara se réduit considérablement et la forêt de la cuvette congolaise double sa superficie, formant une véritable barrière coupant le continent en deux. L'homme voit alors ses déplacements cloisonnés par le milieu. Cette période, qui est celle du grand humide holocène ou Optimum climatique holocène<sup>1</sup>, voit l'apparition des premières cultures néolithiques et présente de profondes différences régionales.

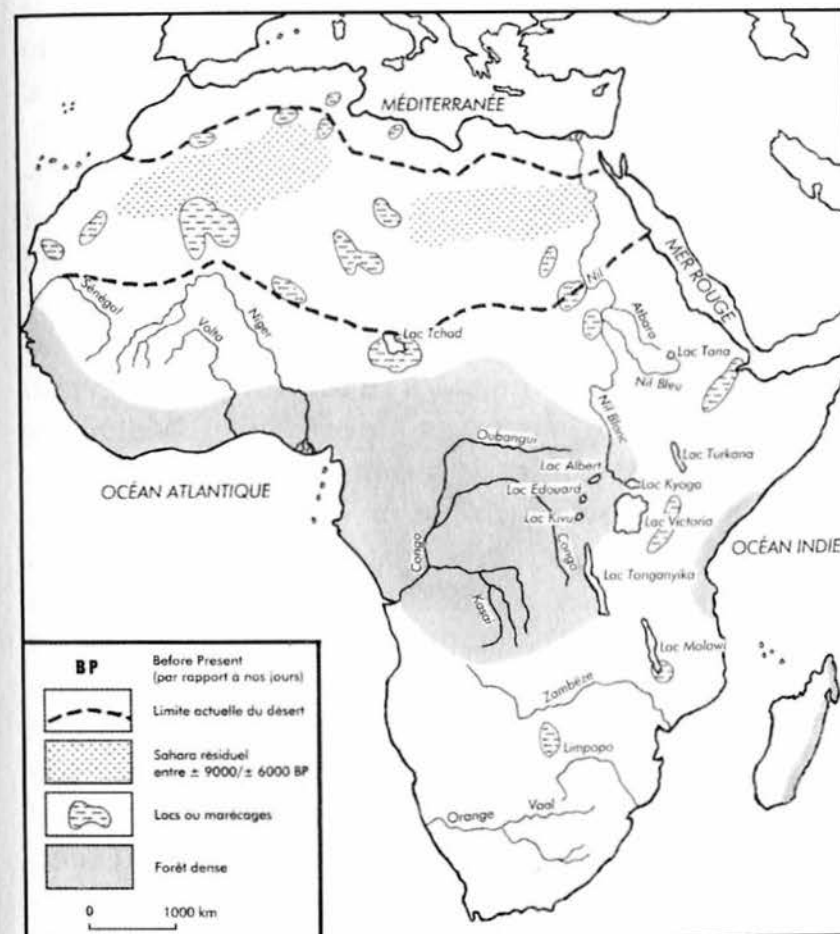
Enfin l'aride post-néolithique (entre environ 4500 et 1500 avant J.-C.) provoque une nouvelle cassure. Le Sahara s'étend à nouveau, mais les hommes étant devenus éleveurs et produisant donc leurs propres ressources, ils ne sont plus condamnés à suivre le repli de la faune sauvage. Le Sahara devient alors le domaine quasi exclusif d'une population blanche proto-berbère, tandis que les pasteurs noirs qui auparavant occupaient le Sahara méridional et une partie du Sahara central se replient vers le Sahel au sud.

Débute alors la grande période sahélienne qui ne prendra fin qu'au moment où les Européens découvriront le littoral du golfe de Guinée. (Carte XIX)

### 1. « La victoire des caravelles sur les caravanes »

Cette première grande rupture historique africaine se produit avec la période dite « des Grandes Découvertes » quand les Portugais et, à leur

Carte XIX : L'Afrique il y a entre 9 000 et 6 000 ans



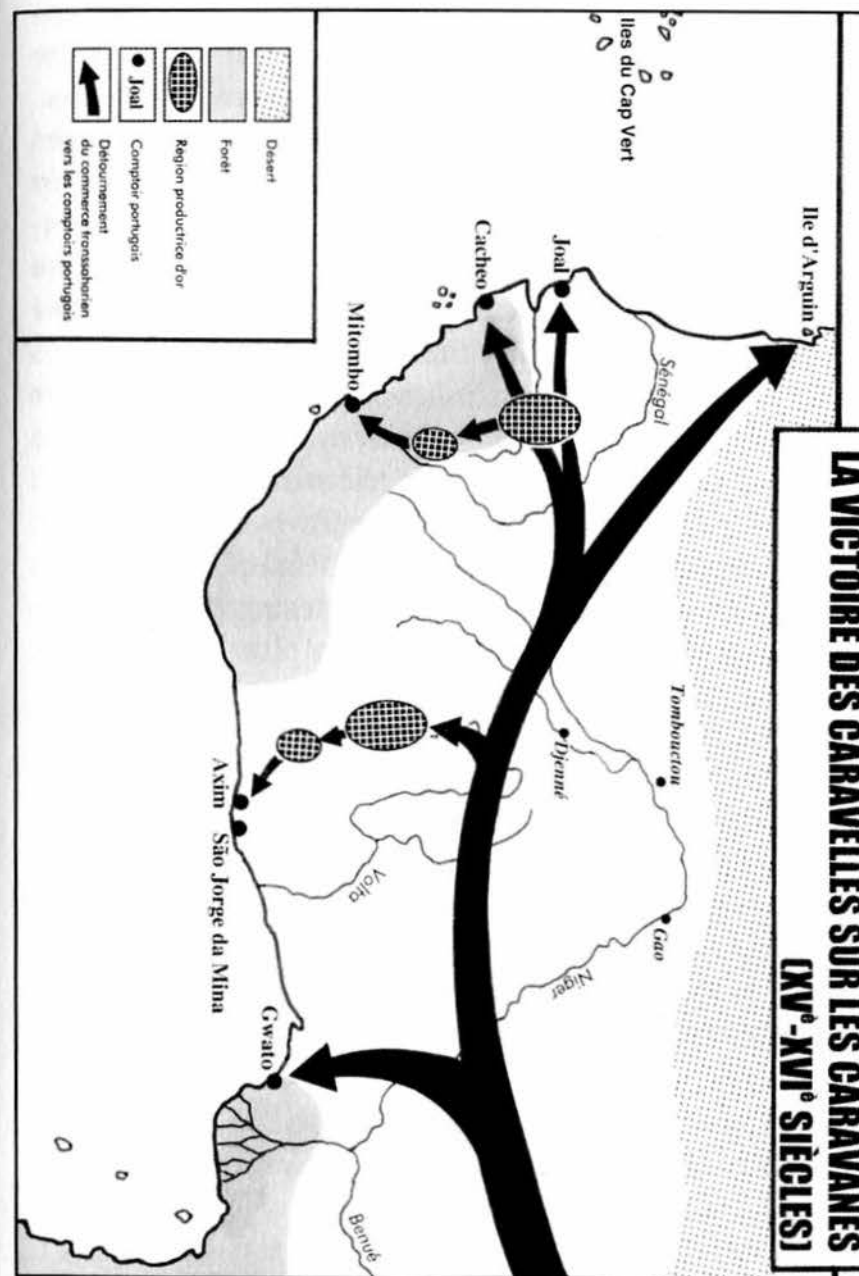
1. L'holocène est l'étage géologique le plus récent du quaternaire ; il débute il y a 12 000 ans environ et il s'étend environ de 9 000 à 6 000 ans par rapport à nos jours.

suite, les autres puissances maritimes européennes<sup>1</sup> installent des comptoirs sur le littoral atlantique africain. Ils font ainsi basculer vers l'océan le cœur économique et politique du continent. Or, depuis les débuts du commerce transsaharien aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles, il est surtout florissant dans la région du Sahel. Là se succèdent, à l'ouest et à l'est du lac Tchad, de grands empires ou des royaumes « intermédiaires » entre l'Afrique du Nord exportatrice de produits de l'artisanat et l'Afrique forestière exportatrice d'or, d'épices et d'esclaves.

À la suite de l'arrivée des Portugais, les axes commerciaux Sud-Nord, de la forêt au Maghreb, sont détournés vers le golfe de Guinée et la Sénégalie ; les pistes sahariennes occidentales furent alors largement désertées tandis que celles du Sahara oriental continuent à être fréquentées en direction de l'Égypte. C'est, selon l'historien portugais Magalhães Goudinho, « la victoire de la caravelle sur la caravane ». La formule fort parlante a ses limites, posées d'ailleurs par la recherche historique, mais elle n'en souligne pas moins une réalité essentielle : le littoral de l'Afrique noire atlantique, jusque-là tout à fait marginal dans l'histoire du continent, devient, en quelques décennies, le principal pôle économique et politique de tout l'Ouest africain. Cela pour plusieurs siècles et avec un essor tout à fait particulier à l'époque de la Traite. Les royaumes de l'intérieur s'affaiblissent, pendant que de nouveaux, puissants, naissent là où les Européens viennent accoster pour y acheter des esclaves à leurs pourvoyeurs noirs. (Carte xx)

1. À l'exception notable des Espagnols.

Carte xx : La victoire des caravelles sur les caravanes



Dans cette même région sahélo-soudanaise, une rupture interne se produit au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle apparaît quand le *djihad* sert de paravent à la volonté impérialiste de certaines communautés guerrières nordistes. Celles-ci entreprennent de s'étendre aux dépens d'entités sudistes appauvries par la fin de la Traite atlantique décidée unilatéralement par les Européens.

Or, ces politiques expansionnistes sont bloquées par la colonisation. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la poussée coloniale britannique<sup>1</sup> se fit depuis les côtes et, à l'exception de la résistance du royaume Ashanti, progressa sans grandes difficultés jusqu'au moment où elle se heurta aux sultanats du Sahel. Les troupes anglaises furent en revanche généralement bien accueillies par des populations sudistes, qui voyaient en elles une protection contre les guerriers musulmans et esclavagistes nordistes. La poussée française, qui se faisait essentiellement par l'axe fluvial Sénégal-Niger, eut également pour résultat la destruction de sultanats musulmans nordistes : l'Empire d'Ahmadou, celui de Rabah, mais aussi de Samory, etc., et cela pour le plus grand profit des populations qu'ils tenaient en soumission. La colonisation tuait donc dans l'œuf la tentative de renaissance sahélienne et cela au profit des pôles littoraux nés de la découverte portugaise quatre siècles plus tôt.

L'âge d'or du Sahel ne reviendrait pas, mais dans toute la région, les souvenirs des empires du Ghana, du Mali et du Songhaï affirmeront la profonde identité nordiste, sahélienne, musulmane et continentale, contre des sud-littoraux ouverts, sur le grand large atlantique, aux influences culturelles et religieuses

européennes. Cette permanence conflictuelle est actuellement illustrée, notamment, par le Nigeria et la Côte-d'Ivoire, pays coupés en deux par un clivage Nord-Sud.

## 2. Défense des dominés et abaissement des dominants

La deuxième grande rupture se produit au moment du partage du continent. Dans les années 1890-1900, les moteurs historiques de l'Afrique sont coupés, mettant la « tectonique ethnique » comme entre parenthèses. Les colonisateurs établissent leur pouvoir aux dépens des peuples les plus actifs de l'histoire régionale. Les empires puissants, qui résistaient à la poussée coloniale, sont défaits et leur écrasement, leur démantèlement ou leur soumission se font au profit des populations qu'ils dominent alors. (Carte XXI)

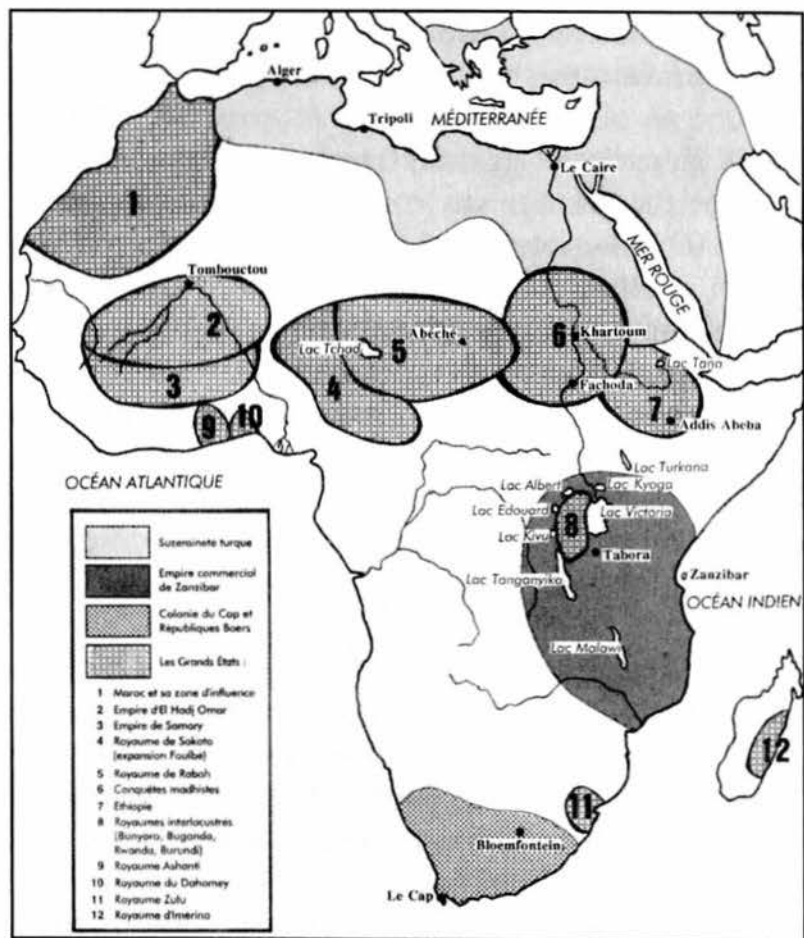
La colonisation a ainsi « cassé » ou provoqué la mutation de plusieurs « Prusse » africaines potentielles : Madagascar et la monarchie Hova-Mérina, l'Empire de Sokoto, le royaume Ashanti, le Dahomey, les ensembles conquérants créés par el Hadj Omar, par Samory, par Rabah, etc. Or, tous ces ensembles régionaux sont alors engagés, plus ou moins fortement, dans des processus régionaux d'unification, à l'image de ce qu'a fait la Prusse en Europe.

La colonisation en a subjugué d'autres, les arrêtant à un moment de leur histoire. C'est le cas, par exemple, de l'État tutsi rwandais coupé de son champ d'expansion naturel de l'Ouest Kivu, qui constitue

1. Nous l'exposons plus longuement au Chapitre II : 1. et 2.



**Carte XXI : Les grands États africains au début du XIX<sup>e</sup> siècle**



l'exutoire pour sa surpopulation (ainsi que les événements récents l'ont d'ailleurs montré). Maintenu sur les hautes terres bordières de la crête Congo-Nil par les partages coloniaux, le Rwanda impérialiste est réduit à ne plus être qu'une petite principauté enclavée, enchâssée dans ses montagnes.

Elle a également figé la tectonique de mise en place des peuples, comme dans le cas de la Côte-d'Ivoire, de l'Afrique du Sud ou du Zimbabwe.

Elle a parfois inversé les rapports de force en affaiblissant certaines ethnies et en renforçant d'autres. Ainsi en Namibie par exemple<sup>1</sup> avec l'élimination des Herero, dominant alors la région, au profit des Ovambo, qui détiennent aujourd'hui le pouvoir grâce à cette inversion ethnique coloniale.

Elle a aussi procédé par amputation comme dans le cas du Maroc, vieil État millénaire territorialement découpé au profit de l'Algérie et de la Mauritanie nées des partages coloniaux : d'où les problèmes actuels au Sahara occidental.

### 3. L'inversion des rapports de force

La troisième grande rupture, génératrice de bien des crises actuelles, se produit avec les indépendances de la décennie 1960. La décolonisation confirme alors l'inversion des rapports de force ethniques provoquée par la colonisation. Les anciens dominés, souvent devenus les cadres locaux du pouvoir colonial, héritent d'États artificiels légués par les anciens colonisateurs et à la tête desquels ils sont placés. Avec eux ou bientôt

1. L'ancien Sud-Ouest africain.

au profit d'autres peuples, la mathématique électorale attribue ensuite la légitimité, donc le pouvoir, non pas aux meilleurs, aux plus compétents ou aux mieux formés, mais aux... plus nombreux, c'est-à-dire aux groupes ethniques dont la principale vertu est le taux de natalité. La loi du nombre, raboteuse des élites et inconnue de l'ordre naturel africain, vient ainsi bouleverser une harmonie sociale fondée sur l'autorité naturelle, les hiérarchies héritées, le respect et la soumission. On ne vote pas en Afrique sur le nom d'un candidat réputé plus compétent ou plus proche de ses idées, on vote pour celui qui va défendre au mieux les intérêts de son ethnie.

C'est ainsi que les peuples pasteurs qui étaient presque toujours minoritaires car, ils avaient la sagesse ancestrale d'aligner leur croissance démographique sur le croît de leurs troupeaux, sont chassés du pouvoir ou réduits à ne plus être que des citoyens de seconde zone par des agriculteurs dont la démographie non contrôlée est par définition supérieure à la leur. La démocratie est *in fine* une prime à l'imprévoyance... C'est notamment le cas en Afrique orientale et plus particulièrement au Rwanda et dans toute la région des Grands Lacs, où des peuples sans traditions étatiques sont placés à la tête d'États qu'ils n'ont pas créés, au seul motif que leur pouvoir est mathématiquement légitime aux yeux des démocrates d'Europe et d'Amérique.

Or, quand ils n'ont pas été totalement brisés, les anciens dominants font tout pour restaurer leur autorité, car il en va de la survie de leurs peuples : d'où des troubles, des guerres, et parfois même des massacres comme au Nigeria, au Rwanda, à Madagascar, au Tchad, au Mali, au Niger, au Soudan, etc.

#### 4. La fin de la « guerre froide »

La quatrième grande rupture se produit durant la décennie 1990 et c'est la fin de la « guerre froide ». Jusque-là contrainte de se définir par rapport aux deux blocs, de participer à leurs systèmes d'alliances, d'épouser leurs querelles et enfin d'entrer dans une Histoire qui n'est pas la sienne, l'Afrique cesse du jour au lendemain d'être un enjeu stratégique. Le continent est alors abandonné par ceux qui, la veille encore, le courtoisaient et les crises apparaissent dans leur véritable ampleur. Dans la seconde moitié de la décennie 1990, elles prennent plusieurs formes : crise de l'État-parti, crises institutionnelles et crises humanitaires.

Les modèles étatiques inspirés par les colonisateurs se révèlent alors rapidement comme parfaitement en décalage par rapport aux réalités africaines. Ils ne permettent pas en effet aux différents groupes composant les États issus des découpages coloniaux, de cohabiter dans une harmonie sociale, intégrant les notions contradictoires d'unité de destin et de respect des différences ethniques, tribales ou claniques. Les frontières post coloniales en effet divisent souvent des peuples ou, au contraire, condamnent à vivre ensemble des populations qui n'ont jamais eu de destin commun. Elles apparaissent donc régulièrement comme d'artificiels placages et parfois même comme de véritables « prisons de peuples » : d'où les crises de la République démocratique du Congo (RDC), l'ex-Zaïre, ou de la Corne de l'Afrique pour ne prendre que deux exemples.

Bâtis à l'intérieur de frontières artificielles, les États post coloniaux ne sont le plus souvent que des coquilles juridiques vides ne coïncidant pas avec les patries charnelles qui fondent les véritables enracinements humains. De plus, la transposition pure et simple des institutions politiques occidentales y provoque un chaos indescriptible. En Afrique, où l'autorité ne se partage pas, on la distribue au « petit bonheur », sans qu'auparavant on réfléchisse à la création de contre-pouvoirs, au mode de représentation et d'association au gouvernement des peuples minoritaires, condamnés par la mathématique électorale démocratique à être pour l'éternité écartés du pouvoir et donc de ses avantages.

Dans les pays de l'hémisphère Nord, les sociétés sont individualistes et les bases constitutionnelles reposent sur des convictions communes ou sur des programmes politiques transcendant les différences culturelles ou sociales. C'est l'addition des suffrages individuels qui y fonde la légitimité politique. Une telle notion est étrangère à l'Afrique où les sociétés sont traditionnellement communautaires, hiérarchisées et solidaires. L'idée de Nation n'est donc pas la même en Europe et en Afrique, puisque dans un cas l'ordre social repose sur des individus et dans l'autre sur des groupes. Or, le principe du « *one man, one vote* » interdit la prise en compte de la véritable réalité politique africaine que sont les groupes, c'est-à-dire les ethnies, les tribus ou les clans.

Durant trois décennies, de 1960 à 1990, la priorité est donnée à la constitution ou au renforcement des États-nations. Comme il leur a fallu brûler les étapes,

les États africains nés de la décolonisation ont emprunté le « raccourci autoritaire » et c'est pourquoi, en règle générale, le parti unique s'identifie à l'État qui est à créer. Les particularismes ethniques sont alors combattus comme ferments potentiels de division et d'affaiblissement de l'édifice étatique en gestation. Mais, dans la réalité, une ethnie, et parfois même une tribu, accapare le pouvoir, s'identifiant ainsi au parti unique, donc à l'État, tandis que celles qui en sont exclues se sentent étrangères au mouvement de fusion nationale et s'y opposent même.

Cette idée domine durant toute la période de la « guerre froide », laquelle correspond malheureusement pour l'Afrique à la période de ses indépendances. La priorité pour les deux blocs est de maintenir leurs positions africaines. Le *statu quo* politique est donc privilégié : il faut des régimes forts sur lesquels les uns ou les autres peuvent s'appuyer.

Puis, à la fin de la « guerre froide », face aux échecs politiques et économiques de l'Afrique, la question du pouvoir se pose. Il est alors postulé que les tentatives de créations nationales et le développement, qui est censé en résulter ont échoué par déficit de démocratie. L'Afrique subit alors un véritable « diktat démocratique » qui entraîne la chute du régime africain de parti unique ou du moins sa redéfinition. Le phénomène se traduit par une multiplication des crises dans l'ensemble du continent. Or, cet « oukase démocratique » est lui aussi un échec patent. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement car le postulat démocratique non seulement ne contenait pas de levain étatique, mais encore est porteur de ferments d'anarchie pour ne pas dire « de dislocation ».



Aucun État de par le monde n'a en effet été créé par la démocratie. Que l'on y songe bien, ce n'est pas la démocratie qui permit la constitution des États-nations d'Europe, mais la force, la ruse, la volonté, la durée. Ce n'est qu'après, longtemps après leur naissance, que la démocratie y fut introduite. Et encore, le mouvement ne fut pas évident ; il fallut les bouleversements révolutionnaires français étendus à l'Europe pour mettre à bas le vieil ordre aristocratique. Ce ne fut pas le préalable démocratique qui forgea l'unité italienne, mais les armées françaises envoyées par l'empereur Napoléon III. Ce ne fut pas non plus l'idéal démocratique qui permit la réalisation de l'unité allemande, mais l'énergie prussienne canalisée par le chancelier Bismarck et la victoire militaire de 1870 remportée sur la France. Les États-Unis d'Amérique eux-mêmes ne sont pas nés de la démocratie, c'est-à-dire du consensus, mais de la guerre. Originellement, ils étaient en effet une colonie anglaise qui forgea son destin dans les combats menés contre sa métropole.

Face aux bouleversements politiques et aux drames que connaît alors le continent, notamment en Somalie, les pays du Nord inventent la notion d'« ingérence humanitaire », véritable néo colonialisme des « gentils ». Cette doctrine repose sur les « bons sentiments » des démocrates nantis des pays industrialisés. Elle est inventée par un tiers-mondisme moribond, relayée par l'industrie nord-américaine de l'agroalimentaire qui y voit un moyen d'écouler à bon compte, et en soignant une image souvent écornée, le contenu de silos engorgés... Elle est aussi imposée aux opinions publiques par un véritable « matraquage » médiatique dans lequel on fournit des images choc sans donner la

moindre explication. Enfin, elle est acceptée par les hommes politiques des pays industrialisés qui ont trop peur de se voir taxés de froideur de sentiments.

\*  
\* \*

Les conséquences de cette politique sont calamiteuses. Non seulement l'« ingérence humanitaire » n'a rien réglé des causes profondes des crises qu'elle est censée « traiter », mais encore elle en a amplifié d'autres, en Somalie ou au Rwanda par exemple. Parfois, elle a même provoqué une onde de choc dont le continent n'a pas fini de sentir les conséquences, comme en Afrique centrale.

Dans tous les cas, de cette politique que l'on peut sans hésiter qualifier d'« idiote » ou, en termes plus diplomatiques, d'« aveugle et sans discernement », il résulte un nouveau traumatisme culturel, profond et durable. Une fois de plus, au nom d'une morale supposée « universelle », les pays industrialisés du Nord, désarmés par les mythes incapacitants et le paradigme de la culpabilisation, empêchent les équilibres africains de se réaliser.



## Chapitre VII

### Les ethnies, pivot de l'histoire africaine

Avec le glissement sémantique du « politiquement correct », le mot *tribu* est devenu péjoratif. C'est pourquoi l'on emploie désormais à la place le mot *ethnie*, considéré comme plus gratifiant, porteur de valeurs positives. C'est une erreur, et cet emploi abusif d'un mot pour un autre contribue à brouiller la compréhension du public, qu'il soit américain (afro-américain compris) ou européen.

Quelques clarifications s'imposent donc immédiatement.

#### 1. Définitions

– La « race » est une subdivision de l'espèce humaine. Elle préexiste à l'ethnie. Avec le temps et les migrations, des contacts se produisent avec d'autres populations. Il en résulte des emprunts religieux, culturels, linguistiques, techniques et également des métissages qui provoquent évolution ou cassure des

anciennes unités « raciales » sur les ruines desquelles apparaissent les ethnies.

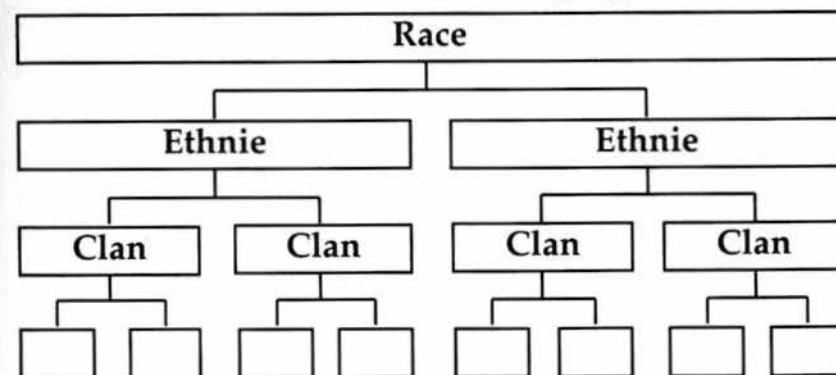
– L'ethnie est un groupe humain considéré dans les seules particularités culturelles qui unissent ses membres. C'est une communauté d'abord linguistique établie en théorie sur son territoire traditionnel. L'ethnie ne se définit ni par la race ni par le morphotype. Le problème est que les frontières ethniques n'épousent pas automatiquement les frontières « raciales ». Par exemple, au Rwanda et au Burundi, exemples topiques, les ancêtres des actuels Tutsi se sont jadis « bantuisés » en adoptant une langue bantu et en perdant l'usage de la leur qui appartenait probablement au groupe Nil-Sahara. Mais, en devenant des locuteurs bantuphones, ils ne se sont pas pour autant transformés morphotypiquement en Hutu. Quant aux métisages qui furent nombreux, notamment en raison des relations entre les maîtres tutsi et leurs servantes hutu, il n'a fait disparaître ni les Tutsi, ni les Hutu. Ce n'aurait été qu'en cas de métissage institutionnalisé, à partir du moment où le « sang » hutu serait devenu majoritaire dans les lignées tutsi que l'on aurait pu parler d'« ethnies métisses », et cela tant pour les uns que pour les autres.

– La tribu est un groupement de clans ou de familles sous l'autorité d'un même chef. En général, les ethnies sont composées de tribus qui peuvent avoir des liens de solidarité plus ou moins étroits ou plus ou moins conflictuels. Comme ces groupements sont culturellement apparentés, ils peuvent donc facilement constituer des unités élargies. Le meilleur exemple à cet égard est celui des Zulu. À l'origine, les Zulu n'étaient qu'une des multiples petites tribus de la fraction septentrionale de l'ethnie bantuphone des

Nguni. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, par le fer et par le feu, ils incorporèrent nombre de tribus du même ensemble – ce qui fut d'autant plus aisé que tous parlaient la même langue et adhéraient au même système de valeurs. Le royaume qui se constitua ensuite prit le nom de la tribu fédératrice, mais toutes les tribus nguni n'y furent pas intégrées.

– Le clan est l'unité sociologique désignant un ensemble d'individus consanguins descendant d'un ancêtre commun. Chaque tribu est composée de plusieurs clans et d'un grand nombre de lignages.

#### De la « race » au lignage



Ces définitions simplifiées s'appliquent naturellement à des réalités sociales qui existaient dans l'Afrique précoloniale. L'histoire ancienne du continent est d'abord celle de ses peuples, donc de ses ethnies. Dans l'histoire africaine précoloniale, toutes les constructions étatiques étaient à base ethnique. Mieux : quand elles débouchèrent sur des ensembles pluriethniques, ce furent des entreprises sans lendemain<sup>1</sup>.

1. Il y a quelques contre-exemples, mais ils sont rares : l'entité *toucouleur* ; et dans un autre esprit, les empires musulmans, nés des *djihad*, qui furent parfois des « agglomérateurs » ethniques.

L'histoire contemporaine de l'Afrique s'écrit également autour des ethnies, l'actualité le montre chaque jour, de la Côte-d'Ivoire à la Somalie et du Tchad à Madagascar.

## 2. Une colonisation « ethnificatrice » ?

Les afrocentristes américains et les « historiens du paradigme<sup>1</sup> » affirment au contraire que c'est la colonisation qui aurait créé les ethnies africaines. Et pourtant, en Afrique sud-saharienne, non seulement les ethnies n'ont pas été créées par la colonisation, mais encore elles sont à la base de toute la vie politique et sociale. Mais ce débat est faussé, biaisé par les abus de vocabulaire des observateurs qui confondent, nous le disions, *ethnie* et *tribu*.

L'ethnie, donc, est un ensemble agglomérant à caractère culturel et linguistique qui englobe de nombreuses tribus et une multitude de clans. Or, la démocratie étant fondée sur le principe du « *one man, one vote* », sa réalité repose sur l'addition d'expressions politiques individuelles. Conséquence évidente, on perd de vue l'appartenance ethnique au profit du plus petit commun dénominateur : la tribu, voire le clan. En somme, si les colonisateurs n'ont certes pas inventé les ethnies, le « diktat démocratique » imposé aux États africains par les Américains et les Européens est en train de faire éclater l'ethnie, seul élément fédérateur des identités tribales ou claniques, au profit de la tribu, élément désagregateur.

1. Sous-entendu, dans le contexte de cet ouvrage, « du paradigme de la culpabilité européenne ». Cette « école », qui tente d'accréditer l'idée d'une culpabilité européenne pour les maux contemporains de l'Afrique, ne s'est pas autoproclamée « les historiens du paradigme » : la formule nous est personnelle.

Peut-on sérieusement soutenir que les ethnies et les tribus africaines n'existaient pas quand les colonisateurs occupèrent le continent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? Comment des scientifiques peuvent-ils écrire que c'est la colonisation qui a créé les Tutsi et les Hutu au Rwanda, les Darod et les Saab en Somalie, les Zulu et les Xhosa en Afrique du Sud, les Ovimbundu et les Kimbundo en Angola, les Kru et les Mano au Liberia, les Temné et les Mendé en Sierra Leone, les Baoulé et les Bété en Côte-d'Ivoire ?

Ces affirmations absurdes poursuivent en réalité deux buts différents.

Premier objectif : il s'agit pour les Afro-Américains de revendiquer une appartenance mythique à un « peuple noir » censé avoir existé dans ce « paradis perdu » qu'était l'Afrique d'avant les Blancs. C'est la base idéologique du panafricanisme que prônent nombre de politiciens africains qui espèrent ainsi dépasser les divisions de leur continent. Selon les uns et les autres, il y aurait eu une unité culturelle commune et originelle, ainsi que le postulait Cheikh Anta Diop.

Née en 1885, à la Jamaïque, avec Marcus Garvey et les *rastafaris*<sup>1</sup>, l'idée panafricaine prend vraiment forme avec l'Américain Burghard Du Bois (1868-1963) qui fonde dès 1908 la National Association for the Advancement of Coloured People. Il réunit à Paris en 1919 le I<sup>er</sup> Congrès panafricain, qui rassemble cinquante-sept délégués venus des colonies britanniques et

1. Un courant mystique jamaïcain qui, outre ses succès musicaux plus tardifs avec Bob Marley et le reggae, connaît son véritable essor politique aux États-Unis dans les années 1920, quand Marcus Garvey y émigre. Le mouvement, qui mélange politique et imprécations bibliques, prêche le retour en Afrique de tous les descendants d'esclaves disséminés sur le continent américain et situe la Terre promise des Noirs... en Éthiopie !

françaises, des États-Unis et des Antilles. Au II<sup>e</sup> Congrès, à Londres en 1921, le panafricanisme réclame l'égalité entre Noirs et Blancs. Mais ce n'est qu'au V<sup>e</sup>, à Manchester en 1945, que le panafricanisme prend un véritable tournant politique. Dominé par l'Antillais Frantz Fanon, le Ghanéen Kwame Nkrumah (tous deux marxistes), et le Kenyan Jomo Kenyatta (un nationaliste), les déclarations finales insistent pour la première fois sur la nécessité des indépendances et la fin de « l'exploitation coloniale ».

Le panafricanisme prend alors une forme plus militante avec une revendication à l'unité des futurs États, marquée par l'indépendance du Ghana (1957) et la fondation de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) au Congrès d'Addis-Abeba en 1963. Le but à moyen terme de l'OUA est la fin de la colonisation, la coopération entre les États membres, et la volonté de régler les éventuels conflits par la négociation, et à long terme l'avènement du panafricanisme par la constitution des États-Unis d'Afrique qui intégreraient les Antilles et la communauté afro-américaine.

Cette volonté unitaire ne résista pas longtemps à la « guerre froide » et à la politique des blocs, puisque les membres de l'OUA vont se ranger dans l'un ou l'autre des deux camps, multipliant les conflits.

L'idée du panafricanisme est une belle utopie, sans doute, mais qui ne repose sur aucune réalité historique, ni même sur une quelconque réalité sociale, même du point de vue marxiste. Si l'on prend l'exemple des Antilles françaises, l'on constate qu'au-delà du discours officiel « politiquement correct » de l'unité de la communauté noire antillaise, la grande réalité est au contraire l'émiettement. Point de lutte de classes, mais bien des barrières « raciales », situées à la fois en amont

et en aval, qui maintiennent l'imperméabilité sociale constituée par l'importance réelle ou supposée de « sang blanc » dans les veines des uns et des autres. D'où les nombreux termes créoles imaginés qui permettent de distinguer les individus, depuis les plus « clairs » jusqu'aux plus « foncés » : *Sauté barrière*, *Nègre blond*, *Bien sorti*, etc.

Il n'y a pas, aux Antilles plus qu'ailleurs, de « peuple noir » unique et indivisible. Il y a, partout, une mosaïque de peuples différents.

Second objectif : il s'agit pour les « historiens du paradigme » d'imposer l'idée que tout problème africain a une cause coloniale. Pourtant, l'actualité n'est pas avare en drames ethniques qui ensanglantent le continent. Comme les images terribles des journaux télévisés ne peuvent évidemment pas être niées, la manœuvre consiste donc à affirmer que de tels drames n'existaient pas dans l'Afrique d'avant les Blancs : les divisions ethniques y étaient alors moins importantes, voire inexistantes.

En France, où ces « historiens du paradigme » ont en quelque sorte phagocyté les études africanistes, les publications traitant du fait ethnique mettent en avant l'idée que le concept même d'ethnie est une amplification ou une invention des premiers voyageurs européens. Jean-Pierre Chrétien, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), est l'un des chefs de file de cette curieuse « école » historique. Et il est tout à fait clair à ce sujet :

« L'ethnicité se réfère moins à des traditions locales qu'à des fantasmes plaqués par l'ethnographie occidentale sur le monde dit coutumier. »<sup>1</sup>



Affirmant qu'au Rwanda et au Burundi les Tutsi et les Hutu sont largement des créations coloniales, le même chercheur n'hésite pas à écrire que :

« *La conscience néo-ethnique, forgée à l'ombre des bons pères et des agents territoriaux, n'est pas éloignée de la politique bantoue développée dans le contexte sud-africain de l'Apartheid.* »<sup>2</sup>

L'argument est spécieux et quiconque le contesterait se verrait automatiquement taxé de « partisan de l'Apartheid » et, de ce fait, se trouverait disqualifié. C'est avec des arguments de cette sorte que le « mac-carthysme de gauche » a triomphé en France dans le domaine des études africaines...

Quoi qu'il en soit, si certaines ethnies ont bien été influencées, voire parfois transformées par la colonisation, elles n'ont pas été créées, n'en déplaise à Jean-Pierre Chrétien, « à l'ombre des bons pères » comme nous allons le lui rappeler à travers l'étude d'un certain nombre de cas régionaux.

### 3. La tectonique ethnique de l'Ouest africain

L'Afrique de l'Ouest est d'abord caractérisée par une vaste réalité de tectonique ethnique qui n'était pas encore figée lorsque la colonisation créa les frontières. De plus, les grandes ethnies sont « à cheval » sur plusieurs États dont les frontières ont été

1. J.P. Chrétien, « Hutu et Tutsi au Rwanda et au Burundi », in *Au cœur de l'ethnie : ethnies, tribalisme et États en Afrique*, sous la direction de J.L. Amselle et E. Mbokolo, Paris, 1985, pages 129 et 165.

2. J.P. Chrétien, « L'alibi ethnique dans la politique africaine », *Esprit*, n° 7-8, juillet-août 1981, page 111.

3. G. Rougerie, *La Côte d'Ivoire*. Presses universitaires de France, Paris, 1964, page 63.

artificiellement tracées par les colonisateurs : d'où une contagion et des implications régionales lors de chaque conflit interne. (Carte xxii)

Premier cas : la Côte-d'Ivoire. C'est sur son territoire que les grands ensembles ethniques de l'Ouest africain entrent en contact. C'est pourquoi la rupture des années 2000-2002 laissera des traces en dépit de rafistolages de façade.

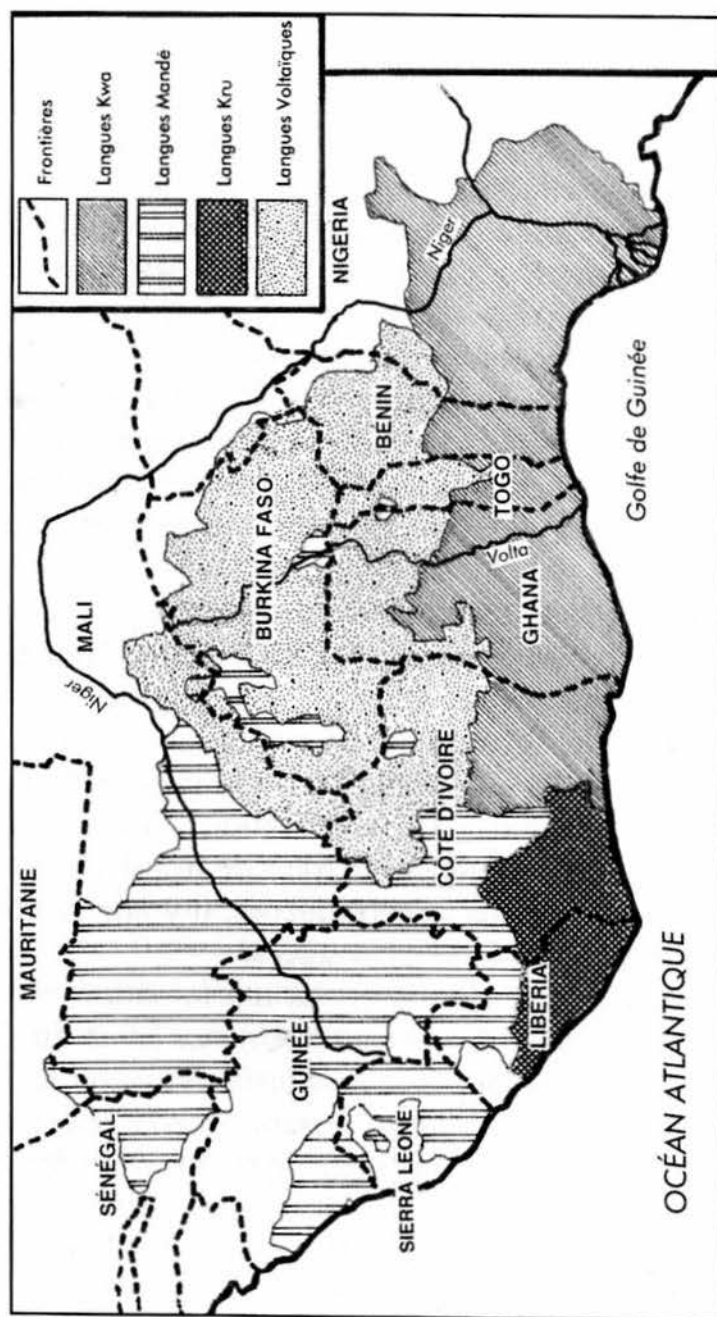
À la question « *Qu'est-ce que la Côte-d'Ivoire ?* », le président Félix Houphouët-Boigny répondait :

« *Soixante tribus qui ne se connaissaient pas, qui n'avaient pas les mêmes dialectes, qui n'avaient pas la même façon d'organiser leur société. Les villages, tous les vingt-cinq kilomètres, étaient aussi éloignés que le Portugal de la Russie. Ces hommes, grâce à la colonisation, ont constitué un embryon de nation.* » (Carte xxiii)

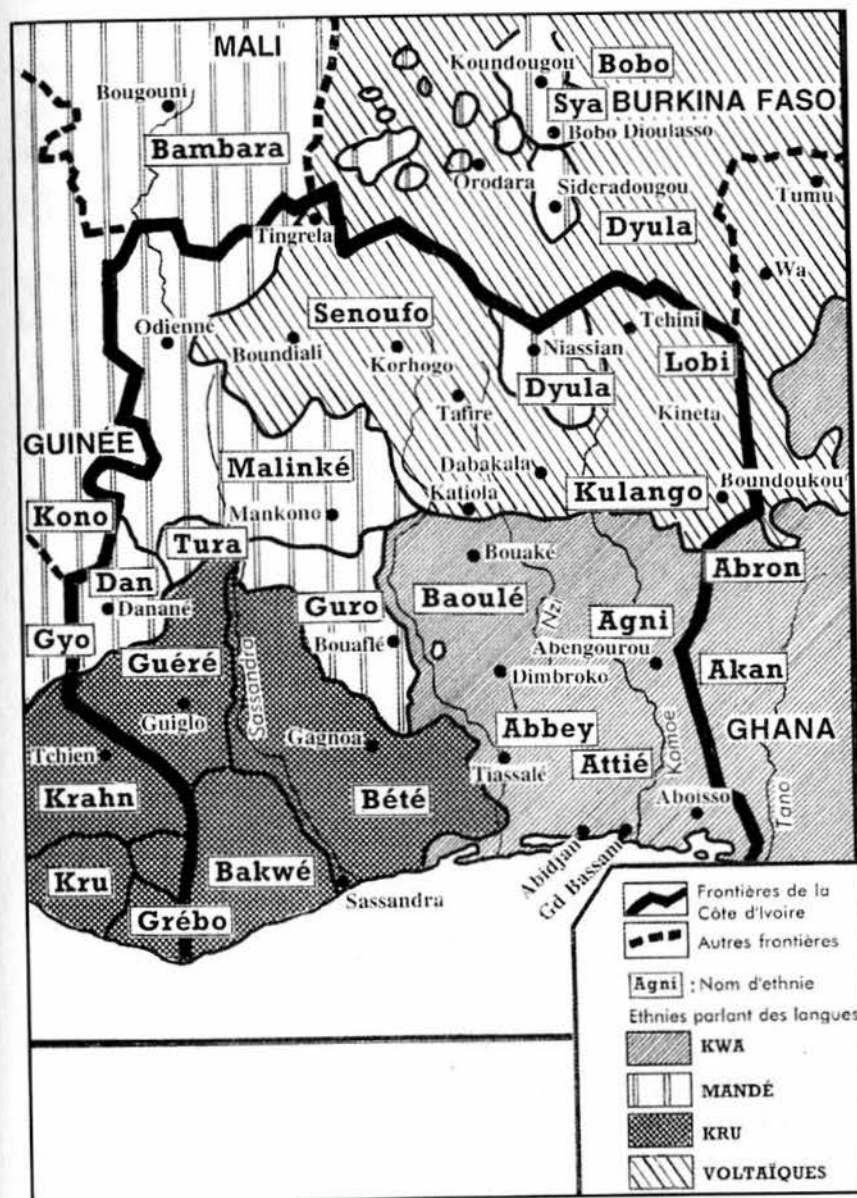
C'est en 1895-1896 que la France créa la « Colonie de Côte-d'Ivoire ». La région était alors le point de rencontre de trois peuples en migration : les Akan/Baoulé (groupe kru) venus de l'Est ; les Mandé/Malinké arrivés du Nord et les Kru/Bété de l'Ouest. (Carte xxiv) La colonisation « figea » leur occupation territoriale par le tracé de frontières. Cette réalité fut remarquablement décrite, il y aura bientôt quarante ans, par Gabriel Rougerie :

« *Au tournant du siècle, des esprits étrangers ont conçu la définition d'un quadrilatère aux bords du bloc ouest-africain. Ses limites se sont insinuées parmi les éléments du relief, enserrant au hasard un échantillonnage disparate. Dans ce filet, de même, se sont trouvés pris des groupes d'hommes ; chacun vivant son particularisme, chacun parvenu à un moment différent de son histoire, de ses migrations, de son évolution.* »<sup>3</sup>

Carte xxii : La tectonique ethnique  
de l'Ouest africain

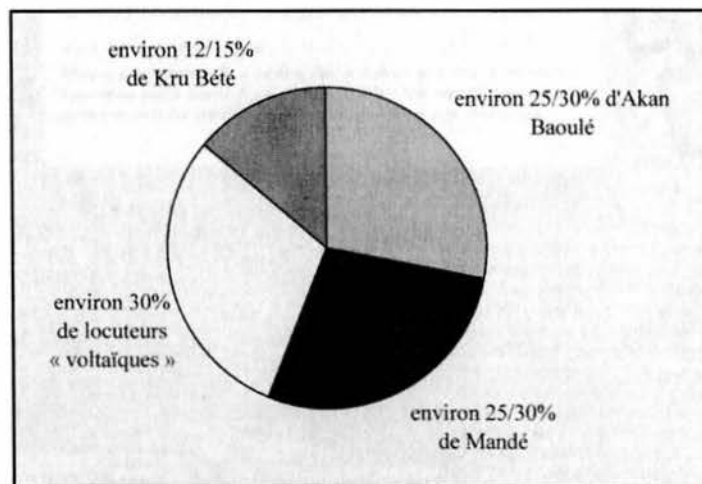


Carte xxiii : Les ethnies de la Côte-d'Ivoire



Après l'indépendance, le président Houphouët-Boigny réussit à endormir la revendication ethnique, même si les siens, c'est-à-dire les Baoulé et ceux qui leur étaient associés, furent particulièrement favorisés. Après sa mort, le 7 décembre 1993, son successeur, Henri Konan Bédié, lui aussi Baoulé, ne réussit pas à maintenir l'alchimie ethnique élaborée par le défunt président et les oppositions s'affirmèrent.

Les quatorze millions d'Ivoiriens de « souche<sup>1</sup> » (ou seize selon les recensements) se répartissent comme suit :



*Répartition ethnique de la Côte-d'Ivoire*

À ces divisions ethniques, il faut encore ajouter les divisions religieuses entre l'islam au nord et le christianisme au sud.

1. À cette population « ivoirienne », il convient d'ajouter trois à quatre millions d'immigrés, dont deux millions de Burkinabé, huit cent mille Maliens et au moins deux cent mille Guinéens.

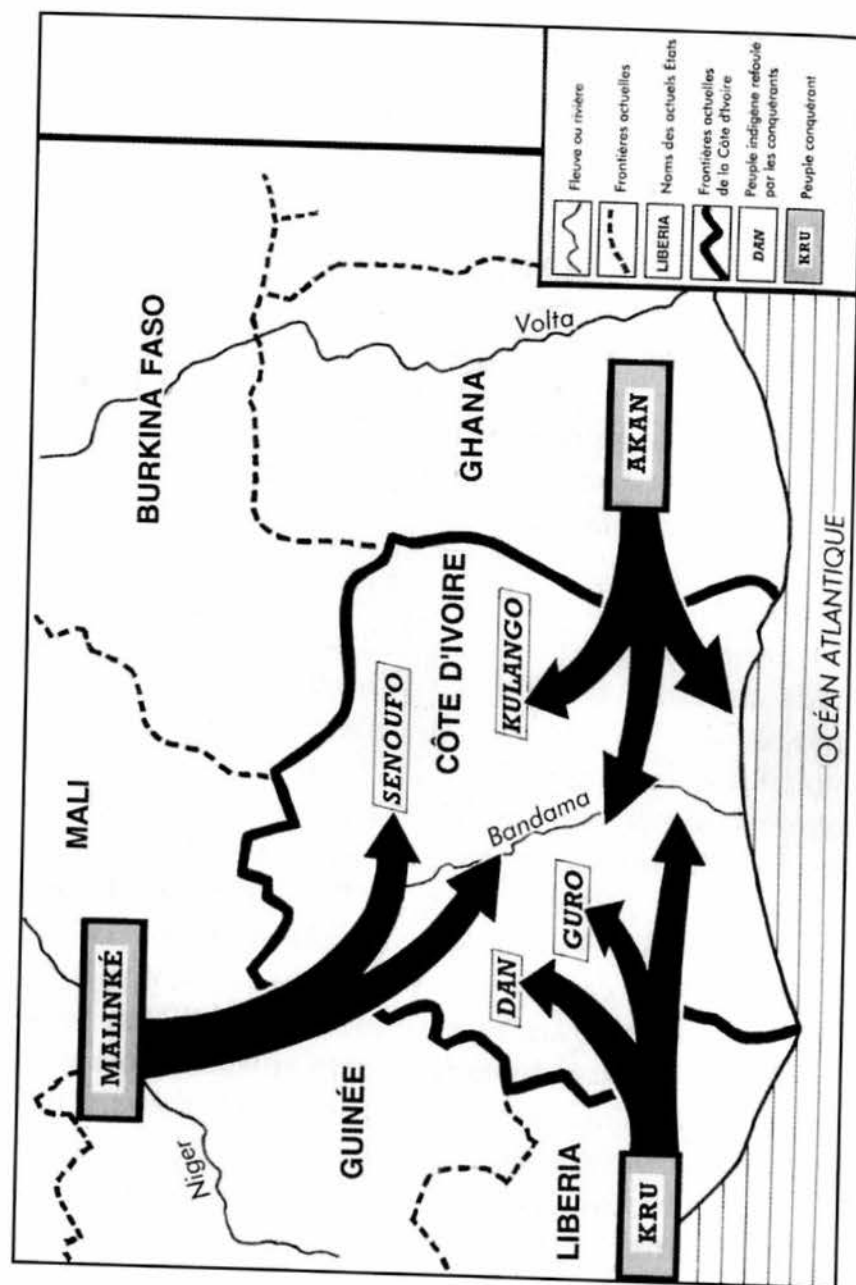
Le 24 décembre 1999, le coup d'État du général Robert Guei mettait à bas le pouvoir baoulé. Le général était Yacuba/ Dan. Cette tribu qui appartient au groupe ethnolinguistique des Mandé du Sud totalise, avec ses cousins les Guro, environ 10 % de la population ivoirienne. Elle est apparentée aux Gyo et aux Mano qui sont au pouvoir au Liberia avec le président Charles Taylor.

Afin de s'organiser une élection sur mesure, le général écarta Alassan Ouattara, un Malinké, l'une des tribus du groupe ethnolinguistique des Mandé du Nord, et président du Rassemblement des républicains (RDR), parti nordiste à dominante musulmane. Il fit de même avec le représentant des Baoulé. Puis il adouba un adversaire à sa main, Laurent Gbagbo, un Bété dont le « poids ethnique » est d'environ 12 % à 15 % du corps électoral et qui allait lui servir à la fois de caution et de faire-valoir.

Le scrutin présidentiel du 22 octobre 2000 fut alors vidé de toute signification. Ouattara « pesait » au moins 45 % des voix : celles des populations voltaïques (environ 30 % de la population ivoirienne) et nord mandé (environ 17 %). Quant à l'ancien président Bédié ou tout autre candidat officiel Baoulé, il était assuré de rassembler sur son nom une bonne partie des 25 à 30 % d'Akan baoulé et apparentés. À eux deux, ces candidats « pesaient » au moins 70 % des suffrages : ce qui représente, à peu de chose près, le chiffre... des abstentionnistes ! Dans les zones ethniques « pro-Ouattara » et « pro-Bédié », l'abstention fut d'ailleurs considérable tandis que, dans l'ouest de la Côte-d'Ivoire, les zones dan du général Guei et kru de Laurent Gbagbo, la participation atteignit... 100 % ou presque. Mais on continuera à nous dire



Carte XXIV : La Côte-d'Ivoire : une terre de conquête  
(XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles)



Les événements de Côte-d'Ivoire s'expliquent par l'histoire de la mise en place des grandes ethnies. C'est à la reprise d'un mouvement mis entre parenthèses à l'époque coloniale que nous assistons aujourd'hui.

Du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, la Côte-d'Ivoire fut en effet une terre de conquêtes pour trois grands peuples de l'Ouest africain dont l'expansion se fit aux dépens des indigènes.

Venus de l'ouest, des peuples forestiers appartenant au groupe kru repoussèrent les membres du groupe sud-mandé, dont le fractionnement donna naissance aux Dan Yacuba et aux Guro. Continuant leur progression vers l'est, les Kru se heurteront ultérieurement aux Baoulé qui les feront reculer à l'ouest du fleuve Bandama.

Venus de l'ancien royaume Ashanti dans l'actuel Ghana, les Baoulé et leurs parents (Agni, Abé, Akié etc.), qui sont des Akan et qui appartiennent au grand groupe kwa conquièrent tout le centre et le sud-est de l'actuelle Côte d'Ivoire, repoussant les Kulango vers le nord et bloquant la poussée des Kru sur le Bandama.

Venus du Sahel et des savanes soudanaises au nord, les Malinké, qui appartiennent au groupe des Nord-Mandé ou Manding, exercèrent une double pression. Au sud, elle se fit sentir sur les Dan et les Guro pris en étau entre eux et les Kru. À l'est elle se produisit aux dépens des Sénoufo.

Contrairement à ce qu'affirment certains, ici comme ailleurs, les ethnies ne sont ni des « inventions » ni des « créations » coloniales.



que l'ethnie est une construction « *des bons pères* ».

Laurent Gbagbo l'emporta par défaut avec près de 60 % des suffrages exprimés, alors qu'à peine 30 % des inscrits avaient voté. Le décompte ethnique des voix était facile à faire : 10 % de Yacuba/Dan/Guro qui votèrent pour le général Guei ; et 12 à 15 % de Kru/Bété auxquels il faut ajouter environ 5 % d'électeurs socialistes membres des autres ethnies qui donnèrent leurs voix à Laurent Gbagbo, dont l'élection fut saluée par le gouvernement socialiste français de Lionel Jospin. Le nouveau président s'installa donc au pouvoir... mais sa légitimité était toute « relative ». Est-ce là la démocratie ?

À la fin du mois de septembre 2002, une rébellion militaire s'empare de la moitié du pays. La Côte-d'Ivoire est coupée en deux.

La partition était déjà une réalité dans les esprits depuis plusieurs mois. Il n'existe en effet plus de fédérateur potentiel puisque toutes les grandes forces politiques du pays sont ethniques et régionales et accessoirement religieuses. Aujourd'hui, la grande coupure traditionnelle Nord-Sud entre le monde sahélien et le monde littoral ou forestier est plus que jamais affirmée. L'actualité confirme donc la géographie et l'histoire.

Les solutions, qui doivent prendre en compte cette évidence, sont au nombre de quatre :

- Soit un replâtrage provisoire avec un artificiel pouvoir d'unité nationale. Cette solution ne règle pas la crise en profondeur.

- Soit un pouvoir ethnico-régional fort s'imposant aux autres composantes ethnico-régionales. Mais cela ne satisfait pas le « diktat démocratique ».

- Soit l'acceptation d'une réalité : la Côte-d'Ivoire a

cessé de vivre et la partition s'impose. Mais comment la réaliser dans les faits quand à la coupure Nord-Sud doit être ajoutée une ancienne fracture sudiste entre les Kru Bété et les Baoulé ?

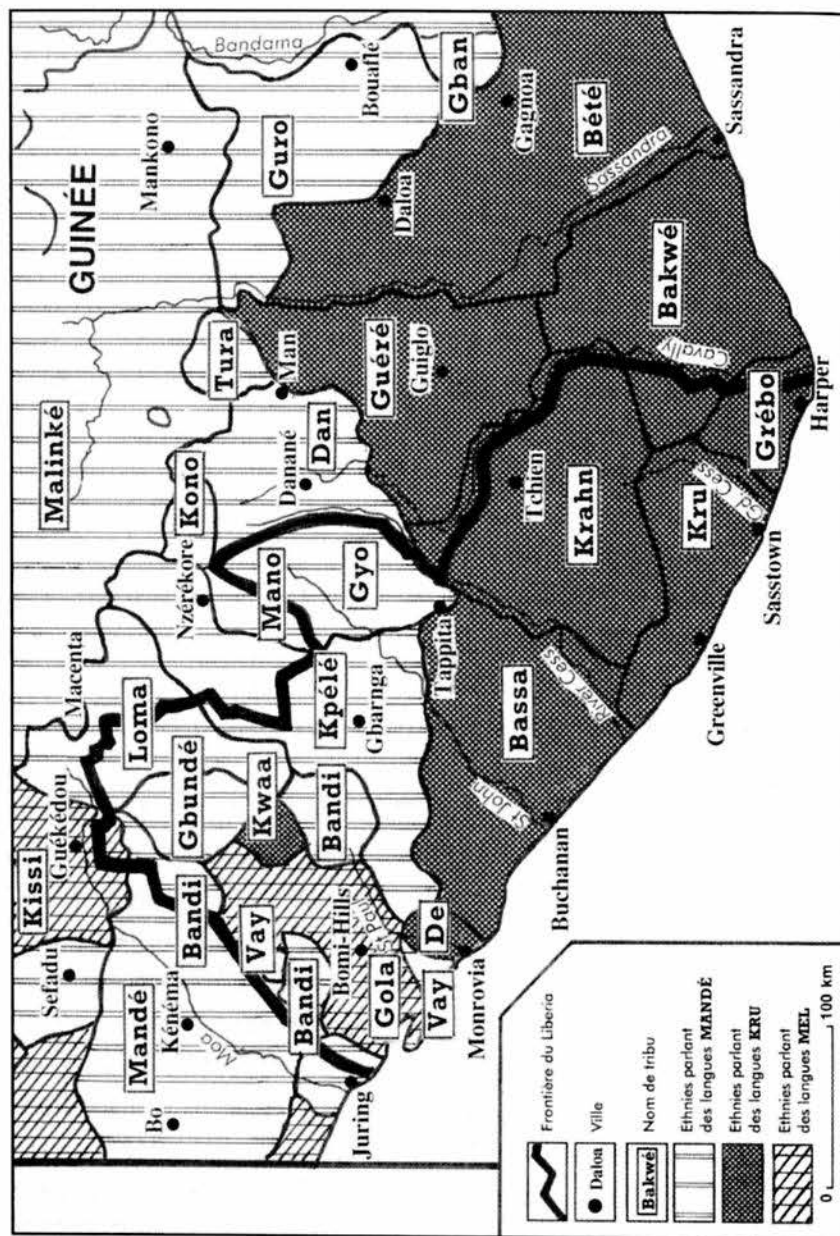
- Soit, enfin, une recomposition régionale avec éclatement des frontières de la Côte-d'Ivoire, du Burkina Faso et du Liberia permettant de donner naissance à trois nouveaux États : un ensemble kru, un ensemble baoulé et un ensemble « nordiste ».

Deuxième cas : le Liberia. Il y existe trois grandes ethnies : les Kru, les Mandé et les Mel. Dont nous ne connaissons pas avec certitude la répartition. (Carte xxv)

Les Kru vivent dans le sud et dans l'est du pays. Ils sont divisés en six tribus : les Krahn, les Grébo, les Kru, les Bassa, les De et les Kwaa. Les Krahn (4 à 6 % de la population du Liberia) étaient au pouvoir avec le président Samuel Doe (1980-1990). Il avait pris le pouvoir, rappelons-le, aux descendants des colonisateurs noirs, venus de Grande-Bretagne et du Canada après l'abolition et la Révolution américaine.

Les Mandé appartiennent à l'un des principaux groupes ouest-africains s'étendant sur le Sénégal, la Guinée, le Mali et la Côte-d'Ivoire. Au Liberia, les Mandé occupent le nord du pays. Ils sont divisés en Mandé du Nord et en Mandé du Sud. L'ensemble de la population mandé est divisé en sept tribus : les Loma, les Gbundé, les Bandi, les Kpélé, les Mano, les Gyo et les Vay. Le président Charles Taylor est gyo et son parti, le National Patriotic Front of Liberia (NPLF), recrute essentiellement dans sa tribu ainsi que chez les Mano (Mandé du Sud). Les Mano et les Gyo sont apparentés aux Yacuba/Dan<sup>1</sup>.

Carte xxv : Langues et peuples du Liberia



Les Mel enfin, refoulés lors des migrations kru et mandé : ils sont à cheval sur trois pays : la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia.

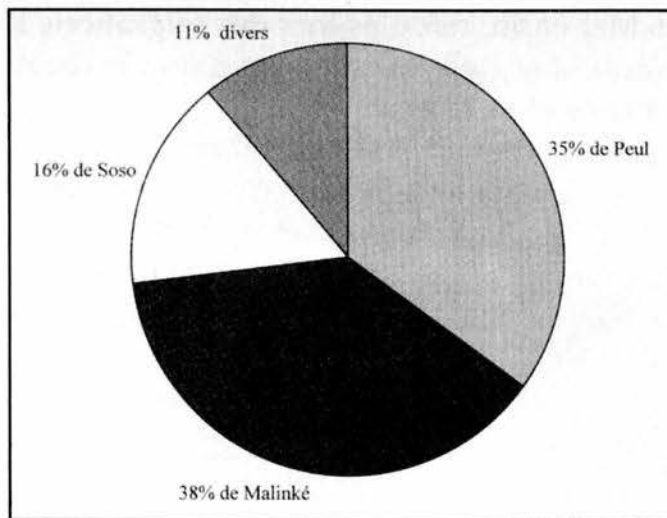
La guerre ethnique éclate au Liberia le 24 décembre 1989 entre les Krahnn (groupe kru) d'une part et les Mano alliés aux Gyo (groupe mandé) d'autre part. La contagion régionale est immédiate car les Krahnn sont apparentés aux Bété de Côte-d'Ivoire, actuellement au pouvoir avec Laurent Gbagbo. La Côte-d'Ivoire, alors dirigée par les Baoulé, soutient les Mano et les Gyo afin d'affaiblir les Kru Bété qui s'opposent au président Houphouët-Boigny.

Depuis 1997, avec le président Charles Taylor, un Gyo (groupe mandé) est au pouvoir, mais le conflit n'a pas cessé. La guerre tribale libérienne a fait à ce jour plus de deux cent mille morts sur une population de deux millions et demi d'habitants, lançant sur les routes de l'exil plus d'un million de réfugiés.

Troisième cas : la Guinée, où trois grandes ethnies se partagent 89 % de la population (cf. graphique page suivante).

Dès les années 1950, les Peuls et les Malinké, qui ont sensiblement le même poids démographique, entrent en compétition pour le pouvoir, laissant aux Soso un rôle de figurants. L'indépendance de 1958 obtenue par Sékou Touré, un Malinké, permet de confisquer le pouvoir à leur profit en persécutant puis en « ethnocidant » les Peuls.

1. L'ethnie du général Guei, éphémère chef d'État putschiste de Côte-d'Ivoire assassiné à la fin du mois de septembre 2002. Au mois de décembre 2002, des combattants gyo et mano libériens sont venus au secours de leurs cousins yacuba/dan de la Côte-d'Ivoire, internationalisant encore davantage la guerre ethnique ivoirienne.



*Répartition ethnique de la Guinée*

En 1984, la mort du dictateur crée un immense vide politique. La Guinée est alors au bord de la guerre civile et même de l'éclatement en grandes zones ethniques homogènes.

Les successeurs potentiels de Sékou Touré se déchirant, le pouvoir échappe aux Malinké. Afin de combler la vacance à la tête de l'État, un putsch de l'armée porte le colonel Lansana Conté, officier le plus ancien dans le grade le plus élevé, au pouvoir. Ce Soso est accepté à la fois par les Malinké et les Peuls. Les premiers ont bien compris qu'il leur faut provisoirement s'effacer afin de faire oublier les excès du précédent régime. Quant aux Peuls, brisés par trois décennies de persécutions, ils veulent trouver le temps de reconstituer leurs forces.

Pour les Malinké comme pour les Peuls, Lansana Conté, même promu général, n'est qu'un président temporaire ou intérimaire. Or, il s'accroche au pouvoir, réussissant même à diviser ses puissants adversaires ethniques.

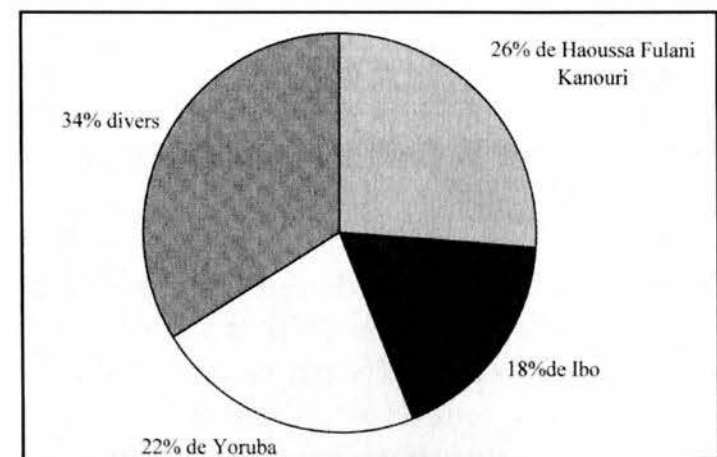
À la fin de l'année 1999, la contagion des conflits du Liberia et de Sierra Leone touche la Guinée et c'est une véritable guerre qui éclate alors dans l'est du pays, où des populations parentes vivent de part et d'autre des artificielles frontières héritées de la colonisation.

#### 4. Le Nigeria et le bloc kongo

Autre mosaïque ethnique : le Nigeria. C'est un géant de 923 000 km<sup>2</sup>. Son poids démographique est tel qu'il déséquilibre par sa seule existence toute la partie occidentale du continent : un Africain sur cinq vivant au sud du Sahara est Nigérian, soit 120 millions d'individus !

Sur le papier, le Nigeria paraît homogène. Ce quadrilatère géographique presque parfait constitue cependant un incroyable puzzle humain. Il est composé de plusieurs dizaines de peuples différents qui n'ont jamais partagé une once de destin commun.

La nature et l'histoire dessinent trois grandes régions, dominées par trois grands groupes de populations :



*Répartition ethnique du Nigeria*



– Au nord, le groupe composé des Haoussa, des Fulani et des Kanouri. Ils sont musulmans et ont une forte tradition guerrière. Les Haoussa-Fulani-Kanouri constituent un vaste ensemble nordiste, même si linguistiquement ils appartiennent à des familles différentes. Avant la colonisation, ils étaient organisés en puissants empires et leurs chefs traditionnels, dont l'émir de Kano et le sultan de Sokoto, sont toujours très influents. Les Haoussa-Fulani-Kanouri contrôlent l'armée, donc le pouvoir, même s'il leur arrive de le « déléguer » à des sudistes, comme c'est actuellement le cas avec le président Obasanjo, un Yoruba.

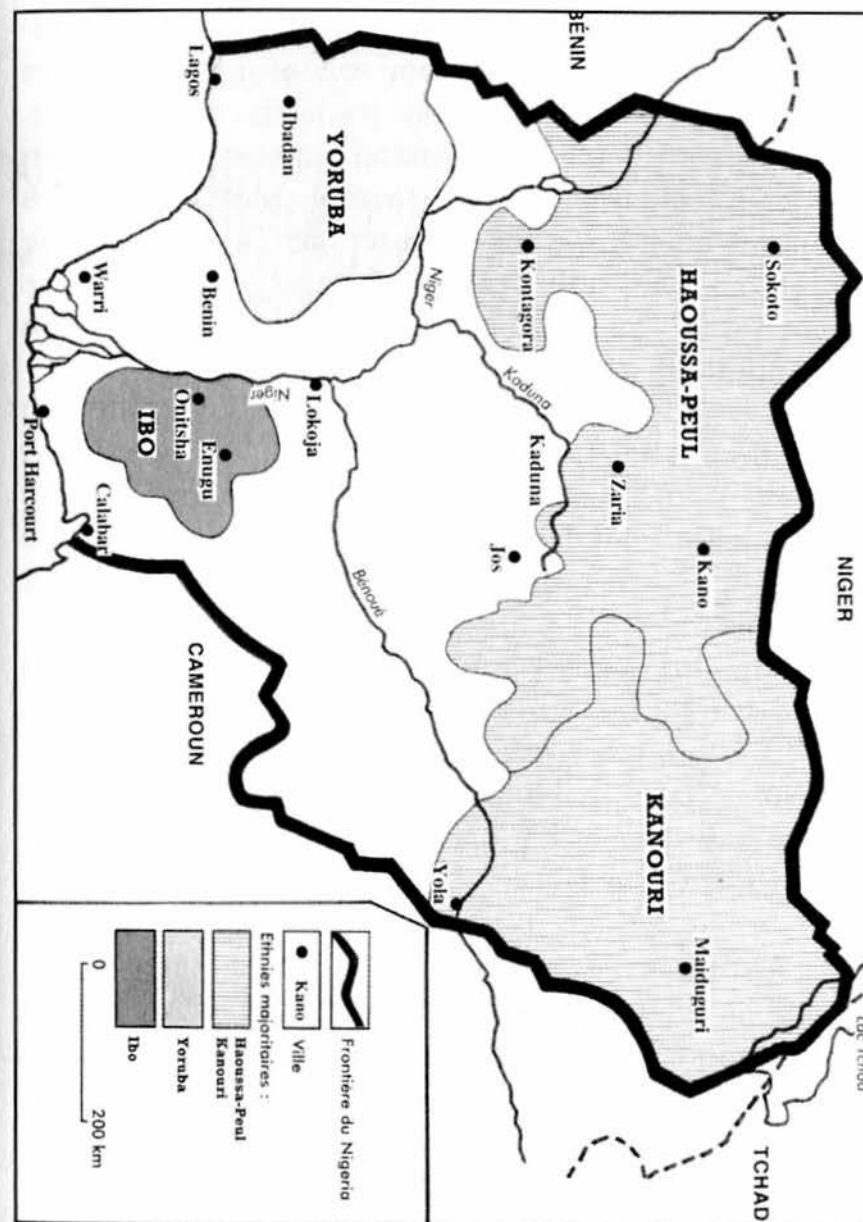
– Au sud-est, les Ibo sont essentiellement chrétiens. C'est à la suite de leur tentative de sécession entre les années 1967 et 1970 que se déroula la terrible guerre du Biafra remportée par les nordistes. Le Biafra fut vaincu et les Ibo perdirent tout rôle politique au profit de leurs vainqueurs nordistes, qui monopolisent désormais le pouvoir.

– Au sud-ouest, les Yoruba.

Chacune dans sa région, les trois principales ethnies ou confédérations d'ethnies<sup>1</sup> ont imposé leur pouvoir à de multiples « petites » ethnies rassemblant au total entre 30 et 40 % de la population. (Carte xxvi)

Dans les mois qui précédèrent l'indépendance de 1960, ces « petites » ethnies étaient inquiètes : leurs autonomies locales garanties par l'« *Indirect Rule* » britannique allaient leur être arrachées par les trois

Carte xxvi : Les trois grands ensembles ethniques du Nigeria



1. Les *Big three*, ainsi qu'on les appelle dans les journaux nigériens.



colonisations internes qui ne manqueraient pas d'établir leur pouvoir sur le pays.

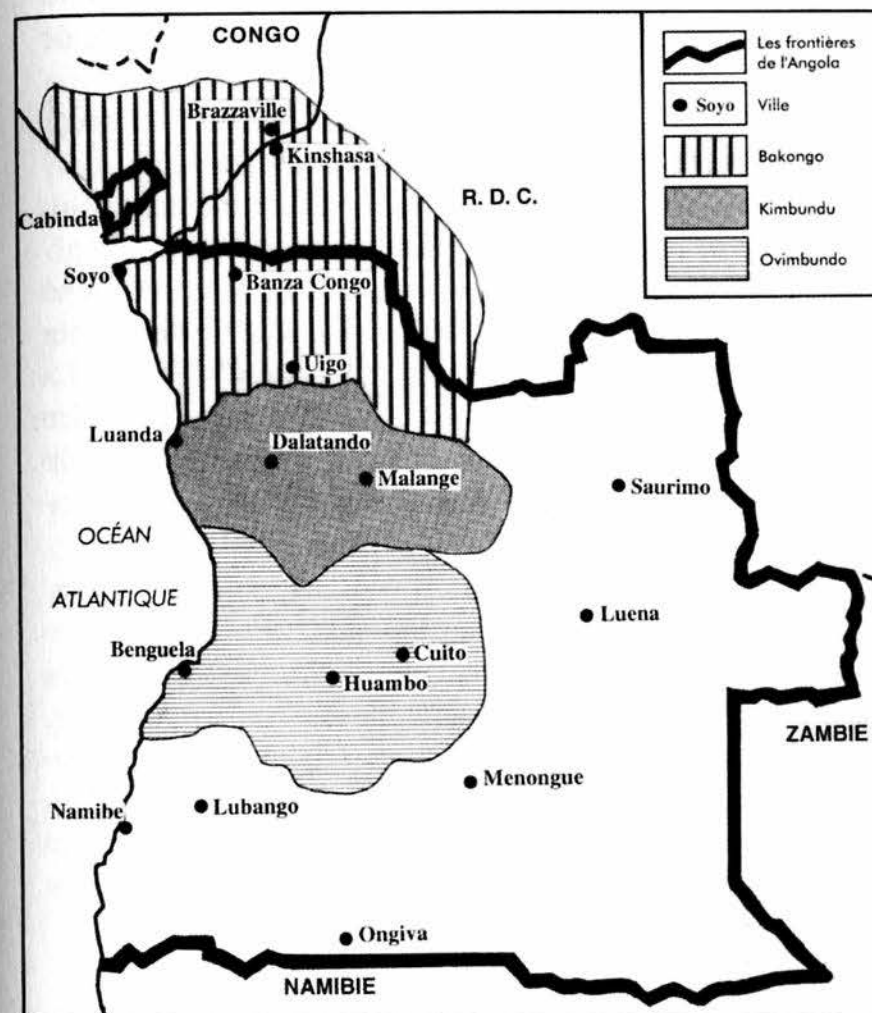
Les revendications constitutionnelles étaient alors contradictoires. Les « *Big Three* » voulaient une décentralisation maximale du pouvoir afin d'exercer un contrôle étroit de leurs zones respectives d'influence. Les « petites » ethnies demandaient au contraire un renforcement du pouvoir fédéral dans lequel elles espéraient trouver un contrepoids à l'hégémonie régionale des ethnies dominantes. Comme elles n'obtinrent pas satisfaction, elles furent exclues d'un jeu politique qui se joua désormais à trois.

À ces divisions ethniques Nord-Sud, s'ajoute une question religieuse prégnante entre musulmans et chrétiens qui exacerbe les tensions régionales. Les événements sanglants qui ont éclaté à l'occasion de l'élection de Miss Monde 2002 les ont tragiquement illustrées.

Aujourd'hui, les nordistes chassent les sudistes tandis que les sudistes expulsent les nordistes. Chaque jour qui passe voit ainsi le regroupement ethnique se faire au Nigeria, mouvement annonciateur de grands drames régionaux et peut-être même d'une partition territoriale.

Autre cas : les périphéries du « bloc kongo » sont quant à elles une véritable poudrière. L'Angola, la République démocratique du Congo (RDC) et le Congo Brazzaville ont des problèmes imbriqués, comme le sont d'ailleurs leurs populations. Les enjeux régionaux y sont compliqués par le fait que cette région est une grande productrice de pétrole. (Carte xxvii)

Carte xxvii : Les trois principales ethnies de l'Angola



La nation angolaise n'existe pas. Création coloniale portugaise, l'Angola rassemble sur une immense superficie des peuples séparés par la langue, la culture et l'histoire. Le pays est composé de régions ethniques juxtaposées ne s'intégrant pas au placage administratif national. La grande majorité de la population se rattache à trois grandes ethnies :

- Au nord, les Bakongo font partie du bloc kongo débordant sur la RDC et le Congo Brazzaville.

- Sur la côte et au centre, les Kimbundu sont au pouvoir à Luanda associés aux métis.

- Quant aux Ovimbundu, au sud, ils ont mené avec Jonas Savimbi et l'UNITA une « guerre de trente ans », de 1975 à 2002, contre le pouvoir central. La mort de Jonas Savimbi en 2002 et la défaite militaire de l'UNITA qui en a suivi ont changé le rapport de force, mais la réalité ethnique qui fut à la base du conflit demeure.

Au Congo Brazzaville, la démocratie a naturellement donné l'avantage aux plus nombreux. C'est ainsi qu'en 1992, les Kongos qui, toutes tribus confondues, totalisent 48 % de la population l'ont mathématiquement emporté sur les Mbochi lesquels ne sont que 13 %. En octobre 1997, les Mbochi du général Sassou Nguesso reprennent par les armes un pouvoir perdu cinq ans plus tôt par les urnes.

## 5. Les royaumes de la vache et de la lance

À l'époque précoloniale, la région interlacustre de l'Afrique orientale est organisée en plusieurs États. Du nord au sud, les principaux étaient le Bunyoro, le

Toro, l'Ankole, le Buhaya, le Karagwe, le Rwanda, le Burundi et enfin le Buha. Tous ces royaumes sont dirigés par des pasteurs à la haute taille reconnaissant les mêmes valeurs aristocratiques, pastorales et guerrières<sup>1</sup>.

Dans toute la région interlacustre, la vache et la lance dominant la houe et les greniers. Dans ces sociétés, l'on assiste à une sacralisation du bétail. Politiquement, les rois ne règnent pas sur des hommes mais sur des troupeaux ; au Rwanda, sur des « armées bovines ». Dans l'enclos royal brûle un feu de bouse qui symbolise la vie du monarque et, quand le roi meurt, on laisse le feu s'éteindre avant de proclamer : « Le lait est renversé. »

Le Rwanda constitue une exception en Afrique car il s'agit d'un État-nation multiséculaire qui n'est pas divisé en une multitude d'ethnies. Ses deux composantes humaines, les Tutsi (environ 20 % de la population) et les Hutu (environ 80 %), parlent la même langue et ont conscience d'appartenir à une seule et unique nation. Ainsi que nous le disions plus haut, leurs différences ne sont pas ethniques, mais « raciales ». Il s'agit de deux populations différentes fondues dans le moule étatique et national créé par la monarchie tutsi, mais qui ont préservé leurs caractéristiques morphotypiques.

Physiquement, les canons esthétiques hima tutsi avec ses morphotypes : taille élancée, traits fins, dolichocéphalie sont chantés et proposés comme modèles. L'idéologie qui est à la base de la domination sociale, politique, économique et guerrière des

---

1. Pour aller plus loin, cf B. Lugan, *Histoire du Rwanda de la préhistoire à nos jours*, Paris, 1997.

Tutsi associe intrinsèquement les valeurs raciales. Même si les limites entre riches Hutu, possesseurs de bétail, et Tutsi pauvres, sans bétail, sont parfois floues, l'appartenance à un groupe était irréversible et la séparation entre les deux populations était aussi définitive que le sexe. Les différenciations génétiques mises en avant par Excoffier<sup>1</sup>, déjà évoquées, soulignent encore cette réalité sociale.

Peut-on sérieusement prétendre, ainsi que le fait Jean-Pierre Chrétien, que ces différences, sociales, historiques ou génétiques, furent introduites par la colonisation ?

Pour le Rwanda, l'indépendance de 1962 fut un véritable traumatisme. Les élites tutsi minoritaires durent mathématiquement abandonner le pouvoir aux Hutu au motif qu'ils étaient plus nombreux qu'elles. Les massacres de Tutsi par le nouveau pouvoir hutu ont été périodiques en 1961, en 1963, en 1973. Tous découlent de cette réalité, comme le génocide de 1994. N'ayant aucune chance de revenir au pouvoir par la mathématique électorale, les Tutsi l'ont reconquis par les armes en 1994.

Le Burundi, faux jumeau du Rwanda, est un autre de ces États de la région interlacustre créés par la minorité pastorale Tutsi. Comme au Rwanda, « la vache et la lance » y dictaient leur pouvoir « à la houe et à la glèbe », c'est-à-dire à la majorité hutu.

Le Burundi précolonial est cependant différent du Rwanda sur plusieurs points. Le royaume du Burundi

n'a ainsi jamais atteint le degré de « centralisation » institutionnelle du Rwanda, son voisin septentrional. Peut-être est-ce dû au fait que les Tutsi sont ici divisés en deux groupes bien différenciés et souvent opposés. Ceux que l'on pourrait qualifier de « grands Tutsi », qui ne se distinguent pas de ceux du Rwanda et qui créèrent l'État rundi. Ils vivent essentiellement dans le Nord du pays. Les Hima ou « petits Tutsi » sont installés dans le sud du pays, essentiellement au Bututsi (région de Bururi), et ils représentent l'ultime vague migratoire nilotique arrivée dans la région vers les <sup>xv</sup> et <sup>xvi</sup> siècles. Les Tutsi du Nord les considèrent comme des « cousins » un peu rustauds.

En 1962, au moment de l'indépendance, le royaume de l'Urundi prend le nom de Burundi. Le *mwami*<sup>1</sup> Ntare V est déposé le 28 novembre 1966 par le colonel Micombero, un Hima (Tutsi du Sud) qui instaure un régime républicain dirigé par les siens et qui est destiné à éviter une révolution hutu imminente. Au début de l'année 1972, un violent soulèvement hutu se produit dans le sud du Burundi. L'armée rétablit l'ordre au prix de sévères représailles. En 1988 et en 1993, de nouveaux massacres de Tutsi se produisent dans le nord et le centre du pays tandis que les survivants se repliaient à Bujumbura, qui devient une ville à majorité tutsi.

Le 28 août 2000, un accord de paix parrainé par les présidents Clinton et Mandela est signé à Arusha en Tanzanie. Il est censé mettre un terme à sept années de guerre civile mais il ne débouche pas sur la fin des combats. Depuis cette date, de nouveaux accords de partage du pouvoir entre Tutsi et Hutu sont signés.

1. *Op. cit.*, 1987.

1. Roi.

Au Rwanda, de tels accords ont été conclus quelques mois avant le génocide de 1994. Aujourd'hui, l'impasse est totale car l'armée tutsi ne peut à elle seule tenir le Burundi, tandis que les Hutu sont incapables de la vaincre.

Enfermée dans son dogme de partage démocratique du pouvoir, la communauté internationale exige que l'armée devienne « biethnique ». Si tel était le cas, il n'y aurait plus d'autre alternative pour les Tutsi que de se laisser massacrer ou de procéder à la partition du Burundi. Le partage démocratique du pouvoir étant une vue de l'esprit, la seule alternative semble bien être la constitution d'un Hutuland et d'un Tutsiland. En d'autres termes, la partition ou le génocide.

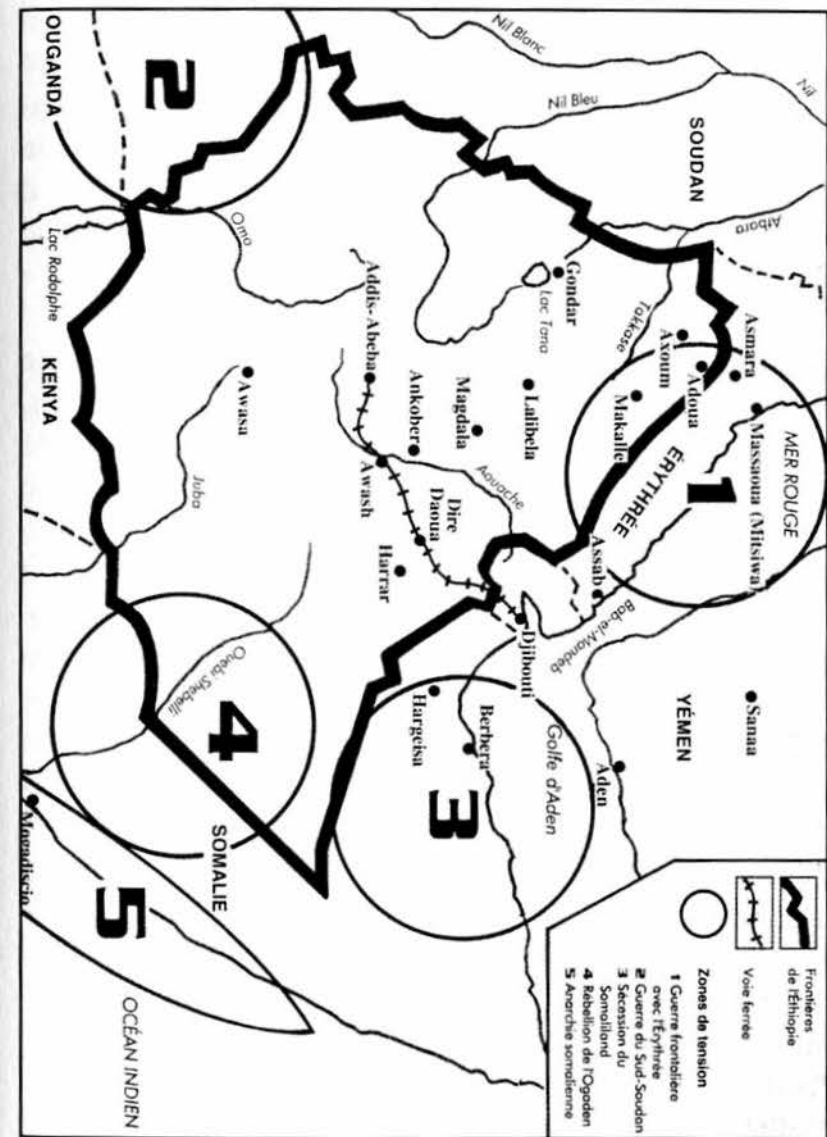
## 6. Les peuples de la Corne

L'Éthiopie est la puissance dominante de la région. Du moins quand elle est forte, et « unie ». Depuis la déposition du *négus*<sup>1</sup> Hailé Sélassié I<sup>er</sup> en 1974, elle ne joue plus le rôle qui a parfois été comparé (d'une manière peut-être un peu rapide) à celui de « gendarme » régional. De plus, le pays qui a été démembré par l'indépendance de l'Érythrée est menacé d'éclatement.

Vieil État rassemblé autour du pays Amhara et de ses hauts plateaux, l'Éthiopie est une nation mosaïque composée de plus de soixante-dix ethnies. Toute l'histoire du pays découle d'ailleurs de cette réalité oscillant entre volonté de maintenir la cohésion de l'ensemble et désir des périphéries de conquérir leur autonomie. (Carte XVIII)

1. Empereur.

Carte xxviii : L'Éthiopie et ses périphéries

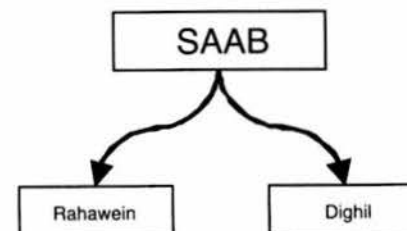
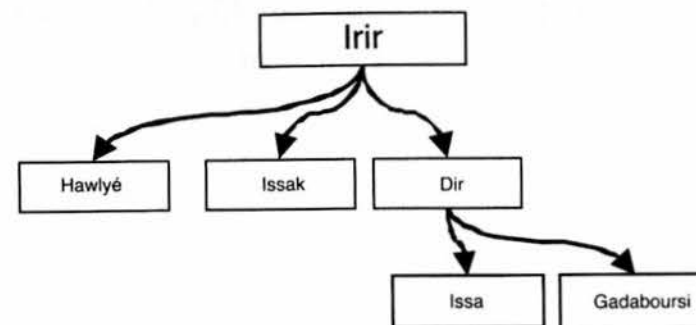
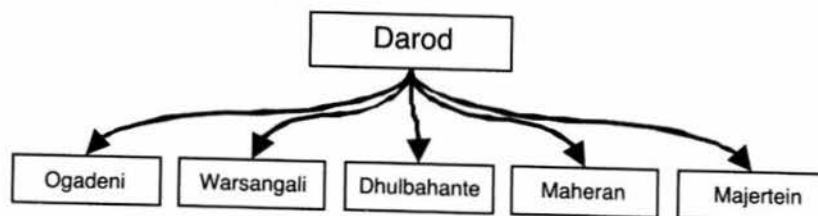




Longtemps puissance dominante régionale, l'Éthiopie est entrée dans une phase de dislocation. Depuis la fin de la « guerre froide », ce phénomène s'est notamment traduit par la reconnaissance de l'indépendance de l'Érythrée, donc par la perte de son seul accès à la mer. Historiquement, le pays connaît d'ailleurs un double mouvement. Il est soit expansionniste avec conquête des régions périphériques vers la mer Rouge et l'actuelle Somalie (Ogaden), soit il aboutit au contraire à un repli sur le plateau central Amhara qui constitue le cœur du pays.

La Somalie présente une situation différente de l'Éthiopie car les oppositions n'y sont pas ethniques, mais tribales et même claniques. À l'exception de quelques milliers de descendants d'esclaves noirs, tous les Somalis appartiennent à l'ethnie somalie divisée en tribus, en clans et en sous-clans occupant une vaste partie de la Corne de l'Afrique où, traditionnellement, ses membres pratiquaient une culture pastorale nomade. Les frontières coloniales plaquées sur les zones de nomadisation de ces groupes font qu'aujourd'hui, nombre de Somalis vivent à l'extérieur des frontières de la Somalie, en Éthiopie, à Djibouti et au Kenya.

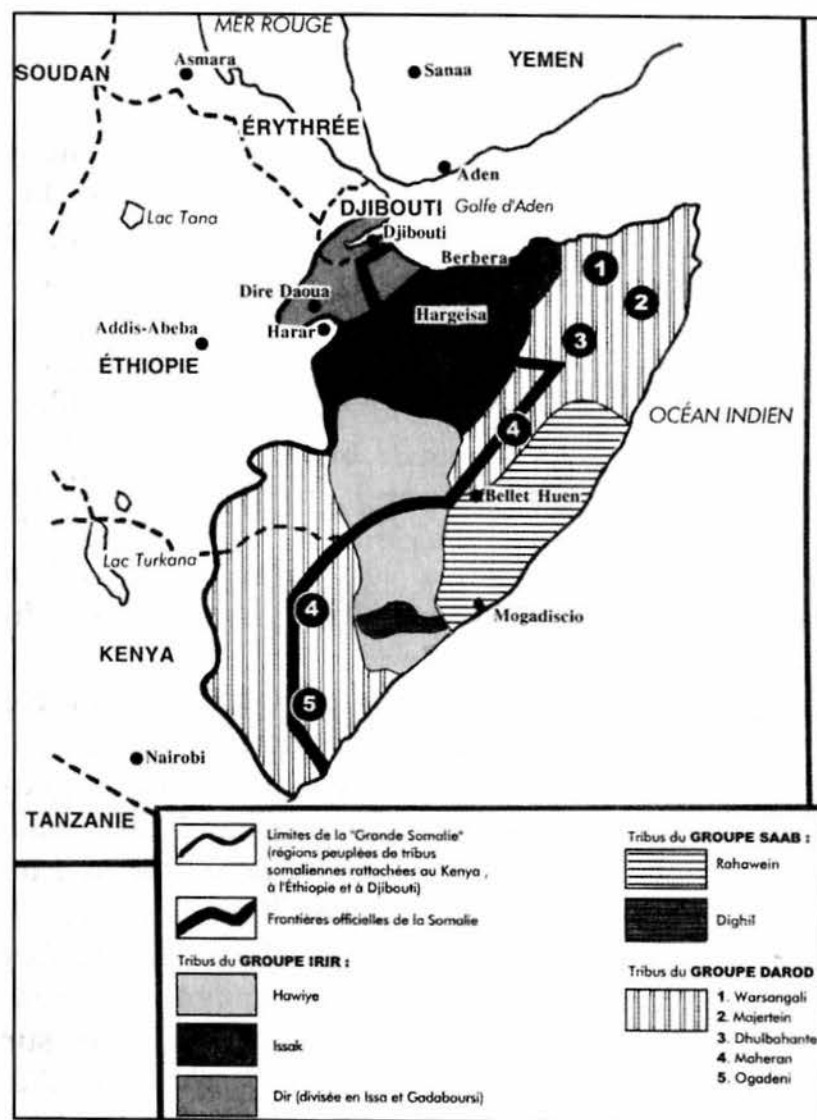
Ces tribus somalies sont classées en trois ensembles :



À l'époque coloniale, les clans somalis furent répartis entre cinq ensembles territoriaux : le Somaliland britannique, le *Northern District* rattaché au Kenya, l'Ogaden éthiopien puis italien, la *Somalia* italienne et la côte française des Somalis.

Au lendemain du second conflit mondial, les Britanniques songent à réunir une grande partie des populations somalies au sein d'un seul État. Ce projet, connu sous le nom de « plan Bevin » prévoit la constitution d'une « Grande Somalie », rassemblant le Somaliland, la Somalia et l'Ogaden. Le projet avorte en raison de l'opposition de l'Éthiopie. Finalement, seuls le *Somaliland* et la *Somalia* constituent la Somalie. L'idée de la « Grande Somalie » était cependant lancée et elle va hanter les nationalistes somaliens qui y virent le seul dérivatif aux démons tribalistes. (Carte XIX)

Carte XXIX : Les tribus somaliennes



La Somalie indépendante est rapidement déchirée par le tribalisme et le régime parlementaire y amplifie les divisions, chaque tribu, chaque clan et presque chaque sous-clan ayant son propre parti. Pour une population de moins de cinq millions d'habitants, pas moins de quatre-vingt-dix partis politiques sont enregistrés.

Au président Edem Abdullah Osman succède le président Ali Shermake qui est assassiné le 15 octobre 1969. Le chef de l'armée, le général Siyad Barre, prit alors le pouvoir. C'est un Darod issu de la tribu maheeran. Conscient des divisions de son pays, il entreprend une puissante politique de détribalisation. Pour tenter de venir à bout de ce qu'il considère comme un fléau, il lui trouve un dérivatif : le nationalisme somalien. Le drapeau du pays est d'ailleurs frappé d'une étoile à cinq branches qui symbolisent la volonté de regrouper tous les Somalis, ceux vivant en Somalie et les autres, ceux de l'Ogaden éthiopien, du Kenya et de Djibouti.

Avec Siyad Barre, la Somalie, qui jusque-là a été pro-occidentale, se tourna vers le bloc soviétique désireux de prendre pied dans cette zone géographiquement stratégique. En échange, la Somalie reçoit un armement considérable qui lui permet de lancer son armée dans l'aventure de la guerre de l'Ogaden. Entre-temps, la révolution éthiopienne abat la monarchie, pour la remplacer par un régime socialiste. L'URSS choisit d'ancrer sa présence régionale sur un vieux État, l'Éthiopie, plutôt que sur la Somalie, État en gestation. Elle renverse alors ses alliances, abandonnant Mogadiscio pour se tourner vers Addis-Abeba.

Pour le régime de Siyad Barre, la roue a tourné. L'offensive de l'armée somalienne en Ogaden est bloquée par les forces éthiopiennes du colonel Mengistu grâce à l'appui que lui fournit son nouvel allié soviétique. La « Grande Somalie » n'existerait pas. De plus, le mythe envolé, les réalités tribales s'imposent avec encore plus de force qu'auparavant.

De plus en plus contesté, le président voit son pouvoir se déliter et, après avoir combattu le tribalisme, il est contraint de prendre appui sur lui. Bientôt, en Somalie, le gouvernement ne fut plus désigné que sous l'abréviation MOD, qui signifie Marehan, Ogadeni et Dhulbahante, du nom des trois tribus darod associées aux affaires. De fait, tous les postes administratifs, militaires et policiers sont donnés à des membres de ces trois tribus : ce qui entraîne au mois d'avril 1978 une rébellion militaire fomentée par des officiers majertein. La répression est féroce et les tribus darod se livrent entre elles une guerre impitoyable.

À l'issue d'une guerre généralisée qui produit l'éclatement des anciennes coalitions tribales, la puissante tribu des Hawiyés (famille Irir), alliée aux tribus des Majertein et Ogadeni (famille Darod), l'emporte sur les Maheran, derniers soutiens du régime. Le président Siyad Barre est renversé le 27 janvier 1991 et deux clans hawiyés, les Agbal et les Habar Gedir (ou Habr Gedir), s'affrontent.

Ali Mahdi Mohammed, chef du clan agbal, entreprend tout d'abord de chasser de Mogadiscio ses anciens alliés majertein et ogadeni, puis il entre en guerre contre le clan des Habar Gedir dirigé par le « général » Mohamed Farah Aïdid. La famine qui frappe alors la Somalie sert de prétexte à une mal-

heureuse intervention américaine qui a lieu au mois de décembre 1992.

La guerre civile somalienne continue de plus belle et, le 1<sup>er</sup> août 1996, le « général » Aïdid est tué au combat et son fils Hussein Aïdid lui succède.

À la fin de l'année 1996, les chefs de vingt-six factions somaliennes acceptent l'établissement d'un gouvernement de transition. Au mois de décembre 1997, ils tombent d'accord pour la tenue d'une conférence réunissant toutes les composantes claniques somaliennes ; mais, après avoir été repoussé à de multiples reprises, le projet est finalement abandonné. Depuis, nombre d'autres tentatives d'accords ont échoué et les combats n'ont jamais cessé.

Au Soudan, la question n'est pas ethnique, mais raciale, car elle oppose des Arabes « blancs » musulmans à des Nilotiques noirs chrétiens ou animistes.

Le Soudan est le plus vaste État africain avec une superficie de 2,6 millions de km<sup>2</sup>, mais il est géographiquement et humainement coupé en deux, la ligne de fracture entre le monde « islamique blanc » et le monde noir passant dans le sud du pays. La géographie, l'histoire et le peuplement permettent de distinguer deux Soudan :

– Le Soudan du Nord est désertique et la vie y est un « don du Nil ». Il est tourné vers la péninsule arabe et la Méditerranée ; il abrite 21 des 28 millions de Soudanais sur environ 1,9 million de km<sup>2</sup>. Politiquement et religieusement, le Soudan septentrional qui appartient au monde islamique tente d'imposer sa loi au Sud qui la refuse.



– Le Soudan du Sud a une végétation arbustive ou semi-luxuriante car l'eau y est présente. Ses populations sont « africaines » et non arabes. Il s'agit de Nilotiques apparentés à ceux de l'Ouganda et de tout le monde pastoral de l'Afrique de l'Est. Ils sont 7 millions dont plus de 40 % sont chrétiens, aux deux tiers catholiques.

Les colonisateurs britanniques avaient reconnu l'originalité du Sud-Soudan qu'ils avaient placé sous administration spéciale afin d'en protéger les populations contre l'expansionnisme musulman. Avec l'indépendance accordée en 1956, les protections britanniques disparurent et le mouvement précolonial de poussée arabo-islamique vers le sud reprit. Depuis 1963, les sudistes sont donc en guerre contre le gouvernement nordiste car ils refusent l'islamisation qu'il veut leur imposer. Cette résistance du Sud mine l'État soudanais, car le seul facteur d'unité nationale est l'islam.

Depuis des années, des accords de paix sont régulièrement signés, mais, jusqu'à ce jour, ils n'ont pas été respectés sur le terrain et la seule solution semble bien être la partition du pays. Mais le gouvernement soudanais ne peut l'envisager car, dans le sud du pays, ont été découverts des gisements de pétrole...

## 7. Les Mérimas : une création de la colonisation ?

Reprenons l'exemple malgache.

À Madagascar, la colonisation n'a pas davantage créé les ethnies que sur le continent, mais elle a en revanche changé le rapport de force qui les gérait.

La « grande île » présente d'importantes diversités géographiques entre la côte orientale avec sa luxuriance tropicale, les savanes désertiques de l'Ouest ou les hautes terres du Centre, là où bat le cœur de l'État malgache. C'est là que des hommes venus de la lointaine Asie transplantent à partir du VIII<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne la civilisation de la rizière. Le peuplement de Madagascar résulte en effet de la rencontre de deux populations, l'une venue d'Indonésie et l'autre d'Afrique.

À la fin du XVI<sup>e</sup> siècle émerge le royaume Mérimas (ou d'Imerina) constitué par l'union, sur le plateau central, de petites principautés ethniquement apparentées dont les populations descendent des migrants indonésiens. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le royaume étend son autorité en dehors de la zone du plateau central. Dans les années 1890, il contrôle environ deux tiers de l'île de Madagascar.

Cette politique impérialiste suscite des oppositions, dont celle des Sakalaves. Comme nous l'avons vu plus haut, dans les années 1840, afin d'échapper à l'emprise mérimas, plusieurs de leurs chefs se placent sous la protection de la France. Madagascar devient protectorat français en 1896. La monarchie sera abolie et l'État mérimas détruit.

En 1956, la « loi cadre » institue le suffrage universel. La situation politique de l'île va donc changer car les « côtiers » étant plus nombreux que les Mérimas, le pouvoir doit mathématiquement leur revenir. Les élections de 1958 furent effectivement gagnées par le Parti social-démocrate de Madagascar, dont le chef était Philibert Tsiranana, un enseignant côtier originaire du Nord-Ouest et d'ethnie tsimihety. Le parti mérimas, le Parti du congrès de l'indépendance



(AFKM), est battu. Il s'agit d'une révolution : les anciens dominants passent sous l'autorité des « côtiers » qui ont un poids démographique, donc électoral, supérieur au leur. À Madagascar comme dans bien d'autres régions d'Afrique, la colonisation a donné l'avantage aux vaincus de l'histoire locale, provoquant ainsi un traumatisme profond.

Madagascar obtient l'indépendance le 26 juin 1960 et Philibert Tsiranana devient président de la République, mais les Mérimas attendent de reprendre le pouvoir. L'occasion leur est donnée au mois de mai 1972, au moment de la « révolte étudiante » de Tananarive. Poussés par les élites mérimas, les étudiants déstabilisent le président Tsiranana qui confie le pouvoir au chef d'état-major de l'armée, le général Gabriel Ramanantsoa, un Mérima issu d'une famille aristocratique de Tananarive et ancien colonel de l'armée française. L'ordre est rétabli mais Madagascar choisit désormais la voie nationaliste révolutionnaire.

Le balancier ethnique penche donc à nouveau en faveur des Mérimas, ce qui provoque l'exaspération des « côtiers ». Le pays est donc divisé, à commencer par l'armée, dont les hauts gradés sont mérimas. Une mutinerie militaire précipite les événements. Elle se produit le 31 décembre 1974 dans un camp de la capitale et elle est réprimée. Mais les fractures au sein de l'armée engagent le général Ramanantsoa à abandonner le pouvoir qu'il confie le 5 février 1975 à son ministre de l'Intérieur, le colonel Richard Ratsimandrava, un Mérima de Tananarive d'origine servile, qui est assassiné le 11 février. Le 15 juin, le Directoire militaire provisoire qui a pris le pouvoir désigne le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, un « côtier » de la région de Tamatave et d'ethnie

betsimisaraka. Réélu à la tête de l'État en 1982 et en 1989, Didier Ratsiraka engagea Madagascar sur la voie du socialisme et ruina son pays.

Revenu au pouvoir par la voie des urnes, il en est chassé en 2002 à la suite d'une rocambolesque campagne électorale. Son challenger Marc Ravalomanana, un Mérima, maire d'Antananarivo, s'est proclamé vainqueur avant la fin du dépouillement officiel. Aujourd'hui, on assiste à une forte agitation et à une nouvelle exacerbation ethnique entre « côtiers » et habitants des hauts plateaux.

\*  
\* \*

À la lumière des cas que nous venons d'exposer, est-il encore possible de prétendre que les différences d'ordre ethnique que nous venons de mettre en évidence sont le résultat de la colonisation ? Non, évidemment. Or, c'est pourtant ce que persiste à faire Jean-Louis Amselle, directeur de recherches à l'École des hautes études en sciences sociales, rédacteur en chef de la revue *Cahiers d'études africaines*, l'un des chefs de file de l'école des « historiens du paradigme » qui ne craint pas d'écrire que :

« [...] l'on est en droit de se demander si les caractéristiques tribales imputées à l'Afrique ne sont pas de véritables projections de l'Europe sur les sociétés exotiques, projection destinée à conforter, par purification ou élimination, sa propre identité. Cette projection de l'Europe, réalisée au moment de la colonisation, n'aura d'ailleurs pas été sans effet puisqu'elle a contribué à façonner les ethnies de ce continent,

à les durcir, de sorte que, lorsque le colonisateur s'est retiré, ces nouvelles formes tribales se sont lancées à l'assaut des appareils d'État africains. Ce tribalisme colonial [...] a donc constitué une véritable bombe à retardement, bombe à retardement dont les effets se font encore sentir au Liberia, en Sierra Leone, au Soudan, en Éthiopie et en Érythrée, au Rwanda et dans les deux Congos. »<sup>1</sup>

Tant que la réalité humaine africaine sera niée avec un tel aveuglement par les idéologues, il sera évidemment impossible de proposer à l'Afrique des solutions concrètes. Face aux évidences, ceux qui nient la réalité ethnique se montrent les dignes héritiers de Jean-Jacques Rousseau qui, au début du *Discours sur l'origine de l'inégalité*, écrivait :

« Commençons par écarter les faits, car ils ne touchent point à la question. »

---

1. J.L. Amselle, « L'Afrique, un parc à thèmes », in *Les Temps modernes*, n° 620-621, août-novembre 2002, page 49.

## Chapitre VIII

### Les fausses solutions universalistes

Européens, Africains et Américains ont une approche de la question qui repose sur une accumulation de complexes. Ils interdisent une prise en compte des réalités de l'Afrique sud-saharienne : d'où les blocages qui la tirent vers le gouffre.

#### 1. Nécrose européenne, schizophrénie africaine et névrose américaine

Parce que les Européens ont mauvaise conscience, ils se sont laissé persuader qu'ils ont dépeuplé l'Afrique avec la traite des esclaves, puis qu'ils l'ont pillée à l'époque coloniale. Ils sont donc convaincus qu'ils doivent réparer leurs torts. Pour se faire pardonner, ils se sont eux-mêmes condamnés à porter le continent à bout de bras. Les premiers responsables de cette fausse analyse sont ces chercheurs ou universitaires, ces « historiens du paradigme » qui monopolisent les études africanistes dans nombre de pays.

Nous voulons insister sur ce point, au risque de nous répéter : les Africains « occidentalisés » ont compris tout le profit qu'ils pouvaient tirer de leur victimisation, et ils ont établi un fonds de commerce des mythes incapacitants qui interdisent au monde blanc de regarder la réalité en face. Ils sont passés maîtres dans l'art d'utiliser à leur profit les complexes des Européens, la naïveté politique des Américains blancs et les frustrations des Afro-Américains.

Ainsi se sont-ils persuadés eux-mêmes, avant d'en convaincre les naïfs, que, si l'Afrique est sous-développée, c'est que la Traite esclavagiste atlantique l'a vidée de sa substance ; que l'Europe a bâti sa révolution industrielle sur les profits de la traite, donc s'est enrichie aux dépens de l'Afrique ; que la colonisation a pillé le continent. Toutes choses dont nous croyons avoir prouvé qu'elles étaient fausses...

Ces affirmations ont pour résultat d'interdire à l'Afrique toute possibilité de régler ses problèmes de fond. Or, seule la prise en compte de ces réalités lui permettra de sortir du chaos.

Les Américains, issus de la nation dominante d'aujourd'hui, sont eux aussi dans l'impossibilité d'avoir une approche réaliste de l'Afrique. Le poids électoral de leur population afro-américaine est trop lourd, son influence politique, alors même que les Latino-Américains seront bientôt plus nombreux, trop importante. Or, les Afro-Américains ont du continent « des origines » une vision idéalisée et du monde blanc une perception fondée sur le ressentiment.

Les Afro-Américains descendent d'hommes et de femmes jadis vendus aux négriers européens par

d'autres Noirs. Pour échapper à cette réalité qu'ils refusent de reconnaître, ils se raccrochent aux mythes de l'afrocentrisme, aux thèses de Cheikh Anta Diop ou de Martin Bernal. Ils ont ainsi trouvé refuge dans le confort d'une « contre-histoire » qui leur permet de ne pas se poser les vrais problèmes, derrière laquelle ils abritent leurs frustrations.

Comme leurs frères restés sur la terre ancestrale, ils nient les problèmes et refusent de regarder la réalité en face. Versions afro-américaines de ces masques et de ces danses qui permettent aux Africains d'Afrique de s'extraire du réel : le *gospel*, le *rap*... Mais aussi, et de plus en plus, ils se réfugient dans les écrits de ceux qui ont forgé à leur intention une histoire factice dans laquelle ils s'évadent en se recomposant un passé. D'où les références quasi obsessionnelles à l'esclavage ou à cet « âge d'or » d'une Afrique précoloniale dont l'harmonie aurait été brisée par les Blancs.

Quant au comportement des élites dirigeantes blanches américaines vis-à-vis des problèmes africains, il relève d'abord du conformisme philosophique et moral. Mais il traduit également un sentiment plus profond. Il n'est pas encore véritablement avoué, même si nombre de responsables ne craignent plus de l'aborder en cercles privés. Il s'agit de la pathétique volonté de maintenir en vie le mythe du *melting-pot* et cela en dépit de toutes les évidences de son agonie.

Il est clair que l'unité de la nation américaine se délite chaque jour un peu plus. L'accélération des phénomènes communautaires démontre également que les États-Unis sont devenus une juxtaposition de groupes différents du point de vue racial, ethnique et linguistique. Ces groupes n'ont en définitive pas



grand-chose en commun et leur fonctionnement se fait en dehors du système fédéral, sauf pour ce qui est de l'assistanat.

Demeure alors le plus petit commun dénominateur, uniquement philosophique au fond : avec les concepts américains de Dieu et de « démocratie universelle », accélérés par certaines habitudes de consommation à outrance. Combien de temps ce fragile ciment maintiendra-t-il la mosaïque ethnico-raciale de l'Amérique triomphaliste ?

L'évolution vers le communautarisme, ou même vers le tribalisme, s'est faite rapidement. Alors que le mouvement des « droits civiques » du début de la décennie 1960 reposait sur une volonté positive d'intégration à un tout considéré comme un idéal, l'évolution ultérieure des revendications communautaires a porté un rude coup aux valeurs fondatrices de l'Amérique.

L'idée américaine du *melting-pot* est en effet morte de cette forme de discrimination inversée dite « discrimination positive ». Introduite par le président Lyndon B. Johnson à partir de 1965, cette idée a débouché sur le *Political Correctness* avant d'évoluer vers le droit des minorités à imposer leurs préoccupations, leurs préférences ou leurs choix ethniques, religieux, sexuels, etc., contre les références nationales et en définitive contre l'idée même de Nation... Se créant ainsi par elles-mêmes des ghettos dans lesquels elles peuvent regarder la télévision « noire », fréquenter les écoles et les universités « noires », préférer pour leur avenir professionnel des entreprises « noires », se faire enterrer dans des cimetières « noirs »...

Le basculement ethnique des États-Unis et les communautarismes divers firent du *melting-pot* une *salad bowl*, genre de macédoine dans laquelle la mayonnaise ne prend plus. Ce qui avait été réalisé de 1820 à 1960, quand 85 % des immigrants étaient des Européens issus de la même matrice « ethnico-civilisationnelle », devenait impossible à partir du moment où, en plus de la population afro-américaine, le pays recevait des vagues latino-américaines et asiatiques de plus en plus importantes. Depuis les années 1960, les nouveaux immigrants sont en effet à près de 50 % latino-américains et à près de 40 % asiatiques de multiples origines géographiques.

Or, Afro-Américains et immigrants récents ne revendiquent pas la fusion, mais le maintien de leur identité dans leurs racines ethniques. Avec une grande lucidité, le président Clinton a d'ailleurs reconnu cette nouvelle situation quand, le 13 juin 1998, devant les étudiants de l'université de Portland, il déclara :

« Dans un peu plus de cinquante ans, il n'y aura plus de majorité raciale [blanche] aux États-Unis. »

Les valeurs fondatrices des États-Unis sont mortes de cette « discrimination positive ». Elles étaient construites sur le seul mérite des individus, quelles que soient leur origine et leur couleur. Les immigrants européens qui débarquaient à New York voulaient oublier leur misère passée et se fondre, par leur travail et leur sens de l'entreprise, dans la nouvelle nation en gestation. La réussite individuelle était proposée comme modèle confirmé par la religion. Mais de telles valeurs qui convenaient à des Européens ne pouvaient que traumatiser une communauté noire



léthargique, trop souvent repliée sur elle-même et qui s'abandonnait à sa marginalisation.

Plus tard, prenant peu à peu conscience de leur force électorale dans le cadre du bipartisme américain, les Afro-Américains ont insensiblement transformé des revendications d'intégration en une philosophie du ressentiment. Cette dernière a ensuite débouché sur la « discrimination positive » et le « politiquement correct ».

L'apparition de ces concepts profondément anti-égalitaires, pourtant inventés au nom de l'égalité, était la reconnaissance d'une évidence jusque-là niée : les hommes sont différents, même aux États-Unis d'Amérique, et les grands discours ne changent rien à la nature humaine.

Il s'agit là d'une révolution mentale dont on n'a pas fini de mesurer les effets et dont le résultat est surprenant et insolite tout à la fois. Dans un premier temps, pour que certaines communautés puissent artificiellement s'élever, il fallait favoriser leurs membres en leur facilitant l'accès à des niveaux de formation qu'ils n'atteindraient pas en cas de compétition au mérite. Puis, comme cela n'était pas suffisant, il fut nécessaire de freiner, et donc de pénaliser, les parcours individuels parmi les communautés réputées « favorisées » ou « hors de danger ». L'égalitarisme poussé à son paroxysme débouchait ainsi sur une philosophie profondément inégalitaire, au nom des bons sentiments, de la justice sociale, de l'antiségrégationnisme.

Or, plus que toute autre, la société américaine est tirée vers le haut par ses secteurs les plus performants. Si la France parvient toujours à fonctionner sur les critères de médiocratie égalitaire qui y ont été

imposés par les syndicats, c'est parce que l'endogamie des élites existe et qu'elle y est une notion héritée de l'Ancien Régime. Rien de tel aux États-Unis où, à l'exception d'une petite fraction, les élites sont en perpétuelle gestation. Il a donc fallu se rendre à l'évidence qu'un choix devait être fait :

– Soit le niveau des meilleures institutions devait être abaissé afin que toutes les « communautés » y aient accès par la politique des quotas raciaux. Mais le risque était alors de casser le moteur de la recherche et, à court terme, l'économie du pays.

– Soit maintenir la compétitivité des formations élitistes et laisser se développer, hors circuit compétitif, des ensembles universitaires adaptés aux communautés difficilement intégrables par le haut.

C'est la seconde solution qui a été choisie et nombre d'universités, de second ou de troisième niveau, furent ainsi abandonnées par les Américains d'origine européenne et asiatique à leurs compatriotes noirs. C'est dans ces « ghettos » intellectuels que des « historiens » noirs ont entrepris de réécrire le passé. C'est là aussi qu'est né l'afrocentrisme. Dans ces « réserves » universitaires, terrorisés et par avance désarmés à l'idée d'être traités de « racistes », les WASP<sup>1</sup> y laissent professer les inepties que nous avons invalidées plus haut.

## 2. La fausse prise de conscience américaine

En dépit d'un réalisme ponctuel, l'approche américaine globale refuse de prendre en compte les

1. Ou *White Anglo-Saxon Protestant*, acronyme pour désigner l'élite blanche de l'Amérique.

grandes spécificités africaines. Pour les États-Unis, en Afrique comme ailleurs, le modèle économique libéral est la solution universelle.

Présents dans certaines parties du continent à l'époque de la « guerre froide », notamment dans l'ancien Zaïre<sup>1</sup>, en Angola ou dans la région de la Corne, les États-Unis ont longtemps négligé le reste de l'Afrique sud-saharienne. C'est à partir de la fin des années 1980 qu'ils ont semblé « redécouvrir » le continent noir, et leur diplomatie y connut alors de brillants succès, essentiellement en Afrique australe où elle fut directement à l'origine du « règlement global » de la question namibienne. Washington fut en effet le « parrain » du règlement régional qui aboutit à la fois au retrait de l'Afrique du Sud du Sud-Ouest africain (l'actuelle Namibie), et donc à son indépendance en 1990, et au retrait des troupes cubaines d'Angola<sup>2</sup>.

L'Afrique que les Américains approchaient alors était un monde original dans lequel les définitions diplomatiques classiques pouvaient être appliquées. Leurs interlocuteurs étaient en effet des diplomates sud-africains ou soviétiques qui parlaient leur langue et qui raisonnaient comme eux. La situation sera différente en Somalie et ils l'apprendront à leurs dépens.

Dans ce pays, les guerres de milices tribales ou claniques, dont nous avons parlé plus haut, avaient fini par provoquer une atroce famine et, poussée par les médias, l'opinion américaine se mobilisa. La cause fut jugée importante par la Maison Blanche qui fit alors de la surenchère humanitaire.

1. Aujourd'hui République démocratique du Congo (RDC).

2. Accords quadripartites de New York en 1988 entre les USA, l'URSS, Cuba et l'Afrique du Sud.

Dans l'ignorance bétonnée des réalités locales, le président Bush Senior décida qu'une intervention était nécessaire pour « rendre l'espoir » aux populations somaliennes. Le nom de l'opération fut donc *Restore Hope*. Les mises en garde n'avaient pas manqué. Elles furent toutes inutiles, aucune ne parvenant à faire renoncer le président américain à sa croisade philanthropique. Pas même celle de son ambassadeur au Kenya qui, fin connaisseur de la région, avait déclaré sous forme de boutade à l'adresse des dirigeants de son pays :

« Si vous avez aimé le Viêt-nam, vous adorerez Mogadiscio. »

L'ambassadeur fut sanctionné : rien ne devait ternir le *show* médiatique. Une nouvelle doctrine fut même inventée pour la circonstance : « le droit d'ingérence humanitaire ».

Au mois de décembre 1992, les États-Unis, avec une caution arrachée à l'ONU, intervenaient militairement en Somalie. Un corps expéditionnaire américain débarqua alors dans une mise en scène sinon théâtrale, au moins largement surmédiatisée.

Quelques semaines plus tard, les *boys* durent ouvrir le feu sur ceux qu'ils étaient venus secourir et les premiers soldats furent tués. Un pilote d'hélicoptère américain fut même lynché. Pour l'opinion américaine qui jusque-là baignait dans les bons sentiments, c'était à n'y plus rien comprendre. L'opération *Restore Hope* tournait en effet au cauchemar et au bain de sang sous les huées et les crachats de ceux qu'elle devait sauver. Les « bons samaritains » avaient découvert, mais un peu tard, que la Somalie était un univers déconcertant...

Le 4 mai 1993, l'ONU prit le relais des États-Unis en faisant débarquer un corps expéditionnaire de 28 000 hommes. Le 5 juin, 23 Casques bleus pakistanais étaient tués par les miliciens du « général » Aïdid. Le 12 juin, un commando américain échouait dans une tentative de représailles contre ce chef de guerre somalien. Le 3 octobre, 18 soldats américains étaient tués et le président Clinton, suivi par les gouvernements occidentaux, annonça un retrait militaire.

Au mois de mars 1994, à Nairobi, un accord de réconciliation fut signé entre les deux chefs hawiyés, le « général » Aïdid et Ali Mahdi Mohamed, mais il ne réglait rien. À partir du mois d'août, l'anarchie fut même totale, les hommes d'Ali Mahdi contrôlaient le nord de Mogadiscio et ceux du « général » Aïdid le sud. Le 22 août, 7 Casques bleus indiens furent tués.

Les Américains venaient de prendre conscience de leur impuissance. Ils rembarquèrent en abandonnant dans le borbier somalien ceux qu'ils y avaient mis, à savoir le contingent de l'ONU composé de soldats pakistanais et bengalis que les milices somaliennes transformèrent en cibles vivantes. Échec total !

Le 28 février 1995, il fallut un nouveau débarquement baptisé « opération *Bouclier unifié* » pour extraire des malheureux devenus otages. L'ONU quittait ainsi la Somalie sur un cuisant revers politique et militaire qui lui avait coûté 136 morts et 423 blessés. Les clans somalis se retrouvèrent entre eux et s'étripèrent de plus belle.

Pour les États-Unis, l'expérience somalienne allait servir de leçon. Désormais, il ne serait plus question d'engagement militaire direct et toute intervention

éventuelle devrait être réalisée par des alliés régionaux, à savoir les deux principaux pays de l'Afrique sud-saharienne que sont l'Afrique du Sud et le Nigeria. Washington pense en effet avoir trouvé en eux les partenaires ou les supplétifs locaux auxquels il sera en quelque sorte possible de « sous-traiter » les questions du continent.

À cet égard, il importe de voir que l'actuelle volonté de *pax americana* relève d'un principe de *realpolitik* bien compris. Profitant de l'effacement de l'Europe et des graves incompétences de la diplomatie française « plombée » par vingt années d'atermoiements, les États-Unis tentent en effet d'insuffler une dynamique de paix dans les zones des grands conflits africains, notamment dans la Corne orientale et en République démocratique du Congo. Leur position de superpuissance favorise ce volontarisme, car aucun des belligérants ne peut se permettre d'aller contre leur volonté. Tous acceptent donc de participer à des négociations, sachant pertinemment que les discussions ne régleront aucun des problèmes de fond et qu'en définitive elles ne servent qu'à faire bonne figure et à gagner du temps.

Quoi qu'il en soit, la position américaine prend le contre-pied des principes démocratiques et moraux officiels qui sont pourtant sans cesse réaffirmés. C'est ainsi que Washington soutient des régimes forts peu démocrates : Museveni en Uganda, Kagamé au Rwanda et l'archaïque Dos Santos en Angola, car ces pays présentent tous la particularité de détenir les clés des conflits régionaux. Dans le cas de l'Angola, l'intérêt des États-Unis est augmenté par l'attrait du pétrole. En prenant appui sur ces



pays, le gouvernement américain a un but : imposer d'abord la paix. La démocratie viendra dans un second temps.

On mesurera sur ce point la grande différence de méthode entre Paris et Washington. Pour Paris, englué dans ses principes, le préalable est en effet toujours la démocratie ou, dans le jargon actuel, la « bonne gouvernance ». Pour sa part, Washington n'hésite pas, à l'occasion, à se montrer plus réaliste. D'où ses récentes avancées sur le continent.

Pour concrétiser leur politique, les États-Unis avaient donc besoin de pays-relais. L'Afrique du Sud fut choisie en raison de ses infrastructures héritées de l'ancien régime d'avant 1994 et de la présence de cadres blancs. Le Nigeria, lui, fut retenu pour son poids démographique. Pour Washington, ce dernier pays se devait d'être le pendant africain de la Turquie et, comme cette dernière dans sa zone d'influence, il était prévu qu'il aurait un rôle de police régionale ou même continentale avec un encadrement de conseillers américains. Illustration de ce choix : l'aide américaine au Nigeria passa de 7 millions de dollars en 1998, époque de la dictature militaire, à 109 millions en 2000. Au mois d'août 2000, lors de sa tournée africaine, le président Clinton séjourna au Nigeria où il obtint, de son homologue Olesungu Obasanjo, la création d'une force d'intervention rapide composée de cinq bataillons mécanisés. Ces 8 000 à 10 000 hommes seraient totalement pris en charge, équipés et entraînés par Washington. Mis à la disposition de l'ONU, ils pourraient intervenir en lieu et place des États-Unis. Le sang des *boys* est trop précieux pour être versé en Afrique : la leçon somalienne a été retenue.

Deux grands problèmes limitent cependant considérablement ce plan :

– D'abord, les faiblesses de l'Afrique du Sud dont la situation politique, économique et sociale ne cesse de se détériorer et qui se « tiers-mondise » chaque jour un peu plus. Le pays connaît également une émigration de ses cadres blancs qui devient hémorragique : ce qui réduit peu à peu l'intérêt qu'il représente pour l'Amérique.

– Ensuite, la situation chaotique au Nigeria qui fait que toute politique basée sur ce pays apparaît comme une illusion artificiellement masquée par la sympathie religieuse qui unissait les présidents Clinton et Obasanjo, tous deux évangélistes. Comme nous l'avons vu plus haut, le Nigeria est un pays profondément divisé, éclaté et au bord de la guerre civile et religieuse.

### 3. La solution « libérale » américaine : « *Trade not Aid* »

L'aide à l'Afrique a échoué. L'augmenter encore ne réglerait rien car elle ne s'attaque pas aux causes profondes du mal. Les « modèles » communistes ayant fait faillite et ruiné ceux des pays qui les ont tentés, il ne reste plus aux donateurs que les solutions libérales. Elles ont d'ailleurs été choisies par les États-Unis avec le « *Trade not Aid* » et par les Africains eux-mêmes avec le NEPAD. Or, il s'agit une fois encore de solutions prônant l'économie d'abord. Et donc par avance condamnées à l'échec.



Au mois de juin 1997, sous l'impulsion du président Clinton, les États-Unis définissent une politique spécialement destinée au continent noir et connue sous le nom de « Partenariat pour la croissance en Afrique ».

Son but est de tenter de faire participer les pays situés au sud du Sahara à l'économie mondiale. Pour cela, il convient de développer d'abord de nouvelles relations entre les États-Unis et cette partie du continent sur la base d'un partenariat commercial afin de sortir de l'impasse des relations inégalitaires entre donateurs et assistés. La solution choisie est alors de stimuler artificiellement les exportations africaines. La méthode est en définitive parente de celle qui a été décidée pour les étudiants afro-américains, afin de leur faciliter l'accès aux établissements les plus prestigieux qu'ils ne parviennent pas à intégrer par la voie normale des concours. Les économies africaines vont, à leur tour, se voir appliquer le principe de la discrimination positive.

En 1998, le président Clinton effectue le premier de ses deux voyages en Afrique. Lors de ce déplacement hautement symbolique, il affirme tout l'intérêt que Washington porte au continent. De fait, les Américains semblent alors s'intéresser plus étroitement à l'Afrique.

Il était temps, car en 1998 le continent dans son ensemble représente à peine 1 % de tout le commerce extérieur américain. De plus, deux tiers de ce 1 % sont constitués par le seul pétrole. Cette année-là, les principaux exportateurs africains sud-sahariens aux États-Unis sont, dans l'ordre, le Nigeria (pétrole), la République sud-africaine (produits miniers), l'Angola, le Gabon et le Congo Brazzaville (pétrole).

Deux ans plus tard, en 2000, la situation n'a guère évolué puisque 80 % des importations américaines en provenance d'Afrique sont toujours constituées par le pétrole et accessoirement par les diamants et le platine.

À l'exception de deux ou trois pays, l'Afrique au sud du Sahara est donc absente des préoccupations économiques américaines, idée qui se retrouve à l'examen de l'Aide aux pays en voie de développement (ADP) consentie par les États-Unis. En 1999, l'ADP américaine équivaut en effet à 1 % du budget fédéral, soit 13,3 milliards de dollars, c'est-à-dire l'équivalent de celle du Japon et la moitié de celle de la France. Sur cette somme, 5 milliards sont attribués à Israël et à l'Égypte. L'Afrique sud-saharienne dans son ensemble reçut pour sa part 1 milliard de dollars, soit à peine 6 % de toute l'ADP américaine. En 2000-2001, l'ADP américaine à l'Afrique demeura au même niveau puisqu'elle atteignit péniblement 6,2 % de toute l'ADP nationale. Et pourtant, tous les pays membres de l'OCDE se sont engagés à verser annuellement pour l'ADP 0,7 % de leur PIB. En 1998, les États-Unis en ont versé 0,1 % contre 0,9 % pour la Norvège, 0,8 % pour les Pays-Bas, 0,7 % pour la Suède et 0,4 % pour la France.

Au mois de mai 2001, se tient le cinquième sommet réunissant Africains et Afro-Américains. Il est présidé conjointement par le président Obasanjo du Nigeria et par le Révérend Leon Sullivan, militant américain des droits civiques. Au même moment, les élections présidentielles approchant, la pression des 30 millions d'Afro-Américains s'exerce sur la Maison Blanche. Ils sont majoritairement des électeurs démocrates. Pour leur plaire, le gouvernement américain adopte alors,

avec un enthousiasme digne de la « méthode Coué », le concept de « renaissance africaine » ébauché quelques années auparavant par Nelson Mandela et par son vice-président Thabo Mbeki.

L'administration Clinton popularise ensuite l'idée du « *Trade not Aid* » en l'assortissant de propositions visant à exempter de droits de douane, sous certaines conditions, des productions textiles africaines entrant sur le marché américain. Cette idée est combattue par la droite républicaine, dont le sénateur Jesse Helms se fait le porte-parole en déclarant :

*« Je ne pense pas que la vocation commerciale de notre pays soit de favoriser les économies des pays émergents au détriment des travailleurs américains. »*

La crainte de certains milieux américains était en effet l'envahissement du marché national par des produits n'ayant fait que transiter par l'Afrique – ce qui pourrait risquer d'entraîner la ruine de l'industrie textile américaine.

En face, les leaders afro-américains tenaient un autre langage, notamment par la voix du pasteur Jessie Jackson qui affirma :

*« Nous ne considérons pas l'Afrique comme un continent endetté, mais comme un garant de l'avenir de l'Amérique, et nous devons saisir la chance d'instaurer un partenariat réel et durable. »*

Le « *Trade not Aid* » a vite révélé sa face hypocrite. Les raisons de cette hypocrisie tiennent notamment à ses modalités d'application. Le dispositif américain repose en effet sur le *Trade and Development Act* dont le premier volet est l'*Africa Growth and Opportunity Act*<sup>1</sup> (AGOA) qui accorde un régime de préférence aux

importations textiles et agricoles sud-sahariennes, adopté par le Sénat le 11 mai 2000.

Depuis 1976, est entré en vigueur le *Generalized System of Preference* (GSP) accordé sans réciprocité à tous les pays sous-développés. Il est cependant très restrictif au point de vue des volumes puisqu'il ne porte que sur 1,6 milliard de dollars hors droits de douane sur un total d'un peu plus de 14 milliards d'importations africaines en 1999. De plus, il est déjà bien hypocrite car, sur ces 14 milliards, on compte 8 milliards pour le seul pétrole, 1,5 milliard pour divers minerais et à peine 580 millions pour les productions textiles.

Avec le nouveau dispositif, les États-Unis proposent à certains États africains un statut commercial de préférence tarifaire durant huit années pendant lesquelles ils bénéficieront d'exemptions fiscales pour certaines marchandises. La première d'entre elles est le textile, mais... à la condition qu'il soit fabriqué à partir de fil et de tissu américains. De plus, les produits qui entreraient en concurrence directe avec les productions américaines pourront être exclus de l'accord.

Dans le cas de pays particulièrement pauvres (ceux dont le PIB annuel par habitant est inférieur à 1 500 dollars), la loi permet d'importer aux États-Unis des vêtements, même s'ils ont été confectionnés à partir de tissus non américains, et cela pour une période d'essai de quatre ans. Mais les conditions restrictives sont particulièrement draconiennes. En effet, si les importations se développent trop, la loi prévoit le retour des quotas ; ensuite la traçabilité des produits

1. Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique.

doit être lisible ; puis les douaniers américains sont autorisés à se rendre dans les pays concernés pour y inspecter les usines de fabrication ; enfin toute fraude entraînera une suspension pour cinq années du régime préférentiel.

Dans tous les cas, les États-Unis ne prennent guère de risques. En 1999, sur 60 milliards de dollars d'importations textiles américaines, moins de 600 millions proviennent d'Afrique et, sur les années 2000-2010, les exportations africaines de tissus ne représenteront que de 2 à 3 % de toutes les importations de textiles aux États-Unis.

#### **4. La solution « libérale » africaine : le NEPAD**

Présenté comme une prise de conscience par les Africains eux-mêmes de la nécessité de prendre en charge leur propre développement, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est avant tout une nouvelle stratégie destinée à faire prendre conscience aux bailleurs de fonds de la nécessité de ne pas abandonner l'Afrique.

À l'origine du NEPAD, un constat d'échec fait par plusieurs chefs d'États africains. La situation est jugée à ce point dramatique par trois d'entre eux qu'ils ont décidé de réagir. Trois projets différents sont alors proposés :

- le président sud-africain Mbeki est l'auteur d'un plan dit « de Renaissance africaine ».
- le président algérien Bouteflika invente un Millenium African Plan ;
- le président sénégalais Wade est partisan d'un « Plan Omega ».

Nombre de points étant communs à ces trois

projets, une synthèse devait à l'évidence être trouvée et elle le fut effectivement au mois de mars 2001 lors du sommet de l'OUA qui se tint en Libye. De la fusion des trois initiatives précédentes naquit l'idée d'une Nouvelle Initiative Africaine (NIA).

Au mois de juillet 2001, lors du Sommet des chefs d'États de l'OUA qui se tint à Lusaka, l'idée de NIA est adoptée et, au mois d'octobre, elle reçoit son nom définitif ; à savoir le fameux NEPAD.

Au premier examen, le NEPAD est une initiative reposant sur l'idée de la relance des investissements étrangers conjuguée à des réformes structurelles des économies africaines et à la « bonne gouvernance ». Le but est que le futur du continent ne soit plus suspendu aux aides internationales. La création du NEPAD semblerait vouloir également dire que l'Afrique aurait décidé de renoncer aux incantations accusatoires pour pratiquer enfin un examen réaliste des causes de son non-décollage ; qu'elle aurait enfin résolu de se prendre en charge en cessant de toujours tout demander à l'extérieur.

La réalité du projet est différente sur quatre points essentiels :

Première grande ambiguïté du NEPAD, c'est naturellement avec l'argent des pays industrialisés que l'Afrique pourra lancer son plan de développement. En définitive et comme par le passé, l'Afrique veut bien compter sur elle-même, mais avec l'argent des autres. Et ses besoins sont colossaux puisque, pour faire démarrer le NEPAD, il est nécessaire d'injecter, annuellement, 64 milliards de dollars américains, et cela pour que se vérifie le postulat totalement irréaliste d'une croissance de 7 % annuels durant 15 ans.



La deuxième grande interrogation tient aux modalités de l'investissement. Comment demander en effet à des privés de venir risquer de considérables capitaux dans des pays où les infrastructures sont délabrées ou restant à créer ? Sans routes, sans chemins de fer, sans aéroports fiables, comment attirer des investisseurs ? Comment faire de l'Afrique un continent drainant les capitaux privés quand la corruption fausse la réalité économique ? Comment encourager la prise de risques dans un environnement politique instable et aux pratiques judiciaires gangrenées par la corruption ?

Ensuite, troisième interrogation, le NEPAD va être dirigé par un groupe de travail, baptisé « Comité de gestion », destiné à établir des normes, des domaines de bonne conduite. Il est :

« [...] mis en place à partir des secteurs prioritaires du NEPAD, regroupés en domaines et répartis entre les pays initiateurs de la manière suivante :

*Afrique du Sud : bonne gouvernance politique, paix, sécurité, démocratie*

*Algérie : développement humain*

*Nigeria : bonne gouvernance économique privée et flux des capitaux*

*Sénégal : infrastructures, environnement, NTIC, énergie »*

*Égypte : accès aux marchés, diversification des produits<sup>1</sup>*

1. Vice-présidence du Sénégal. Le NEPAD expliqué. On notera que l'agriculture, qui fait pourtant vivre 800 millions d'Africains et qui représente une part importante (plus de 30 %) de la richesse nationale du continent, est étrangement absente de cette rubrique. Idem pour le Sida.

Ainsi, donc, l'Afrique du Sud, pays le plus criminalisé au monde et dans lequel l'appareil de l'État est confisqué par un parti ethnique, l'ANC xhosa, aura-t-elle en charge la sécurité et la démocratie du continent ?...

Ainsi donc, l'Algérie, société éclatée dirigée par une nomenklatura satrapique gorgée de ses détournements et dans laquelle 30 % au moins de la population active est au chômage, devra-t-elle gérer le développement humain de l'Afrique ?...

Ainsi donc, le Nigeria, État aux innombrables structures mafieuses dont la spécialité est l'escroquerie à l'exportation de capitaux, archétype de la faillite étatique et du détournement des richesses nationales (le pétrole), va-t-il devoir prendre en charge la « bonne gouvernance économique privée » et le « flux des capitaux » ?...

Plus insolite encore : ces pays seront chargés de la répartition des sommes colossales qui devraient être déversées sur l'Afrique... Alors même que certain d'entre eux sont parmi les plus corrompus du continent, même si la norme en la matière est difficile à établir...

Enfin, dernier « bémol » et il est de taille. Dans son préambule, les initiateurs du NEPAD sont en contradiction avec leur projet qui était de cesser de rechercher des causes extérieures aux problèmes africains.

Nous avons déjà cité, dans notre introduction, le document que la vice-présidence du Sénégal a publié<sup>1</sup>, mais peut-être notre lecteur jugera mieux maintenant de sa portée réelle. Nous sommes en 2002 et cette phrase constitue le parfait résumé du « paradigme de la victimisation », dont nous avons prouvé la fausseté



et qui a tant contribué à enfoncer le continent dans l'inaction :

*« L'Afrique [...] considère qu'elle a été marginalisée par l'évolution historique. [...] Son appauvrissement historique provient des effets cumulatifs de 300 ans d'esclavage, de 100 ans de colonisation et, depuis l'indépendance, de la domination économique qui se traduit par l'exploitation de ses ressources et du travail de ses populations par des prix en perpétuelle tendance historique à la baisse. »<sup>1</sup>*

Ainsi donc, si l'Afrique est dans la triste situation que nous pouvons observer, les causes sont toujours les mêmes : l'esclavage, la colonisation et l'exploitation de ses ressources. Pourquoi un tel recul des connaissances et un tel recours à l'incantation ? Parce qu'il s'agit de mettre en condition les nantis des pays industrialisés. Se sentant une fois encore responsables et coupables, ils seront davantage enclins à se montrer généreux.

Les experts des pays industrialisés ne sont pas dupes devant de telles propositions. En privé, les critiques vont bon train car ils n'ignorent pas qu'ils sont en présence d'une nouvelle stratégie définie par les pays africains pour tenter de faire revenir vers l'Afrique des bailleurs de fonds passablement échaudés. Mais les décisions ne leur appartiennent pas et les dirigeants politiques du G8 semblent avoir décidé un soutien au NEPAD.

1. Le NEPAD expliqué, Op. Cit.

En définitive, la différence essentielle avec les précédentes politiques d'aide à l'Afrique tient en une phrase : depuis 1960, les nations industrialisées ont donné à l'Afrique en pure perte désormais, avec le NEPAD, il va leur être demandé d'investir en pure perte...

D'autant plus que l'idée de partenariat avec le secteur privé des pays industrialisés n'est pas une nouveauté. De grands espoirs ont déjà été fondés sur lui durant la décennie 1990 et tous ont été déçus.

Le NEPAD repose avant tout sur l'écho qui lui a été donné par les pays industrialisés lors du sommet du G8. Les pays en question ont en effet mauvaise conscience après les échecs du « plan d'ajustement structurel », cette grande réforme imposée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Ils ont donc décidé de soutenir le NEPAD pour ne pas avoir l'air d'abandonner l'Afrique. Or, le NEPAD est d'abord la partie économique d'un projet d'union africaine qui repose sur une idée neuve, pleine d'espoir et de réalisme historique... le panafricanisme !

L'Organisation de l'unité africaine (OUA) née le 25 mai 1963 à Addis-Abeba, sur cette même idée « neuve », ayant prouvé son inefficacité, a été sabordée à Durban le 8 juillet 2002. Elle est transformée désormais en Union africaine (UA). Durant ses quarante années d'existence, l'OUA n'aura réglé aucun des problèmes du continent. L'UA est-elle mieux armée pour le faire ?

Les objectifs de la nouvelle organisation sont ambitieux : mettre sur rails l'intégration et le développement du continent à l'image de ce que les Européens ont réalisé. Pour ce faire, l'Afrique a été

divisée en plusieurs grandes régions au sein desquelles des processus d'unions régionales devront être mis en œuvre. Ils seront autant d'étapes avant les États-Unis d'Afrique, pleins de paix et d'amour, but ultime du panafricanisme, but ultime de l'UA...

Deux différences de méthode distinguent la construction de l'UA de ce qui a été fait, par exemple, avec l'Union européenne, qui n'est pourtant pas un modèle irréprochable. Là où les Européens ont agi avec patience et au terme d'un long processus, les initiateurs africains de l'UA ont choisi la précipitation et il faut peut-être y voir la marque du principal initiateur du projet, le colonel Kadhafi. Là où les Européens ont exigé des candidats à l'Union des critères politiques et économiques, l'UA est ouverte à tous et sans conditions, dès lors qu'ils sont africains. Encore le même mythe du « peuple africain ».

Prenant acte de l'impuissance de la défunte OUA, les États africains représentés ont décidé de donner à la nouvelle organisation des moyens réels d'action sur trois points : politique avec la création d'un Parlement africain, économique avec la fondation d'une Banque africaine, ultérieurement militaire avec la mise sur pied d'une armée africaine rendue nécessaire par l'intégration de l'idée de « droit d'ingérence » décidée par les signataires.

À peine née et non encore mise en route, l'UA se montre incapable d'affronter ses trois premiers grands problèmes :

Celui de son financement tout d'abord. Comment des pays aux économies en lambeaux pourront-ils faire face aux énormes besoins engendrés par la constitution d'une telle institution ? De plus, les pays africains les plus riches vont-ils s'engager à aider les moins favorisés ? Il est permis d'en douter, car, au sein même du petit club des pays africains producteurs de pétrole, l'or noir n'a pas permis le développement. Si une telle richesse n'a même pas été répartie équitablement au plan national, comment imaginer qu'elle pourra l'être au plan international ?

Celui de son leadership ensuite. Il est en effet clair que deux des principaux leaders africains, à savoir les présidents Kadhafi de Libye et Mbeki d'Afrique du Sud, ont des conceptions tout à fait divergentes au sujet de l'UA. De plus, comment l'UA va-t-elle trouver sa place, son autonomie face aux cinq pays qui dirigent le NPAD ?

Celui des réalités locales enfin. Trois grandes crises secouent aujourd'hui le continent africain que la défunte OUA a été incapable de traiter, à savoir :

– La question du Sahara occidental qui voit la division des pays africains entre partisans du Maroc et partisans d'un « État sahraoui ». Le Maroc s'est retiré de l'OUA, en 1984, au moment où la République arabe sahraouie démocratique (RASD) y a été admise. Or, parmi les cinq chefs d'États qui se sont exprimés lors de la cérémonie officielle de création de l'UA au stade de Durban, en Afrique du Sud, celui qui parla au nom de l'Afrique du Nord fut le « président » de la RASD, Mohamed Abdelaziz... Une véritable provocation pour le Maroc.

– Le conflit du « bloc kongo » dans lequel une dizaine de pays africains, tous membres de l'UA, étaient directement impliqués au moment de sa naissance.

– La question du Zimbabwe. Le dictateur Mugabe a reçu le soutien de bien des leaders africains qui, au même moment, adoptaient avec le NPAD et l'UA une charte concernant la démocratie et la « bonne gouvernance »...

Enfin, n'y a-t-il pas une contradiction avec le « cas Kadhafi » puisque le « guide de la grande révolution » libyenne refuse de soumettre son pouvoir à la moindre élection, estimant que sa légitimité est précisément tirée de ladite révolution ?

Il convient d'ajouter à ces divers problèmes, au risque de faire sombrer ce *radeau de la « Méduse »*, les dossiers du Sida, de la famine qui s'étend en Afrique australe et orientale, du gaspillage des ressources naturelles... Autant de difficultés majeures que l'UA est bien incapable de gérer dans les conditions actuelles.

En définitive, toutes les solutions proposées sont une fois de plus économiques. Or, les principaux blocages africains ne sont pas d'abord économiques mais politiques, culturels, historiques... Ils reposent sur une évidence obstinément niée par les idéologues qui est que les Africains ne sont pas des Européens pauvres à la peau noire... Pour sauver l'Afrique, il est donc urgent de renverser les dogmes universalistes qui l'étouffent et lui interdisent de redevenir elle-même.

## **Conclusion**

### **Renverser les dogmes !**

Américains et Européens ont la même approche globalisante de l'Afrique. Même si le mot est à la mode, cette vision du continent ne correspond à aucune réalité. Elle est directement issue des mouvements idéologiques des années 1950, 60 et 70 ; elle est le résultat d'un panafricanisme culpabilisateur assénant le mythe du « peuple noir victime du monde blanc ». Or, les différences entre un Wolof et un Tutsi sont au moins aussi nombreuses qu'entre un courtier de New York et un métallurgiste russe. Et encore même pas : le New-Yorkais est peut-être le descendant d'un émigrant moscovite, alors que le Dakarois et l'habitant de Kigali n'ont pas le moindre ancêtre commun – c'est quasiment sûr.

Américains et Français ont de l'Afrique la même approche messianique. Rien d'étonnant à cela car c'est au nom des mêmes principes révolutionnaires que leurs pays sont gouvernés. À cette différence près que les États-Unis sont nés de ces idéaux et furent modelés par eux, tandis que l'histoire de France, par



exemple, ne débutant pas en 1789, il a fallu y introduire la démocratie par le fer, le feu et la guillotine...

Pour les élites dirigeantes françaises et américaines, nourries à la mamelle des Révolutions du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'homme sous des cieux différents est le même partout. L'idée française d'assimilation par la culture et par l'adhésion aux principes hérités de la Révolution de 1789 est parente de la version américaine avec son modèle d'*American Way of Life*, plus « terre à terre ».

Bien différente fut l'approche britannique. Jamais on ne vit les instituteurs de Sa Gracieuse Majesté tenter d'apprendre aux petits Haoussas qu'ils descendaient de Guillaume le Conquérant, alors que leurs homologues français faisaient dans le même temps, sérieusement et avec devoir, réciter aux enfants algériens le célèbre « Nos ancêtres les Gaulois ».

Léon Blum, secrétaire général de la Section française de l'Internationale ouvrière<sup>1</sup> (SFIO) et futur président du Conseil du gouvernement du Front populaire en 1936, déclarait le 9 juillet 1925 à la Chambre des députés :

« Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture. »

Premier résident de France au Maroc, où il œuvra de 1912 à 1925, archétype du colonisateur respectueux des peuples colonisés, le maréchal Hubert Lyautey écrivait quant à lui une phrase d'une

1. Ancêtre de l'actuel Parti socialiste français

grande force. Dans le contexte d'impérialisme triomphant et de supériorité coloniale des années 1920, elle n'en a que plus de portée :

« Les Africains ne sont pas inférieurs, ils sont autres. »

Tout est dit dans ces deux phrases. D'un côté, Léon Blum, grand homme politique de gauche, socialiste, humaniste, universaliste, imprégné de la culture révolutionnaire française, pétri des idéaux de 1789, se croit investi de la mission d'imposer tout cela aux autres dans la totale ignorance de ce qu'ils sont et le plus profond mépris de ce qu'ils pensent. De l'autre, un officier monarchiste, servant la France et non la République (la différence est de taille) et qui, de par son éducation et ses expériences de terrain, refuse l'universalisme niveleur et se fait le défenseur des cultures et des civilisations de ceux qu'il colonise<sup>1</sup>.

Dans le débat « Blum *versus* Lyautey », c'est bien évidemment Lyautey qui a raison : oui, les Africains sont « autres » et ils le sont sur plusieurs points, dont trois au moins sont essentiels :

À commencer par le rapport qu'ils entretiennent avec leur communauté. Ce qui caractérise la pensée africaine, c'est que l'Homme africain se définit avant tout comme membre d'un groupe auquel il est indissolublement lié par un réseau complexe de solidarités et de dépendances. Parents, lignage, clan, tribu, ethnie, il est *in fine* le « prisonnier » de cette pyramide protectrice. À l'opposé, les Américains ou les Européens ont

1. Son œuvre marocaine est là pour l'attester. On pourra lire à ce propos : B. Lugan, Histoire du Maroc des origines à nos jours, Librairie Académique Perrin, 2000.

une approche d'extrême individualisme, qui les conduit à une tout autre manière d'appréhender le milieu et de s'y situer. Cette différence est un abîme.

Ensuite, la perception du temps est radicalement différente. L'Homme africain n'a pas la même notion du lendemain, du futur, que l'Américain, l'Européen ou l'Asiatique. Il semble souvent imprévoyant à l'observateur superficiel. Une fausse impression : c'est l'idée même du futur qui lui est étrangère. Demain ne lui appartenant pas, seul compte le présent. La forme de « fatalisme » qui découle de cette vision est difficile à appréhender pour les civilisations où l'agenda est roi.

Enfin, le rapport au sacré, la cosmogonie de l'Homme noir. L'Homme africain est constamment écrasé par des forces hostiles, qu'il doit se concilier par des rites, des sacrifices et des danses. D'où l'importance de cette forme d'expression dans toutes ses cultures. Les masques, qui sont généralement les intermédiaires entre les hommes et ces forces, reflètent bien l'harmonie du monde alentour : souvent inquiétants et grimaçants chez les peuples forestiers écrasés par leur environnement sylvestre ; plus souriants, voire débonnaires chez ceux de la savane.

Ces trois différences aboutissent à un constat : l'Homme africain, celui de la brousse mais aussi celui des *Townships*, nie les problèmes que l'Europe et l'Amérique lui posent, prisonnier qu'il est du groupe, du temps et des forces de l'au-delà, sur lesquels il n'a aucune prise. L'innovation, credo du monde occidental, est perçue par les Africains comme une trahison de la coutume, c'est-à-dire des ancêtres. Or, il ne faut surtout pas attirer le courroux de ses ancêtres sur sa propre personne, car alors ce serait le groupe (qu'on

l'appelle « parentèle », « clan », « tribu » ou « ethnie ») qui en pâtirait puisqu'ils viendraient rôder autour des vivants pour leur reprocher leur trahison.

En somme, l'Homme africain est socialement fortement enclin à ne pas innover. Il se doit, dans des situations analogues, de répéter les mêmes gestes avec les mêmes outils, de reproduire les mêmes rapports sociaux codifiés. Une culture qui se caractérise par l'immuabilité et qui a fait de l'Afrique au sud du Sahara un continent récepteur et non concepteur au plan technologique. Elle a reçu de l'extérieur, par les Arabes ou les Européens, tous les éléments de sa modernité technique.

Ce n'est pas en faisant semblant de ne pas savoir que l'Afrique noire précoloniale ignorait l'usage de la roue, de la poulie, de la traction animale ; ou encore qu'aucune des inventions scientifiques qui ont infléchi le destin de l'humanité n'en est sortie, qu'on parviendra à se faire une juste vision du problème qui se pose à l'Homme africain dans son appréhension de la modernité occidentale. Cette philosophie de groupe, reposant sur l'immuabilité technique et l'immobilisme social, ne pouvait que faire échouer toutes les tentatives de conciliation avec la vision « prométhéenne » européenne, laïque ou religieuse.

L'approche européenne est à l'opposé de la philosophie africaine : l'individualisme s'oppose au groupe, le doute à la coutume, l'interrogation à la tradition.

L'Homme européen cherche à comprendre la nature pour l'expliquer et tenter de la dompter. La civilisation occidentale repose sur des notions

individualistes parfaitement incompréhensibles pour les Africains. Ainsi en est-il du christianisme, religion individualiste imperméable aux perceptions communautaires africaines, qui propose par exemple la sainteté comme but ultime, avec toutes les conséquences qui en découlent. Une sainteté qui, dans la civilisation chrétienne, peut prendre la forme extérieure « anodine » de la chasteté, de la pauvreté, de l'humilité. Autant de concepts insolites et même traumatisants pour l'Africain « moyen », qui adule le fort, méprise le faible et construit des sociétés qui voient dans la polygamie une preuve de puissance génésique de leurs gouvernants, dans la richesse la possibilité d'entretenir une nombreuse clientèle, dans le faste et le paraître de quoi imposer le respect.

Le courtier new-yorkais, même d'origine russe, qui rentre tous les soirs dans *son* appartement de Long Island est parfaitement incapable d'appréhender que, pour le Pygmée revenant de la chasse, *sa* maison est la forêt elle-même. Il est allé ouvrir le réfrigérateur collectif, en quelque sorte ! Et c'est aussi pour cette raison (la communauté et non l'individu) que les Africains « évangélisés » privilégient des formes d'expression extérieures qui font participer le groupe ; y compris dans les églises d'Atlanta où règnent le *gospel* et le « prêche interactif ». Fortes, vivantes et colorées, les célébrations chrétiennes africaines délaissent l'aspect individuel, pourtant l'essentiel du christianisme, et trouvent dans les rites collectifs un substitut à l'incompréhension d'une religion qui propose la recherche du salut personnel.

Génétiquement, linguistiquement, historiquement, il n'existe pas de « peuple noir » au sens où l'entendent les afrocentristes, mais les populations africaines ont néanmoins des mentalités communes. Qu'il s'agisse de réactions cosmogoniques, politiques ou sociales, l'Homme africain réagit, en général, différemment de l'Homme occidental.

Pour tenter de sauver l'Afrique, il est donc primordial de prendre en compte la notion de différence : oui, les Africains sont « autres ». Cette prise de conscience permettra d'un côté de modifier l'approche que les Blancs ont de ce continent, de comprendre qu'il est vain de vouloir récolter des prunes sur un palmier. Et de l'autre, de comprendre que les Africains ont une culture à faire valoir, une évolution à assumer, contre l'oukase démocratique, au risque pour les « bien-pensants », quelle que soit leur couleur, de s'entendre dire que leur pensée n'est pas « unique ».

Le problème est que le « paradigme de la culpabilité » installe dans la perception des questions africaines une schizophrénie entre l'évidence et la chimère. L'évidence que tous observent, mais qu'ils s'interdisent de prendre en compte car elle contrarie les dogmes auxquels ils sont soumis et la chimère qui se dérobe sans cesse, pourtant proclamée vérité universelle et intangible : le fameux « peuple africain » soluble dans l'Humanité universelle des « Lumières ».

\*  
\* \*



Les suggestions qui suivent n'apparaîtront iconoclastes qu'à ceux qui ont des Afriques une vision superficielle ou idéologique. Elles ne sont en rien des formules « miracles ». Leur originalité tient simplement en une approche différente, réaliste et concrète du continent.

Nous proposons sept voies nouvelles de résolution des problèmes africains :

1) Que l'on prenne conscience, d'abord, que la clef des crises africaines ne réside pas dans l'augmentation de la politique d'aide. Ses résultats sont nuls. Elles ne se résoudreont pas non plus par le sélectif et hypocrite « *Trade not Aid* », mais par la prise en compte des spécificités du continent et au premier rang de celles-ci le fait ethnique : réalité sociale majeure, déterminante même, au sud du Sahara.

La première urgence doit être le retour provisoire aux bases ethniques. Provisoire et nous insistons sur cette notion, car l'ethnisme n'est naturellement pas une fin en soi, mais simplement le passage obligé de toute reconstruction africaine. Il s'agit en quelque sorte, au milieu de la désagrégation généralisée et de l'anarchie rampante, de retrouver le plus petit commun dénominateur sur lequel rassembler les hommes. Rassembler pour ensuite construire en élargissant. Ce retour au réel ethnique devra comporter deux grandes étapes :

– D'abord, la reconstitution d'un ordre social et territorial accepté par tous grâce au repli ethnique.

– Ensuite, le dépassement de ce repli ethnique par des contrats territoriaux de libre association, qu'il s'agisse de fédérations, de confédérations ou de tous autres modèles. La condition *sine qua non* de leur

réussite est qu'ils ne reposent pas sur la représentation individualiste du « diktat démocratique », avec son assassin corollaire du « *one man, one vote* » destructeur des équilibres africains.

2) Seule solution à long terme, lorsqu'elles sont historiquement et humainement légitimes : les rectifications de certaines frontières, voire leur redéfinition. Des frontières basées sur les ethnies qui ont le plus souvent des bases territoriales, véritables patries charnelles de leurs membres. C'est sur les unes et sur les autres que devra être fondée la nouvelle organisation constitutionnelle africaine, la seule qui ne sera pas en rupture avec les racines culturelles et philosophiques du continent. Les institutions internationales ne devront donc plus systématiquement s'opposer à cette remise en question des frontières. Voilà un véritable projet neuf pour la nouvelle Union africaine naissante : mettre tout cela sur la table et retracer les lignes de partage naturelles du continent.

3) Les Africains doivent également avoir bien conscience que la démocratie à « l'occidentale » n'est pas importable en l'état. Un système politique qui a d'ailleurs une grande relativité historique. Dans aucun pays d'Europe, à l'exception de la Suisse peut-être, la démocratie n'a plus de deux siècles d'existence ; or, les Européens avaient une histoire avant les révolutions démocratiques des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. La naissance des États-nations du vieux continent ne leur doit rien. La France, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, la Russie, l'Espagne, etc. existaient avant elles : ce n'est pas la démocratie qui les a forgées.



Les sociétés africaines n'étant nées ni avec la colonisation, ni avec la décolonisation et encore moins avec le diktat démocratique, l'Afrique doit rétablir les vrais liens qui la relie à sa longue histoire, des liens coupés par les idéologies universalistes plaquées sur elle. La solution pourrait être cherchée dans un système où la représentation irait aux groupes et non plus aux individus. Mais pour cela, il faut oublier une fois pour toutes le système occidental basé sur le principe du « *one man, one vote* ». Il s'agit donc d'une véritable révolution intellectuelle pour les Américains et les Européens, mais aussi pour ceux des Africains qui pensaient tirer pour l'éternité une rente de situation de la démographie dominante de leur ethnie.

4) Ensuite, que l'on cesse de penser que l'économie peut tout résoudre. Nous avons montré que les principales crises africaines sont structurelles et qu'elles ont une origine historique, politique et culturelle. Tant que leur approche continuera d'être d'abord économique, elles n'auront aucune chance d'être traitées : les comportements africains ne privilégient pas l'économie.

Un seul exemple. Au Zimbabwe, le président Mugabe savait que les fermiers blancs assuraient 95 % des productions industrielles d'exportation et 80 % des productions vivrières. Il n'a jamais ignoré qu'en confisquant leurs terres, il allait ruiner son pays et provoquer la famine. Les « Occidentaux » qui raisonnent en économistes n'ont pas compris que les priorités du président zimbabwéen étaient du niveau du symbole et non de la rentabilité marchande. En se réappropriant la terre, il a agi en chef africain « libérateur », désormais adulé sur le

continent. Qu'il ait précipité son pays dans la famine est secondaire, pour lui et pour les Africains.

5) Les Africains doivent se méfier des formules « magiques » que veulent leur imposer les professionnels du développement. Ils doivent bien prendre conscience qu'il ne s'agit là que de modes occidentales passagères venant après des décennies de néo colonisation intellectuelle qui eut pour noms *marxisme, socialisme, libéralisme, tiers-mondisme, transfert des technologies*. Les deux termes actuellement à la mode sont « *bonne gouvernance* » et « *appropriation locale des politiques* », notions qui succèdent à « *ajustement structurel* » et à « *conditionnalité de l'aide* », lesquelles avaient un moment remplacé « *développement endogène autocentré* », « *formation des formateurs* », « *industries industrialisantes* » et encore « *petits projets* ». En attendant de nouvelles formules qui seront une fois encore imposées comme autant de nouveaux credo provisoirement définitifs.

6) Il importe également, et par voie de conséquence, d'interdire à « l'ingérence humanitaire », ce néocolonialisme de la pitié, de bloquer les recompositions régionales en cours, tant en Afrique orientale qu'en Afrique australe ou occidentale. Prise entre les requins libéraux qui les exploitent et les naïfs des ONG qui les infantilisent, l'Afrique sud-saharienne est trop souvent abandonnée à des exclus des pays du Nord qui viennent aider de plus malheureux qu'eux. Le *Peace Corps* américain, les Volontaires du Progrès européens, ces « encadrateurs » viennent trop souvent chercher en Afrique des solutions à leurs propres problèmes existentiels. Puits villageois, foyers

améliorés, petits moulins, petits barrages, petits élevages, potagers villageois... Ces « petits Blancs » étouffent en réalité les Africains avec leurs milliers de « petits projets » dont les « petites capacités » sont portées par de « petites ambitions », le tout soutenu par de « petits moyens » avec une absence totale de perspective.

7) Enfin, il est temps que les responsables politiques du Nord comprennent et admettent qu'avant d'être « francophones » ou « anglophones », « chrétiens » ou « musulmans », les habitants de l'Afrique sont d'abord des *Africains* qui parlent des langues africaines et qui ont leurs croyances. Plus généralement et comme le dit avec une grande justesse le romancier ivoirien Ahmadou Kourouma<sup>1</sup> :

« [L'Afrique] est habitée par des animistes, les uns teintés de christianisme, les autres d'islam. »

À cet égard, la « francophonie militante » et institutionnelle présente bien des dangers pour l'avenir du continent africain.

Son premier grand défaut est qu'elle enracine les élites africaines francophones dans une histoire et une culture qui leur sont extérieures. Un phénomène d'acculturation se produit donc avec une tendance inquiétante : un fossé de plus en plus profond se creuse en effet entre le peuple et la nomenclatura francophone. Cette dernière qui a été encouragée à faire ses études à l'étranger est de plus en plus mal à l'aise « au pays » – ce qui débouche trop souvent sur son installation en France ou au Québec. Pour l'Afrique, la perte est donc totale.

1. Dont on peut citer, par exemple, l'excellent *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Le Seuil, 1998.

En France, les lois d'accueil interdisent de faire comprendre à ces migrants économiques qu'ils sont indispensables à leur pays d'origine et qu'ils ne sont que des déserteurs. Au Québec, la situation est encore pire. L'obsession linguistique y est telle que, pour résister à l'environnement oppressant de la langue anglaise, les autorités encouragent l'immigration de diplômés africains francophones. Littéralement « achetés » sur le continent où ils sont recrutés au moyen d'annonces publicitaires, ils sont ensuite transplantés dans la « Belle Province » où les femmes n'enfantent plus, pour y constituer des bataillons de supplétifs linguistiques permettant de contenir l'« envahisseur » anglo-saxon. C'est grâce à cette nouvelle « traite » des Noirs ou des Nord-Africains que se sont artificiellement gonflées les statistiques linguistiques locales. Fièremment dressée sur ses arpens de neige, la francophonie québécoise peut ainsi entonner grâce à cette nouvelle « force noire » un insolite *cocorico* identitaire...

Nous ne craignons pas d'écrire que cette politique est littéralement criminelle. Béatement favorisée par les institutions mêmes de la francophonie, elle contribue à tuer l'Afrique en la vidant chaque jour un peu plus de ses enfants diplômés.

Mais attention, les critiques des bien-pensants pleuvent dès lors que l'on touche en France au principe sacro-saint de la francophonie devenue la nouvelle ligne Maginot, à laquelle les bons esprits sont accrochés comme des moules sur un rocher. Nous demandons que l'on ne se méprenne pas sur notre argumentation : il n'est pas question pour nous de proposer de priver l'Afrique des grandes langues véhiculaires internationales qui sont

indispensables à son développement. Il est encore moins question de refuser de prendre en compte le poids d'une histoire commune. Notre seul souci est de bien faire prendre conscience aux uns et aux autres que les Africains ne sont pas *d'abord* anglophones ou francophones.

Prétendre approcher les réalités africaines contemporaines sur ces critères linguistiques conduit à avancer en aveugle sur le complexe terrain des rapports politiques africains.

Un seul exemple, l'Afrique des « Grands lacs ». L'erreur française fut de croire que, parce qu'ils étaient francophones, et cela depuis quelques décennies à peine, des pays comme le Rwanda ou le Burundi regardaient vers l'ouest-africain francophone... alors que tout les tourne au contraire vers l'est accidentellement anglophone.

\*  
\* \*

Quarante années après les indépendances, et si elle ne veut pas mourir, l'Afrique sud saharienne doit en définitive redevenir elle-même et pour cela, commencer par revendiquer son Africanité, en dépit de la pusillanimité de bien de ses dirigeants, coulés dans les moules démocratiques et libéraux. Face aux multiples défis qui attendent le continent, face aux diktats du FMI, de la Banque mondiale ou des ONG, comment auraient réagi des chefs comme Samory, El Hadj Omar, Shaka Zulu, Moulay Ismaël ? L'Afrique manque aujourd'hui cruellement de tels leaders sortis

de sa terre, de son long passé. Or, c'est d'eux dont ce continent a besoin et non d'agents comptables, dociles « Nègres-Blancs » adoubés par la Communauté internationale, dont ils ne sont en définitive que les « portes-serviettes ».

L'Afrique, écrasée par le paradigme de la victimisation et par la « bonne conscience » des nantis des pays du Nord, doit faire sa contre-révolution. Mais sans perdre de vue qu'il serait totalement inconsequent et irréaliste de vouloir replacer le continent dans la situation qui était la sienne en 1850. La contre-révolution africaine consistera d'abord en un retour à la tradition réaffirmée sur laquelle pourront alors, mais seulement alors, être introduits des éléments politiques et économiques importés et adaptés.

La reconstruction de l'Afrique ne se fera que par le retour à l'ordre naturel africain. S'il est vrai que les fleuves ne retournent pas à leur source, les malades aspirent à retrouver la santé. Or, l'Afrique est gravement malade et, pour la sauver, il faut d'abord cesser de lui administrer des potions idéologiques qui non seulement ne lui conviennent pas, mais encore la tuent à petit feu. Ce ne sera que quand les Africains auront trouvé une solution à leurs problèmes politiques, ethniques, constitutionnels, quand ils auront délimité des entités à l'intérieur desquelles ils pourront se gouverner selon leurs propres systèmes, que des solutions économiques pourront être recherchées ou proposées. Pas avant.

L'erreur est de privilégier l'économie comme le font tous les projets de développement alors que nous

sommes devant une évidence d'urgence politique, de « politique d'abord » ! Tout doit donc être reconstruit à partir du réel, c'est-à-dire à partir de l'ethnie, variante africaine du nationalisme et élément fédérateur du tribalisme qui, lui, est en revanche un émiettement. Mais, les cultures africaines étant intrinsèquement inégalitaires, le retour à l'ordre naturel africain se fera obligatoirement par la domination de certains et par la soumission des autres.

Englués dans leurs universalismes, les nantis d'Europe et d'Amérique sont-ils prêts à l'accepter et à renoncer à leurs dogmes égalitaires ? Là est en définitive la vraie question.

L'Afrique n'est pas *Disneyland* et les pluies idéologiques n'y effacent pas plus les taches des léopards que les rayures des zèbres !



Index des noms cités  
(En italiques, les clans, tribus, ethnies)

**A**

Abbas, F. 147  
 Abdallah 119  
 Abdullah Osman 267  
 Abu Bakr II 158,161  
*Agbal* 268  
 Ahmadou 222,314  
 Aïdid (général) 269,284  
*Akan* 67,241,245  
 Ali Mahdi 268,284  
 Ali Mahdi Mohammed 143  
 Al-Omari 161  
 Ambrose, S.H 197  
*Amhar* 262,264  
 Amnesty International 44,47  
 Amselle, J.L 200,240,243,274  
 Anstey, R 75  
 Arabi Pacha 107,108  
 Archinard, L101  
*Ashanti* 41,110,222,223  
 Austen, J. 37

**B**

Bachelard, G162  
 Baker, S. 52  
*Bakongo* 258  
*Bandi* 249  
*Baoulé* 237,241,244,245,249,251  
 Bargash, S 54,78  
*Bariba* 41  
*Barotse* 105  
 Barre S. M. 267,268  
 Bartle Frere 78  
*Bassa* 78, 187  
*Bassari* 201  
 Bédié, H.K 244, 245  
*Bedja* 50

Beethoven, L. van 177  
 Bernal, M. 175, 176, 177, 178, 179, 180  
*Bété* 237, 241, 245, 248, 251  
 Bevin, E 265  
 Bilsen, A. van 134  
 Biondi, J.P 93  
 Bismarck, O. von 95, 96, 110, 111, 113; 114, 115, 116, 230  
 Bleek, W 208  
 Blum, L 304, 305  
*Boers* 6, 85, 103, 204, 213, 216  
 Bontinck, F 55  
 Borgnis-Desbordes, G 97  
 Botte, R. 34, 83, 190  
 Boulanger, G (général) 99  
 Bouteflika, A 292  
 Braumann, R 120  
 Broch, H 55  
 Burton, R 56, 57, 58, 59  
 Bush, G. (senior) 283  
*Bushmen* 202

**C**

Cain, P.J 122  
 Cameron, V 56  
 Caprivi, G.L. von 116  
 Cartier, R 117, 118  
 Chanoine 143  
 Chiarelli, B 169  
 Chrétien, J.P. 200, 239, 240, 260  
 Clapperton, H. 49  
 Clemenceau, G 53  
 Cléopâtre 117, 177  
 Clinton, B 261, 279, 284, 286, 287, 288,  
 Colas, A 81  
 Colomb, C 159, 161

Coquery-Vidovitch, C 200  
Coupez, A 211  
Craig, C 102  
Cuffies, P 181  
Curtin, Ph 61, 62, 63, 65, 70, 82

## D

Daget, S. 35, 63, 73  
Dan 245, 251  
Darod 237, 267, 268  
De 135  
De Gaulle, Ch (général) 148, 149  
Defferre, G 148  
Delneuf, M 203  
Déroulède, P 94  
Dhulbahante 268  
Diop, Ch. A 157, 162, 163, 164,  
165, 166, 168, 170, 172, 175, 200,  
237, 277  
Dioxadis, E 168  
Disraeli, B 106  
Djeser (pharaon) 165, 170  
Doe, S (sergent) 188, 249  
Donnadieu, J.L 82  
Dorobo 201  
Dos Santos, J.E 285  
Drescher, S 75, 77  
Du Bois, B 237

## E

Edelstein, M 124  
Ehret, C 172, 197  
El Hadj Omar 316  
Elphinstone (amiral) 102  
Eltis, D. 36  
Emin Pacha 52  
Essomba 2013  
Ewe 67  
Excoffier 200

## F

Fage, D 61  
Faidherbe, L. (général) 91, 97  
Fanon, F 238  
Farah Aidid, M 268  
Fauvelle, F.X 163  
Ferry, J 90, 92, 94  
Fieldhouse, D.K 126, 127  
Finley, R 181  
Flint, J.E 102  
Floud, R 124  
Foulbé 49  
Foureau, F 88, 101  
Frère-Orban, H 130  
Freycinet, C. de 97  
Froment, A 163, 200, 203  
Fulani 254

## G

Gambetta, L 90  
Garvey, M 237  
Gaudefroy-Demombynes 161  
Gbagbo, L 245, 248, 251  
Gbundé 249  
Gentil, E 88, 101  
Girard, Dr 118, 140  
Girardet, R 94  
Gordon, M. 44, 45, 56, 108, 109  
Goudinho, M 220  
Grébo 249  
Guei, R 245, 248, 251  
Guèye, L 147  
Guillaume II 116, 304  
Guro 245, 248  
Gyo 245, 249, 251

## H

Habar Gedir 268  
Habasha 50  
Hadza 202

Hailé Sélassié 1<sup>er</sup> 262

Haoussa 254, 304  
Hardy, D.R 169  
Hawiyé 268, 284  
Helms, J 290  
Herero 135, 225  
Herriot, É 147  
Hertefeldt, M d, 174  
Heuman, G 74  
Hima 259, 261  
Hobsbawm, E. 16  
Hohenlohe-Schillingsfürst 116  
Hopkins, A. G 122, 181  
Hottentot 203, 204  
Houphouët-Boigny, F 163, 241,  
244, 281  
Hugo, V 91, 92  
Hutu 200, 202, 234, 237, 240, 259,  
260, 261, 262  
Hyksos 171

## I

Ibn Abdallâh 108  
Ibn Khaldun 45, 46  
Ibo 67, 254  
Idrisi, al 50  
Illife, J. 36, 69  
Iraqw 202  
Ismaël (khédive) 52, 106, 107,  
316  
Iyad al-Sabti 45

## J

Jackson, J (révérend) 290  
Jameson, L. S 105  
Jauréguiberry (amiral) 97  
Jaurès, J 90  
Jean-Paul II 80  
Jefferson, T 181  
Joalland 88  
Johnson, L. B 278

Jospin, L 248

## K

Kadhafi, M. al 298, 299, 300  
Kagamé, P 285  
Kamba 53, 54  
Kango Moussa 161  
Kanouri 254  
Keith, G 181  
Kenyatta, J 238  
Khoi 202, 203, 204  
KhoiSan 196, 200, 201, 202, 203,  
204, 206, 213  
Kikuyu 151  
Kimbundo 237  
Kimbundu 258  
Kirk, J 78  
Kitchener, H. H 88, 109  
Konan Bédié, H 244  
Kongo 14, 253, 256, 258, 300  
Kouchmer, B. 28  
Kourouma, A 314  
Kpélé 249  
Krahn 249, 251  
Krios 186  
Kroumir 98  
Kru 190, 237, 238, 241, 245, 248,  
249, 251  
Kwaa 249

## L

Lamy, F 88, 101  
Langa 213  
Lavignerie, Ch 53, 78  
Law, R. 39, 105, 150  
Le Quéllec, L 205  
Lefkowitz, M 177, 180  
Léopold II 55, 56, 116, 129, 130,  
131, 132, 135  
Leroux, M 217  
Livingstone, D 55, 56, 57, 58  
Lobenguela 105  
Loma 249

Lovejoy, P.E 62  
 Luba 79  
 Lugan, B 106, 110, 259, 304  
 Lunda 74  
 Lyautey, L.H.G. (maréchal) 304, 305

## M

Mac Carthy (gouverneur) 185  
 Maccaskie, T.C 182  
 MacLean, R 177, 180  
 Mahdi, al 52, 88  
 Maheran 267, 268  
 Mahi 43  
 Mahomet (prophète) 45  
 Majertein 268  
 Makololo 103, 105  
 Makzara 50  
 Malinké 241, 245, 251, 252  
 Mandé 241, 245, 249, 251  
 Mandela, N 261, 290  
 Manéthon 172  
 Mano 237, 245, 249, 251  
 Marchand, J.B 110  
 Marehan 268  
 Marissal, J. 53, 59  
 Marley, B 237  
 Marseille, J 120, 121, 122, 137, 140  
 Matabélé 103, 105  
 Mau-Mau 151  
 Mauny, R. 171  
 Mayas 158, 161, 162  
 M'Balla, G. 35  
 Mbeki, T 290, 292, 299  
 Mbochi 258  
 Mbokolo 240  
 McCloskey, D 124  
 Mel 249, 251  
 Mendé 237  
 Mengistu, A. M 268  
 Mérinas 270, 271, 272  
 Micombero, M 261

Mitterrand, F 60, 81  
 Monod, T 163  
 Moulay Ismaël 316  
 Mugabe, R.G 300, 312  
 Museveni, Y 285

## N

Nachtigal, G. 49  
 Napoléon III 230  
 Ndebele 212  
 Newbury, C 102  
 Nguesso, D. S 258  
 Nguni 212, 235  
 Nkrumah, D. S 190, 238  
 Noli 159  
 Noupé 41  
 Ntare v 261  
 Nuba 50  
 Nyamwezi 54

## O

Obasanjo; O 254, 286, 287, 289  
 Obichere, B.I. 43  
 Offer, A 124, 125  
 Ogadeni 268  
 Olmèques 162  
 Ortiz de Montellano, O 158, 161  
 Osorta-Sen, (pharaon) 171  
 Ouattara, A 245  
 Ovambo 225  
 Ovimbundu 237, 258

## P

Park, M. 49  
 Peribsen, (pharaon) 165  
 Person, Y 67, 68  
 Peuls 49, 251, 252  
 Phalo 213  
 Phillipson, D 211  
 Pinto, S 103, 105  
 Posnansky, M 197

Pombeiros 34  
 Pygmée 200, 202, 208, 308

## R

Rabah 88, 222, 223  
 Rabino-Massa, E 169  
 Ragatz, R 74  
 Ramanantsoa, G (général) 272  
 Ranavalona III 99  
 Ratsimandrava, R (colonel) 272  
 Ratsiraka, D 272, 273  
 Ravalomanana, M 273  
 Renault, F. 35, 47, 53, 63, 73, 78  
 Renge 202  
 Rhodes, C 103, 105  
 Richardson, D. 39, 62, 73, 75  
 Robertshaw, P 206  
 Robic, Dr 118, 140  
 Roger Louis, W.M. 71  
 Roon, von 111  
 Rougerie, G. 240, 241  
 Rozema, P. 37  
 Rumliza 55  
 Ruscio, A 90

## S

Saab 237  
 Sakalaves 271  
 Samory 222, 223, 316  
 San 202, 203, 204  
 Sandawe 202  
 Saraiva de Carvalho, O 154  
 Sarkozy, N. 26  
 Sar-Teta (pharaon) 165  
 Savimbi, J 258  
 Schnitzer, E 52  
 Schœlcher, V 91  
 Schweinfurth, G. 51  
 Senghor, L. S 147, 157, 163  
 Sérère 165, 1717  
 Sertima, I. van 261  
 Seyid Saïd 77, 78

Shaka Zulu 316  
 Sharp, G 182  
 Shermake, A 277  
 Shona 103  
 Schilluk 51  
 Smith, A. B 206  
 Snoussou 49  
 Soso 251, 252  
 Stanley, H. M 54, 56, 79  
 Stengers, J 131, 133, 134  
 Stiles, E 181  
 Sudan 45,46  
 Sullivan, L 289  
 Swazi 212  
 Sertima, van 91

## T

Tatog 201  
 Taylor, C 168, 245, 249, 251  
 Tegbessou 39  
 Temné 186, 237  
 Tewfik Bey 107  
 Thomas, H. 39, 63, 65, 68, 81  
 Tippe-Tip 54, 55  
 Tolbert, W 188  
 Toucouleur 101  
 Touré, S 149, 251, 252  
 Townsend, M. E 135  
 Tsimihety 271  
 Tsiranana, P 271, 272  
 Turner, H. M 182  
 Tutsi 200, 202, 208, 223, 234, 237, 240, 259, 260, 261, 262

## V

Vansina, J 208  
 Vay 249  
 Vernus, P 170  
 Voulet 143

## W

Wade, A 292  
Walker, S 168  
Walter, F 121  
Ward, J. R 75  
Williams, E 71, 72, 14, 75  
*Wolof* 165, 303

## X

*Xhosa* 212, 213, 237, 295

## Y

*Yacuba* 245, 248, 249, 251  
Yamgnane, K 60  
Yao 53, 54  
*Yoruba* 41, 43, 184, 185, 254

## Z

*Zandji* 50  
*Zulu* 212, 234, 237



## TABLE DES CARTES

<b>Carte I</b>	
Les principales zones de tension en 2002.....	13
<b>Carte II</b>	
Les grandes barrières africaines.....	18
<b>Carte III :</b>	
La Traite atlantique XV <sup>e</sup> - début XIX <sup>e</sup> siècle.....	38
<b>Carte IV</b>	
Le golfe des esclaves.....	40
<b>Carte V</b>	
Les traites musulmanes, IX <sup>e</sup> - XIX <sup>e</sup> siècles.....	48
<b>Carte VI</b>	
Les Européens Afrique vers 1820.....	86
<b>Carte VII</b>	
Les Européens Afrique vers 1880.....	87
<b>Carte VIII</b>	
La conquête de l'Afrique de l'Ouest (1890 - 1900).....	100
<b>Carte IX</b>	
Les ambitions britanniques en Afrique australe.....	104
<b>Carte X</b>	
L'Afrique en 1914.....	112
<b>Carte XI</b>	
L'Afrique française dans sa plus grande extension.....	146

<b>Carte XII</b>	
L'Afrique britannique dans sa plus grande extension.....	152
<b>Carte XIII</b>	
La légende de la découverte de l'Amérique.....	160
<b>Carte XIV</b>	
L'Afrique ethnolinguistique.....	198
<b>Carte XV</b>	
L'Afrique il y a 3 500 ans.....	207
<b>Carte XVI</b>	
Les migrations des bantuphones.....	209
<b>Carte XVII</b>	
Noirs et Blancs en Afrique du Sud.....	214
<b>Carte XVIII</b>	
Bantuphones et néerlandophones en Afrique du Sud.....	215
<b>Carte XIX</b>	
L'Afrique il y a entre 9 000 et 6 000 ans.....	219
<b>Carte XX</b>	
La victoire des caravelles sur les caravanes.....	221
<b>Carte XXI</b>	
Les grands États africains au début du XIX <sup>e</sup> siècle.....	224
<b>Carte XXII</b>	
La tectonique ethnique de l'Ouest africain.....	242
<b>Carte XXIII</b>	
Les ethnies de la Côte-d'Ivoire.....	243

**Carte XXIV**

**La Côte-d'Ivoire : une terre de conquête (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>).....246**

**Carte XXV**

**Langues et peuples du Liberia.....250**

**Carte XXVI**

**Les trois grands ensembles ethniques du Nigeria.....255**

**Carte XXVII**

**Les trois principales ethnies de l'Angola.....257**

**Carte XXVIII**

**L'Éthiopie et ses périphéries.....263**

**Carte XXIX**

**Les tribus somaliennes.....266**

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction : État des lieux d'une Afrique sinistrée.....	11
--	----

PREMIÈRE PARTIE : Le paradigme de la victimisation.....	31
---	----

Chapitre I : Quand l'Afrique vendait ses enfants.....	33
---	----

1. Réalités de la Traite européenne.....	33
2. Les traites musulmanes.....	44
3. Les mythes de l'esclavagisme .....	60
4. L'abolition : des causes humanitaires ou économiques ?.....	74
5. Gorée : petit exemple d'une grosse manipulation.....	79

Chapitre II : La colonisation : bonne affaire ou bonne action ?.....	85
---	----

1. Le colonialisme français : une idée de gauche ?.....	89
2. La colonisation britannique, une entreprise sans enthousiasme.....	102
3. « Nous autres, Allemands, nous n'avons pas besoin de colonies. ».....	110
4. La colonisation : une entreprise ruineuse.....	116
5. Le paradoxe belge.....	129

Chapitre III : Du vrai bilan colonial à la catastrophique décolonisation.....	139
--	-----

1. Le vrai bilan colonial.....	140
2. La décolonisation française.....	144
3. La décolonisation britannique.....	150
4. Les autres décolonisations.....	153

Chapitre IV : L'afrocentrisme à l'épreuve de la science.....	157
---	-----

1. « Science-fiction » et histoire.....	158
2. Nations nègres et Culture.....	162
3. Pour en finir avec l'Égypte nègre.....	166
4. L'héritage de Cheikh Anta Diop.....	173
5. Martin Bernal et <i>Black Athena</i> .....	175
6. Le mythe afro-américain du retour à l'Afrique.....	180

SECONDE PARTIE : Pour une renaissance de l'Afrique...	193
---	-----

Chapitre V: Le peuplement de l'Afrique.....	195
---	-----

1. Qui peuplait l'Afrique avant les Noirs ?.....	201
2. Nilo-saharien, afрасien et migrations pastorales.....	205
3. L'expansion des bantuphones.....	208
4. Le creuset interlacustre.....	210
5. Le peuplement de l'Afrique australe.....	212

Chapitre VI : Les véritables ruptures africaines.....	217
---	-----

1. « La victoire des caravelles sur les caravanes ».....	218
2. Défense des dominés et abaissement des dominants.....	223
3. L'inversion des rapports de force.....	225
4. La fin de la « Guerre froide ».....	227

Chapitre VII : Les ethnies, pivot de l'histoire africaine.....	233
---	-----

1. Définitions.....	233
2. Une colonisation « ethnificatrice » ?.....	236
3. La tectonique ethnique de l'Ouest africain.....	240
4. Le Nigeria et le bloc kongo.....	253
5. Les royaumes de la vache et de la lance.....	258
6. Les peuples de la Corne.....	262
7. Les <i>Mérimas</i> : une création de la colonisation ?.....	270

## **Chapitre VIII : Les fausses solutions universalistes....275**

<b>1. Nécrose européenne, schizophrénie africaine et névrose américaine.....</b>	<b>275</b>
<b>2. La fausse prise de conscience américaine.....</b>	<b>281</b>
<b>3. La solution « libérale » américaine :</b>	
« Trade not Aid ».....	287
<b>4. La solution « libérale » africaine : le NEPAD.....</b>	<b>292</b>
 <b>Conclusion : Renverser les dogmes !.....</b>	 <b>303</b>
 <b>Index des noms cités.....</b>	 <b>321</b>
 <b>Table des cartes.....</b>	 <b>329</b>

Achevé d'imprimer sur les presses  
de l'Imprimerie France Quercy  
113, rue André Breton, 46001 Cahors  
d'après montages et gravure numériques  
(Computer To Plate)  
Dépôt légal : février 2003  
Numéro d'impression : 23206/